

# LE MONDE. diplomatique

GESTION DU FLUX  
À PÔLE EMPLOIUNE NOUVELLE  
DE MUSTAPHA BELHOCINE

Page 11.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 730 - 62<sup>e</sup> année, Janvier 2015

DOSSIER : À QUOI SERVENT LES FORMATIONS POLITIQUES ?

## Podemos, le parti qui bouscule l'Espagne

La perspective d'une victoire de la formation de gauche radicale Syriza lors d'élections législatives anticipées en Grèce a suffi à alarmer la Commission européenne. Ailleurs en Europe, la résistance aux politiques d'austérité s'organise loin de structures partisanes soupçonnées de faire partie du problème plutôt que de la solution. Ce fut longtemps le cas en Espagne, jusqu'à la création d'un parti qui semble changer la donne.

PAR RENAUD LAMBERT

MADRID, 15 mai 2011. Des milliers, puis des centaines de milliers de manifestants, bientôt rebaptisés « indignés » par la presse, se rassemblent à la Puerta del Sol, au cœur de la capitale espagnole. Ils dénoncent la mainmise des banques sur l'économie et une démocratie qui ne les « représente pas ». Enfiévrées, leurs assemblées interdisent drapeaux, sigles politiques et prises de parole au nom d'organisations ou de collectifs. Un slogan émerge bientôt de leurs rangs : « Le peuple, uni, n'a pas besoin de partis. »

Trois ans plus tard, la place de la Puerta del Sol est vide. L'ambition que les choses changent n'a pas disparu, elle a muté. De façon inattendue, l'espoir se cristallise désormais sur une nouvelle formation politique, Podemos (« Nous pouvons »). Alors que, dans la plupart des pays européens, les partis se heurtent à un discrédit croissant, elle rencontre au contraire un succès inattendu.

« On peine à y croire », sourit l'eurodéputé Pablo Echenique lors d'une rencontre organisée par le « cercle » parisien de Podemos en novembre 2014. « Notre parti a été créé en janvier 2014. Cinq mois plus tard, nous remportons 8 % des voix aux élections européennes. Aujourd'hui, toutes les enquêtes présentent notre formation comme la première force politique d'Espagne ! » Les dirigeants de Podemos savent qu'un sondage n'est pas un scrutin. En décembre 2014, de nouvelles enquêtes relèguent d'ailleurs le parti à la deuxième place, derrière le Parti



MICHEL HERRERIA. – «Bascule», 2014

socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Difficile toutefois d'exclure tout à fait la possibilité d'une victoire lors des élections générales qui doivent se tenir le 20 décembre 2015 au plus tard.

La création de Podemos naît d'un constat : « A notre avis, le mouvement du 15-Mai s'est enfermé dans une conception mouvementiste de la politique, nous explique le sociologue Jorge Lago, membre du conseil citoyen de Podemos, sa direction élargie. Or l'idée qu'une accumulation progressive de force allait nécessairement conduire à une traduction politique des rassemblements s'est révélée fautive. » Des associations de lutte contre les expulsions de locataires ont été créées, des réseaux de résistance contre la casse de la santé sont apparus, mais le mouvement général s'est essoufflé, avant de se désagréger.

(Lire la suite page 22.)

## Leçons d'un embargo

PAR SERGE HALIMI

SA DÉFAITE électorale de novembre dernier semble avoir revigoré le président des Etats-Unis. Elu triomphalement à la Maison Blanche en 2008 et disposant pendant ses deux premières années de mandat d'une confortable majorité parlementaire, il n'a tiré de tout cela qu'une modeste réforme du système de santé et une litanie d'homélies prêchant le compromis à des parlementaires républicains déterminés à le détruire (1). Depuis que son parti a été écrasé lors des élections de mi-mandat, que sa carrière politique s'achève, M. Barack Obama multiplie en revanche les choix audacieux. Annoncée juste après un important accord climatique avec la Chine et l'amnistie de cinq millions d'immigrés clandestins, sa décision de rétablir les relations diplomatiques avec La Havane en témoigne. La démocratie américaine exigerait-elle qu'un président n'ait plus ni sénateur forcené à satisfaire ni lobby fortuné à ménager pour qu'il puisse prendre une décision raisonnable ?

La levée de l'embargo imposé à Cuba en 1962 par John F. Kennedy corrigerait une violation du droit international que presque tous les Etats de la planète condamnaient chaque année. Sans doute avaient-ils perçu que, au-delà des prétextes vertueux avancés par les Etats-Unis (droits de l'homme, liberté de conscience), dont chacun sait combien ils sont respectés chez l'allié saoudien ou à Guantánamo, il s'agissait pour Washington de marquer rageusement son dépit. Car, à quelques encablures de la Floride, un petit pays avait osé tenir tête, longtemps et presque seul, à l'empire américain. Cette bataille de la dignité, de la souveraineté, c'est en définitive David qui l'a remportée.

Mais dans quel état... Si l'embargo de Washington n'a pas atteint son objectif de « changement de régime » à La Havane,

le modèle cubain qu'il cherchait à contenir a été anéanti. « Il ne marche même plus pour nous », a d'ailleurs concédé M. Fidel Castro en 2010, en guise d'aval aux réformes « libérales » impulsées par son frère Raúl. Après la dislocation du bloc soviétique, dont l'île dépendait pour presque tout, le pouvoir d'achat des Cubains s'est en effet effondré. La plupart d'entre eux ne survivent dans une économie déglinguée que grâce à une frugalité de chaque instant et à un sens aigu de la débrouille (2). A Cuba, libéraliser reviendra d'ailleurs surtout à laisser des salariés presque tous fonctionnaires devenir propriétaires des petits commerces qui les emploient.

En justifiant sa décision historique, aussitôt saluée par les grandes entreprises de son pays soucieuses de développer leurs affaires dans l'île (American Airlines, Hilton, PepsiCo, etc.), le président Obama a observé que « chercher à provoquer l'effondrement de Cuba ne servirait ni les intérêts américains ni le peuple cubain. Même si cela marchait – et cela a échoué pendant cinquante ans –, nous savons que les pays sont plus susceptibles de se transformer de façon durable quand leurs peuples ne sont pas condamnés au chaos. » Il ne reste plus à Washington, Berlin, Londres et Paris qu'à appliquer cette leçon à la Russie. Sans attendre cinquante ans ?

(1) Lire « Peut-on réformer les Etats-Unis ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.(2) Lire Renaud Lambert, « Ainsi vivent les Cubains », *Le Monde diplomatique*, avril 2011.

ITINÉRAIRE D'UN MÉDICAMENT ORDINAIRE

## Les dessous de l'industrie pharmaceutique

Les scandales rythment l'information sur l'industrie pharmaceutique et focalisent l'attention sur ses excès. Suivre le parcours d'un médicament sans histoire, de sa conception à sa prescription, montre pourtant que la frontière est mince entre les dysfonctionnements et les pratiques routinières.

UNE ENQUÊTE  
DE QUENTIN RAVELLI \*

« J'ai compris que j'étais fliquée, qu'on savait exactement ce que je prescrivais, s'indigne une médecin installée à Paris. J'étais naïve, moi, je ne savais pas. [Un jour], une visiteuse médicale m'a dit : "Vous ne prescrivez pas beaucoup !" Je me suis demandé : "Comment peut-elle savoir cela ?" » Cette pratique de surveillance, qui choque de nombreux praticiens, est orchestrée par les services commerciaux des laboratoires. Pour augmenter ou maintenir leurs parts de marché, les grands groupes pharmaceutiques déploient des trésors d'ingéniosité. Ils n'hésitent pas, par exemple, à modifier les indications de leurs médicaments pour gagner de nouveaux clients.

Considérée par certains médecins comme « la Rolls Royce de l'antibio dans le cutané », la Pyostacine, fabriquée par Sanofi – l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux en chiffre d'affaires (33 milliards d'euros en 2013) –, a connu un tel destin. Longtemps dévolu à un usage dermatologique, l'antibiotique a opéré un « tournant respiratoire » : il est désormais massivement utilisé dans les cas d'infections broncho-pulmonaires et oto-rhino-laryngologiques. Cette dernière utilisation, critiquée par de nombreux médecins puis dénoncée par les pouvoirs

publics, a pu conduire à une surconsommation d'antibiotiques, participant ainsi au problème plus vaste du renforcement des résistances bactériennes – un enjeu de santé publique majeur, responsable de sept cent mille décès par an dans le monde (lire l'encadré page 15).

Pour comprendre la nature versatile de la marchandise médicale, nous avons suivi la vie de ce médicament ordinaire, depuis les laboratoires de recherche jusqu'aux visiteurs médicaux, en passant par l'usine de production du principe actif (1). A chaque étape, la marchandise change de nom : les biologistes parlent de la bactérie *Pristinae Spiralis*, les chimistes de la pristinamycine fabriquée par la bactérie, les visiteurs médicaux vantent les mérites de « la Pyo » aux praticiens, les ouvriers la surnomment affectueusement « la Pristina », voire « la bestiole ». Le long de cette chaîne, l'antagonisme entre les besoins du malade et les profits de l'industriel, entre la valeur d'usage et la valeur d'échange (2), ne cesse de se manifester.

(Lire la suite page 14.)

(1) Menée dans le cadre d'un doctorat en sociologie, cette enquête a duré quatre ans, pendant lesquels l'auteur a été embauché à plusieurs postes : stagiaire dans les services commerciaux de Sanofi, ouvrier dans les usines du groupe, etc.

(2) Par exemple, le diamant a une haute valeur d'échange et une faible valeur d'usage, par comparaison avec l'eau, à faible valeur d'échange et haute valeur d'usage.

Danone, Doux, Heuliez, PSA, Samsonite, Florange...  
Le malheur des uns fait le bonheur des autresÉditions  
La Découverte200 pages, 16 euros  
Également disponible au format ePub



AUX SOURCES D'UNE IDÉE REÇUE

# Prisonniers de la mobilité

*L'idéologie dominante s'appuie sur des notions si communément admises qu'elles finissent par se dispenser de toute mise en perspective. Tel est le cas de la « mobilité ». A première vue, le terme rassemble sous la bannière du bon sens les traits saillants d'une époque où tout bouge, tout change, tout se déplace. Analyser ce qu'il recouvre comme on épluche un oignon révèle pourtant bien des surprises.*

PAR SIMON BORJA, GUILLAUME COURTY  
ET THIERRY RAMADIER \*

LA mobilité serait, selon les Nations unies, un « moteur du développement humain ». Ici, elle s'affiche sur une publicité : « Hello Bank ! Une banque mobile comme vous » ; là, elle se décline en devise pour la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : « Liberté, égalité, mobilité ». « La mobilité sera également développée pour les élèves, individuellement et collectivement, comme pour les enseignants », explique quant à elle la loi d'orientation et de refondation de l'école de 2013.

La mobilité constelle les discours (1). Elle voisine avec fluidité, créativité, accessibilité pour décrire des projets où il est question de liberté, d'autonomie, d'épanouissement ou de dynamisme. Des chercheurs y voient un nouveau concept, voire un nouveau paradigme. Personnes (étudiants, salariés, immigrés), biens (marchandises transportées d'un bout à l'autre du globe), compétences (agilité, ouverture d'esprit), idées (politiques, scientifiques) ou informations (médias, avoir un « mobile », réseaux), rien ne lui échappe.

D'où vient son évidence ? A peine audible dans les années 1970, de plus en plus appréciée dans les années 1980 et 1990, louée dans les années 2000, elle est devenue un référentiel de l'idéologie dominante. L'analyser revient à décortiquer un

millefeuille où auraient sédimé plusieurs strates. Pour penser en termes de mobilité, il a fallu d'abord concevoir l'individu dans un espace, formuler que sa localisation était source de problèmes ou de difficultés. Puis fournir à cette idée un surcroît de sens et d'affects communs : d'une nécessité biophysique, la mobilité est devenue une caractéristique personnelle nouvelle définie par des choix rationnels en rapport avec la « réalisation de soi ».

Comment se sont organisés ces glissements, dans des domaines aussi variés que les sciences, l'art, la politique et l'administration ? Pitirim Sorokin les inaugure dans les années 1920 avec la « mobilité sociale ». Pour comprendre l'extension de la classe moyenne, ce sociologue s'intéressait à la fluidité de la société américaine, conformément à une conception associant l'individualisme volontariste à une certaine idée du mérite et de la réalisation personnelle. Parallèlement se développait une perspective spatiale des déplacements (pas encore nommés « mobilité » !) dans les sciences techniques de gestion de la ville. L'apparition dans les années 1930 d'ingénieurs du trafic routier favorise celle des statistiques des flux urbains. Il s'agit alors de déduire les besoins de déplacements à une échelle géographique prédéfinie en mesurant leur nombre, leurs horaires, etc.

## Un imaginaire nourri par les artistes

AU milieu des années 1970, c'est le comportement individuel saisi à travers le motif du déplacement qui préoccupe désormais les ingénieurs. Ces derniers sont progressivement épaulés par des géographes, des économistes et des psychologues qui se penchent sur les dimensions subjectives : comment les individus perçoivent-ils le temps, l'espace ou les coûts des déplacements, et comment prennent-ils leurs décisions ? Dans les années 1980-1990, le flux devient une collection de comportements que les capacités de calcul contribuent progressivement à analyser.

S'opère ensuite un autre glissement : si dans les années 1970 la mobilité se définissait comme la « plus ou moins forte tendance au déplacement », dans les années 2000 elle relève d'une facilité à se mouvoir incluant toute la personne et toute la société – un « ensemble de manifestations liées au mouvement des réalités sociales dans l'espace » (2). La sociologie la consacre comme un fait nouveau et théorise le « capital de mobilité », centré autour de « compétences » qu'il suffirait d'acquérir pour faciliter les « potentiels » de déplacement. Déplacement géographique et évolution professionnelle se fondent dans « la » mobilité.

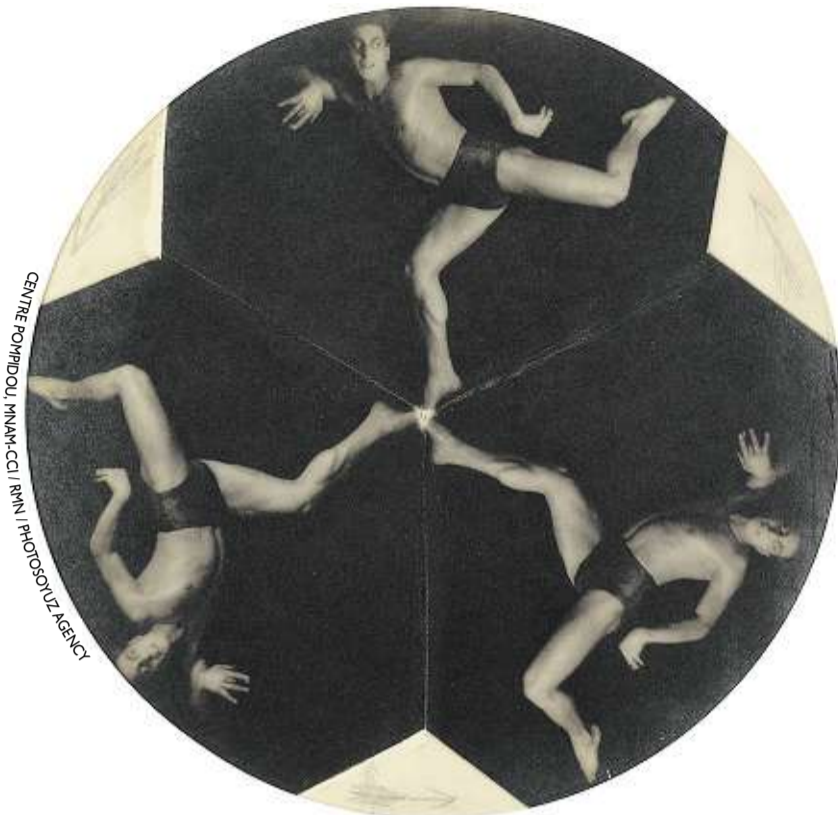
Cette notion n'a pu s'imposer à partir des seules sciences. Si elle projette autant d'images et de représentations positives, c'est aussi parce que les figures du mouvement (déplacement, voyage, expérience, progrès, etc.) qui la fondent ont été largement mises à l'honneur dans l'univers artistique. Au travers des descriptions, évocations, déambulations et pérégrinations dans les villes qui se modernisent, peinture, littérature et poésie ont convoqué des figures qui glorifient l'instabilité, le changement, la variation. Depuis la figure du flâneur

exaltée par Charles Baudelaire ou celle de l'insubmersible *Nautilus*, « *mobilis in mobile* », de Jules Verne, jusqu'à Marcel Duchamp et son *Nu descendant un escalier* en passant par les déambulations parisiennes des dadaïstes, le déplacement libérateur, créateur et même contestataire s'impose comme élément central d'une société en mutation.

Aux alentours de la première guerre mondiale, cette vision du monde trouve un renfort dans l'engouement pour le progrès technique. L'urbanisation nourrit l'espérance de réussite qu'incarnent les phénomènes d'exode. Dans un imaginaire alimenté par l'automobile, le développement du train et de l'aéronautique, l'éloge du mouvement devient un trait commun où fusionnent déplacement et progrès. « *Je peins les trams et les trains de ma jeunesse, explique Paul Delvaux, et je crois que de la sorte j'ai pu fixer la fraîcheur de cette époque* ». Le futurisme se montre fasciné par « *la ville semblable à un immense chantier tumultueux, agile, mobile, dynamique* », quand pour le suprématisme « *l'âme est réveillée* » par « *la nouvelle vie métallique, mécanique, le grondement des automobiles, l'éclat des lampes électriques, les ronflements des hélices* » (3).

Après la seconde guerre mondiale, contre l'opposition traditionnelle « *de la fuite et de la lutte, l'assimilation de la première à une trahison condamnée par les armées comme par les nations* » (4), le déplacement prend des traits philosophico-humanistes. Cela est formalisé clairement dans l'éloge du mouvement individuel comme critique d'un corps prisonnier d'un capitalisme aliénant : Henri Laborit écrit un *Eloge de la fuite*, Guy Debord et les situationnistes explorent la « dérive » urbaine, Gilles Deleuze et Félix Guattari fixent la « déterritorialisation ».

L'imaginaire actuel de la mobilité distille une somme de représentations constamment réactualisées, et se légitime en réinscrivant tous les déplacements à sa mesure. S'appuyant sur le principe selon lequel les



ALEXANDRE DANILOVITCH GRINBERG. – « Art du mouvement, essai », 1928

populations ont toujours été en mouvement, la notion embrasse d'un même point de vue l'extension géographique à l'aube de l'humanité, les invasions, les migrations de peuplement, les retours à la terre et les déplacements de travail pour en conclure à un « fait total de mobilité ». Lequel donnerait du sens à une remise en cause de la société (5). L'argumentaire est d'autant plus puissant qu'il coordonne en un mot progrès, modernité, économie de marché, mondialisation, multiplication des trajets, kilomètres parcourus...

Avec ces approches de la mobilité se clôt une idée de la politique des transports. Nous en serions déjà « au-delà », affirment ses thuriféraires ; « *Nous partageons plus que du transport* », affiche la SNCF. L'économie des déplacements se redécouvre sous le signe de la mobilité : « tout le monde (est) mobile » ! Ainsi le passé se trouve-t-il relégué à une forme d'immobilisme, comme si, jadis, avant l'industrialisation, les gens se déplaçaient moins ou pas du tout. Un raisonnement paradoxal, puisque le capitalisme a justement engendré urbanisation et concentration de la main-d'œuvre – autant d'incitations à la sédentarité !

La mobilité assoit aussi son emprise parce que le monde politique s'en saisit pour produire un son nouveau dès les années 1960. Le 9 septembre 1965, dans une des premières déclarations associant mobilité et travailleurs, Charles de Gaulle explique qu'être mobile c'est « *apprendre un métier* ». Quarante ans plus tard, la même idée s'applique aux salariés que « *des mobilités (...) peuvent à un moment toucher* » (6). La mobilité est devenue une caractéristique de l'emploi. Preuve de sa réussite, elle n'est l'apanage ni des partis ni des seuls dirigeants de droite. Le patronat prône « *une France qui gagne dans un monde qui bouge* ». Selon la Commission européenne, la mobilité est une « *opportunité* » autant qu'une « *bonne pratique* ». En estampillant « *2006, année européenne de la mobilité des travailleurs* », elle fixait les enjeux de leur « *adaptabilité (...) aux mutations structurelles et économiques* ». Entre se soumettre ou se démettre, l'injonction à la flexi... mobilité constitue un élément supplémentaire dans la domination du travailleur. « *Flexibilité : je n'aime pas beaucoup ce mot. En revanche, la mobilité est tout à fait évidente* », précise le président Jacques Chirac à la télévision (10 mars 1997).

Derrière l'injonction, le terme désigne une façon de penser l'Etat. Les fonctionnaires sont touchés selon des modalités particulières. En septembre 1969, le premier ministre Jacques Chaban-Delmas explique que sa « *nouvelle société* » s'emploiera notamment à « *favoriser la mobilité des chercheurs* ». « *Mobilité des hommes* » dans certains discours des premiers ministres de l'après-1981, la notion englobe ensuite les femmes. En avril 1994, François Mitterrand leur octroie « *une forme de libération (...) dans la mobilité du travail et dans la mobilité des horaires* ». Offrir la mobilité à la population, c'est tenter de faire croire qu'on va

en finir avec les inégalités et la dépendance économique. Reste à faire entrer l'étranger dans ce cadre. M. Nicolas Sarkozy s'y emploie en 2006 avec l'immigration choisie, « *une grande politique de codéveloppement qui facilitera la mobilité des personnes et la réinstallation volontaire en Afrique de migrants* ».

Comme dans la célèbre maxime de Karl Marx où « *les idéologues mettent tout sens dessus dessous* », l'idéologie mobilière ne met en avant, et au-dessus de tout, que des vertus. La mobilité doit ainsi être entendue comme ce qu'elle se défend d'être : une catégorie qui fait croire. Elle projette une représentation du monde conçue par les élites. A partir de faits souvent minoritaires, elle privilégie le monde

(1) Cet article synthétise les travaux des auteurs dans les publications suivantes : « Trois mobilités en une seule ? », octobre 2014, [www.espacestemp.net](http://www.espacestemp.net) ; « La mobilité serait un capital : doutes et interrogations », décembre 2012, <http://fr.forumviesmobiles.org> ; « Approches critiques de la mobilité », *Regards sociologiques*, n°45-46, Paris, 2014.

(2) Pierre George et Fernand Verger (sous la dir. de), *Dictionnaire de la géographie*, Presses universitaires de France, Paris, 1970 ; Jacques Lévy et Michel Lussault (sous la dir. de), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 2003.

(3) Cf. Antonio Sant'Elia, « Manifeste de l'architecture futuriste », *Lacerba*, Florence, 1914, et Kazimir Malevitch, *Ecrits*, Gérard Lebovici, Paris, 1986.

(4) Cf. Laurent Jeanpierre, « La place de l'exterritorialité », dans Mark Alizart et Christophe

tel qu'il devra(it) être sur les rapports socio-spatiaux tels qu'ils sont, en déclinant pour cela des chiffres qui donnent l'impression d'un phénomène total. Pourtant, la majorité de la population vit sans cette représentation ou hors d'elle (7). Un pour cent des étudiants européens bénéficient d'Erasmus (devenu Erasmus Mundus) en premier cycle, quand un rapport parlementaire français de mars 2014 salue ce programme comme une « *initiative réussie au service d'un large public* ». Une discordance analogue entre le discours et la réalité s'observe à propos de la catégorie dite « des grands mobiles » : « *Plus de cent soixante-dix mille actifs parcourent plus de quatre-vingts kilomètres pour se rendre à leur lieu de travail situé en Ile-de-France* », explique l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne, qui estime à « *quatre millions neuf cent mille le nombre des déplacements annuels générés par ces actifs* » (8). Pourtant, seuls 4 % des actifs sont des « grands navetteurs ».

Derrière cette pluie de performances chiffrées, les enjeux mobilières restent méconnus : ils ont partie liée avec le pouvoir sur le corps, forme de domination où l'individu, acteur de sa mobilité (puisque c'est pour son bonheur !), serait « responsable » de son devenir autant que garant de celui de la société. Ce dernier glissement en date instaure un ordre mobilière où le capitalisme développe « *l'exploitation des immobiles par les mobiles* » (9) en alimentant sa capacité à répondre à ses propres contradictions. Car, désormais, cette catégorie réussit le tour de force d'inscrire l'individu dans une respatialisation des rapports sociaux où il est sommé de prendre les places qu'on lui désigne comme étant bénéfiques. Vous n'avez pas encore retiré votre dossier de mobilité ? La « semaine de mobilité » vous aidera à réaliser le « projet global de mobilité », car qui peut refuser l'« écomobilité » ? Vous êtes libres : bougez-vous pour vous en sortir !

Kihm (sous la dir. de), *Fresh Théorie*, Léo Scheer, Paris, 2005.

(5) Cf. John Urry, *Sociologie des mobilités. Une nouvelle frontière pour la sociologie ?*, Armand Colin, Paris, 2005.

(6) François Hollande, discours de clôture au congrès de Dijon du Parti socialiste, 18 mai 2003.

(7) Lire Olivier Bailly, Madeleine Guyot, Almos Mihaly et Ahmed Ouamara, « Avec les jeunes de Bruxelles enfermés dans leurs quartiers », *Le Monde diplomatique*, août 2008.

(8) Rapport « Voyages franciliens », Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France, février 2014.

(9) Luc Boltanski et Eve Chiapello, « Inégaux face à la mobilité », *Projet*, n° 271, Saint-Denis, 2002.

Nouveauté 2015 **MONDE diplomatique** 1 an offert d'abonnement au Monde diplomatique pour toute inscription à un cycle

[ FORMATIONS ]

**Elu(e) ou salarié(e), militant(e) ou étudiant(e), vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?**

Dès 2015, participez aux cycles de formation assurés par des experts et des journalistes du *Monde diplomatique*, pour mieux comprendre le monde et le changer.

CYCLE 1 : 8 JOURS (+ voyage d'étude) 29, 30, 31 janvier - 12, 13, 14, 19, 20 février

**EUROPE**

Comprendre l'Union européenne - Théorie et pratique



CYCLE 2 : 8 JOURS

26, 27, 28 mars - 9, 10, 11 avril - 14, 15 mai

**AFRIQUE**

Développement et coopération



CYCLE 3 : 7 JOURS (+ voyage d'étude)

21, 22, 23 mai - 5, 6 juin - 4, 5 juillet

**PROCHE-ORIENT**

Dynamiques et enjeux



CYCLE 4 : 6 JOURS (+ voyage d'étude)

17, 18, 19 septembre - 15, 16, 17 octobre

**MONDES ÉMERGENTS**

De la Chine au Brésil, les nouveaux acteurs mondiaux



Renseignements et inscription :

[www.formations.monde-diplomatique.fr](http://www.formations.monde-diplomatique.fr)

01-42-46-62-57 - [formations@monde-diplomatique.fr](mailto:formations@monde-diplomatique.fr)

**CIF, DIF ou plan de formation des élus (loi de 1992) applicables.** Tarif préférentiel pour les personnes qui ne sont pas prises en charge.

En partenariat avec l'Institut européen des politiques publiques [www.iepp.fr](http://www.iepp.fr)

\* Respectivement doctorant en science politique au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps) ; professeur de science politique au Ceraps, université Lille-II ; directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) au laboratoire Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe (SAGE), université de Strasbourg.

# A Cuba, vers la fin du plus

Le 17 décembre 2014, La Havane et Washington annonçaient le rétablissement de leurs relations diplomatiques. « Cela ne veut pas dire que le problème principal est résolu », a observé le président cubain Raúl Castro lors de son allocution télévisée. Demeure en effet la question de l'embargo, que seul le Congrès américain peut lever. Depuis bientôt cinquante-trois ans, celui-ci étrangle l'économie de l'île.

PAR SALIM LAMRANI \*

LES premières mesures de rétorsion économique – la réduction des importations de sucre en provenance de l'île – ont été imposées à Cuba en 1960 par l'administration républicaine de Dwight D. Eisenhower, officiellement en raison du processus de nationalisations entreprises par le gouvernement révolutionnaire de Fidel Castro. En février 1962, John F. Kennedy étend les mesures et décrète un embargo.

L'impact est dramatique. Les Etats-Unis ont toujours constitué le marché naturel de Cuba. En 1959, 73 % des exportations de l'île étaient destinées au voisin du Nord ;

70 % des importations en provenaient. En quelques semaines, ces échanges s'assèchent totalement...

La rhétorique justifiant cet état de siège économique a évolué au fil des années. En 1960, Washington mettait en avant l'expropriation d'entreprises américaines. A partir de 1961, la Maison Blanche justifie sa position par le rapprochement de l'île avec Moscou. Plus tard, ce seront le soutien aux guérillas latino-américaines en lutte contre les dictatures militaires ou encore les interventions cubaines en Afrique qui fourniront aux Etats-Unis la justification de l'embargo.

## « Semer le désordre »

EN 1991, le bloc soviétique s'est effondré. Au lieu de normaliser les relations avec Cuba, les Etats-Unis choisissent d'accroître les sanctions : il s'agit, désormais, d'exercer une pression susceptible de précipiter le rétablissement de la démocratie et de favoriser le respect des droits de l'homme.

Débutent alors la plus grave crise économique de l'histoire de Cuba, due à la disparition de l'URSS, son principal partenaire commercial : entre 1991 et 1994, le produit

\* Auteur de *Cuba. Les médias face au défi de l'impartialité*, Estrella, Paris, 2013.

intérieur brut (PIB) de l'île plonge de 35 %. Trois ans après l'arrivée de M. George H. Bush au pouvoir, en 1992, le Congrès américain adopte la loi Torricelli, qui intensifie les sanctions contre la population cubaine au prétexte de promouvoir les droits humains. L'objectif, selon le représentant Robert Torricelli ? « Semer le désordre dans l'île » (*The Baltimore Sun*, 30 août 1994). La loi confère notamment aux sanctions un caractère extraterritorial, pourtant interdit par le droit international (a priori, la loi française ne s'applique pas en Allemagne !). Depuis, tout navire étranger

– quelle que soit sa provenance – accostant dans un port cubain se voit interdire l'entrée aux Etats-Unis pendant six mois. Autrement dit, les entreprises maritimes opérant dans la région doivent choisir de commercer ou bien avec Cuba ou bien avec les Etats-Unis. En général, le dilemme est rapidement tranché... Résultat : l'île, qui dépend par définition du transport maritime, doit payer un prix bien supérieur à celui du marché pour convaincre les transporteurs internationaux de la livrer. La loi Torricelli impose par ailleurs des sanctions à tout pays apportant une assis-

– tance à Cuba : si le Mexique octroie par exemple une aide de 100 millions de dollars à La Havane, Washington diminue d'autant son aide à Mexico.

En 1996, un avion de sauvetage de Cubains qui fuyaient par la mer est abattu par La Havane. L'administration Clinton répond en signant la loi Helms-Burton, qui ajoute la rétroactivité à l'extraterritorialité. Là encore, le droit international l'interdit, mais peu importe. Le texte sanctionne toute entreprise (y compris non américaine, donc) qui s'installerait sur des propriétés natio-

nalises après 1959. Mais la loi Helms-Burton viole également le droit américain, qui stipule, d'une part, que les expropriations sont condamnables uniquement lorsqu'elles violent le droit international et, de l'autre, que les poursuites judiciaires ne sont possibles aux Etats-Unis que si la personne lésée disposait d'un passeport américain au moment des faits. Le plus souvent, ni l'une ni l'autre de ces conditions n'est remplie. Mais la loi joue parfaitement son rôle, dissuadant de nombreux investisseurs de s'installer à Cuba par crainte de représailles.



ANGEL DELGADO. – « Limite continuo V » (Limite perpétuelle V), 2009

## LES VIOLENCES POLICIÈRES DISSIPENT

# Pour les Afro-Américains, amer bilan

Le 20 novembre 2014, Akai Gurley a rejoint Michael Brown sur la liste des Noirs tués, aux Etats-Unis, par des policiers blancs. Les jours suivants, des milliers de citoyens ont manifesté contre ces crimes impunis, ravivant le débat sur l'équité de la justice. Pour seule réponse, M. Barack Obama leur a demandé d'être « persévérants », au prétexte que « les choses vont mieux » qu'avant. Les Afro-Américains semblent parfois en douter...

PAR DESMOND KING \*

DEUX vagues de protestations violentes ont secoué Ferguson, dans le Missouri, au cours des cinq derniers mois. Une première en août, quand la mort de Michael Brown, un Afro-Américain de 18 ans tué par un policier, blanc comme l'écrasante majorité des policiers de la ville, a embrasé cette banlieue majoritairement noire. Une seconde en novembre, après la décision d'un jury populaire de ne pas poursuivre l'auteur des coups de feu, M. Darren Wilson. Le mouvement s'est alors étendu à l'ensemble du pays, de San Francisco à New York en passant par Chicago, Seattle, Los Angeles et une multitude de petites villes. Voitures en flammes, pillages nocturnes, policiers blancs montés sur des véhicules blindés faisant face à des manifestants noirs désarmés : les images de cette révolte urbaine ont fait le tour du monde, écorchant le mythe de l'« Amérique

postraciale » qu'aurait fait naître l'arrivée de M. Barack Obama à la Maison Blanche en janvier 2009.

Le meurtre d'un jeune Noir par un policier blanc n'a pourtant rien d'extraordinaire aux Etats-Unis. En 2013, selon le Federal Bureau of Investigation (FBI), un quart des quatre cent soixante et un « homicides justifiés » commis par la police, soit un tous les trois jours, ont eu pour victime un Afro-Américain. Or les Noirs ne représentent que 12 % de la population totale américaine. La disproportion est encore plus flagrante en prison, où ils constituent 38 % des deux millions deux cent mille détenus. Ce chiffre traduit à la fois leur fragilisation socio-économique et la propension des policiers à contrôler prioritairement des Afro-Américains.

L'égalité de droits entre les citoyens, établie dans les années 1960, puis l'émergence d'une classe moyenne noire et l'élection d'un président afro-américain n'y ont rien changé : les Etats-Unis demeurent

traversés par des clivages raciaux. Tous les indicateurs le confirment. La grande récession de 2008-2009 a eu pour effet de creuser les inégalités raciales. Parce qu'ils étaient plus visés que les Blancs par les vendeurs de crédits *subprime*, les Afro-Américains et les Hispaniques ont été plus souvent victimes de saisies immobilières. Plus précaires, ils ont également été plus exposés à l'augmentation du chômage. Ainsi, selon les données du Bureau of Labor Statistics, 5,4 % des Blancs étaient sans emploi en août 2014, contre 11,4 % des Afro-Américains. En 2012, le revenu moyen des ménages blancs s'élevait à 57 009 dollars, celui des ménages noirs à 33 321 dollars.

La ségrégation résidentielle n'a pas non plus diminué. Au cours des quarante dernières années, explique le sociologue

Robert J. Sampson au sujet de Chicago, « aucun quartier majoritairement noir n'est devenu majoritairement blanc », contrairement à un tiers des quartiers blancs, qui sont devenus majoritairement noirs (1). Ce constat se vérifie à l'échelle du pays. Entre 1990 et 2000, « des milliers de quartiers à dominante blanche sont devenus des lieux habités principalement par des Afro-Américains. Mais sur environ soixante-cinq mille quartiers à dominante noire, seuls une dizaine sont devenus des secteurs à population blanche majoritaire. Ainsi, d'une manière générale, la stratification raciale est profondément stable », explique le sociologue. Cette stratification se répercute sur les relations sociales, puisque la plupart des Américains blancs déclarent n'avoir aucun ami noir, à la différence des Afro-Américains, qui, eux, déclarent avoir des amis blancs (2).

## Aumône ou réparation ?

POURTANT, les années 1960 avaient laissé présager un scénario différent. Après plusieurs décennies de protestations, le mouvement des droits civiques obtint l'adoption d'une série de mesures décisives. La loi sur les droits civiques (Civil Rights Act) de 1964 instaura la mixité raciale dans tous les lieux publics et permit l'adoption de mesures dites de « discrimination positive » (*affirmative action*). En 1965, la loi sur le droit de vote (Voting Rights Act) dota le ministère de la justice d'un pouvoir de contrôle accru sur les procédures de vote et d'inscription sur les listes électorales dans les cinquante Etats du pays. Tout changement devait désormais être approuvé par le gouvernement fédéral, garant de l'égalité. Les lois sur l'éducation

(Higher Education Act et Elementary and Secondary Education Act) de 1965 permirent l'octroi de subventions exceptionnelles aux établissements les plus pauvres, majoritairement fréquentés par des Afro-Américains, tandis que le système de transport scolaire fut réformé pour permettre aux enfants noirs d'être scolarisés loin de leur école d'affectation naturelle et favoriser ainsi la mixité raciale. Ces mesures de discrimination positive n'étaient pas conçues comme une forme d'aumône à l'égard des minorités, mais comme un système de réparation pour les injustices historiques que celles-ci avaient subies.

Ces réformes n'ont pu aboutir qu'au prix d'une longue bataille politique entre

les défenseurs des droits civiques et leurs opposants. Si le premier groupe était surtout composé de démocrates et le second de républicains, la frontière était cependant loin d'être hermétique : chaque coalition incluait des membres des deux partis. Ainsi, à l'image du sénateur de Caroline du Sud Strom Thurmond, des démocrates conservateurs, surtout élus dans le sud du pays, se retrouvaient alliés à des républicains pour défendre la ségrégation. A l'inverse, des républicains progressistes, comme le gouverneur de l'Etat de New York Nelson Rockefeller, affrontaient leur propre parti pour promouvoir une plus grande égalité raciale.

Depuis l'adoption des lois sur les droits civiques, les lignes de faille de la politique américaine se sont déplacées. La question des inégalités raciales fait l'objet de deux approches antagonistes, qui recourent exactement les contours des partis. Aux yeux des démocrates, seules des politiques volontaristes, qui prennent en compte spécifiquement la dimension raciale, peuvent combler ces disparités. Cette idée est partagée par une multitude d'associations de défense des minorités, de syndicats, mais aussi de grandes entreprises qui valorisent la mixité de leurs salariés. A la Cour suprême, la juge Sonia Sotomayor (nommée par M. Obama) plaide par exemple pour des politiques en matière d'emploi, d'éducation, de

(1) Robert J. Sampson, *Great American City : Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*, University of Chicago Press, 2012.

(2) Robert P. Jones, « Self-segregation : Why it's so hard for Whites to understand Ferguson », *The Atlantic*, Boston, 21 août 2014.

\* Professeur à l'université d'Oxford. Auteur, avec Rogers M. Smith, de *Still a House Divided : Race and Politics in Obama's America*, Princeton University Press, 2013.

ANTICASTRISTE DE WASHINGTON

# long embargo de l'histoire

Si, en 2000, le lobby agricole américain parvient à imposer un assouplissement des mesures pour pouvoir vendre sa production à La Havane, celui-ci s'accompagne de conditions restrictives (paiement comptant, à l'avance, sans possibilité de crédit et dans une autre monnaie que le dollar). Quatre ans plus tard, l'administration de M. George W. Bush crée la Commission d'assistance à un Cuba libre. Mais l'« assistance » est d'une nature singulière, puisqu'il s'agit d'imposer de nouvelles sanctions à l'île.

A commencer par une limitation des voyages vers Cuba. Alors que tout résident des États-Unis d'origine étrangère est autorisé à se rendre dans son pays d'origine quand bon lui semble, à partir de 2004 la possibilité n'est plus offerte sans autorisation du département du Trésor aux

personnes souhaitant se rendre à Cuba. Les séjours sont par ailleurs limités à quatorze jours tous les trois ans, au lieu d'un voyage par an auparavant. Il faut de surcroît pouvoir démontrer qu'au moins un membre de sa famille vit toujours dans l'île. Ni un cousin, ni un neveu, ni un oncle : redéfini par l'administration Bush, la famille se réduit – pour les Cubains – à la fratrie, aux parents, aux grands-parents et aux époux. A la suite des sollicitations de M. Max Baucus, alors sénateur du Montana, le département du Trésor a informé en 2004 avoir réalisé, entre 1990 et 2004, quatre-vingt-treize investigations en rapport avec le terrorisme international. Dans le même temps, il en a effectué dix mille six cent quatre-vingt-trois « pour empêcher les Nord-Américains d'exercer leur droit de voyager à Cuba (1) ».

du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Or l'appareil contenait des composants américains, et Nikon ne souhaitait pas donner le sentiment de « commercer » avec La Havane.

En juillet 2007, la compagnie aérienne espagnole Hola Airlines, qui disposait d'un contrat avec le gouvernement cubain pour transporter vers l'île des patients latino-américains atteints de maladies oculaires dans le cadre de l'opération « Miracle » (3), a dû mettre un terme à ses relations avec Cuba. En effet, lorsqu'elle a sollicité le fabricant américain Boeing pour des réparations sur un appareil, ce dernier a exigé que Hola Airlines rompe ses relations avec l'île. La directive émanait de la Maison Blanche.

En mai 2014, la banque française BNP Paribas se voit infliger une amende record de 8,97 milliards de dollars (6,6 milliards d'euros) pour avoir enfreint les embargos imposés à Cuba, à l'Iran et au Soudan entre 2002 et 2009.

Les sanctions économiques ont un impact dramatique dans le domaine de la santé. Près de 80% des brevets du secteur médical sont déposés par des multinationales pharmaceutiques américaines et leurs filiales : Cuba ne peut bénéficier de ces avancées scientifiques. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies souligne d'ailleurs que « les restrictions imposées par l'embargo ont contribué à priver Cuba d'un accès vital aux médicaments, aux nouvelles technologies médicales et scientifiques (4) ».

L'arrivée au pouvoir de M. Barack Obama marque cependant une inflexion. En 2009, celui-ci abroge les limitations des voyages et des envois d'argent imposées en 2004 (5). Les signes d'ouverture culminent le 10 décembre 2013, lors d'une cérémonie en hommage à Nelson Mandela, lorsque MM. Obama et Raúl Castro échangent une poignée de main qualifiée d'« historique ».

Les anciens présidents James Carter et William Clinton ont de leur côté exprimé

à plusieurs reprises leur opposition à la politique de Washington. « Je n'ai cessé de demander à la fois publiquement et en privé la fin de notre blocus économique contre le peuple cubain, la levée de toutes les restrictions financières, commerciales et de voyage », a déclaré M. Carter après son second voyage à Cuba en mars 2011 (6). Pour M. Clinton, la politique « absurde » de sanctions – qu'il avait lui-même durcies en signant la loi Helms-Burton – s'est soldée par un « échec total » (7).

La Chambre de commerce des États-Unis, représentant le monde des affaires et les plus importantes multinationales du pays, a également informé qu'elle « souhaitait la fin de l'embargo (8) ». Le

*New York Times* a condamné « un anachronisme de la guerre froide (9) ». De son côté, le *Washington Post*, pourtant conservateur, se montre virulent : « La politique des États-Unis à l'égard de Cuba est un échec. (...) Rien n'a changé, excepté le fait que notre embargo nous rend plus ridicules et impuissants que jamais (10) ».

En 2013, lors de la réunion annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies, cent quatre-vingt-huit pays sur cent quatre-vingt-deux ont condamné, pour la vingt-deuxième fois d'affilée, les sanctions économiques imposées à Cuba, rappelant que plus de 70% des Cubains sont nés sous cet état de siège économique.

SALIM LAMRANI.

## La réalité au-delà de la fiction

L'« AIDE » imaginée par l'équipe de M. Bush encadre également les envois et échanges d'argent. Une personne résidant sur le sol américain ayant pu remplir toutes les conditions pour se rendre dans l'île quatorze jours n'est pas autorisée à y dépenser quotidiennement plus de 50 dollars. Alors que les citoyens ou résidents américains peuvent envoyer une aide financière à un membre de leur famille à l'étranger sans limite de montant, ceux d'origine cubaine ne peuvent lui faire parvenir plus de 100 dollars par mois. Si la personne à secourir milite au sein du Parti communiste cubain (PCC, qui compte plusieurs centaines de milliers de membres), les transferts sont interdits.

En 2006, la Commission d'assistance décide d'entraver la coopération médicale internationale de Cuba – importante source de devises pour l'île – en interdisant toute exportation d'appareils médicaux lorsqu'ils sont « destinés à être utilisés dans des programmes à grande échelle [pour] des patients étrangers (2) ».

La majeure partie de la technologie médicale mondiale est pourtant d'origine américaine.

Peu à peu, l'application extraterritoriale des sanctions économiques s'intensifie, parfois jusqu'au ridicule. Un fabricant d'automobiles japonais, allemand ou coréen souhaitant commercialiser ses produits sur le marché américain doit au préalable démontrer au département du Trésor que ses voitures ne contiennent pas de nickel cubain. Un pâtissier français désireux de pénétrer le marché de la première puissance économique mondiale doit prouver que sa production ne contient pas un gramme de sucre cubain.

Des cas théoriques ? Parfois, la réalité dépasse la fiction.

En 2006, l'entreprise japonaise Nikon refuse que l'on remette son prix – un appareil photographique de sa gamme – à Raysel Sosa Roja, un jeune Cubain de 13 ans souffrant d'hémophilie. Ce dernier venait pourtant de remporter le quinzième concours international de dessins d'enfants

## Nos précédents articles

- « Dégel sous les tropiques entre Washington et La Havane », par Patrick Howlett-Martin (novembre 2014).
- « Cuba, le parti et la foi », par Janette Habel (juin 2012).
- « Ainsi vivent les Cubains », par Renaud Lambert (avril 2011).
- « Cinq Cubains à la Une », par Maurice Lemoine (novembre 2010).
- « Miami se lasse de l'extrême droite cubaine », par Maurice Lemoine (avril 2008).
- « Une Internationale... de la santé », par Hernando Calvo Ospina (août 2006).
- « Cuba entre pressions externes et blocages internes », par Janette Habel (juin 2004).
- « Prisonniers sans droits de Guantánamo », par Olivier Audeoud (avril 2002).

LE MYTHE D'UNE SOCIÉTÉ POSTRACIALE AUX ÉTATS-UNIS

# d'une présidence noire

logement, etc., qui prennent en compte l'appartenance raciale.

Sans nier les discriminations qui frappent les Noirs, les républicains considèrent que les lois sur les droits civiques ont rendu inutile toute intervention spécifique de l'Etat en faveur des minorités. L'égalité des chances étant assurée, il s'agirait désormais d'un combat individuel, et non collectif. Au moment de signer, en novembre 1983, une loi

instaurant un nouveau jour férié en hommage à Martin Luther King – loi qu'il avait âprement combattue –, le président Ronald Reagan paraphrasa le célèbre pasteur : il faut « juger un homme sur sa personnalité, pas sur sa couleur de peau ». Ce principe, qui fait de l'individu la source de la réussite et nie le pesant héritage des décennies de ségrégation, se trouve au fondement de la coalition des partisans de politiques « indifférentes à la couleur de peau ».

## M. Obama tance les manifestants

CETTE coalition n'a cessé de gagner du terrain depuis trente ans, en particulier au sein de la Cour suprême, où elle rassemble désormais cinq des neuf juges. Les décisions rendues ces dernières années s'en ressentent. En juin 2009, l'arrêt « Ricci v. DeStefano » donna raison aux dix-neuf pompiers (dix-sept Blancs et deux Hispaniques) qui se plaignaient de ne pas avoir été promus à cause des mesures de discrimination positive en faveur des Noirs. En juin 2013, l'arrêt « Shelby County v. Holder » invalida l'article 5 de la loi sur le droit de vote de 1965 qui obligeait les États à obtenir l'approbation du gouvernement fédéral avant de modifier leur code électoral (3). La discrimination positive dans les universités fait également l'objet d'une attaque en règle. En juin 2013, la Cour suprême a tranché dans le sens de M<sup>me</sup> Abigail Fisher, une étudiante blanche qui se plaignait d'avoir été refusée par l'université du Texas alors que des candidats moins qualifiés qu'elle, mais appartenant à une minorité, avaient été admis. Le déclin de l'affirmative action (4) a eu

un effet négatif sur la condition des Afro-Américains. En 2010, 74 % des enfants noirs étaient inscrits dans une école majoritairement fréquentée par des élèves noirs. Un taux comparable à celui de 1968 (77 %) et largement supérieur à celui de 1980 (62 %).

Quand il était candidat à la Maison Blanche en 2008, M. Obama s'exprima plusieurs fois sur les problèmes raciaux. A Philadelphie, lors d'un discours très remarqué, il plaida notamment pour un « système de justice pénale équitable ». Il appela les Noirs à fonder leurs revendications dans « les aspirations plus larges de tous les Américains » et les Blancs à prendre en compte « l'héritage de la ségrégation et ses persistances, moins manifestes que par le passé, mais néanmoins réelles ». Beaucoup ont alors cru que, s'il était élu, M. Obama mettrait en œuvre des mesures pour améliorer le sort des minorités.

Pourtant, depuis six ans qu'il occupe le bureau Oval, le président évite soigneu-

sement d'aborder cette question, de peur d'être accusé par ses détracteurs d'avantager sa propre communauté. Une des rares exceptions à ce silence fut le « sommet de la bière » qui se tint à la Maison Blanche en juillet 2009. M. Obama invita alors l'universitaire afro-américain Henry Louis Gates et le sergent blanc James Crowley pour deviser sur les discriminations raciales. Soupçonné de commettre un cambriolage alors qu'il ne faisait que rentrer chez lui, le premier avait été arrêté sans ménagement par le second...

En février 2012, la mort de Trayvon Martin, un Afro-Américain de 17 ans tué par un Latino-Américain qui organisait des rondes de surveillance dans son quartier, poussa M. Obama à s'exprimer une nouvelle fois. « Quand Trayvon Martin a été tué, j'ai dit qu'il aurait pu être mon fils. Autrement dit, Trayvon Martin, ç'aurait pu être moi il y a trente-cinq ans. (...) Rares sont les Afro-Américains qui n'ont pas fait l'expérience d'être suivis quand ils font des courses dans un grand magasin. Moi aussi, j'ai connu ça. (...) Rares sont les Afro-Américains qui n'ont pas fait l'expérience de prendre l'ascenseur et de voir une femme serrer son porte-monnaie nerveusement et retenir sa respiration jusqu'à ce qu'elle puisse sortir », expliqua-t-il avec émotion.

Le président s'est montré nettement moins lyrique après la mort de Brown en août dernier. Il a refusé de se rendre sur place, alors que les manifestants l'y invitaient, et s'est contenté de déclarations prudentes, affirmant attendre les conclusions du ministère de la justice. Après la décision du jury populaire, il a même condamné la violence des protestataires.

« Brûler des bâtiments, mettre le feu à des voitures, détruire des biens, mettre en danger des gens : il n'y a aucune excuse à cela, ce sont des actes criminels. Je n'ai aucune sympathie pour ceux qui détruisent leur propre communauté », déclara-t-il sans proposer de réponse politique à la crise qui frappait son pays.

Loin d'avoir apaisé les clivages raciaux, la présidence Obama a peut-être même contribué à les exacerber. Le politiste Michael Tesler a étudié l'évolution des enquêtes d'opinion depuis 2008. Il a montré que, sur de nombreux sujets (la réforme de la santé, la nomination de M<sup>me</sup> Sotomayor à la Cour suprême, les impôts...), l'opinion des Américains est déterminée par leur perception de M. Obama, elle-même façonnée par sa couleur de peau (5).

Par exemple, en mars 2012, une enquête réalisée dans le Maryland montrait que 56 % des Afro-Américains de l'Etat s'opposaient à l'adoption d'une loi autorisant le mariage homosexuel, contre 39 % qui la soutenaient. Le mois suivant, le président s'est prononcé en faveur de cette loi et, en mai, un nouveau sondage a été réalisé. Les résultats s'étaient inversés : 55 % des Afro-Américains du Maryland déclaraient soutenir le mariage homosexuel et 36 % s'y opposer. Parallèlement, le taux d'approbation chez les Blancs avait diminué (6). Ainsi, affirme le politiste, l'élection de M. Obama a contribué à donner une connotation raciale à des sujets qui étaient jusque-là dépourvus.

La polarisation des partis politiques et de l'électorat rend hautement improbable le retour à un programme ambitieux de

lutte contre la ségrégation et la discrimination raciales. Les avancées des années 1965-1975 s'appuyaient sur une certaine collaboration entre les deux grands partis politiques et reposaient sur le volontarisme de l'Etat. Les républicains, qui rejettent désormais toute intervention de l'Etat, occupent la majorité des sièges de gouverneur (vingt-huit sur cinquante) et dominent la plupart des assemblées d'Etat ainsi que les deux Chambres du Congrès fédéral. Ils peuvent ainsi bloquer toute mesure susceptible de favoriser spécifiquement les minorités. Dans ce contexte, seules des mesures locales, adoptées au coup par coup, semblent aujourd'hui possibles. A New York, le maire Bill de Blasio s'est lancé dans la construction de logements sociaux dont l'attribution devrait favoriser la mixité raciale. A Minneapolis, un astucieux redécoupage des districts scolaires a permis de diminuer la ségrégation dans les écoles.

Les manifestations suscitées par la mort de Brown montrent que ce type de mesures ne suffit pas, mais aussi qu'il existe les bases d'un mouvement politique favorable à une réforme radicale de l'ordre racial américain.

DESMOND KING.

(3) Lire Brentin Mock, « Retour feutré de la discrimination électoral », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

(4) Lire John D. Skrentny, « L'« affirmative action » américaine en déclin », *Le Monde diplomatique*, mai 2007.

(5) Michael Tesler, « The spillover of racialization into health care : How president Obama polarized public opinion by racial attitudes and race », *American Journal of Political Science*, vol. 56, n°3, Malden (Massachusetts), 2012.

(6) Sasha Issenberg, « It all comes down to race », *Slate*, 1<sup>er</sup> juin 2012, www.slate.com

# Le splendide isolement

« Zéro problème » avec les voisins, tel était l'objectif de la politique étrangère du Parti de la justice et du développement (AKP). Mais les « printemps arabes » ont bouleversé la donne régionale, et la Turquie se trouve désormais en froid avec la Syrie, l'Arabie saoudite, l'Iran et l'Égypte. Alors que le régime connaît une dérive autoritaire, le choix de la « solitude dans la dignité » constitue-t-il une option ?

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
WENDY KRISTIANSEN \*

« **L**a position de la Turquie est d'ordre éthique. Notre politique régionale est fondée sur les valeurs humaines et démocratiques, que tout le monde devrait approuver. C'est pourquoi le coup d'Etat contre [le président égyptien] Mohamed Morsi [le 3 juillet 2013] était si décevant. » Tout comme M. Yasin Aktay, le vice-président chargé des relations extérieures au Parti de la justice et du développement (AKP), les proches de cette formation entament systématiquement la conversation en abordant la situation en Égypte et en insistant sur la « position éthique » du gouvernement. M. Aktay poursuit : « Nous avons pensé que l'Occident chercherait à isoler le nouveau régime. Mais il s'est contenté d'assister à l'assassinat de la démocratie – le massacre de Rabia (1), les médias muselés. »

La non-condamnation du coup d'Etat contre M. Morsi et la poursuite de l'aide américaine à l'Égypte ont été perçus à Ankara comme une trahison de Washington. Soutien actif de M. Morsi et des Frères musulmans, le premier ministre, M. Recep Tayyip Erdogan, a appelé à sa libération et critiqué le régime qui lui a succédé, refusant de reconnaître sa légitimité. Devenu président, M. Erdogan s'est adressé à l'Assemblée générale de l'Orga-

\* Rédactrice en chef de l'édition anglaise du Monde diplomatique.

nisation des Nations unies (ONU) à New York, le 24 septembre 2014, en ces termes : « Ceux qui s'opposent aux meurtres en Irak, en Syrie et à l'assassinat de la démocratie en Égypte sont (...) accusés de soutenir le terrorisme. » Il a critiqué l'ONU ainsi que « les pays démocratiques qui se sont bornés à observer les événements ». Le ministre des affaires étrangères égyptien a riposté : « Ces mensonges ne sont pas étonnants venant d'un homme désireux de provoquer le chaos et de semer la division au Proche-Orient à travers son soutien à des groupes et à des organisations terroristes » (Reuters, 25 septembre 2014).

M. Erdogan n'est pas étranger aux polémiques médiatiques. Son franc-parler, en particulier en faveur des Palestiniens, lui a valu une grande popularité dans le monde arabe. Avec le Proche-Orient dans la tourmente, celle-ci a peut-être diminué, même si le charme opère toujours : il a été élu président dès le premier tour, avec 51,7 % des voix, le 10 août dernier. M. Erdogan espère une victoire suffisamment large aux législatives de juin 2015 pour imposer un changement constitutionnel et un véritable système présidentiel.

A ses côtés se tient M. Ahmet Davutoglu. C'est un universitaire, pas un homme politique. Principal conseiller diplomatique de l'AKP dès l'arrivée au

pouvoir de celui-ci, le 3 novembre 2002, il est devenu ministre des affaires étrangères en mai 2009. Et, quand M. Erdogan a accédé à la présidence, M. Davutoglu a pris les rênes de l'AKP en même temps que la fonction de premier ministre. Bien qu'on entende parfois que les deux hommes ne seraient pas toujours d'accord, M. Davutoglu reste un fidèle lieutenant. Pas encore usé par le pouvoir, il peut assurer la continuité du projet de l'AKP, à un moment où de nombreux députés achèvent leur troisième et dernier mandat.

Ce projet de « nouvelle Turquie » – sous la conduite d'une présidence renforcée, installée dans un palais flamboyant neuf de plus de mille pièces, dont la construction a été estimée à 615 millions de dollars (2) – repose sur une centralisation et un autoritarisme accrus. Sorti renforcé des urnes, le pouvoir étouffe les

MUT GÖZ. – Sous une fenêtre d'Istanbul, 2007



libertés de parole et de manifestation, bride la justice, fait licencier les journalistes, et s'est même distingué en 2014 par une tentative d'interdire Twitter et YouTube. Le 12 décembre, M. Erdogan a annoncé qu'il présiderait désormais les réunions du conseil des ministres. Depuis les manifestations du parc Gezi de l'été 2013, toute remise en question de son autorité est perçue par lui comme une menace directe.

A Istanbul, les rumeurs et les informations de seconde main ont remplacé les faits. Beaucoup de gens interrogés ne veulent s'exprimer que de manière anonyme. Le 14 décembre dernier, à l'aube, la police a effectué une descente au siège du quotidien *Zaman* et à celui de la chaîne de télévision *Samanyolu*, arrêtant principalement des journalistes connus pour leurs liens avec le dirigeant religieux réfugié aux États-Unis

Fethullah Gülen. Ces mesures ont provoqué de fortes protestations de l'Union européenne et des États-Unis, ainsi que des associations de journalistes et d'éditeurs turcs. M. Gülen, qui fut un proche allié de M. Erdogan, est tombé en disgrâce depuis que des membres de sa confrérie ont divulgué, en décembre 2013, des faits de corruption impliquant des personnalités importantes de l'AKP, y compris des ministres et leurs enfants. M. Erdogan a affirmé qu'il « renverser[ait] ce réseau de trahison et l'amèner[ait] à rendre des comptes (3) ».

(1) Dans la journée du 14 août 2013, l'armée et les forces de police égyptiennes ont tué environ un millier de personnes dans l'assaut contre le campement de la place Rabia Al-Adawia, où s'étaient rassemblés les opposants islamistes au coup d'Etat.  
(2) BBC News Europe, Londres, 5 novembre 2014.  
(3) *Hürriyet Daily News*, Istanbul, 12 décembre 2014.

Longtemps invisible, la plus importante communauté rom d'Europe a accompli une renaissance identitaire à la faveur d'une ouverture du pouvoir islamo-conservateur turc. Mais son émancipation économique et sociale s'avère beaucoup plus délicate.

PAR NOS ENVOYÉS  
SPÉCIAUX MARIE CHAMBRIAL  
ET ERWAN MANAC'H \*

**M**ONSIEUR Bahattin Turnali arpente les rues décrépies de son quartier dans un complet noir impeccable, la cravate vissée autour du cou, le pas lent. Jeune cadre doublement diplômé de l'université d'Istanbul, bientôt trentenaire, il jette un œil paternel sur ces petits immeubles vieillissants qui l'ont vu grandir. « Les taxis refusent d'entrer ici après 21 heures. A cause des violences et du trafic de drogue », raconte-t-il.

Environ six mille Roms vivent à Kustepe, un quartier pauvre du centre d'Istanbul qui compte vingt-deux mille âmes au total. M. Turnali s'engouffre bientôt dans un dédale de rues en pente. Sur la place principale, un café sans devanture fait face à la mosquée, d'où résonne l'appel à la prière du soir. Le patron, M. Bülent Filyas, une figure locale, donne le ton : « Avant toute chose, il faut dire que notre situation est bonne. »

A Kustepe comme ailleurs au sein de l'importante population rom, on veut croire qu'une ère nouvelle a commencé. Depuis cinq ans, l'Etat turc a multiplié les gestes d'ouverture. En 2010, M. Recep Tayyip Erdogan, alors premier ministre, fait retirer le terme péjoratif *Cingene* (« Tzigane »)

du droit turc. Il supprime l'année suivante une loi (inappliquée) qui permettait encore au ministère de l'intérieur d'expulser des Roms sans état civil ou considérés comme « non affiliés à la culture turque ». Le 14 mars 2010, devant quinze mille Roms de tout le pays réunis dans un stade d'Istanbul, il prononce un hommage vibrant et demande pardon, « au nom de l'Etat », pour les mauvais traitements et les discriminations subies. « Même les Turcs non roms ont commencé à utiliser un langage plus prudent », observe M. Metin Salih Sentürk, président de l'association des vendeurs de fleurs et autre figure de Kustepe. « C'est une révolution ! », insiste M. Filyas.

L'opération n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques. Elle a servi de gage pour l'Union européenne, qui attend des avancées sur la question des minorités. Elle accompagne un net changement de doctrine au sommet de l'Etat, depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP), conservateur. « Recep Tayyip Erdogan et l'AKP ont toujours fait montre d'une certaine ouverture par rapport aux identités distinctes en Turquie. Cela leur

a permis de ramener l'islam dans l'espace public, analyse Jean Marcou, chercheur à l'Observatoire de la vie politique turque (1). Ils veulent pouvoir afficher le sunnisme hanafite, bien qu'il soit archi-majoritaire, comme s'affichent les Kurdes, les alévis, les Arméniens ou... les Roms. »

## La ségrégation reste une réalité implacable

Pendant quatre-vingts ans, les Roms sont demeurés invisibles dans l'espace politique. Tout en conservant leurs coutumes et une vie sociale propre, ils se sont fondus dans la république bâtie par Mustafa Kemal Atatürk. Ils effectuent leur service militaire, pratiquent la même religion que la majorité, parlent la même langue et vouent le même culte à Atatürk.

Il ne faut pourtant pas s'y méprendre. Comme ailleurs sur le continent, les Roms et les minorités

linguistiques aux racines proches (Doms, Loms) font figure de rejetés : chômage élevé, déficit d'accès aux soins, logement indigne. La déscolarisation des enfants est élevée. Beaucoup, filles comme garçons, sont incités à travailler ou à se marier dès l'adolescence (2). La ségrégation reste une réalité implacable, même si les violences ciblées sont plus rares que dans d'autres pays.

A Kustepe, les jeunes sont happés par le « bonsaï », une drogue de synthèse bon marché apparue en 2010 et qui provoque une forte dépendance. Avec une petite association de lutte contre les discriminations et pour l'éducation (Egkam) créée récemment, M. Turnali tente de briser la spirale de la pauvreté en aidant les familles du quartier à ne pas déscolariser leurs enfants. Depuis 2010, des petites structures de ce type fourmillent et, avec elles, une nouvelle génération de porte-parole, diplômés et politisés, émerge. « Nous sommes très peu à avoir été à l'université, raconte-t-il. Aujourd'hui je suis devenu une sorte de modèle. »

Réalisatrice de documentaires (3) originaire d'Istanbul, Elmas Arus, la trentenaire, a fondé l'association Zéro discrimination en 2010. En mars de la même année, elle a pris publiquement la parole lors du meeting organisé par M. Erdogan. Mais son engagement n'a pas été compris dans sa famille : « Ma mère disait que je devrais avoir honte de m'intéresser encore à ces questions alors que j'ai une bonne situation. Elle n'est pas fière d'être rom. Elle a oublié son histoire et sa langue. » Réveiller l'identité rom fut une opération politiquement indolore pour M. Erdogan. Contrairement aux Kurdes, ils n'ont aucune revendication d'autonomie. Ils nourrissent peu de solidarité avec les Roms d'Europe, dont ils ne partagent ni la longue histoire de persécution, ni la religion, ni certains traits de vie culturelle. « Erdogan les a traités

## Un ancrage ancien

**L**A Turquie compte deux millions sept cent mille Roms (soit 3,6 % de la population), selon une estimation du Conseil de l'Europe. C'est de loin la plus importante communauté rom du continent. Sédentaires et urbains pour la plupart, ils vivent essentiellement dans les grandes villes de l'ouest du pays et sont musulmans. Leur installation est attestée depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, mais des textes byzantins décrivent déjà au IX<sup>e</sup> siècle des groupes nomades pratiquant la voyance ou la magie, venus d'Asie mineure ou d'Égypte et désignés comme « Égyptiens » (ce qui donnera l'anglais *Gypsies*) ou « Romiti » (fils de ceux qui gouvernent Rome).

Sous le règne ottoman, leurs activités de marchands, parfois prospères, d'artistes ou de soldats en firent une communauté certes marginalisée, mais respectée. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, ils furent surveillés avec plus de suspicion. Poussés à l'assimilation, ils font aussi l'objet d'une ségrégation urbaine organisée par l'Etat (1).

M. C. ET E. M.

(1) Cf. Adrian Marsh, « A brief history of Gypsies in Turkey », dans « We are here ! Discriminatory exclusion and struggle for rights of Roma in Turkey » (collectif), Edirne Roman Dernegi - European Roma Rights Centre - Helsinki Citizens' Assembly, Istanbul, avril 2008.

(1) <http://ovipot.hypotheses.org>  
(2) Unicef, « Analysis of the situation of children and young people in Turkey 2012 », Ankara, 2013.  
(3) Elle est notamment coauteure de *Buçuk*, réalisé en 2010.

PAR LES « PRINTEMPS ARABES »

# de la Turquie

Pour l'instant, M. Erdogan bénéficie encore de la confiance de la moitié de la population, qui partage sa vision du monde et a profité de sa politique, notamment dans le domaine économique et social. Mais qu'en est-il des Turcs qui ont

fait entendre leur voix à Gezi ? Sans compter que la frange libérale de centre droit de l'AKP, que M. Erdogan a conquise en 2002 en promettant une Turquie plus inclusive, pourrait aussi se lasser de son autoritarisme croissant.

lors du sommet de Davos (29 janvier 2009), quand M. Erdogan a accusé le président Shimon Pérès de tuer les Palestiniens ; puis avec l'attaque israélienne contre le *Mavi Marmara* et une flottille turque transportant de l'aide humanitaire à Gaza (31 mai 2010), tuant neuf militants turcs ; et plus récemment quand, le 2 décembre 2014, le ministre de la défense israélien a condamné la Turquie, coupable à ses yeux d'abriter des membres du Hamas.

internationales à l'université Kadir Has, critique la façon dont l'AKP a géré ce dossier à partir de 2012 : « Ils n'ont pas réussi à contrôler l'Armée syrienne libre (ASL) et ont pris le risque, en soutenant des organisations extrémistes, de transformer la Turquie en un nouveau Pakistan avec ses propres talibans. Tout groupe était bon à soutenir du moment qu'il se battait efficacement contre Al-Assad. Nous avons vu le Front Al-Nosra et l'OEI recruter ici, et les autorités regarder ailleurs. »

queté « terroriste » par Washington et l'Union européenne – en conflit armé avec l'Etat turc depuis trente-six ans (8) et avec qui le gouvernement est engagé dans un processus de paix secret. La tension dans le sud-est de la Turquie est devenue évidente au début du mois d'octobre 2014, lorsque des manifestations de colère ont éclaté parmi les Kurdes turcs devant la passivité du gouvernement face à l'offensive de l'OEI contre la ville de Kobané : plus de trente-cinq personnes ont été tuées en quelques jours.

## Des cours de langue ottomane

LA « nouvelle Turquie » redéfinit également la place du pays dans le monde, convoquant son héritage ottoman et le parrainage de l'islam sunnite. M. Erdogan vient même de proposer l'introduction de cours de langue ottomane (4) obligatoires à l'école secondaire. Tout cela entre en résonance avec une vision ancienne défendue par M. Davutoglu, celle d'une Turquie qui deviendrait une puissance mondiale en insistant sur l'unité de l'islam. Comme l'explique Behlül Özkan, professeur adjoint en relations internationales à l'université de Marmara, citant les articles et le livre du nouveau premier ministre (5), « la Turquie n'est pas un Etat-nation ordinaire "mais le centre de la civilisation" [ottomane], (...) [elle doit] devenir un centre politique permettant de combler le vide du pouvoir qui a émergé après la liquidation de l'Empire ottoman » (6) ». M. Davutoglu estime que, sous Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la république moderne, la Turquie a eu le tort de « choisir de devenir un élément de la périphérie sous le parapluie sécuritaire de la civilisation occidentale, plutôt que d'être un centre, même faible, de sa propre civilisation ». Il critique la « crise des valeurs dans les sociétés occidentales », estimant que « les démocraties occidentales sont dangereuses parce qu'elles manquent de valeurs religieuses pour les guider ». Il pense que, « si l'identité de la Turquie se fondait sur l'islam, ses frontières pourraient être élargies ».

Sous la responsabilité de M. Davutoglu, les politiques régionales de la Turquie ont connu un début prometteur : « zéro problème avec les voisins » et usage du pouvoir d'influence. M. Abdullah Gül, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères (2003-

2007), a été un acteur-clé dans les négociations d'adhésion à l'Union européenne et dans les relations avec l'Asie centrale et Chypre, tandis que M. Davutoglu portait son attention sur les relations avec le monde arabe. L'approche était entièrement pragmatique : M. Erdogan a été vu en vacances avec le dirigeant syrien Bachar Al-Assad, qualifié de « frère », et a reçu un prix des droits de l'homme du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Sous la direction de M. Davutoglu, la Turquie a intensifié sa coopération économique, ouvert ses frontières, supprimé l'obligation de visa avec de nombreux pays du Proche-Orient, du Caucase, d'Afrique, etc. (7). L'objectif principal était de faire grandir la confiance politique et économique envers la Turquie. Il semblait atteint avec, par exemple, des échanges commerciaux multipliés par dix avec les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord entre 2002 et 2011.

Puis sont survenus les « printemps arabes ». M. Davutoglu a cru que les groupes islamistes arriveraient au pouvoir et y resteraient, et que, en les soutenant, la Turquie jouerait un rôle dirigeant au Proche-Orient. Cette ambition a été sans aucun doute stimulée par l'espoir occidental que la Turquie puisse servir de modèle pour l'islam modéré, encourageant l'AKP à sur-estimer sa main. Ahmet Insel, un universitaire libéral, explique : « Jusqu'en 2011, les idées de Davutoglu étaient romantiques, mais nous ne pouvions pas dire qu'il avait tort. Aujourd'hui, la Turquie n'a plus d'ambassadeur en Egypte, en Syrie ou en Israël. » En dépit de liens initialement étroits (Ankara a servi de médiateur entre Tel-Aviv et Damas en 2007-2008), la relation avec Israël a connu une série de crises :

Ministres et conseillers turcs voient ce soutien comme un autre exemple de leur « position éthique ». « Nous sommes probablement le seul gouvernement en dehors du monde arabe à soutenir le Hamas », déclare un de nos interlocuteurs sous couvert d'anonymat, tout en niant que cela se fasse au détriment de l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah. Pourtant, malgré ces tensions, le commerce et le tourisme avec Israël ont continué à se développer.

Pour ce qui concerne l'Irak, le rejet de la politique confessionnelle chiite de l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki (2006-2014) a conduit Ankara à améliorer ses relations avec le gouvernement régional kurde d'Erbil. La Turquie a été surprise par l'avancée de l'Organisation de l'Etat islamique (OEI), y compris sur les terres habitées par des Turkmènes. Elle a dû faire face aux prises d'otage de chauffeurs de camion turcs, puis de quarante-neuf diplomates travaillant à Mossoul en juin 2014 – leur libération a eu lieu trois mois plus tard dans des conditions qui n'ont pas été précisées.

La crise en Syrie, avec laquelle la Turquie partage une frontière poreuse de huit cent quatre-vingts kilomètres, a provoqué l'arrivée d'un million six cent mille réfugiés, pour un coût estimé par le gouvernement à 5,5 milliards de dollars. Alors que les Etats-Unis voient l'OEI comme leur principal ennemi, pour Ankara ce rôle est tenu par le régime de M. Assad. Après l'Egypte, c'est en Syrie que l'AKP a subi ses plus grands revers. Contrairement aux espérances d'Ankara, M. Al-Assad n'est pas tombé. Soli Özel, professeur de relations

Dans le même temps, de nombreux Turcs considèrent que l'OEI, organisation sunnite, mérite une certaine compréhension. Comme le remarque M. Etyen Mahcupyan, le principal conseiller du premier ministre : « L'OEI a réussi à s'implanter et à assurer des services sociaux et culturels, ce qui veut dire qu'elle représente une sorte d'autorité. Peut-être verra-t-on bientôt ses membres négocier en costume-cravate. » La question kurde est délicate : les Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD) représentent une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le groupe séparatiste – éti-

La Turquie a été peu disposée à prendre une place de premier plan dans la coalition militaire sous commandement américain mise en place à l'automne pour bombardier l'OEI et rompre le siège de Kobané, même si elle a répondu aux demandes internationales en accentuant le contrôle de sa frontière sud et en autorisant le passage de peshmergas sur son territoire. Cette pression ne peut qu'augmenter avec la participation active de l'Iran à la lutte anti-OEI en Irak (9), le renforcement de l'axe chiite et un rapprochement de facto de Téhéran avec l'Occident.

## L'économie commence à s'essouffler

DÉÇU par les événements en Syrie et en Egypte, l'AKP a abandonné son pragmatisme en faveur d'un retour à l'idéologie baptisée « position éthique ». M. Ibrahim Kalin, le principal conseiller de politique étrangère du président, l'appelle « solitude dans la dignité ».

Pourtant, la Turquie ne peut se permettre un trop long isolement diplomatique, comme en témoigne le cas égyptien. « La relation est asymétrique », note Mensur Akgün, professeur à l'université Kültür d'Istanbul. La Turquie a besoin des ports et des marchés de l'Egypte, mais l'Egypte peut s'approvisionner dans n'importe quel autre pays. Nous devons accroître nos exportations économiques et renforcer notre position diplomatique. » Cela est d'autant plus vrai que l'économie commence à s'essouffler : la croissance est passée en 2014 de 4 à 3,3 %, alors qu'en 2009, au début de la crise mondiale, elle était de 9 %.

La politique régionale de la Turquie a-t-elle été prise en otage par la vision d'une « nouvelle Turquie » fondée sur l'héritage ottoman et l'islam sunnite ? Ou les difficultés actuelles amèneront-elles les dirigeants de l'AKP à reconstruire

leurs alliances régionales ? C'était le sens du message du vice-premier ministre Bülent Arınç d'« amitié et [de] fraternité » aux voisins de la Turquie, Syrie et Iran, et aux « amis et alliés traditionnels », Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Egypte ou Jordanie (10). Mais il faudra sans doute attendre les élections législatives du printemps prochain pour avoir une idée plus claire des orientations choisies par M. Erdogan.

WENDY KRISTIANSEN.

(4) L'alphabet arabe de la langue turque ottomane a été remplacé lors de la création de la république par l'alphabet romain.

(5) Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik* (« Profondeur stratégique »), Küre Yayınları, Istanbul, 2001.

(6) Behlül Özkan, « Turkey, Davutoglu and the idea of pan-islamism », *Survival. Global Politics and Strategy*, vol. 56, n° 4, Londres, août-septembre 2014.

(7) Lire Alain Vicky, « A l'assaut de l'Afrique », dans « Turquie, des Ottomans aux islamistes », *Manière de voir*, n° 132, décembre 2013 - janvier 2014.

(8) Lire Allan Kaval, « Les Kurdes, combien de divisions ? » *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(9) *Hürriyet Daily News*, 7 décembre 2014.

(10) Discours prononcé au cinquième sommet du Bosphore de l'Assemblée des exportateurs turcs, repris par *Hürriyet Daily News*, 13 décembre 2014.

# communauté rom

comme des humains en les rendant visibles. C'est assez pour eux, même s'il n'y a rien d'autre », soupire la documentariste. Car, dans les actes, le bilan reste maigre. Certes, le règlement des problèmes d'état civil de certaines familles, surtout les nomades de l'est du pays, a été facilité. Des logements sociaux ont été ouverts aux Roms, et le dialogue s'est amélioré entre le gouvernement et les associations. Mais les progrès socio-économiques sont lents, voire inexistantes.

Dans son bureau, flanquée de deux assistantes, la docteure Didem Evci l'avoue à demi-mot : le centre de recherche sur la culture rom qu'elle dirige est une coquille vide. Cet institut voulu par M. Erdogan a fait naître des attentes, mais n'affiche aucun résultat concret en trois ans d'existence. « C'est un nom et quelques papiers », lâche une employée de l'université Adnan-Menderes d'Aydın, qui héberge l'unité. Ayhan Kaya, chercheur à l'université Bilgi d'Istanbul, ne croit pas à la sincérité de M. Erdogan sur ce dossier : « Sans la perspective d'un rapprochement avec l'Union européenne, ils n'auraient jamais été dans le programme d'Erdogan, bien qu'ils soient musulmans. »

## Les désirs d'entrer en politique grandissent

Pis, les programmes de rénovation urbaine fragilisent les populations roms. En raison de leur état d'insalubrité et d'un risque sismique parfois exagéré par les autorisés, les quartiers roms de centre-ville sont la cible privilégiée d'un vaste plan lancé en 2012. Personne ne conteste l'urgence d'agir. Mais les associations dénoncent la toute-puissance des pouvoirs locaux et l'effet dévastateur des opérations de relogement, souvent loin des quartiers rénovés. La migration forcée interrompt les parcours scolaires, fait perdre des emplois et « peut avoir un impact négatif sur la cohésion sociale de la communauté », regrette le Centre européen des droits des Roms (4).

En 2005, la municipalité d'Istanbul et le gouvernement avaient décidé de rénover Sulukule, le quartier historique, presque millénaire, des Roms, situé au centre de la ville. Environ trois mille cinq cents habitants durant vendent leur terrain pour être relogés à quarante kilomètres de là. Mais les loyers, plus élevés, et le coût du transport pour continuer à exercer leur métier à Istanbul ont vite contraint beaucoup de familles à revenir vivre à Sulukule, dans des conditions misérables. « Nous n'avons pas cessé d'exposer le problème au gouvernement, mais il n'a rien voulu entendre, parce qu'il ne voulait plus des Roms ici », s'attriste M. Hacer Fogo, du Centre européen des droits des Roms, qui poursuit encore aujourd'hui les actions en justice pour obtenir des compensations.

L'appauvrissement pourrait saper les discours officiels de reconnaissance. En septembre 2013, un jeune Rom a perdu la vie à Bursa, la quatrième ville du pays, dans les violences de voisinage apparues après le déplacement de Roms dont le quartier était rénové. Sollicité par le Parlement pour donner un éclairage, le maire de la ville a accusé sèchement : « La plupart des Roms (...) vivent de vol, de trafic de drogue et d'agressions ». Les treize enfants roms de ce quartier ont été placés dans une classe spéciale à l'école élémentaire (5).

L'enthousiasme fait donc peu à peu place à l'inquiétude et à l'impatience. « Pendant les élections, les gens viennent faire des promesses pour avoir nos voix ; le reste du temps, nous sommes invisibles », s'agace M. Turnali. Mais les réflexes changent, et les désirs d'entrer en politique grandissent parmi les acteurs associatifs. Le jeune cadre envisage de se présenter lors des élections législatives qui doivent avoir lieu cette année : « Il n'y a aucun représentant rom aujourd'hui. Je serai le premier, inch Allah ! »

MARIE CHAMBRIAL ET ERWAN MANAC'H.

(4) European Roma Rights Centre, « Turkey : Country profile 2011-2012 », Budapest, avril 2013.

(5) *Hürriyet Daily News*, Istanbul, 25 septembre 2013.

Le groupe Le Monde lance, en partenariat avec National Geographic, le magazine *Histoire & Civilisations*

NOUVEAU



Une fois par mois, voyagez à travers les temps et imprégnez-vous des grandes civilisations qui sont à l'origine de notre monde.

Dans chaque numéro, vous retrouverez :  
 • les signatures d'historiens et d'un comité scientifique renommés  
 • six dossiers riches en infographie et en iconographie  
 • un regard sur toutes les civilisations qui ont marqué notre humanité.

UN MAGAZINE QUI ALLIE PLAISIR DE LA LECTURE, RICHESSE DE LA DOCUMENTATION ET RIGUEUR DE L'ANALYSE.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# Immigration choisie à la japonaise

**Le premier ministre Abe Shinzo et son Parti libéral-démocrate ont remporté les législatives anticipées du 14 décembre 2014. Malgré le niveau record d'abstention (47,4%), ils auront les mains libres, durant les quatre prochaines années, pour engager des réformes de structure impopulaires, dont l'adoption d'une politique d'immigration visant à faire face à la baisse accélérée de la population.**

PAR MARC HUMBERT \*

DEVANT le peu de résultats de sa politique surnommée « abenomics », le premier ministre Abe Shinzo avait décidé, en novembre 2014, de demander l'assentiment des urnes pour poursuivre son programme. Il a fait voter les électeurs sur le slogan *Kono michi shikanai* (« Il n'y a que ce chemin ») – un décalque du fameux TINA (*There is no alternative*, « Il n'y a pas d'autre choix ») de la dirigeante britannique Margaret Thatcher. S'il a renoncé à la deuxième hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), il entend tirer la troisième flèche de ses « abenomics » – les réformes de structure – après avoir décoché les deux premières : faire marcher la planche à billets et relancer les travaux publics.

Parmi toutes les mesures impopulaires envisagées, il y a celles qui visent à laisser entrer des travailleurs étrangers pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre non qualifiée. Celle-ci touche en particulier le bâtiment et les travaux publics, qui peinent déjà à assurer la reconstruction après la catastrophe de Fukushima. Bientôt, il va falloir réaliser les installations nécessaires pour les Jeux olympiques de Tokyo en 2020. Or la population décroît depuis sept ans, et le déclin est appelé à s'aggraver. Il y avait 3,6 actifs pour 1 retraité en 2000 ; il n'y en aura plus que 1,9 en 2025.

M. Abe avait commencé à traiter de cette situation avant les élections, en menant campagne pour relever le taux d'activité féminin (ce sera long) et en prenant le pari de l'immigration. Dès février 2014, devant

le comité du budget de la Chambre des députés, il avait affirmé que « l'acceptation ou non de plus de migrants est une question essentielle pour l'avenir du pays et les conditions de vie de notre peuple (1) ». Sur cette base, des experts ont été mobilisés puis conviés à une rencontre à sa résidence officielle en avril, à l'issue de laquelle a été dévoilé un scénario visant à ralentir la baisse du nombre d'habitants. Au lieu de passer de cent vingt-sept millions en 2010 à quatre-vingt-sept millions en 2060 comme le prévoient les études japonaises, la population se stabiliserait aux alentours de cent dix millions si le taux de fécondité remontait à 2,07 en 2030 (il est à 1,39 actuellement, contre 2,1 en France) et si le Japon accueillait, chaque année, deux cent mille immigrants.

M. Abe a tenu le même discours à la télévision, fin avril, tout en se défendant : « Il ne s'agit pas d'une politique d'immigration. Nous souhaitons que les étrangers travaillent et gagnent de l'argent pour une période de temps limitée, puis qu'ils retournent chez eux. » Le mois suivant, il confirmait le sentiment général de réticence : « Dans les pays qui ont accepté l'immigration, il y a eu beaucoup de frictions, beaucoup d'insatisfaction, à la fois de la part des nouveaux arrivants et de la population déjà présente dans le pays » (*Japan Times*, 2 juin 2014). La version révisée de sa « stratégie de revitalisation du Japon » publiée fin juin a repris l'idée d'accueillir massivement des travailleurs non qualifiés, sans donner de chiffres.

souvent aussi par la population, ils connaissent une réussite économique et sociale comparable à celle des Japonais, d'après le sociologue coréen Kim Myung-soo (4).

Depuis la fin des années 1980, les Coréens ont perdu leur position de communauté étrangère quasi unique, non pas en raison d'une naturalisation accélérée, mais parce que le nombre d'étrangers – resté pratiquement stable jusque-là – a commencé à croître. Sous la pression internationale, le Japon a pris sa part des réfugiés indochinois. De plus, les entreprises qui créent des emplois non qualifiés et mal payés ont incité les autorités à assouplir les conditions d'entrée des travailleurs, en particulier asiatiques. Le gouvernement met alors en place deux dispositifs. En 1993 est créé un système de stagiaires apprentis techniques, qui évoluera mais qui fonctionne encore aujourd'hui ; cette couverture formelle a permis de faire venir de jeunes travailleurs peu qualifiés, pour une durée maximale de trois ans. Fin 2013, ils étaient plus de cent cinquante mille apprentis, chinois pour plus des deux tiers.

Le second dispositif s'est appuyé sur la création d'un visa pour les personnes d'origine japonaise. Adeptes du principe du droit du sang, le Japon a ouvert ses portes à des *nikkeijin*, des descendants de Japonais, qui reviennent de pays où avaient émigré leurs parents dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, comme le Brésil. Les entreprises vont les recruter sur place, mais ils font officiellement une sorte de « retour au pays ». Ils ont du sang japonais et, pour la plupart, des traits japonais ; et semblent prêts à se fondre dans la population. Mais les choses se sont passées autrement.

Le nombre des *nikkeijin*, surtout brésiliens, a rapidement augmenté, de quinze mille quand la loi a été votée, en 1989, à plus de trois cent mille en 2007. Ils se sont concentrés dans six départements sur les quarante-sept que compte le Japon : Aichi, Shizuoka, Mie, Gifu, Gumma, Kanagawa (situés entre Tokyo et Kyoto). Une petite ville comme Oizumi (quarante-deux mille habitants) abritait 12 % d'étrangers, presque dix fois le taux moyen du Japon. La concentration s'est opérée aussi dans l'habitat, en raison de la discrimination

politique locale spécifique en créant des conseils consultatifs de résidents étrangers. Un mouvement en faveur du droit de vote local des immigrés est né.

Lors de la crise de 2008, beaucoup de *nikkeijin* ont été licenciés. Le gouvernement a mis en place une aide au retour au Brésil, assortie d'un engagement à ne pas revenir en demandant le même statut (5). Ils ne sont plus que cent quatre-vingt mille aujourd'hui.

politique locale spécifique en créant des conseils consultatifs de résidents étrangers. Un mouvement en faveur du droit de vote local des immigrés est né.

Lors de la crise de 2008, beaucoup de *nikkeijin* ont été licenciés. Le gouvernement a mis en place une aide au retour au Brésil, assortie d'un engagement à ne pas revenir en demandant le même statut (5). Ils ne sont plus que cent quatre-vingt mille aujourd'hui.

## « Une nation, une langue, une race »

EN 2005, dans son plan de contrôle de l'immigration, le gouvernement a fait écho aux initiatives locales, et les étrangers sont considérés non comme des citoyens, mais comme des *seikatsusha*, ce qui signifie à peu près des « personnes de la vie quotidienne ». Le ministère des affaires intérieures et de la communication a affiché dans la foulée la décision de promouvoir une *tabunka kyosei*, une « coexistence multiculturelle ». Les étrangers ne sont plus systématiquement l'objet de contrôles.

Ce n'est pas du goût de tout le monde. L'extrême droite reste mobilisée contre les Coréens et tous les étrangers, et elle a formé des collectifs *zaitoku-kai* contre les prétendus « privilèges » qu'on leur accorde ; ils vont vociférer des slogans racistes et des menaces dans les lieux abritant une proportion significative d'étrangers. Même si la grande majorité de la population japonaise réprovoie ce comportement, elle ressent une inquiétude vis-à-vis des étrangers, considérés comme une menace potentielle à l'ordre public dans un pays où la criminalité est faible : on y compte par an, pour 100 000 habitants, 4 vols (contre 181 en France et 133 aux Etats-Unis) et 0,5 meurtre (contre 1,4 et 5) (6). L'opinion publique est prompt à en rendre responsables les étrangers.

Les Japonais sont enclins à penser que, si le pays est une sorte de havre de paix sociale et civile, ils le doivent à l'homogénéité de leur population. De fait, des études sur la diversité ethnique, linguistique et religieuse dans les pays de

l'OCDE classent le Japon en bas de l'échelle, en 2000 comme en 1985 (7).

On pourrait multiplier les déclarations de hauts personnages politiques encourageant cet attachement à une identité unique et homogène, source de la grandeur du Japon, qu'il ne faut pas laisser dégrader en ouvrant la porte à l'immigration. M. Aso Taro, alors ministre de l'éducation, déclarait en 2005 : « Le Japon est une nation, une civilisation, une langue, une culture, une race. » Des propos qui font écho à tout un courant ultranationaliste et culturaliste datant d'avant la guerre, mais qui persiste. Il faudra que le nombre de ceux qui restent sous cette influence se réduise suffisamment pour que le projet de laisser entrer deux cent mille étrangers par an puisse se concrétiser et contribue au succès des « abenomics » – pour lesquels la question de l'immigration n'est certainement pas le seul défi.

(1) Déclaration du 13 février rapportée par *Japan Times*, Tokyo, 18 mai 2014.  
 (2) « Etudes économiques de l'OCDE : Japon », Paris, 2011.  
 (3) Yasunori Fukuoka, *Lives of Young Koreans in Japan*, Trans Pacific Press, Melbourne, 2000.  
 (4) Kim Myung-soo, « Les caractéristiques de la xénophobie au Japon », *Hommes & migrations*, n° 1302, Paris, avril-juin 2013.  
 (5) Cette disposition restrictive a été abolie en 2013.  
 (6) « Crime and criminal justice statistics », Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 15 mai 2014, www.unodc.org  
 (7) Cf. Natalka Patsiurko, John L. Campbell et John A. Hall, « Measuring cultural diversity : Ethnic, linguistic and religious fractionalization in the OECD », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 35, n° 2, Routledge, Londres, février 2012.

## Pas d'accès aux emplois publics

ORGANISER l'entrée annuelle d'un nombre important de travailleurs non qualifiés ne va pas sans difficultés, car cela entre en contradiction avec la position de principe suivie par le Japon depuis l'après-guerre : pas d'immigration. La population demeure réticente. Si ce principe a été un peu contourné après 1985, les entrées ainsi que les naturalisations sont restées faibles en regard de celles des principaux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Selon celle-ci (2), le Japon comptait 1,6 % d'étrangers en 2008 (dernières statistiques connues), contre 5,8 % en France, 6,7 % aux Etats-Unis ou 8,6 % en Allemagne. La part de la main-d'œuvre née à l'étranger dans l'ensemble des actifs est marginale (0,3 %), alors qu'elle atteint 5,6 % en France, 9,4 % en Allemagne et plus de 15 % aux Etats-Unis. De plus, les naturalisations se font au compte-gouttes : elles ont été accordées à 0,5 % des nouveaux venus en 2013, contre, par exemple, 2,6 % en France. En outre, les naturalisés sont à 43 % des Coréens.

Ces derniers ont longtemps constitué les quatre cinquièmes des étrangers comptabilisés au Japon. La colonisation de la Corée, à partir de 1910, en avait fait des sujets de l'empereur ; et, présents sur le sol nippon, ils pouvaient voter. Mais ils sont devenus officiellement étrangers lorsque le Japon a retrouvé sa souveraineté en 1952. Le gouvernement a adopté une loi qui définit la nationalité japonaise en les excluant.

Aux plus de deux millions de Coréens vivant alors au Japon, il a été proposé de retourner dans leur pays d'origine, libéré du joug nippon. Six cent vingt mille sont restés, et ont été victimes d'encre plus de discriminations que par le passé. Pourtant, tout en souhaitant maintenir leurs traditions cul-

turelles, ils voulaient continuer à vivre au Japon, dont eux-mêmes et leurs enfants parlaient la langue ; et souhaitaient bénéficier des mêmes droits que les Japonais. Certes, ils pouvaient demander la nationalité, mais, jusqu'en 1985, il leur fallait pour cela abandonner leur nom coréen. A cette date, seuls cent cinquante mille Coréens avaient été naturalisés. Depuis, il est possible d'écrire son patronyme à la japonaise. Mais les conditions sont demeurées drastriques, et les naturalisations en nombre réduit.

En dehors de leurs centres culturels et de leurs écoles, les Coréens se fondent dans la population et ne sont repérés que lorsqu'ils doivent montrer leurs papiers. Bien que nombre de familles japonaises ne souhaitent pas que l'un de leurs enfants prenne un conjoint coréen, bien des amours se sont noués avant l'« aveu » de l'origine coréenne ; les mariages mixtes ont été nombreux. D'après une étude du sociologue Yasunori Fukuoka (3), sept mariages sur onze de ces Coréens, dits *zainichi* (résidents au Japon) ou *old-comers* (anciens arrivants), se font avec un partenaire japonais, et les quatre autres avec un autre *zainichi*. Ces mariages mixtes sont plus importants encore si l'on compte ceux que nouent des Coréens *newcomers* (nouveaux arrivants) en provenance de Corée du Sud, en nombre croissant depuis les années 1980 : ils sont désormais cent quatre-vingt mille environ, pour le double de *zainichi*.

Au fil du temps, la situation de ces derniers s'est améliorée. Ils ont obtenu un statut spécial de résident de long terme (en 1991) puis, à la suite de manifestations, ont été exemptés (en 1993) d'empreintes digitales sur leur carte de résident – mesure étendue à tous les résidents en 2000, avant que l'obligation soit rétablie sept ans plus tard au nom de la lutte contre le terrorisme. Certains droits sociaux, comme la retraite, leur ont été accordés. Malgré les discriminations infligées par la loi (pas de droit de vote ni d'accès aux emplois publics) et

Le Monde | LOBS | Télérama | Courrier international | Challenges  
 présentent

## LE SALON DES MASTERS & MASTÈRES SPÉCIALISÉS

**SAMEDI 17 JANVIER 2015** 10h - 18h

**LES DOCKS - CITÉ DE LA MODE ET DU DESIGN**  
 34 QUAI D'AUSTERLITZ - PARIS  
 ENTRÉE GRATUITE



Inscrivez-vous sur : [WWW.SALONDESMASTERS.COM](http://WWW.SALONDESMASTERS.COM)



**SAMS**  
LE SALON DES MASTERS  
& MASTÈRES SPÉCIALISÉS

RENDEZ-VOUS SUR  **CAMPUS**  
 En partenariat avec  **digiSchool**

 [campus.lemonde.fr](http://campus.lemonde.fr)

Inscrivez-vous



\* Professeur d'économie politique à l'université Rennes-1, ancien directeur de la Maison franco-japonaise de Tokyo (2008-2011), directeur adjoint du Centre de recherche de la culture japonaise de Rennes.

LE MODÈLE NIPPON DE L'AUTOMOBILE À L'ÉPREUVE

# Suzuki défié par la jeunesse ouvrière indienne

Pour attirer les investisseurs en Inde, le premier ministre Narendra Modi propose d'accroître la flexibilité du travail. Comme le montre l'importante grève de 2011-2012 chez Maruti Suzuki, l'affaire n'est pas complètement jouée. Solidarité entre précaires et titulaires, nouveau syndical : les jeunes travailleurs résistent et bouleversent le répertoire traditionnel de la lutte en usine.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
NAÏKÉ DESQUESNES \*

SEIXIÈME producteur mondial avec deux millions de véhicules construits en 2013 (1), l'Inde espère se hisser à la quatrième place d'ici à 2016. La réforme du travail présentée en octobre 2014 par le nouveau premier ministre Narendra Modi est censée favoriser un retour à la croissance que le secteur a connue dans les années 2000 (de l'ordre de 8 % par an en moyenne). Elle impose la diminution des inspections du travail, la « simplification » de certaines lois, l'allongement de la durée de l'apprentissage, tout en poussant au recours systématique à une main-d'œuvre non titulaire et moins payée (2). Ces mesures sont en partie destinées à attirer les investisseurs étrangers, alors que la campagne gouvernementale « Made in India » bat son plein. Elles risquent d'aggraver la précarisation qui touche l'industrie depuis plusieurs années et qui a provoqué l'émergence dans la jeunesse ouvrière de pratiques et d'aspirations nouvelles. Le conflit qui a ébranlé le constructeur Maruti Suzuki en 2011 et 2012, où la mobilisation persiste malgré la dureté de la répression, fait toujours figure d'exemple.

La zone industrielle de Manesar, apparue au tournant du millénaire, s'étend au bord de l'autoroute reliant New Delhi à Jaipur, que l'on emprunte dans une brume de poussière et de pollution, les rickshaws motorisés collectifs peinant à se frayer un chemin au milieu des gigantesques camions. Entre un McDonald's et un terrain vierge à l'herbe jaunie, de hauts panneaux publicitaires annoncent l'émergence prochaine d'un lot d'appartements – « *luxe, calme et sérénité* ». Une fois dépassée la ville nouvelle de Gurgaon, poumon économique de New Delhi où se côtoient centres commerciaux, centres d'appels, résidences privées, usines textiles et corons ouvriers, un écriteau prévient : « *Bienvenue dans la zone industrielle modèle* ». C'est dans cette cité rectiligne et sans arbres de Manesar que l'on trouve les nouvelles unités de production de Maruti Suzuki.

Née sur les décombres de l'entreprise d'Etat Maruti Motors Limited, création du fils de la première ministre Indira Gandhi, la société prend en 1981 la forme d'une coentreprise avec le japonais Suzuki Motor, société étrangère pionnière sur le sol indien. De ce partenariat public-privé naît la première usine, à Gurgaon, où l'on assemble la célèbre Maruti 800, petite citadine aux formes angulaires. En situation de quasi-monopole, l'entreprise enclenche alors la « révolution du quatre-roues » : elle commercialise des engins bon marché, accessibles aux classes moyennes inférieures. Très vite, les axes urbains se remplissent de Maruti, symboles de l'Inde moderne. Au cours des années 1990, décennie de la libéralisation de l'économie, l'Etat se désengage progressivement, jusqu'à la privatisation complète en 2007 au profit de Suzuki, qui détient 54,2 % du capital. Cette année-là sont construites des lignes de production supplémentaires à Manesar, planifiées pour devenir l'usine d'excellence du groupe.

Dès les années 1980, et pour la première fois dans le monde industriel indien, le management de Maruti Suzuki inculque la « culture du travail » à travers la ponctualité, les délais tenus, l'esprit de performance. La direction applique le « toyotisme », recettes de gestion humaine concoctées par le

giant japonais Toyota. Des pointeuses sont installées au niveau des portails – « *même pour les directeurs* », précise M. R. C. Bhargava, président du groupe Maruti et auteur d'un livre à sa gloire (3). Les ouvriers arrivent quinze minutes à l'avance pour une série d'exercices physiques obligatoires. Selon le célèbre principe du *kaizen* (mis au point au Japon), des réunions d'émulation collective, les « cercles de qualité » maintenant répandus dans l'ensemble du monde automobile, enjoignent aux employés de proposer ce qui pourrait améliorer la productivité au quotidien. Ceux qui participent le plus gagnent le privilège de déjeuner avec le patron. Un seul syndicat est toléré dans l'entreprise : le Maruti Udyog Kamgar Union (MUKU), relais de la direction implanté sur le site historique de Gurgaon. L'usine de Manesar ne dispose d'aucun délégué.

Ouvertes en 2007, les nouvelles unités sont bâties « *sur le modèle de l'usine de Kosai, au Japon, afin d'y installer un haut niveau d'automatisation et d'y installer les meilleures pratiques de Maruti Suzuki* », s'enorgueillit M. Bhargava. Venus des villages alentour – beaucoup de précaires retournent y faire les moissons –, les quelque quatre mille ouvriers travaillent six jours sur sept, huit heures et demie par jour, sans compter le long trajet en bus et le quart d'heure d'avance obligatoire. Comme le racontent MM. Sateesh Kumar et Kushi Ram, limogés en août 2012, « *pour des fils de paysans, c'était prestigieux d'entrer chez Maruti. Mais on a vite déchanté. Sur la chaîne de montage, la pression est permanente. On a quarante secondes sur chaque voiture pour effectuer nos vérifications. Ils nous prennent pour des robots! Quand le collègue n'arrive pas pour prendre la relève, on doit continuer, et on n'est pas payé pour le temps supplémentaire* ».

## Les salariés refusent l'adhésion au syndicat maison

Les ouvriers savent également que leurs salaires n'atteignent pas – et de loin – ceux de l'usine mère de Gurgaon, où les permanents (minoritaires) gagnent environ 30 000 roupies par mois (350 euros), une somme qui leur vaut parfois le surnom d'« aristocrates de la classe ouvrière ». A Manesar, la part fixe des salaires avant 2012 n'était que de 5 000 roupies (58 euros), avec une rémunération totale atteignant en moyenne 8 000 roupies (85 euros) pour un intérimaire et 17 000 roupies (200 euros) pour un permanent.

Quelques minutes de retard, et la direction prélève la moitié du salaire quotidien. Une urgence familiale sans avoir prévenu à l'avance, et presque toute la part variable disparaît. « *Les erreurs sont consignées dans des lettres d'avertissement. Si tu en as deux ou trois, alors tu ne peux pas passer permanent* », relate M. Boudhhi Prakash, ouvrier chez Suzuki Powertrain, qui produit des moteurs Diesel et des transmissions. L'intensification du travail et la différence de statut entre titulaires et intérimaires sont au cœur du conflit qui éclate en 2011. Au mois de juin, alors que Maruti Suzuki annonce la titularisation de seulement la moitié des effectifs de Manesar, les ouvriers déposent à l'administration locale une



MANSI THAPLIYAL. – Policiers indiens devant l'usine Maruti Suzuki, Manesar (Inde), 2012

demande d'enregistrement d'un syndicat indépendant. Dès le lendemain, la direction presse les salariés de signer une déclaration attestant leur adhésion au syndicat maison. Seuls 10 % se plient à l'injonction, d'autres commencent un sit-in. C'est le début du mouvement.

« *Quand on est arrivés, on sortait tous des mêmes instituts techniques. On était apprentis ensemble à l'usine, des liens d'amitié forts se sont créés. Tout d'un coup, certains se sont retrouvés titulaires, d'autres sont restés précaires, pour le même travail et moitié moins de rémunération* », témoignent MM. Kumar et Ram. Outre les différences de salaire, les intérimaires n'ont pas accès aux bus de l'entreprise et à la prime de Diwali (fête des lumières, équivalent à Noël). Issus de familles paysannes pauvres, ces jeunes de 20 à 25 ans éprouvent un mélange d'envie et de révolte à l'égard du mode de vie des centres urbains et commerciaux de Gurgaon, auxquels ils ne peuvent accéder. M<sup>me</sup> Ranjana Padhi, membre de l'organisation non gouvernementale People's Union for Democratic Rights (PUDR), analyse la mobilisation comme « *le fruit d'une conscience forte de ce que l'exploitation veut dire, dans un contexte où la précarité devient la norme, alors que 80 % de la main-d'œuvre était permanente dans les années 1980. C'est ce qui a fait naître cette solidarité inédite entre titulaires et précaires* ». Une unité permise par l'occupation de l'usine, un mode d'action peu répandu à Manesar, où l'on se regroupe d'ordinaire devant les grilles du site sans y entrer.

Après plusieurs débrayages et des grèves du zèle, la direction décide la fermeture (lock-out) durant trente jours pour grève illégale, avec obligation de signer un engagement de « bonne conduite » pour réintégrer les lieux. Bien que les syndicats soient légaux depuis 1927, le droit de grève n'existe pas en Inde, qui n'a pas ratifié la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la négociation collective. Au bout de neuf mois de lutte, en mars 2012, les ouvriers obtiennent la reconnaissance de leur syndicat, Maruti Suzuki Workers Union (MSWU). On n'avait pas vu un tel bras de fer depuis le mouvement contre la précarisation de 2005 chez le constructeur de deux-roues Hero Honda.

Toutefois, comme la direction dédaigne toujours les revendications, la tension s'accroît le 18 juillet 2012 lorsqu'un contremaître insulte un ouvrier en faisant référence à son appartenance à la caste des intouchables et le met à pied. Le conflit dégénère. Avnish Kumar Dev, directeur général des ressources humaines, trouve la mort dans l'incendie d'un des bâtiments. Cent quarante-huit ouvriers sont arrêtés, parmi lesquels les douze représentants du nouveau syndicat. Le mois suivant, la direction licencie sans préavis plus de la moitié des effectifs. « *Les travailleurs indiens ne sont pas des tueurs, comme le spécialiste des mouvements ouvriers Djallal Heuzé. La violence est le recours quand on ne peut plus s'exprimer autrement, lorsque le sentiment d'injustice est si fort que tout éclate* ».

A la suite de l'incarcération des douze délégués syndicaux, un comité provisoire est constitué pour les soutenir et poursuivre le travail de syndicalisme autonome. La direction de Maruti Suzuki, elle, a fait certaines concessions. Elle a répondu à plusieurs revendications, mettant en place des bus pour les intérimaires, augmentant leurs salaires de 25 %, celui des permanents de plus de 75 %. Surtout, elle a annoncé l'abandon progressif de l'intérim, remplacé par le recours à des travailleurs occasionnels recrutés directement par l'entreprise. Ces ouvriers jetables sont un peu mieux payés que les intérimaires, avec 12 000 roupies (140 euros) par mois, mais sont congédiés tous les sept mois et remplacés par d'autres. Ils viennent de régions plus lointaines, afin d'éviter les contacts avec les personnes licenciées et les solidarités entre villageois.

Au printemps 2013, la maison mère japonaise a réorganisé la direction indienne et imposé deux des siens – un gestionnaire adjoint et un conseiller aux ressources humaines. « *Au Japon, il n'y a pas eu de grève durant les cinquante-huit dernières années. L'idée est d'importer les méthodes de ressources humaines du Japon en Inde* », témoigne un cadre dans le journal économique *Mint* (4). Pour Suzuki, l'enjeu est de taille : la multinationale mise sur l'Asie, et l'usine indienne est la plus rentable de ses filiales. Poumon économique de la région, indispensable aux sous-traitants, qui emploient environ trente mille ouvriers dans les quartiers populaires et les bidonvilles de Gurgaon, Maruti Suzuki sait jouer de son pouvoir auprès des autorités locales de l'Etat de l'Haryana. Elle a plusieurs fois brandi la menace de la délocalisation, se prétendant séduite par les propositions d'autres Etats indiens. Alors le gouvernement régional a employé la méthode forte.

## Union sacrée entre la justice, l'Etat et la multinationale

Un millier de policiers dépêchés par l'administration locale sont postés en permanence à l'usine de Manesar et à l'intérieur de ses bus de ramassage. De nouvelles caméras ont été installées. Jusqu'à présent, les cent quarante-huit ouvriers, tous inculpés pour meurtre, n'ont pas obtenu la liberté provisoire, un droit ordinairement accordé après quelques semaines d'incarcération. « *L'incident a porté atteinte à la réputation de l'Inde dans le monde. Les investisseurs étrangers craignent d'investir leurs capitaux en Inde par peur de l'agitation ouvrière* », peut-on lire dans le texte du jugement de la Haute Cour du Pendjab, où a été délocalisé le procès.

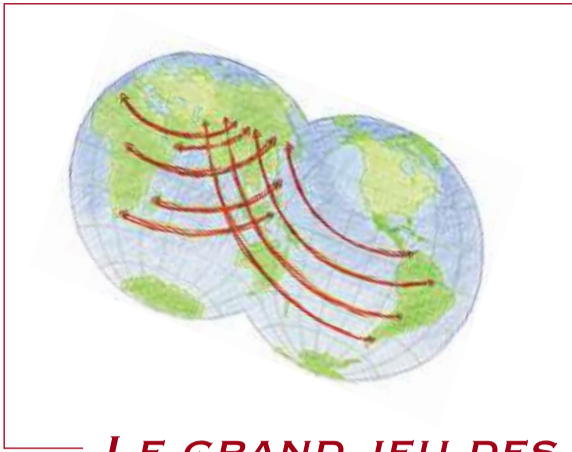
Malgré cette union sacrée entre la justice, l'Etat et la multinationale, la jeunesse ouvrière n'abandonne pas sa revendication d'organes représentatifs autonomes, indépendants des grandes centrales syndicales. Première confédération fondée en 1920, l'All India Trade Union Congress (Aituc), lié au Parti communiste indien, a longtemps été la plus influente sur la zone industrielle Gurgaon-Manesar. « *Elle est très institutionnalisée et éloignée des gens : ses dirigeants sont des notables anglicisés, formés à résoudre les conflits devant les tribunaux* », explique Heuzé. Avec la libéralisation de l'économie et l'arrivée des entreprises étrangères, les syndicats confédéraux se sont repliés sur la fonction publique et sur certaines entreprises d'Etat. Faibles dans le secteur privé, ils n'y représentent que les permanents, délaissant les intérimaires, qui constituent désormais le gros de la main-d'œuvre. Après une tentative d'affiliation à l'Aituc, « *les ouvriers ont décidé d'agir sans son aval* », explique M. Nayan Jyoti, étudiant, syndicaliste et membre de l'organisation Krantikari Naujawan Sabha. Ils ont mis en place des séances d'autoformation et leurs propres modes de décision, pour être représentés par des travailleurs de l'usine plutôt que par des cadres extérieurs. Une mobilisation qui paie : en avril 2014, le syndicat indépendant MSWU a été élu dans les deux usines, Manesar et Gurgaon.

(1) Chiffres de l'Organisation internationale des constructeurs automobiles, [www.oica.net](http://www.oica.net)

(2) Cf. « Shramev Jayate : Modi govt plucks some key low-hanging fruit for labour reforms », *The Indian Express*, New Delhi, 17 octobre 2014.

(3) R. C. Bhargava, avec Seetha, *The Maruti Story: How a Public Sector Company Put India on Wheels*, HarperCollins, New Delhi, 2010.

(4) Amrit Raj, « Maruti's Manesar fallout : A management shuffle », *Mint*, New Delhi, 9 avril 2013.



LE GRAND JEU DES ALLIANCES

En écho aux préoccupations des pays du Sud-Est asiatique bousculés par les ambitions économiques et territoriales de Pékin, l'Australie semble tenir son rôle de lieutenant dans le cadre de la stratégie américaine de rééquilibrage vers le Pacifique. Pourtant, son insertion économique dans la région révèle une politique beaucoup plus équivoque, marquée par une volonté d'émancipation et par une fascination pour la Chine.

PAR OLIVIER ZAJEC\*

LE 15 novembre 2014, à l'occasion de la réunion du G20 de Brisbane, le président Barack Obama a pris l'initiative de réunir ses homologues japonais et australien. Ces discussions informelles avec MM. Abe Shinzo et Anthony Abbott se sont concentrées sur les problèmes de défense. Les deux hommes représentent les piliers du système de sécurité américain dans le Pacifique ouest, qui compte également Taïwan et la Corée du Sud. Ils partagent une même préoccupation concernant les pressions frontalières exercées par la Chine sur ses voisins.

Les positions de Tokyo envers Pékin sont connues : elles demeurent empreintes d'une méfiance que les tensions renouvelées au sujet des îles Senkaku/Diaoyu ne contribuent pas à dissiper, malgré les liens grandissants entre les économies des deux puissances de l'Asie orientale. Quant au positionnement de Canberra, moins commenté en Europe, il témoigne d'un soutien sans faille à Washington, auquel le lie un pacte militaire vieux de soixante-trois ans.

L'une des plus grandes bases américaines de renseignement satellitaire à l'étranger est implantée au centre de l'Australie – à Pine Gap, près d'Alice Springs. Les Australiens, intégrés au système mondial d'écoute et d'interception piloté par le Pentagone, ont suivi les Etats-Unis sans rechigner dans leurs expéditions récentes les plus discutées, de l'Irak à l'Afghanistan. Avec un budget de défense en augmentation de 6 % en 2015 (1), le pays planifie une remontée en puissance de sa marine, et il a encore renforcé ces liens en signant, le 12 août 2014, un nouvel accord avec les Etats-Unis pour le déploiement de deux mille cinq cents marines américains sur la base de Darwin, dans le nord de l'Australie. Nul n'oublie enfin que, le 17 novembre

2011, c'est devant le Parlement australien que M. Obama a officiellement annoncé la mise en place de la stratégie dite du « pivot », c'est-à-dire le rééquilibrage de la présence américaine vers l'Asie (2).

Malgré cela, les relations s'avèrent glaciales entre le très conservateur M. Abbott, élu en 2013, qui conteste le réchauffement climatique et la nécessité de l'enrayer, et M. Obama, qui en a fait un élément fort de sa politique. Du 17 au 19 novembre 2014, dans la foulée du G20 de Brisbane, l'Australien a saisi l'occasion de la visite d'Etat du président chinois, M. Xi Jinping, pour opérer un rapprochement inédit avec la Chine, s'affranchissant ainsi volontairement des avertissements pourtant inhabituellement solennels de son homologue américain.

Avant de quitter Brisbane, M. Obama avait choisi de résumer la situation dans le Pacifique à sa manière : « La question qui se pose à nous est la suivante : lequel de ces futurs définira l'Asie-Pacifique au siècle qui vient ? Irons-nous vers davantage d'intégration, de justice et de paix, ou vers le désordre et le conflit ? Nos choix se présentent ainsi : conflit ou coopération ? Oppression ou liberté (3) ? » Ce discours clivant rappelle de manière frappante la célèbre alternative entre les « modes de vie » établie par la doctrine Truman (4) à l'aube de la guerre froide. Il a marqué la presse australienne, alors que M. Abbott l'ignorait ostensiblement, en célébrant avec chaleur le partenariat sino-australien.

La visite du président chinois, qui a concentré l'attention de tout le pays, a été l'occasion d'un renforcement des liens bilatéraux, marqué en particulier par la signature, le 19 novembre, d'un large accord de libre-échange (5) et par l'inauguration du premier forum des chefs des exécutifs régionaux des deux pays.

Vers la prospérité commerciale

MONSIEUR Xi Jinping est un fin connaisseur de l'Australie, dont il a visité quasiment tous les Etats avant son accession au poste suprême, en mars 2013. Sa prestation a été jugée extrêmement positivement par la presse australienne, qui a retenu les « deux souhaits » formulés lors de son discours – très applaudi – devant le Parlement : « Le premier est de doubler le revenu par tête d'ici à 2020. (...) Le second est de transformer la Chine en un pays socialiste qui soit prospère, démocratique, culturellement développé et harmonieux d'ici au milieu du siècle (6). »

Seuls les Verts, par la voix de leur dirigeante, la sénatrice Christine Milne, ont osé interpellé M. Xi Jinping sur la situation à Hongkong et sur le traitement des prisonniers politiques chinois. M. Abbott a évoqué quant à lui le « brillant soleil » des relations Canberra-Pékin.

Quelques critiques se sont cependant fait entendre. Pour Hugh White, professeur au Centre d'études de stratégie et de

défense de l'Université nationale australienne, la politique de M. Abbott rompt dangereusement avec un équilibre que l'Australie a toujours su préserver entre son ancrage régional asiatique et sa solidarité occidentale : « [M. Abbott] navigue à vue entre les deux pôles de puissance de la région, se tenant un jour aux côtés des Etats-Unis et le jour suivant de la Chine, sans claire conception de sa destination finale. (...) En réalité, nous ne pouvons nous permettre de nous aligner sur aucun des deux. Le discours d'Obama montre qu'il n'a aucune réponse à apporter aux ambitions chinoises, excepté la résistance sans compromis, et sans puissance, que représente la stratégie du « pivot » – et nous savons que cela ne fonctionne pas. Xi montre quant à lui que le but chinois est d'exclure entièrement les Etats-Unis de l'Asie, et cela ne marche pas non plus pour nous (7). » Toutefois, cette opinion, si elle traduit bien la difficulté pour l'Australie d'équilibrer ses alliances dans le Sud-Est et l'Est asiatiques, semble sous-estimer les tendances lourdes d'un rapprochement sino-australien qui, sur le temps long et au-delà même du cas très paradoxal de M. Abbott, semble bien appelé à se renforcer.

UN CONCURRENT POUR LE TRADITIONNEL PARTENAIRE AMÉRICAIN

L'Australie séduite par la Chine



WILLIAM H. CONSTABLE. – « Ebauche pour un ballet aborigène II », 1939

En déclarant que Canberra n'abordait pas la Chine « comme un adversaire », le dernier Livre blanc de la défense australienne, publié en 2013, avait déjà pris le contre-pied de celui de 2010, assez agressif envers Pékin. La prochaine édition de ce document, prévue en 2015, ne reviendra sans doute pas au ton de 2010. Il se peut certes que l'on y trouve le terme « Indo-Pacifique », qui traduit la tentative de l'Australie d'élargir et de rééquilibrer sa zone d'action géopolitique en y incluant le partenaire indien. Après la visite de M. Abbott en Inde en septembre, le premier ministre indien, M. Narendra Modi, a effectué un séjour officiel en Australie du 16 au 18 novembre, et s'est adressé aux deux Chambres réunies du Parlement – une première historique. Mais, en dépit de cette réserve et de l'opposition australienne à la politique maritime agressive de Pékin (8), de nombreux analystes estiment que les relations diplomatiques entre la Chine et l'Australie prennent un tournant majeur, d'autant plus significatif qu'il advient sous un gouvernement que rien ne portait a priori à une politique aussi réaliste.

Le 21 octobre 2014, quelques semaines avant la réunion du G20, la classe politique australienne a été unanime à saluer la mémoire de Gough Whitlam, qui venait de s'éteindre à l'âge de 98 ans. Aujourd'hui inconnu en dehors de son pays, cet ancien chef de gouvernement travailliste fut le premier dirigeant australien à reconnaître la Chine communiste, en 1972. Une décision intensément critiquée à l'époque. Les temps ont bien changé, et Whitlam est à présent célébré comme un visionnaire. La Chine est devenue – et de loin – le premier partenaire commercial de l'Australie. Des poissons d'élevage au minerai de fer, les exportations australiennes dépendent grandement des évolutions de la consommation et des investissements du géant

asiatique. En 2013, elles ont dépassé les 100 milliards de dollars australiens (68 milliards d'euros), contre seulement 16 milliards vers les Etats-Unis ; tandis que les importations de produits chinois atteignent 50 milliards de dollars (34 milliards d'euros) (9).

Un million de citoyens d'origine chinoise vivent et travaillent en Australie. Conscients des transformations régionales en cours et de l'interdépendance nouvelle

qu'elles créent entre les deux nations, certains membres de l'élite australienne plaident pour un « nouveau regard » sur la Chine. Pour M. Robert Hawke, ancien premier ministre, « la politique internationale asiatique est en plein bouleversement. (...) Nous commençons à peine à prendre la mesure de la puissance et de la prospérité chinoises, de ses ambitions aussi, et à poser un regard raisonnable sur son identité profonde (10) ».

« Comme un grand homme dans une foule »

UN Institut des relations australo-chinoises (Australia-China Relations Institute, ACRI) a été créé en mai 2014, avec à sa tête un ancien ministre des affaires étrangères, M. Robert Carr. Le directeur adjoint de l'ACRI, le Dr James Laurenceson, résume les enjeux du binôme Pékin-Canberra en des termes pour le moins concrets : « Quelles sont les opportunités et les défis que va créer le passage à la classe moyenne de cinq cents millions de Chinois d'ici à 2021 ? Ce développement historique aura des implications énormes pour l'Australie, des mines à l'agriculture en passant par les services (11). »

L'industrie du tourisme fait déjà pression sur le gouvernement Abbott pour que le nombre de visas accordés aux citoyens chinois augmente considérablement, afin de permettre aux groupes nationaux de profiter de occasions offertes par le nouveau traité de libre-échange. Il n'est pas dit que la stratégie du « pivot » américain soit en mesure de contrecarrer l'attraction qui aimante de plus en plus fortement les relations sino-australiennes, et ce malgré toutes les relations internationales.

Lors de son discours devant le Parlement australien, quasiment trois ans jour pour jour après celui du « pivot » prononcé par M. Obama dans la même enceinte, M. Xi a usé d'une métaphore qui a fait sensation : « La Chine, a-t-il dit, est comme un grand homme dans une foule. Les autres se demandent naturellement comment le grand homme va se mouvoir et agir (12). » L'Australie, plus que tout autre, observe le phénomène qui domine de la tête et des épaules l'ensemble inquiet de ses voisins. Mais

de nombreux indices semblent montrer que, contrairement à d'autres, son regard sur le « grand homme » est en train de passer de l'appréhension méfiante à la curiosité fascinée.

(1) Zachary Keck, « Australia boosts defense spending 6.1 % », The Diplomat, 16 mai 2014, <http://thediplomat.com>  
 (2) « Remarks by president Obama to the Australian Parliament », Maison Blanche, Washington, DC, 17 novembre 2011.  
 (3) Lenore Taylor, « G20 : Barack Obama uses visit to reassert US influence in Asia Pacific », The Guardian, Londres, 15 novembre 2014.  
 (4) Dans un discours prononcé devant le Congrès des Etats-Unis le 12 mars 1947, le président Harry Truman s'était présenté comme le champion du « monde libre », avec une conception bipolaire des relations internationales.  
 (5) Événement qui a éclipsé dans la presse australienne la visite d'Etat de M. François Hollande se déroulant le même jour.  
 (6) Discours devant le Parlement australien, 17 novembre 2014.  
 (7) Hugh White, « Abbott clueless on how to handle US and China », The Sydney Morning Herald, 25 novembre 2014.  
 (8) Kirk Spitzer, « Australia chooses sides – And it's not with China », Time, New York, 6 mai 2013.  
 (9) Communiqué du département des affaires étrangères et du commerce, 21 mai 2014.  
 (10) Discours à l'Asia Pacific Forum de l'université du Queensland, 17 novembre 2014.  
 (11) Maggie Wang, « China economy specialist to set research agenda for new think tank », UTS Newsroom, 1<sup>er</sup> août 2014, <http://newsroom.uts.edu.au>  
 (12) Discours devant le Parlement australien, 17 novembre 2014.

Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup>-31 janvier 2015

1 <sup>er</sup> CUBA	Fête nationale
HAÏTI	Fête de l'indépend.
SOUDAN	Fête de l'indépend.
4 BIRMANIE	Fête de l'indépend.
26 AUSTRALIE	Fête nationale
INDE	Fête nationale
31 NAURU	Fête nationale

Déjà parus dans cette série :  
 Russie-Israël (septembre),  
 Inde-Afghanistan (octobre),  
 Kurdistan (novembre)  
 et Asie centrale (décembre).

\* Maître de conférences en science politique et relations internationales à l'université Jean-Moulin Lyon-III.

## UNE NOUVELLE DE MUSTAPHA BELHOCINE

# Gestion du flux

J'ADORE les spas, l'eau chaude, les bulles pour détendre les muscles. A l'espace aquatique Pailleron de Paris, il y a un sacré Jacuzzi, plusieurs bassins d'eau chaude. Ce n'est pas les thermes de Budapest, mais c'est gratuit à condition de justifier de son statut de chômeur. Pas simplement avec sa carte: ils demandent une attestation récente. Il faut y penser, plier sa feuille en quatre dans son portefeuille. Des fois, on oublie, on a même envie de payer, de dédaigner ostensiblement ce privilège accordé. Mais j'ai du répondre. J'ai toujours un CV sur moi, et dès que je débarque dans un endroit quelconque: «Vous recrutez?» Ce jour-là, je n'avais pas de justificatif, mais j'avais un CV.

«Bonjour madame, une entrée pour la piscine...  
– Vous avez un justificatif récent? (Je fais semblant de chercher partout.)  
– Désolé, madame, je ne le trouve plus... Mais je vous assure que je suis au chômage...  
– Votre carte date de juin 2010...  
– Ecoutez, madame, je suis vraiment au chômage. D'ailleurs, vous recrutez?  
– Pardon?  
– Je veux savoir si vous recrutez.  
– Euh, oui, on cherche du monde...  
– Eh bien, voilà un CV. Quel type de poste?  
– Voici votre entrée, monsieur... »

A moi les petites bulles du Jacuzzi.

\* \* \*

L'entretien mensuel se déroule bien, ma conseillère est sympa et compréhensive. Elle sait qu'elle n'a pas grand-chose à m'offrir et que, au vu de ma trajectoire, les possibilités de boulot sont limitées.

«Votre inscription comme demandeur d'emploi est maintenue. Vous avez d'autres questions?»

– En fait, vu mon parcours professionnel et vu que je connais bien les dispositifs d'insertion (et qu'accessoirement j'aimerais bien un petit bureau où je bosserais de 9 heures à 17 heures), je voudrais savoir si ça recrute à Pôle emploi.

– Eh bien oui, pourquoi pas? C'est vrai, vous avez les qualités requises pour ce poste. Il faut écrire à la délégation régionale, au service des ressources humaines. Je vous note l'adresse.»

J'envoie donc CV et lettre de motivation, m'enthousiasmant déjà à l'idée d'être pris, même si je n'y crois pas vraiment. Une semaine plus tard, quelle n'est pas ma surprise de recevoir une convocation. Je suis très heureux. Bon, une fois encore, il ne s'agit que d'un entretien, mais il est tellement rare d'en obtenir un que c'est devenu une finalité en soi. Le boulot, c'est la cerise sur le gâteau.

Je suis convoqué au siège de la direction régionale de Noisy-le-Grand, en banlieue. J'imagine des locaux obscurs, froids. Or je découvre un magnifique immeuble, d'architecture contemporaine, style déstructuré. Le hall est spacieux, baigné de lumière. De beaux canapés en cuir, des écrans plasma au mur, de belles plantes, des lignes épurées, de belles hôtesses tirées à quatre épingles. La première chose qui me saute aux yeux, c'est la salle de fitness. Je les imagine, les cadres qui se la coulent douce sur leur tapis de cardio-training, pendant la pause-déjeuner, scrutant leur boîte mail sur leur iPad 2... Belle cafétéria aussi, et là, je ne peux pas m'empêcher de verser dans la démagogie: «Je comprends où ils ont foutu leur pognon... Et surtout, je comprends pourquoi je ne trouve pas de taf avec eux... » C'est petit, je sais, mais j'ai tellement envie de me lover dans un de leurs fauteuils avec un thé à la menthe, épuisé par une séance de sport, en pensant à mon futur week-end à Budapest...

Après un an de chômage, je commence à maîtriser la rhétorique de l'entretien. Le recruteur m'indique le salaire: je tombe dans les pommes. Le poste à pourvoir serait dans la branche indemnisation, conseiller clients chargé de l'accueil, avec des tâches de back-office (courrier, téléphone, relance): je déborde d'enthousiasme. Il me dit que ma candidature est transmise à un autre niveau des ressources humaines. Deux jours plus tard:

«Allô! Bonjour, agence Pôle emploi... Voilà, nous souhaitons vous proposer un entretien. Après-demain, c'est possible?»

Il y a foule à l'agence. Je commence à faire la queue... Mais je viens pour un entretien! J'ai tellement pris l'habitude... Je double tout le monde, j'arrive sur un plot où un agent est posté. Je m'imagine déjà à sa place. On m'indique le chemin. Pour la première fois, je passe physiquement de l'autre côté de la barrière...

«Je ne vous cache pas que notre souci premier, c'est la gestion du flux. Vous avez vu la foule en bas? C'est une perte de temps pour les conseillers – du temps en moins pour instruire les dossiers –, alors que la plupart des demandes peuvent être résolues par les demandeurs d'emploi eux-mêmes. Donc, pour l'instant, même si vous avez des tâches administratives, vous serez une sorte de conseiller volant: vous irez au-devant de la foule, pour un premier niveau de réponse. Vous connaissez le site Pôle emploi?» Je veux, mon neveu! «Salaire: 1 590 euros brut avec une prime de treizième mois et une prime de vacances, des tickets-restaurant... Maintenant, nous allons étudier votre candidature. Vous êtes libre de tout engagement?»

– Je dois donner ma réponse à deux ou trois sociétés, je n'ai toujours pas fait mon choix, mais là, j'ai tous les éléments pour comparer... »

*Se voir agir, et saisir d'un même regard les circonstances qui nous font agir : cette distance au rôle est un trait commun à de nombreux observateurs critiques de la société. Combinée à la prise de notes quotidienne et à la faculté littéraire de rendre vivantes des situations, elle fait un écrivain.  
Tel Mustapha Belhocine, acteur et narrateur du vaste monde du travail précaire.*



THIBAULT LAGET-RO. – « D'un monde à l'autre... », 2014

Trois jours plus tard, je reçois un mail pour la signature de mon contrat. Un grand cérémonial est organisé au siège: j'ai l'impression qu'on va me baptiser. Je me rue sur les viennoiseries, mais, au fond, je veux juste signer mon contrat. C'est une journée institutionnelle, non rémunérée, un adoubement. Je tends l'oreille lorsque les intervenants insistent sur les fraudes; celles des usagers, mais surtout celles des salariés de Pôle emploi: «Je comprends que vous soyez curieux de voir votre dossier; vous pouvez demander à un collègue de le faire pour vous, une fois pour voir, comme ça. Sinon, c'est interdit.»

En fait, ils s'inquiètent surtout des cas de «doublette»: des salariés qui se déclarent toujours demandeurs d'emploi et qui cumulent leurs indemnités avec leur salaire. Enfin arrive la signature du contrat: contrat à durée déterminée (CDD) de sept mois, un mois d'essai, ça va faire un bon solde de tout compte...

C'est parti pour le premier jour. On me présente mon formateur, mon tuteur. J'apprends avec surprise qu'il s'agit d'un salarié en fin de CDD. Il est là depuis moins d'un an; on me le présente comme un «homme à tout faire, très compétent». La première semaine sera tranquille, en observation sur les postes: le tri du courrier, l'accueil, le point rendez-vous, les entretiens.

Très vite, ça tourne au désastre. Le courrier, c'est toute une organisation: ouvrir proprement, tamponner, dispatcher dans des bannettes, puis transférer dans un double niveau de bannettes. Je n'y comprends rien, mais je ne me laisse pas aller, je pose des questions. «Je vais y arriver.» Puis je me rends aux entretiens de placement. Là, je me sens dans mon élément. Pendant le débriefing, je leur dis que ça me plaît et que c'est ce que je voudrais faire. On calme mes ardeurs: ça, c'est quand on monte en puissance, après deux, trois années. Ce n'est pas pour moi, je suis en CDD.

A la gestion du flux, il y a du monde, des mécontents. D'ailleurs, il y a un vigile dans l'agence: les agressions verbales sont nombreuses, et on en vient souvent aux mains. Au bout d'une heure, j'ai déjà mal au crâne. Et pourtant, j'étais en observation, je ne répondais pas aux questions...

La salle de repos est un lieu privilégié pour l'observation sociologique. Il y a la table réservée aux cadres et celle des employés... C'est à qui racontera la meilleure blague sur les demandeurs d'emploi, la perle du jour, le client qui réclame ce qu'il croit être ses droits:

«J'en ai marre de ces mecs qui disent: "C'est mon argent, je paye des cotisations.»

– Moi, l'autre jour, j'en ai pris un au mot. Je lui ai dit: "Banco, on fait le calcul de vos cotisations salariales et je calcule ce qu'on doit vous donner... Eh bien, c'est 10 euros par jour.»

– Et tu l'as vu, le mec qui revient de vacances tout bronzé et qui me dit: "Je ne comprends pas, j'ai été radié"? Je vérifie son dossier et je lui dis: "Mais vous avez été absent à une convocation." "J'étais en vacances..." "Mais il y a des obligations à respecter quand on est demandeur d'emploi! Vous avez le droit de prendre des vacances, mais il faut le signaler. Demandeur d'emploi, ce n'est pas toucher des indemnités, c'est chercher activement un emploi, ça veut dire que c'est un travail à plein temps, monsieur,

un travail..." C'est comme cette nana ronde comme un ballon, à qui j'ai repris un dossier d'inscription: "Vous n'allez pas chercher activement du travail à cinq mois de grossesse!" »

La formation est dispensée par le directeur adjoint: «De toute façon, si je vous montre les logiciels, c'est juste pour voir, alors on ne va pas s'attarder, moi j'ai besoin de monde à la gestion du flux. L'objectif à moyen terme: aller sur un plot. Vous allez au front.»

Voilà donc le fin mot de l'histoire: on m'a recruté pour faire vigile. L'agence se situe en zone «sensible», à la lisière de plusieurs quartiers populaires avec un fort taux de chômage, et moi, je dois me jeter à la mer. Je pense à ma dernière expérience dans le social, où j'avais dû abandonner le combat. Ça va être dur, mais je vais tenir, je ne vais quand même pas tout arrêter à la moindre difficulté...

Le lendemain, je trouve très vite mes marques. Mon expérience d'éducateur remonte à la surface: «aller vers», «créer du lien». Mais justement, c'est là le problème: je voulais faire autre chose. Je ne vais pas tenir, je ne vais pas tenir... Pourtant, il va falloir... Allez, courage... A la pause-déjeuner, j'ai mal au dos, je suis épuisé. Le cadre m'interpelle: «Je peux te parler un instant? Voilà, je ne sais pas par où commencer... Comment te dire ça? Je suis plus jeune que toi, ça me gêne... On m'a fait une remarque en ce qui concerne ta tenue.

– Quoi? »

Je regarde ses vieilles pompes, son vieux jean délavé... Dans un premier temps, j'ai envie de rigoler franchement.

«En fait, voilà: un collaborateur m'a fait une remarque sur ton jean qui tombait un peu bas... Je vais te parler cash: tu dois remonter ton pantalon. Il faut vraiment que tu fasses gaffe la prochaine fois...

– OK, je vais faire attention...

– Ce que j'aime bien avec toi, c'est qu'on peut te parler ouvertement. Tu sais, je n'ai pas dormi de la nuit, j'en ai même parlé à ma femme. Et puis j'ai préféré t'en parler seul à seul, pas devant les autres.»

Merci, trop gentil.

J'essaie de ne pas exploser. J'ai failli, dans un premier temps, inverser les rôles et lui dire qu'on m'avait également fait des remarques sur son apparence – mais je veux aller jusqu'au bout de la mission. La tête haute et deux crans de ceinture en plus, je reviens au boulot, ravi de ne pas avoir cédé à un tempérament révolutionnaire. Il faut avoir le «sens du placement» et accepter les injustices, sinon ce n'est pas possible. Si on a le sens de la justice sociale, le respect d'autrui, on démissionne de tous les boulots dans les cinq premières minutes. Alors, je lutte contre moi-même et j'accepte le rapport de domination. J'en suis même content: je me sens pleinement salarié, ouvrier, dominé. Je me dis que je vais tenir sept mois: ils peuvent tout me faire, j'accepterai tout.

Quatre jours de boulot, et j'ai de plus en plus mal au dos. Je vois des gens qui souffrent des deux côtés de la barrière, avec une incompréhension réciproque.

En fin de semaine, à mi-parcours de la période d'essai, j'ai rendez-vous avec le directeur adjoint: «Ecoutez, je suis très heureux d'être ici, mais force est de constater que votre agence a pour spécificité d'avoir beaucoup de monde... Un monde en détresse à qui il faut apporter des réponses... Et franchement, je n'en peux plus, je ne prends pas de plaisir... J'avais pour intention première de changer de voie, de faire de l'administratif, et je me retrouve à faire du social, ce n'est pas cohérent...

– Nous aussi, nous avons remarqué. On te sent en retrait dans la gestion du flux [ce qui n'était pas exactement le cas: j'apportais le maximum de réponses à un maximum de personnes]. Je crois qu'on va arrêter là. Je tiens à te préciser que tes compétences ne sont pas en cause, on a été très contents de t'avoir recruté. On t'a choisi parce que, tout d'abord, tu as été réactif et, je ne vais pas te mentir, ton parcours de travailleur social avec un public en difficulté nous avait définitivement convaincus. Par ailleurs, le personnel de l'agence étant quasi exclusivement féminin, on a choisi un homme...

– Il y a également ma proximité culturelle avec le public...

– Non, non, non, c'est surtout ton parcours... Donc franchement, c'est dommage, mais ce n'est pas la peine d'aller plus loin, c'est mieux pour les deux parties. Tu ne vas pas continuer six mois comme ça, en venant à reculons... »

Je suis aux prises avec des sentiments contradictoires. Tout d'abord, je suis super heureux, puis un peu déçu. Déçu de ne pas être allé jusqu'au bout, de ne pas avoir été assez stratège... Mais, in fine, heureux de ne pas continuer ce taf minable, avec la petite satisfaction quand même que ça ne vienne pas de moi. Sauf que là, je me mens un peu à moi-même: j'ai tout fait, de manière plus ou moins inconsciente, pour qu'on ne me prolonge pas dans mes fonctions.

Ça y est, je retourne de l'autre côté de la barrière. C'est de plus en plus court, les périodes de boulot. Il me faut un petit Jacuzzi...

Epilogue

Après la «rupture», j'ai rencontré les pires difficultés à obtenir mon solde de tout compte et les documents y afférents, ce qui a eu pour conséquence ma radiation de Pôle emploi... par la faute de Pôle emploi. Mais c'est une autre histoire...

# Le Cameroun sous la

**Devant la multiplication des attentats et des enlèvements perpétrés par Boko Haram, le ministre français de la défense Jean-Yves Le Drian a demandé, le 16 décembre, la création d'un comité régional de liaison militaire. Née au Nigeria, où elle multiplie les exactions, la secte opère désormais avec une grande maîtrise du terrain au Niger et dans le nord du Cameroun, obligeant Yaoundé à une riposte armée.**

PAR RODRIGUE NANA NGASSAM \*

FOTOKOL, Kolofata ou Amchidé... Au Cameroun, Boko Haram multiplie les attaques meurtrières dans la région de l'Extrême-Nord. Elle le fait à partir de l'Etat de Borno, au Nigeria, où elle contrôle une vingtaine de villes. Limitées à des actes isolés l'an passé, ces incursions mobilisent aujourd'hui des centaines de combattants. Pourtant, l'important dispositif déployé par le gouvernement camerounais depuis avril 2014 – trois mille soldats, des chasseurs bombardiers, des chars et des engins d'assaut – se heurte à une organisation puissante qui semble se fondre dans le paysage.

Les raids de Boko Haram s'accompagnent souvent d'enlèvements, suivis de demandes de rançon. La libération des premières personnes visées, comme la famille Moulin-Fournier, enlevée le 19 février 2013 dans la localité de Dabanga, à quatre-vingts kilomètres de Kousséri, ou le prêtre français Georges Vandenbeusch, enlevé à Nguetchéwé le 14 novembre 2013, n'a pas mis fin à la série. Début avril 2014, les pères Gianantonio Allegri, Giampaolo Marta et la sœur Gilberte Bussière sont capturés avec le chef traditionnel du village de Goumouldi, qu'on retrouvera éborgné au Nigeria; la nuit du 16 au 17 mai, dix ressortissants chinois disparaissent à Waza; le

\* Doctorant en études internationales, université de Douala (Cameroun).

dimanche 27 juillet, la ville de Kolofata fait l'objet d'un assaut spectaculaire au cours duquel sont enlevés l'épouse du vice-premier ministre Amadou Ali, sa belle-sœur, le maire et *lamido* (1) de Kolofata M. Seini Boukar Lamine, son épouse, six de leurs enfants et plusieurs autres membres de la famille.

Le 25 septembre dernier, les forces de sécurité ont mis la main sur des centaines d'armes de guerre et des milliers de munitions à Kousséri. Cette découverte semble confirmer le caractère stratégique du Cameroun septentrional pour Boko Haram (2). Désormais, l'éventualité que l'organisation frappe plus au sud, dans les grandes villes, est prise au sérieux. Car le pays est devenu un pôle de criminalité touché par l'insécurité qui sévit en Centrafrique et au Nigeria. Dans la région comme au Sahel, la circulation des armes issues des arsenaux libyens facilite le renouvellement des modes opératoires adoptés par les organisations armées. Celles-ci cherchent à se constituer des sanctuaires, de préférence dans les « zones molles » où les Etats ne sont pas en mesure d'assurer leur autorité. Le dispositif sécuritaire camerounais est ainsi concentré dans les deux principales villes du pays (Yaoundé et Douala), tandis que les régions périphériques peinent face à des acteurs criminels équipés de technologies modernes, comme le GPS et les téléphones satellitaires.

Outre un matériel souvent ancien ou vieillissant, les actes d'indiscipline, le défaut de coordination, la défaillance du système de renseignement et la corruption sapent le travail d'une armée camerounaise déjà divisée : d'un côté, les unités régulières, qui s'estiment mal pourvues; de l'autre, les unités d'élite (garde présidentielle, bataillon d'intervention rapide), mieux équipées et entraînées. Un malaise grandissant tend à créer une rivalité de corps. Boko Haram semble d'ailleurs chercher à éroder l'autorité de l'Etat en s'attaquant directement à des casernes, à des gendarmeries ou aux autorités locales.

Très poreuses, les frontières qui s'étendent jusqu'au lac Tchad favorisent l'implantation et les déplacements des commandos. La plupart du temps, elles ne sont même pas matérialisées. Il est aisé de transporter des armes et du matériel, ou de dissimuler otages et butin de guerre. En outre, la démarcation avec le Nigeria traverse une ancienne aire socioculturelle remontant au grand empire du Kanem-Bornou au XVI<sup>e</sup> siècle. La région septentrionale du Cameroun était une zone

périphérique du califat peul de Sokoto au début du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment de la constitution des micro-Etats appelés *lamidats*. Les déplacements et les échanges commerciaux y sont séculaires. De nombreuses ethnies (Peuls, Arabes Choas, Kotokos, Kanouris, Haoussas) se côtoient de part et d'autre de la frontière et partagent les mêmes dialectes. Cette situation permet à Boko Haram de se fondre parmi la population.

« Boko Haram souhaite surtout disperser les populations des villages à la frontière pour asservir les villageois terrorisés et créer de nouveaux camps au Cameroun. Ce groupe terroriste veut aussi intimider les gens afin qu'ils ne collaborent pas avec les autorités », nous confie, sous couvert d'anonymat, un officier camerounais. Ces mesures semblent efficaces; la loi du silence s'impose. « Il est dangereux d'être vu en compagnie des forces de l'ordre. On nous dit souvent qu'elles ne vont pas rester tout le temps; plusieurs d'entre nous sont enlevés de nuit, on va les molester ou les tuer », affirme ainsi un habitant de Kolofata.

## Des complicités locales

LE NOMBRE des réfugiés dans l'Extrême-Nord croît à vue d'œil, sans que des statistiques précises puissent être établies. Ils sont sans doute des milliers, venus de l'est, où sévit la crise centrafricaine, et du nord-est du Nigeria (3). L'afflux dépasse les capacités d'accueil des camps mis en place par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Si ces populations permettent aux autorités camerounaises d'engranger les retombées symboliques du statut d'Etat « protecteur », elles participent également de l'instabilité et de l'insécurité. Selon une enquête de l'International Crisis Group, des combattants de Boko Haram profiteraient des flux de réfugiés pour pénétrer dans la zone (4).

Les audacieuses attaques du dimanche 27 juillet 2014 qui ont visé des personnalités

laissent penser que Boko Haram dispose de complicités locales, voire dans les plus hautes sphères du pouvoir. De telles actions sont inimaginables sans la collecte d'informations précises et fiables. Certains soupçonnent les agents du renseignement camerounais, installés dans les villages et qui partagent le difficile quotidien des populations, de servir d'éclaireurs et d'informateurs à l'organisation terroriste (5).

Les rançons alimentent les caisses d'une organisation qui se livre en outre à toutes sortes de trafics criminels. De moins en moins pris au sérieux, le gouvernement camerounais nie tout versement d'argent, se contentant d'évoquer l'aboutissement de négociations réussies avec les ravisseurs, comme ce fut le cas pour la famille Moulin-Fournier. L'enlèvement peut s'avérer

purement crapuleux, loin de toute considération politique. « Les deux sortes d'enlèvements, criminels et politico-criminels, ont dorénavant des rapports solides », analyse Pierre Conesa, ex-adjoint au directeur de la délégation aux affaires stratégiques (DAS).

La campagne de terreur menée par Boko Haram a porté un coup d'arrêt au commerce et aux échanges transfrontaliers. Très récemment encore, de nombreux Camerounais traversaient quotidiennement la frontière vers les marchés florissants de l'Etat de Borno au Nigeria (Banki, Keraoua, etc.) afin d'y écouler leurs produits. Ces points d'accès sont aujourd'hui désertés. Le tourisme dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord régresse également fortement. Les hôtels et les sites touristiques, notamment le parc national de Waza, sont à l'abandon.

Le président Paul Biya, âgé de 81 ans et au pouvoir depuis trente-deux ans, a lancé en juillet 2014 un plan d'urgence pour empêcher Boko Haram de profiter du mécontentement populaire nourri par le verrouillage du jeu électoral. Il concerne l'accès à l'eau à travers la réalisation de forages, l'éducation par la multiplication des écoles, les routes, les dispensaires, la création d'emplois et de centres de formation professionnelle pour les jeunes. Mais la pauvreté et le chômage de masse, notamment des jeunes, favorisent l'enrôlement dans les milices, les groupes armés et les réseaux

(1) Dirigeant spirituel et politique d'un *lamidat*, chefferie traditionnelle s'apparentant à un micro-Etat.

(2) Cf. Pauline Guibaud, « Boko Haram : le Nord-Cameroun dans la tourmente? », Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles, 3 juin 2014.

(3) Lire Anne-Cécile Robert, « François Hollande, président à Bangui », et Jean-Christophe Servant, « Au Nigeria, la charia à l'épreuve des faits », *Le Monde diplomatique*, respectivement janvier 2014 et juin 2003.

(4) International Crisis Group, « Curbing violence in Nigeria (II) : The Boko Haram insurgency », « Africa Report », n° 216, 3 avril 2014.

(5) Cf. Claude Abé, « Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina », *Bulletin de l'APAD*, n° 25/2003, <http://apad.revues.org>

## FLOU JURIDIQUE

# Arbitraires sanctions internationales,

**Mi-décembre 2014, la Cour pénale internationale a abandonné les charges pesant sur le président du Kenya Uhuru Kenyatta et suspendu ses enquêtes au Darfour. L'adoption de sanctions serait-elle plus efficace?**

PAR JÉRÔME TUBIANA ET CLAUDIO GRAMIZZI \*

AU début des années 2000, Adam Yacoub Sharif était l'une des icônes de la jeune rébellion du Darfour, active dans l'ouest du Soudan (1). Il arborait fièrement l'uniforme-type de l'insurrection : kalachnikov, turban, téléphone satellitaire et sachets de cuir renfermant des amulettes protectrices autour du cou. Connu sous le surnom de « Bambino », il contrôlait Shangal Tobay, dans l'est du Darfour, pour le compte de l'Armée de libération du Soudan. Lorsque, en 2011, nous l'avons retrouvé dans la villa de Khartoum où il se cachait, il paraissait amaigri et fatigué – à l'image de la rébellion du Darfour, affaiblie, divisée en factions et de plus en plus malaimée par la « communauté internationale ». L'Occident s'était lassé de ce conflit interminable, désormais relégué loin derrière d'autres priorités. Quelques mois plus tard, nous avons appris la mort de « Bambino », de maladie. Son nom figure toute-

fois toujours sur la maigre liste des individus sanctionnés par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Créé en 2005, le groupe d'experts des Nations unies sur le Soudan n'est pas l'institution la plus connue ni la plus influente. Toutefois, il peut proposer que des individus (ou des entreprises) impliqués dans la guerre au Darfour soient sanctionnés, en s'appuyant sur le chapitre VII de la Charte de l'ONU. Leur mise à l'index peut résulter en particulier de violations des droits humains ou du refus de participer à des négociations de paix. Les mesures sont limitées à l'interdiction de voyager en dehors de leur pays et au gel de leurs avoirs financiers. Il s'agit surtout de dissuader des acteurs-clés de continuer à alimenter la violence. Depuis 2006, les noms de dizaines d'individus ont été proposés : cela va de chefs d'Etat (tels le président soudanais Omar Al-Bachir et son homologue tchadien Idriss Déby Itno) ou de responsables gouvernementaux jusqu'aux dirigeants, grands et petits, d'innombrables factions rebelles. Mais le Conseil de sécurité n'a validé les propositions des experts que pour quatre individus.

La liste établie en 2006 (2) témoigne avant tout d'une volonté d'équilibre. Du côté de Khartoum, on trouve M. Gaffar Mohammed El-Hassan, un général de l'armée soudanaise, et M. Moussa Hilal Alnsiem, l'un des principaux chefs des milices dites *janjawid*, responsables d'innombrables exactions. Du côté des rebelles du Darfour, Sharif, donc, et M. Jibril Abdel-Karim Mayu, alias « Tek », un transfuge de l'armée tchadienne devenu chef d'état-major du Mouvement (darfourien) pour la justice et l'égalité, avant de former son propre groupe. Depuis, « Bambino » est mort et le général El-Hassan a pris sa retraite; « Tek » a rejoint le camp gouvernemental tandis que M. Alnsiem, empruntant le parcours inverse, a constitué un mouvement politico-militaire : le Conseil révolution-

naire du réveil soudanais. Si la lourde mécanique onusienne a eu peu d'influence sur ces évolutions, elle semble surtout incapable de les prendre en compte.

Jusqu'en 2011, les experts successifs du groupe n'avaient rencontré aucun de ces quatre individus, à l'exception du général El-Hassan, avec lequel ils s'étaient entretenus : aucun n'a donc eu la possibilité de se défendre. L'absence d'informations et plus généralement le non-respect des droits de la défense s'avèrent symptomatiques de ce régime de sanctions – en témoigne l'exemple de la Côte d'Ivoire ou de la République démocratique du Congo. Même s'il est facile de se rendre au jeu, les experts ne sont ni policiers ni juges. Dans un cadre juridique moins flou, les personnes mises en cause ne manqueraient pas d'arguments pour se défendre, tant les motifs invoqués à leur encontre sont souvent sommaires.

Ainsi « Bambino » fut accusé d'avoir, en attaquant un convoi gouvernemental en 2005, violé un cessez-le-feu de 2004 qu'aucune des parties du conflit ne respecta jamais. L'accusation serait fondée uniquement sur deux sources, baptisées W1 et W2, deux officiers de l'Union africaine dépêchés sur place. M. Alnsiem, pourtant responsable d'innombrables attaques contre des civils, ne fut blâmé, lui, que pour un raid effectué dans une région où il n'avait qu'une autorité limitée.

LES sanctions manquèrent largement leur cible : aucune des personnes visées ne détenait de compte en banque ou de fortune susceptibles d'être gelés; quant à l'interdiction de voyager, elle ne les empêcha pas de franchir sans encombre les frontières de la région, par la route ou par avion. Le cas le plus spectaculaire fut celui de « Tek », que nous avons rencontré dans le luxueux hôtel Mövenpick de Doha, au Qatar, en 2011. Il y séjourna près d'un an grâce à un très officiel laissez-passer... de l'ONU (3).

On peut regretter que les Nations unies violent leurs propres règles. Mais le strict respect des sanctions aurait entravé les pourparlers de paix de Doha. M. Alnsiem nous avait ainsi mis en garde : « *Tout processus de paix sur le Darfour qui ne m'inclurait pas ne vaudrait rien.* » Le dilemme rappelle celui que la Cour pénale internationale (CPI) a fait peser sur le Darfour et d'autres crises (4).

LE DÉFAUT, justice et sanctions internationales se veulent indépendantes de considérations politiques. Pourtant, l'idée contestable d'utiliser les sanctions pour forcer des belligérants à signer la paix a gagné du crédit au Darfour et, plus récemment, dans le conflit au Soudan du Sud. En 2010, les experts de l'ONU se tournèrent ainsi vers M. Abdelwahid Al-Nour. Exilé en France depuis 2006, ce chef rebelle est connu pour son obstination à refuser tout dialogue avec un gouvernement soudanais qu'il qualifie de « génocidaire ». Le Conseil de sécurité était sur le point de le sanctionner avant que les Etats-Unis, doutant de la légalité d'une telle mesure et surtout conscients du fait qu'une paix signée sous la contrainte a peu de chances de se concrétiser, ne gèlent le processus.

De fait, le système onusien reste dominé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Un vote contraire d'un pays de ce cercle restreint suffit

(1) Lire Gérard Prunier, « Darfour, la chronique d'un "génocide ambigu" », *Le Monde diplomatique*, mars 2007.

(2) [www.un.org/sc/committees/1591/pdf/Sudan\\_list.pdf](http://www.un.org/sc/committees/1591/pdf/Sudan_list.pdf)

(3) Colum Lynch, « What's the point of UN sanctions in Darfur when even the UN flouts them? », *Foreign Policy*, Washington, DC, 30 avril 2012.

(4) Lire « Poker menteur au Soudan », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.

\* Respectivement chercheur indépendant, ancien expert régional du groupe d'experts des Nations unies sur le Soudan; et chercheur à Conflict Armament Research, ancien expert en armement des groupes d'experts des Nations unies sur la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo et le Soudan.

LES LIMITES DE LA RIPOSTE MILITAIRE

# menace de Boko Haram

criminels. Le Cameroun septentrional, qui couvre trois régions (l'Adamaoua avec Ngaoundéré pour chef-lieu, le Nord avec Garoua, et l'Extrême-Nord avec Maroua), demeure la partie la moins développée du pays. Entre 2001 et 2007, la proportion d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté est passée de 18,8 % à 24,6 %, tandis qu'elle diminuait de 0,3 % dans le reste du pays (6). Pour y enrayer la sous-scolarisation (7), le

gouvernement a décidé en 2011 de procéder à un recrutement spécial de vingt-cinq mille jeunes dans la fonction publique ainsi qu'à l'ouverture d'une université à Maroua.

A ces difficultés sociales s'ajoutent des catastrophes naturelles (inondations, épidémies de choléra) et des tensions politiques. Les Peuls du nord du Cameroun n'ont toujours pas digéré la chasse aux

sorcières qu'ils ont subie après la tentative de coup d'Etat de 1984, qui leur a été imputée. Les arrestations de M. Iya Mohamed, président de la très populaire Fédération camerounaise de football (Fecafoot), et de M. Marafa Hamidou Yaya, ancien ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, accusés de détournements de fonds publics, ont encore alourdi un climat déjà pesant.

Les limites de la lutte contre Boko Haram soulignent la nécessité d'une coordination des Etats concernés. Mais, très jaloux de sa souveraineté, le Cameroun reste réticent quant au droit de poursuite que demande le Nigeria pour traquer sur son sol les commandos. C'est l'une des raisons pour lesquelles le président français François Hollande a organisé le 17 mai 2014 à Paris un sommet spécial, réunissant

le président nigérian Goodluck Jonathan et M. Biya autour de leurs homologues du Tchad, du Niger et du Bénin. En est ressortie la nécessité de coordonner renseignement et patrouilles destinées à la riposte militaire mais également à la recherche des disparus, notamment des lycéennes enlevées à Chibok le 14 avril 2014. Les pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et le Bénin ont également accepté le principe d'une force régionale de lutte contre le terrorisme, à laquelle ils contribueront à hauteur de sept cents hommes chacun (8).

A long terme, la réponse ne peut être sécuritaire. Il faut sortir de l'idée selon laquelle Boko Haram est un mouvement fanatique et se pencher sur les facteurs politiques, socio-économiques et religieux qui sont à l'origine de son essor. L'Union européenne et les Etats-Unis se sont engagés à soutenir les gouvernements africains. Bruxelles a promis de mobiliser les bailleurs de fonds en faveur de programmes favorisant le développement des régions concernées. L'accent est mis sur les droits des femmes et des filles – notamment en matière d'éducation, de participation à tous les processus de décision, de soutien aux victimes de violences sexuelles – ainsi que sur la lutte contre la radicalisation (9).

Paradoxalement, le surinvestissement des médias internationaux permet à Boko Haram de se métamorphoser en pôle de ralliement pour des populations en désynchronie.

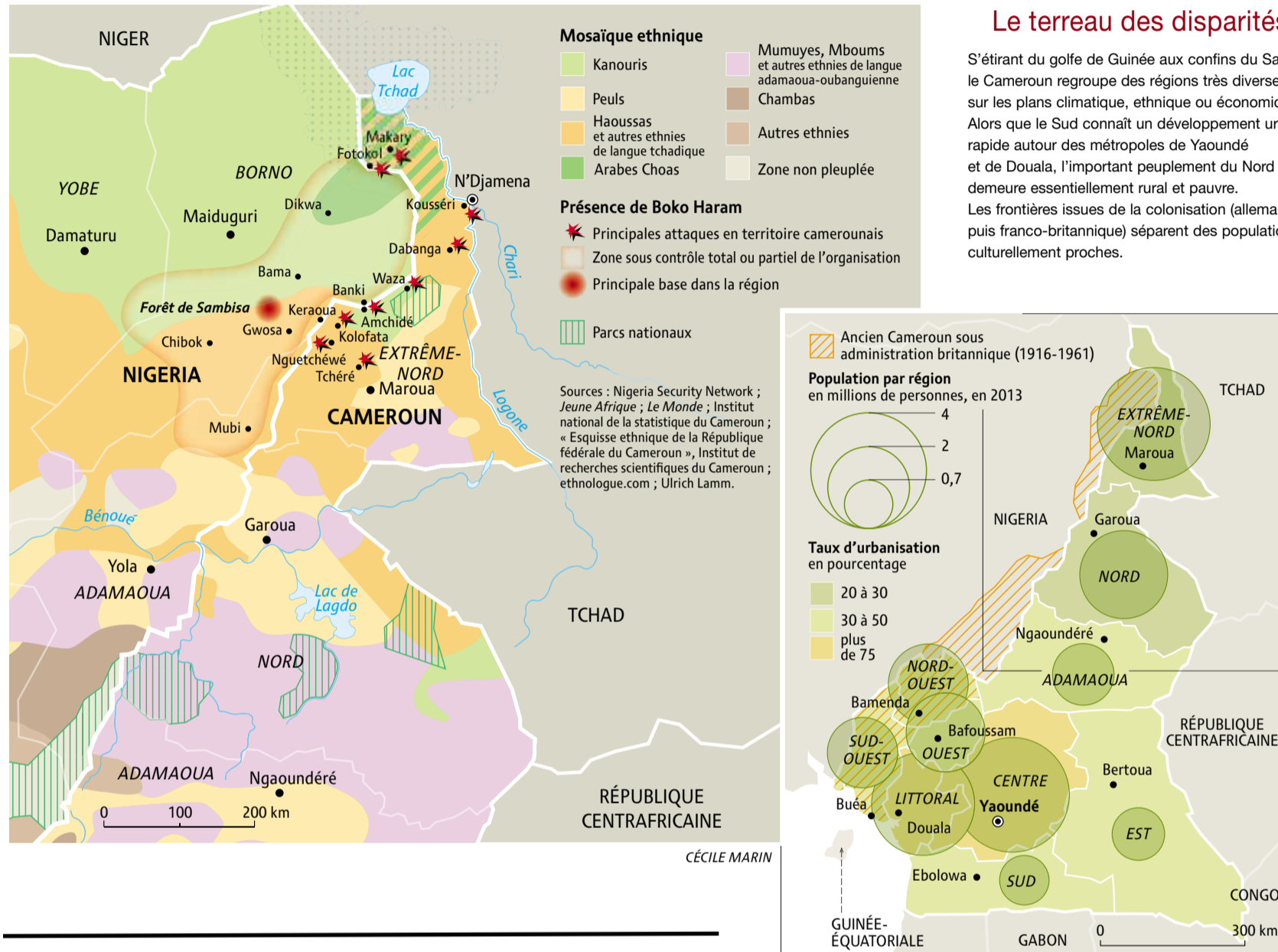
RODRIGUE NANA NGASSAM.

(6) Chiffres du ministère du plan et de l'aménagement du territoire, Douala.

(7) Cf. Paule-Christiane Bilé, «Entre refus de l'école et scolarisation à tout prix. Les parents et l'école au Cameroun», *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 8, Paris, 2009.

(8) Lire Romano Prodi, «Sauvetage du lac Tchad, un espoir de paix», *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

(9) Cf. Wullson Mvomo Ela, «L'Afrique subsaharienne dans la géostratégie du terrorisme et du contre-terrorisme : un défi stratégique et tactique», dans «Cinquante ans de défense et de sécurité en Afrique : Etats et perspectives stratégiques», actes du colloque international de Simbock, université de Yaoundé-II à Soa, 13 et 14 avril 2011.



ET ARRANGEMENTS POLITIQUES

## du Soudan à la Russie

à empêcher l'adoption d'un embargo ou de simples sanctions individuelles. Les experts qui informent le Conseil sont en principe indépendants, mais certains Etats membres n'hésitent pas à proposer ou à refuser des candidats, à censurer un rapport ou à bloquer sa publication (5). Les choses se compliquent encore quand, comme dans le cas du Darfour ou de la Syrie, le Conseil de sécurité se divise. Après dix ans de guerre au Darfour, le consensus entre les Cinq se limite à la condamnation d'actions menées par les rebelles. Le gouvernement soudanais est une cible plus délicate car, comme sur d'autres sujets, Pékin et Moscou opposent un refus systématique à toute initiative occidentale contre Khartoum.

EN 2005, faute de parvenir à un accord sur une intervention militaire au Darfour, le Conseil de sécurité chargea la CPI de juger les crimes commis. La décision maintenait l'illusion d'une action concertée, tout comme le régime des sanctions adopté deux jours auparavant, qui prévoyait, outre les mesures individuelles, un embargo sur les armes. Limité au seul Darfour, ce dernier permet aux principaux vendeurs, Chine et Russie en tête, de continuer leurs livraisons à Khartoum. Moscou et Pékin semblent se satisfaire des promesses soudanaises de ne pas utiliser leurs armes au Darfour... En 2013, les Etats-Unis essayèrent d'étendre l'embargo aux autres zones de guerre au Soudan (le Kordofan du Sud et le Nil Bleu), mais ne trouvèrent aucun soutien au sein des Cinq – la Chine et la Russie, mais aussi la France et le Royaume-Uni, n'en virent pas l'utilité.

En dépit de cette expérience, les Occidentaux continuent de manifester le plus grand appétit pour les sanctions (6). Ils tentent souvent d'élargir la portée des décisions de l'ONU – en étendant par exemple leur portée géographique – ou les complètent par

des restrictions économiques. La mise en pratique relève d'une autre histoire : des camions militaires allemands et des blindés canadiens ont été vendus au Soudan entre 2010 et 2012, tout comme des drones iraniens contenant des composants européens – en violation des embargos contre le Soudan mais aussi contre l'Iran (7). En 2012, ces mêmes drones, assemblés dans des usines soudanaises, virevoltaient au-dessus d'un diplomate occidental invité à une démonstration.

Malgré l'échec des mesures prises au Darfour et dans d'autres contextes, les mécanismes perdurent et les sanctions se multiplient. Elles constituent une réponse quasi pavlovienne de la « communauté internationale » à chaque nouveau conflit, en particulier en Afrique. En 2011, un embargo sur les armes était voté en Libye, pour être aussitôt contourné par les livraisons françaises aux rebelles – le ministre des affaires étrangères Alain Juppé prétendit qu'il s'agissait d'aider à l'« autodéfense des civils » (8). Mort-né, le régime de sanctions sur la Libye survécut pourtant à la chute de Mouammar Kadhafi... sans empêcher les armes libyennes de passer les frontières.

En 2013, des dispositions similaires étaient adoptées à propos de la République centrafricaine. Et depuis qu'en décembre 2013 le Soudan du Sud est en proie à une guerre civile, nombre d'organisations non gouvernementales plaident pour qu'un embargo et des sanctions individuelles y soient imposés. La demande ne fait pas suffisamment consensus pour être adoptée par l'ONU, mais les Etats-Unis ont mis en place leurs propres mesures en mai 2014, suivies par l'Union européenne en juin. Imitant le système onusien, chacun a désigné autant d'individus (deux pour les Etats-Unis et un pour l'Europe) dans le camp gouvernemental que dans la rébellion, en ciblant des officiers de second rang plutôt que le sommet de la chaîne de commandement. Ainsi, Bruxelles a choisi

le chef rebelle Peter Gadet pour un raid d'avril sur la ville de Bentiu lors duquel plusieurs centaines de civils furent assassinés en fonction de critères ethniques. L'attaque était cependant dirigée par M. James Koang, alors chef d'état-major de l'opposition sud-soudanaise, devenu membre de sa délégation aux pourparlers de paix. M. Koang lui-même fut finalement sanctionné (par les seuls Etats-Unis) en août 2014. Mais rien n'indique que les mesures prises, ou la menace d'autres sanctions venant de la médiation régionale menée par l'Ethiopie, rendront les belligérants plus disposés à la paix et leurs troupes moins enclines à de nouveaux massacres ethniques jusque dans les bases de l'ONU.

FABLE écho de la diplomatie de la canonnière du XIX<sup>e</sup> siècle, ou de ses avatars récents que sont le « droit d'ingérence » (9) et la « responsabilité de protéger », les sanctions sont de plus en plus perçues comme illégitimes, même dans les Etats africains les plus dépendants du reste du monde. Elles semblent encore plus fragiles dans les conflits où les membres du Conseil de sécurité ou d'autres puissances sont directement impliqués, comme l'Ukraine. La Russie n'y est pas opposée lorsqu'elles visent des dirigeants islamistes au Proche-Orient, et juge même l'administration onusienne trop soucieuse de « présomption d'innocence » à l'égard de ces derniers. Mais, quand il s'agit de la Crimée ou du Donbass, Moscou sait bien que son droit de veto rend des sanctions onusiennes impossibles.

C'est pourquoi les Etats-Unis et l'Union européenne se passent de la légitimité de l'ONU pour punir Moscou. Les sanctions commerciales et financières coûteraient à la Russie de 50 à 75 milliards d'euros par an, amplifiant les difficultés liées à la chute du cours de pétrole. Mais de telles mesures provoquent

parfois des changements politiques imprévus. A l'instar des présidents soudanais Al-Bachir et kényan Uhuru Kenyatta, qui ont tiré profit de leurs inculpations par la CPI en criant à l'impérialisme, voire au racisme occidental, elles permettent pour l'instant à M. Vladimir Poutine de se présenter comme une victime, et pourraient renforcer son pouvoir et ses alliances avec d'autres Etats mis à l'index.

JÉRÔME TUBIANA  
ET CLAUDIO GRAMIZZI.

(5) Colum Lynch, «Named and shamed, China turns to intimidation», *Foreign Policy*, 18 janvier 2011.

(6) Alex Vines, «The effectiveness of UN and EU sanctions : Lessons for the twenty-first century», *International Affairs*, vol. 88, n° 4, Londres, juillet 2012.

(7) «Forgotten Darfur : Old tactics and new players», Small Arms Survey, Genève, juillet 2012, www.smallarmssurvey.org

(8) «Alain Juppé : "Je vais aider Nicolas Sarkozy"», *Sud Ouest*, Bordeaux, 11 juillet 2011.

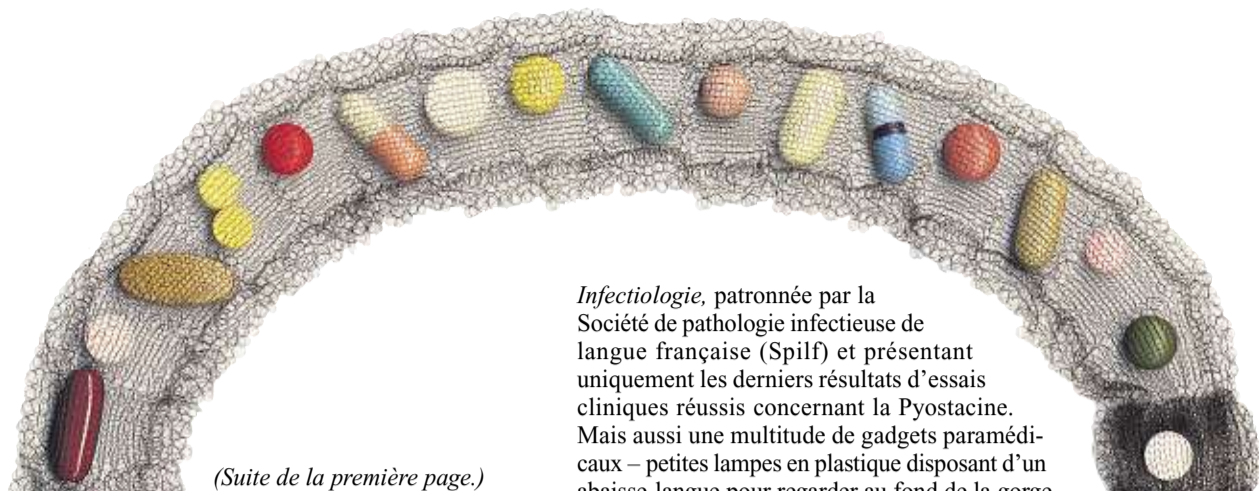
(9) Lire Anne-Cécile Robert, «Origines et vicissitudes du "droit d'ingérence"», *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

Imprimerie du Monde  
12, r. M.-Gunsbourg  
98852 IVRY  
IMPRIM'VERT®

OJD  
PRESSE PAYANTE  
2009

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 0514 I 86051  
ISSN : 0026-9395  
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modification de service, demandes  
de réassort ou autre, utiliser nos numéros  
de téléphone verts :  
Paris : 0 805 050 147  
Banlieue/province : 0 805 050 146.



(Suite de la première page.)

**Infectiologie**, patronnée par la Société de pathologie infectieuse de langue française (Spilf) et présentant uniquement les derniers résultats d'essais cliniques réussis concernant la Pyostacine. Mais aussi une multitude de gadgets paramédicaux – petites lampes en plastique disposant d'un abaisse-langue pour regarder au fond de la gorge du patient tout en pensant à la Pyostacine, boîtes à mouchoirs permettant d'orner le bureau du médecin, stylos Pyostacine, clés USB Pyostacine. Ces textes et objets, que l'on repère partout dans les bureaux du siège, se retrouveront dans les coffres de voiture des visiteurs médicaux, puis dans les cabinets des praticiens.

Tous les médecins n'intéressent pas les laboratoires au même titre. Ceux qui ont un important « potentiel de prescription » font l'objet d'une attention particulière. Pour les identifier, les laboratoires utilisent les services du Groupement pour l'élaboration et la réalisation de statistiques (GERS), qui dispose des chiffres de ventes aux grossistes et de ventes directes en pharmacie, ou du Centre de gestion, de documentation, d'informatique et de marketing (Cegedim), qui fournit les données issues des logiciels de prescription des médecins. A ces sources officielles s'ajoutent les réseaux de renseignements informels, comme les enquêtes des visiteurs médicaux auprès des pharmaciens ou des collègues. Pour les services marketing, toute information concernant les pratiques des médecins est bonne à prendre, car elle permet d'établir un « ciblage des clients » à potentiel. Ainsi, les « *petits ATB, petits Pyostacine* » (petits prescripteurs d'antibiotiques, petits prescripteurs de Pyostacine) et les « *petits ATB, gros Pyostacine* », qui prescrivent déjà abondamment le produit promu, seront moins visés que les « *gros ATB, petits Pyostacine* », car ces derniers peuvent convertir une partie importante de leurs ordonnances d'autres antibiotiques en ordonnances de Pyostacine.

Evidemment, ces stratégies commerciales ne se traduisent pas mécaniquement par des ventes. Encore faut-il qu'elles soient mises en œuvre sur le terrain par les visiteurs médicaux. En France, en 2014, on en comptait seize mille, salariés des entreprises pharmaceutiques, qui passaient leur temps à rencontrer les médecins. A raison de deux cent treize jours ouvrés par an et de six visites par jour, ce sont donc plus de vingt millions de discussions qui se sont tenues avec les médecins. Ces entretiens sont minutieusement préparés. Pour en améliorer l'efficacité, les commerciaux rédigent par exemple des brochures présentant divers « profils-types » de médecins : la « femme médecin syndicaliste », le « médecin économiste », le « médecin de famille », le « médecin remplaçant », le « médecin copain », le « médecin scientifique », le « médecin stressé »... Ces brochures sont utilisées au cours de séminaires de formation pour aider les visiteurs médicaux à mettre en place des « parcours de fidélisation » visant à mieux connaître leurs cibles. On apprend, au cours de ces « ateliers produits », que le médecin de famille – 55 ans, grosse clientèle, président d'un programme de formation médicale continue – est plus « sensible à l'approche humaniste du patient » que le médecin scientifique « installé à la campagne », au « contact très froid », contrairement au médecin copain, « jovial mais un peu mou ». Une fois imprégnées de ce jeu des sept familles, les visiteuses médicales – car il s'agit le plus souvent de femmes – doivent aller sur le terrain pour améliorer l'« élasticité » des médecins. Plus un praticien est dit « élastique », plus il est réceptif au discours de l'industrie pharmaceutique.

Or les médecins deviennent de plus en plus critiques, au point de fermer leurs portes aux visiteurs médicaux, dont le nombre a chuté depuis dix ans. Cette résistance croissante pousse l'entreprise à trouver d'autres formes de lobbying, plus scientifiques et donc moins détectables, en s'adressant plus particulièrement aux meneurs d'opinion – dits « KOL », pour *key opinion leaders* –

# Les dessous de l'

Les images qui accompagnent ce texte ont été réalisées par le collectif Pharmacopoeia (Susie Freeman et Liz Lee), à partir de 1998. De gauche à droite : « Collier de vitamines » (détail), « Pilules Gretel & bonbons Fabric », « Ruban d'aspirine » (détail de « Femme vitale »); en bas à gauche, « Lundi ». [www.pharmacopoeia-art.net](http://www.pharmacopoeia-art.net)



parce que tu as peur d'avoir oublié des choses, d'avoir fait une connerie, tu sais, tu perds confiance en toi. »

Quand les ouvriers trouvent ce rythme trop épuisant et souhaitent être « déposés », c'est-à-dire travailler en journée, leur direction refuse le plus souvent car elle n'a pas d'autres postes à leur proposer. L'objectif est d'abord de rentabiliser les machines, qui fonctionnent en permanence. Pour justifier ces cadences infernales, la direction s'abrite derrière une forme de déterminisme technique : les rythmes biochimiques de fermentation et d'extraction des bactéries rendraient les 5 x 8 inévitables. « C'est évident que dans une usine comme ici, à partir du moment où vous avez des productions qui sont en continu et qui ne peuvent qu'être en continu, ce n'est pas possible de faire autrement », explique le médecin de l'usine. Cette explication scientifique décourage toute recherche d'aménagement collectif du travail. Elle participe d'un discours plus général, qu'on peut appeler « biotechnologique » : l'usine, tournée vers les produits d'avenir, ressemblerait de plus en plus à un laboratoire – voire, selon le directeur de la production, à « une PME qui sait tout faire », où la contestation ouvrière n'aurait plus de raison d'être.

Il y a donc un abîme entre les pratiques concrètes du groupe industriel et son discours – « L'essentiel c'est la santé », proclame son slogan inscrit à l'entrée de l'usine. Mais les protestations, qui donnent à l'un des responsables des ressources humaines l'impression d'être « sur un tonneau de poudre » et qui faisaient même craindre au directeur de l'usine de « descendre » dans les ateliers, sont intégrées à la stratégie industrielle de l'entreprise. En proposant à plusieurs ouvriers de devenir techniciens, en utilisant le discours des biotechnologies comme moyen de masquer la réalité de l'usine, l'entreprise a réussi à transformer la revendication collective unifiant au départ l'ensemble des forces syndicales en désirs individuels de promotion professionnelle. Cette récupération a reposé, notamment, sur la peur : pendant plusieurs années, de la fin des années 1990 à 2005, la direction du groupe a fait planer la menace d'une revente de l'usine. Ce scénario, qui n'a finalement jamais eu lieu, a surtout permis de faire accepter une restructuration et la suppression d'une quinzaine de postes en 5 x 8 sur soixante-dix-sept. De menacée, l'usine se voit promue au rang de « site pilote » du groupe Sanofi.

Un tel retournement de situation – qui n'a pas changé les conditions de travail ni les salaires – reflète la forte utilité industrielle des bactéries. Le « boom des biotech » marque même une orientation générale du capitalisme industriel de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, qui développe des biotechnologies dites vertes (agriculture), blanches (industrie), jaunes (traitement des pollutions), bleues (à partir des organismes marins) ou rouges (médecine). Pour toutes ces applications, des marchés se développent, et souvent les taux de profit y sont exceptionnels, ce qui explique pourquoi l'industrie pharmaceutique rachète ces dernières années des entreprises de biotechnologie. En avril 2011, Sanofi a ainsi mis la main, moyennant

Il redouble l'opposition entre salariés et dirigeants, particulièrement sensible dans une entreprise en pleine restructuration, où les salariés ont du mal à enrayer les suppressions de postes et à imposer leurs propres conceptions du médicament.

## VENDRE... « Ton job, c'est de suivre ta performance »

Large bloc tout en verre de trente-sept mille mètres carrés, le siège de Sanofi évoque la transparence et le respect des patients, dont les silhouettes stylisées trônent en haut de l'édifice, entourées d'un cœur bleu. Au troisième étage de ce bâtiment situé dans le sud de Paris se trouvent les services du marketing, où s'activent les salariés qui ont œuvré, à partir des années 1990, à l'introduction de la Pyostacine sur le marché des infections respiratoires. Avec un succès évident, puisque, de l'hiver 2002 à l'hiver 2010, le nombre de ventes pour des infections broncho-pulmonaires a bondi de 112 %, tandis que la progression n'était que de 32,6 % dans le domaine dermatologique.

Cette augmentation ne correspond pas à une explosion du nombre de malades ou à une épidémie dévastatrice, mais à une stratégie commerciale : le marché des infections respiratoires représente un volume de prescriptions beaucoup plus important que celui des infections dermatologiques. « Il se trouve que pour les germes qui infectent les bronches, les poumons, les sinus, ça marche super bien, rappelle un médecin de l'entreprise. Du coup, on l'a développée avec cette indication-là. » De la peau au poumon, la valeur d'échange a métamorphosé la valeur d'usage.

Les orfèvres de ce genre de tournant thérapeutique sont les chefs de produit, souvent appelés « chefs produit », des salariés spécialisés dans la promotion d'un seul médicament ou de quelques médicaments aux indications proches. Ici, on est « chef produit Pyostacine », « chef produit Tavanic », « chef produit antalgiques » et même « chef produit psychotiques ». M<sup>me</sup> Célia Davos (3), la chef de produit Pyostacine, qui se dit « très orientée business », décrit le contenu de son métier : « Ton job, c'est de suivre ta performance, c'est de suivre ton produit, c'est de voir où il va, selon ses concurrents, selon le marché, selon la pathologie, et de tout mettre en œuvre pour maximiser le chiffre d'affaires. » Ce poste, situé au cœur du service marketing, lui-même au centre du siège social, fonctionne comme une plaque tournante où les salariés arrivent des divers services et peuvent ensuite être réaffectés vers d'autres horizons, comme managers, responsables du service marketing, de la communication, des affaires publiques, des ventes.

Le rôle du chef de produit consiste à mettre en scène l'utilité d'un médicament en préparant le matériel des visiteurs médicaux, ces commerciaux qui se déplacent dans les cabinets pour convaincre les médecins de prescrire leurs produits. Parmi l'arsenal de la Pyostacine, on trouve l'ADV, ou aide de visite, sorte de guide à partir duquel le visiteur construit son discours en suivant les arguments que le marketing a élaborés ; l'ELIM, pour élément léger d'information médicale, qui synthétise les points les plus importants ; le TAP, ou tiré à part, numéro d'une revue scientifique comme



écoutés et respectés par les milliers de médecins prescripteurs. Ainsi, Sanofi cherche à influencer les doyens des universités, parfois perçus comme responsables de l'esprit critique des jeunes médecins.

Quand j'étais stagiaire chez Sanofi, qui organise depuis vingt ans les concours blancs de l'internat de médecine, j'ai par exemple eu à construire des « argumentaires pour doyens » afin de convaincre les plus réticents d'accueillir l'entreprise dans leurs amphithéâtres. Les mauvais résultats de certaines facultés étaient utilisés pour emporter la conviction, notamment ceux de Paris-V, qui a connu une chute spectaculaire de la proportion d'étudiants classés dans le premier quart du concours national. Ce résultat s'expliquait, selon Sanofi, par la personnalité du doyen, considéré comme l'un des plus rétifs à l'organisation des épreuves classantes nationales (ECN) blanches et n'autorisait pas la libre circulation de brochures, affiches et autres produits publicitaires déguisés.

Toute cette machine à influencer ne fonctionne pas sans heurts ni opposition. Il y a, à tous les niveaux, des doutes, des dissonances, des contradictions. Certaines visiteuses médicales, particulièrement au courant des problèmes de résistance bactérienne, cherchent par exemple à parler aux médecins de l'ensemble des antibiotiques disponibles et pas seulement de ceux qui rapportent le plus d'argent. Elles s'efforcent de tisser des liens non commerciaux avec les praticiens, n'hésitent pas à partager leurs doutes et leurs critiques. Mais elles se retrouvent souvent confrontées à des mutations arbitraires, à des changements de zone, à des rappels à l'ordre de la direction, qui sont difficiles à contrer quand planent les menaces de licenciement.

## PRODUIRE... « Il y a deux ans, j'ai perdu le sommeil »

L'usine où est fabriqué le principe actif de la Pyostacine, à partir de bactéries mises en fermentation, se trouve près d'une boucle de la Seine, au sud de Rouen, où sont disséminés de nombreux sites industriels, comme ceux de Total ou d'ASK Chemicals. Dans l'usine Sanofi, touchée par les baisses d'effectifs, certains locaux ont été remplacés par des rectangles de gazon qui alternent avec les ateliers en activité, reliés entre eux par des faisceaux de tuyaux apportant de l'oxygène, de l'eau purifiée, des solvants, des acides. Quand on y entre pour la première fois, une odeur saisit les narines : c'est celle des déchets agricoles que les bactéries mises en fermentation consomment en quantité avant de sécréter les principes actifs. Le parfum entêtant de la mélasse de betterave sucrière qui parvient sur le site par wagons-citernes domine l'atmosphère.

Dans l'atelier de fermentation, le bruit frappe à son tour : comme des hélices d'avion tournant au ralenti, les longues pales de dizaines de fermenteurs de deux cent vingt mètres cubes tournent en permanence. C'est ici que naît la molécule pristinamycine qui se retrouvera dans les millions de boîtes conditionnées en Espagne, puis vendues en pharmacie sous le nom commercial de Pyostacine. Selon les ouvriers, le travail en lui-même est plutôt intéressant et souvent imprévisible, car il porte sur des organismes vivants. Mais les conditions sont particulièrement éprouvantes. Les ouvriers de l'usine travaillent en 5x8, ce qui signifie qu'ils sont répartis en cinq équipes qui travaillent deux jours de 5 heures à midi, puis deux jours de midi à 20 heures, et enfin deux jours de 20 heures à 5 heures.

Officiellement, ils bénéficient ensuite de quatre jours de repos. Mais, onze fois dans l'année, l'un de ces quatre jours est supprimé, selon le système de « remontes » sans lequel le temps de travail serait inférieur à trente-cinq heures par semaine. Il ne reste donc souvent que trois jours de repos, en fait fortement écourtés par la nuit du dernier cycle ou la matinée du prochain. Qui suit ce rythme ne dort donc jamais trois fois de suite aux mêmes heures. « Le cerveau n'arrive plus à reprendre les rythmes d'éveil et de sommeil », raconte M. Etienne Warheit, qui boucle sa trente-quatrième année de 5x8. Il y a deux ans, j'ai perdu le sommeil : je ne pouvais plus faire une nuit de six heures. J'étais fatigué le soir à 22 heures, je piquais du nez, mais à minuit j'étais réveillé et pas moyen de m'endormir avant 2 heures. Et puis inversement... J'arrivais au boulot, j'étais fatigué, donc je prenais du café. Tu te trouves en permanence en incapacité de faire ton travail. Tu vas le refaire par trois fois,

LE D'UN MÉDICAMENT ORDINAIRE

## industrie pharmaceutique



20 milliards de dollars, sur Genzyme, une entreprise américaine spécialisée dans les biomédicaments pour la sclérose en plaques et les maladies cardio-vasculaires. Cet attrait s'explique notamment par le fait que les nouvelles molécules utilisées dans le traitement de nombreuses maladies ne proviennent pas de la chimie de synthèse classique, mais de l'utilisation de matériaux vivants, souvent génétiquement modifiés, qui permettent de faire d'importantes économies de production.

## CHERCHER...

## « Le conflit d'intérêts, il est permanent »

Aux Journées nationales d'infectiologie, où je me suis rendu en 2011, deux « espaces » se font face. D'un côté l'« espace des marques », où les commerciaux parlent de la Pyostacine : cinquante-six stands de laboratoires pharmaceutiques, disposés en sept rangées, selon une logique de blocs décalés qui impose un déplacement en zigzag aux mille cinq cents médecins inscrits. De l'autre, l'« espace des molécules », où l'on ne parle plus de Pyostacine mais de pristinamycine. Avec deux auditoriums, baptisés Einstein et Pasteur, où se déroulent des symposiums scientifiques. Au début des années 2000, Sanofi a progressivement abandonné son programme de recherche de nouveaux antibiotiques et d'amélioration des anciens. Cette politique a conduit, en 2004, à la fermeture du centre de recherche anti-infectieux de Romainville, malgré les luttes des salariés – chimistes, biologistes et techniciens de laboratoire – affirmant que l'arrêt des recherches, du point de vue de l'emploi comme de la santé publique, était une décision désastreuse. Mais parallèlement à ce désinvestissement, les laboratoires exercent un certain contrôle sur la recherche publique : ils financent les congrès médicaux et influencent, en contrepartie, leur organisation scientifique, matérielle et spatiale.

Pour accéder à l'espace scientifique des Journées nationales d'infectiologie, qui se trouve à l'opposé de l'entrée du congrès, les médecins doivent passer, au minimum, devant treize stands dont la physionomie reflète le poids et l'influence de l'exposant. Aux délicieux petits-fours de la multinationale Boehringer Ingelheim, dégustés au milieu de sièges design et sous la lumière bleue de longues lampes halogènes verticales, répondent les deux briques de jus de pomme posées sur une longue table en formica couverte d'objets en désordre que propose StudioSanté, un réseau français de coordination des soins, spécialisé dans la perfusion à domicile...

Malgré l'apparente séparation des espaces, les liens entre l'univers commercial et le monde scientifique sont solides. Lors des congrès, le principal objectif des entreprises est de montrer la supériorité scientifique de leurs produits. Les symposiums portent donc les noms de leurs sponsors – « sympo Bayer », « sympo GSK »,

« sympo Sanofi »... où s'affrontent les KOL de chaque laboratoire. Pour s'assurer les services de médecins influents, les lobbyistes des grands groupes mènent un travail de longue haleine qui passe notamment par l'organisation de voyages à vocation pseudo-scientifique. Une « médecin produit » de Sanofi raconte comment elle a constitué le groupe d'experts d'un médicament en s'appuyant sur les praticiens qui influençaient les autres prescripteurs. « J'ai dit : "J'ai dix places, je ne veux que ceux qui font 1 million d'euros ou plus [de chiffres d'affaires]." La première année, je les ai emmenés à Singapour. La deuxième année, il s'est trouvé que c'était grosso modo les mêmes, on est allés où ? A Durban [Afrique du Sud] ! L'année d'après, on était à Cancun [Mexique], et l'année d'après on est en Birmanie. C'est bête à dire – ça ne se dit pas parce qu'on n'a pas le droit – mais c'est comme ça que tu te crées de vrais partenaires. »

On retrouve, dans l'organisation des essais cliniques, une imbrication similaire de la valeur d'échange et de la valeur d'usage. L'un des KOL de la Pyostacine, le Dr Jean-Jacques Sernine, chargé de certains essais cliniques, est un infectiologue renommé. Sa carrière s'est construite autour de deux pratiques professionnelles : la coordination d'essais cliniques pour l'industrie pharmaceutique (notamment sur la Pyostacine chez Sanofi) et l'expertise auprès des agences publiques du médicament. Même s'il n'évaluait pas les mêmes médicaments dans les deux cas – sinon il y aurait eu un flagrant conflit d'intérêts personnel –, il faisait partie d'un petit groupe d'experts qui, pris collectivement, passait d'un bord à l'autre, de l'industrie à la médecine publique. « Le conflit d'intérêts, il est permanent. Le principal conflit d'intérêts, quand on est là-dedans, c'est de s'intéresser aux antibiotiques ! justifie-t-il. Les choses ne sont possibles que s'il y a un échange entre les évaluateurs que nous sommes au niveau administratif et l'industrie pharmaceutique. » Juge et partie, condamné au conflit d'intérêts, le groupe social des experts est ainsi prisonnier de sa propre compétence.

Une telle situation se répercute sur l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), dont tout le travail repose sur l'expertise. Située carrefour Pleyel à Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris, elle est logée dans un imposant bâtiment vitré qui n'a pas la grâce et la légèreté du siège commercial de Sanofi. Quand je m'y suis rendu, la porte tournante de l'agence, temporairement enrayée par les intempéries, était entourée d'un ruban de chantier rouge et blanc. C'est donc par une porte classique qu'il fallait passer pour arriver dans une salle d'attente à laquelle de nombreuses plantes en plastique, aux feuilles poussiéreuses, donnaient une allure de cabinet de taxidermiste.

Cette inégalité esthétique reflète une profonde dissymétrie sociale et économique, qui rend difficile de croire que l'ANSM exerce un contre-pouvoir efficace. En effet, elle n'a souvent ni le temps ni les moyens de lire et d'analyser l'ensemble des dossiers de demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) que les entreprises lui

font parvenir. Le Dr Sernine ironise sur une demande d'AMM à laquelle il a contribué : « C'était cinquante-sept volumes de six ou sept cents pages chacun, qui pesaient cent dix kilos et faisaient deux mètres de haut. Et ce n'était qu'une partie du dossier. Quand on pense que, à l'époque, les entreprises déposaient un dossier en cinquante exemplaires... Il y avait un trente-cinq tonnes qui amenait à Saint-Denis les dossiers correspondants. » Cette situation est loin d'être nouvelle. La chronique judiciaire de Bertrand Poirot-Delpech dans *Le Monde*, pendant le scandale sanitaire du Stalinon en 1957, la mentionne déjà comme un problème fondamental : « Maître Floriot, par exemple, s'est livré à un calcul indiscret. Sachant que 2276 visas ont été accordés en 1953 et que les commissaires ont siégé huit fois dans l'année à raison de quelques heures chaque fois, il a abouti au temps record de quarante secondes par examen de dossier (4). »

Aujourd'hui, les essais cliniques sur les antibiotiques se déroulent dans des conditions obscures, sur fond de diffusion sélective, voire de manipulation des données. Un essai, réalisé au début des années 2000, sur l'utilisation de la Pyostacine dans des cas de pneumonie illustre le problème : il y avait, selon le Dr Sernine, sept échecs du traitement pour le groupe de patients traités avec la Pyostacine, et seulement quatre pour le comparateur. Selon l'expert, qui partage l'avis de la directrice médicale du laboratoire, on aurait inclus des malades dans des situations à ce point sévères qu'elles requerraient un autre traitement que la Pyostacine : « Donc la conclusion que j'en ai tirée, c'est que c'est un échec non pas de l'antibiotique, mais de la stratégie. » Un argument étonnant d'un point de vue logique : comment juger de l'efficacité d'un médicament si les patients qu'il ne soigne pas sont d'emblée disqualifiés, si l'on part du principe qu'il n'est efficace que lorsqu'il est efficace ?

Il est difficile pour l'ANSM de débusquer ce type de raisonnements circulaires au sein de dossiers statistiques complexes, qui ont aujourd'hui remplacé l'argumentation fondée sur le regard médical parcourant les cas cliniques individuels. Souvent, ce manquement des nombres conduit à des falsifications. En 2007, la consommation de Ketek a provoqué plusieurs décès de patients pour cause de troubles hépatiques et conduit l'un des responsables des essais cliniques à purger une peine de prison de deux ans aux Etats-Unis, au motif d'avoir « inventé » des patients pour gonfler artificiellement l'efficacité du médicament. Loin d'ignorer le problème, certains responsables scientifiques se souviennent, plusieurs années après



Image extraite de l'ouvrage d'Annie Pastor, *Les Pubs que vous ne verrez plus jamais*, Editions Hugo & Cie, Paris, 2012

ne sont pas seulement « naturelles ». A force d'être utilisés sans discrimination, souvent sans raison médicale, voire comme facteur de croissance dans les élevages, les antibiotiques perdent de leur efficacité. Le phénomène est connu depuis longtemps : quand on soumet une population de bactéries à une forte dose d'antibiotique, celles qui ont des caractéristiques génétiques particulières survivront et transmettront à leur descendance la même capacité de résistance.

Dès 1913, Paul Ehrlich disait qu'il fallait frapper « dur et fort » contre les micro-organismes pathogènes, sinon ils développeraient des résistances. En 1928, Alexander Fleming expliquait comment les bactéries, soumises à des traitements inadaptés à la pénicilline, trop courts ou trop modérés, devenaient insensibles à celle-ci. Dans les années 1950, l'infectiologue Maxwell Finland faisait de la prescription non thérapeutique son principal cheval de bataille et critiquait les pratiques de l'industrie pharmaceutique comme celles des médecins. Depuis, ce classique mécanisme darwinien de sélection naturelle a pris une ampleur mondiale dramatique. On estime par exemple que, aux Etats-Unis, le nombre de décès liés aux bactéries résistantes est supérieur au nombre cumulé des morts du sida et des homicides.

Le monde politique a commencé à s'intéresser sérieusement à la question avec plusieurs décennies de retard. En 1998, pour la première fois, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère la lutte contre les résistances comme l'une de ses priorités. De nombreux pays mettent en place leur propre plan d'action, à l'image de la France et du slogan « Les antibiotiques, c'est pas automatique ! », lancé en 2002 et qui a permis de faire baisser la consommation... le temps de la campagne.

Pour ne pas prendre de risques, et souvent sous la pression de leurs patients, de nombreux médecins prescrivent encore des antibiotiques alors que la maladie à laquelle ils ont affaire n'a pas d'origine bactérienne. Mais ce n'est que la dimension médicale d'un problème économique plus classique de surproduction : chaque entreprise pharmaceutique, en cherchant à vendre davantage d'antibiotiques, accroît un risque global qui ignore les frontières.

Q. R.



le scandale, que pour ce médicament « il y avait des cadavres dans le placard ».

Cette expression, utilisée par l'une des directrices médicales du groupe, témoigne d'un certain cynisme – non généralisé – à l'intérieur de l'entreprise, dont les hauts cadres ont profondément intériorisé les codes. Pour eux, les intérêts du groupe passent avant ceux de la santé des patients dès qu'un conflit apparaît entre ces deux systèmes de valeurs. D'une manière générale, dans les bureaux du service médical comme dans ceux du marketing, il règne une forme d'amnésie sélective du médicament. L'histoire des effets secondaires imprévus, des essais cliniques biaisés et des scandales sanitaires n'est pas mémorisée, et l'échec clinique n'a pas le même statut que la réussite.

On touche ici à l'un des problèmes de fond de l'industrie pharmaceutique : le fait que les essais cliniques, c'est-à-dire la preuve de l'efficacité des médicaments, sont établis par ceux qui produisent ces mêmes médicaments. Certains ont qualifié ce phénomène de dépendance de « capture réglementaire » de l'Etat par les entreprises. Cet engrenage resurgit à chaque nouveau scandale : Stalinon (1957), Thalidomide (1962), Distilbène (1977), Prozac (1994), Cérivastatine (2001), Vioxx (2004)... A chaque vague de ce que les tribunaux appellent des « homicides involontaires », la question de l'indépendance des essais cliniques refait surface. Mais jamais les réformes qui s'ensuivent ne remettent en question le régime de propriété commerciale du médicament.

Le problème trouve sa source dans la nature du système économique, qui n'est pas plus moral pour le médicament que pour le pétrole ou les cosmétiques. Pas seulement parce que les mêmes actionnaires sont aux commandes – L'Oréal reste le principal actionnaire de Sanofi, depuis le départ récent de Total. Tant que les médicaments seront source de profit, le vieil antagonisme entre valeur d'usage et valeur d'échange demeurera. Et continuera à échapper au contrôle de la société dans son ensemble, ainsi qu'à celui des premiers concernés : les médecins et les malades.

QUENTIN RAVELLI.

- (3) Tous les noms ont été modifiés pour préserver l'anonymat.  
(4) Bertrand Poirot-Delpech, *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre 1957.

## L'autre cauchemar de Darwin

MÉTICILLINE impuissante contre le staphylocoque doré, Superbactérie de New Delhi, bacilles tuberculeux ou entérocoques devenant incontrôlables : la résistance bactérienne s'étend à l'ensemble de la planète, et ses causes

ne sont pas seulement « naturelles ». A force d'être utilisés sans discrimination, souvent sans raison médicale, voire comme facteur de croissance dans les élevages, les antibiotiques perdent de leur efficacité. Le phénomène est connu depuis longtemps : quand on soumet une population de bactéries à une forte dose d'antibiotique, celles qui ont des caractéristiques génétiques particulières survivront et transmettront à leur descendance la même capacité de résistance.

Dès 1913, Paul Ehrlich disait qu'il fallait frapper « dur et fort » contre les micro-organismes pathogènes, sinon ils développeraient des résistances. En 1928, Alexander Fleming expliquait comment les bactéries, soumises à des traitements inadaptés à la pénicilline, trop courts ou trop modérés, devenaient insensibles à celle-ci. Dans les années 1950, l'infectiologue Maxwell Finland faisait de la prescription non thérapeutique son principal cheval de bataille et critiquait les pratiques de l'industrie pharmaceutique comme celles des médecins. Depuis, ce classique mécanisme darwinien de sélection naturelle a pris une ampleur mondiale dramatique. On estime par exemple que, aux Etats-Unis, le nombre de décès liés aux bactéries résistantes est supérieur au nombre cumulé des morts du sida et des homicides.

Le monde politique a commencé à s'intéresser sérieusement à la question avec plusieurs décennies de retard. En 1998, pour la première fois, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère la lutte contre les résistances comme l'une de ses priorités. De nombreux pays mettent en place leur propre plan d'action, à l'image de la France et du slogan « Les antibiotiques, c'est pas automatique ! », lancé en 2002 et qui a permis de faire baisser la consommation... le temps de la campagne.

Pour ne pas prendre de risques, et souvent sous la pression de leurs patients, de nombreux médecins prescrivent encore des antibiotiques alors que la maladie à laquelle ils ont affaire n'a pas d'origine bactérienne. Mais ce n'est que la dimension médicale d'un problème économique plus classique de surproduction : chaque entreprise pharmaceutique, en cherchant à vendre davantage d'antibiotiques, accroît un risque global qui ignore les frontières.

EN ITALIE, LE SOIN PSYCHIATRIQUE AUTREMENT

# Fous à délier

**Les derniers hôpitaux psychiatriques judiciaires italiens devraient disparaître dans les prochains mois. Cette mesure, saluée par les militants de l'abolition de l'enfermement, parachève un long combat contre les préjugés ayant trait à la dangerosité des malades mentaux. A Trieste, des pionniers expérimentent avec succès des approches thérapeutiques alternatives depuis le début des années 1970.**

PAR MATHILDE GOANEC \*

A TRIESTE, on dit que la bora rend fou. Ce glacial vent du nord traverse chaque année la ville, s'engouffrant entre les immeubles sévères de la place de l'Unité italienne pour s'accrocher aux branches des arbres de San Giovanni. Dans ce parc, de petits pavillons verts sont les dernières traces de l'hôpital psychiatrique fermé au début des années 1970 par le médecin Franco Basaglia. Pour célébrer la fin de l'asile, malades, soignants et artistes avaient alors construit un immense cheval bleu en carton-pâte. Poussé hors du parc où vécurent reclus des années durant près de mille deux cents « fous », le cheval symbolisait le retour à la vie civique, la réappropriation d'une citoyenneté et un appel à une autre psychiatrie.

En 1978, une loi généralisa à l'ensemble du territoire l'expérience menée à Trieste, en ordonnant la fermeture de tous les hôpitaux psychiatriques. Cette décision, fruit d'un aggiornamento intellectuel et politique, mit du temps à s'imposer : le dernier établissement n'a mis la clé sous la porte qu'au milieu des années 1990. Il faut dire que l'hôpital psychiatrique italien avait longtemps été une terrible machine asilaire, immortalisée notamment dans le

film *Vértiges* (1975), de Mauro Bolognini, très loin des systèmes français ou britannique, où s'échafaudaient déjà des solutions de rechange à l'enfermement (1). Après la seconde guerre mondiale, les asiles internèrent encore plus de cent dix mille personnes.

A l'origine de ce bouleversement, il y a Basaglia, figure majeure de la psychiatrie alternative européenne. Né en 1924 à Venise (2), il fut détenu pendant plusieurs mois, à la fin de la seconde guerre mondiale, à cause de sa proximité avec un groupe antifasciste. Marqué par cette expérience, il n'a cessé de lutter contre l'enfermement. Inspiré notamment par la critique des institutions et du colonialisme développée par Michel Foucault et Frantz Fanon, il refuse cependant de s'inscrire dans le mouvement de l'antipsychiatrie. Car, pour lui, la simple remise en cause des hôpitaux psychiatriques ne suffit pas à annihiler le contrôle social et normatif exercé sur les malades. Même si ses vues convergent souvent avec celles de la psychothérapie institutionnelle défendue en France par Félix Guattari, Basaglia, assez peu porté sur la psychanalyse, a pris la tangente en prônant la destruction de l'institution et en œuvrant pour son dépassement.

## «Mettre la maladie entre parenthèses»

LE psychiatre, après une première expérience d'«hôpital ouvert» à Gorizia, réussit son pari de fermer l'établissement de Trieste. Toute la hiérarchie est chamboulée, non sans peine : les médecins lâchent leur blouse blanche et abandonnent une partie de leurs prérogatives aux infirmiers, qui à leur tour quittent leur simple fonction de garde-chiourmes. Assistants sociaux et «experts en réhabilitation sociale» font leur entrée, de même que les coopératives de travail, qui permettent aux malades de recevoir un salaire en échange d'une activité. Le tout afin de «mettre la maladie entre parenthèses», cette grande idée de Basaglia qui, sans nier la pathologie, pense qu'«il n'y a de relation thérapeutique possible qu'avec un malade mental libre». L'expérience inspire Marco Bellochio pour son film *Fous à délier* (*Matti da slegare*), réalisé en 1975.

Soignants et associations de malades viennent du monde entier à Trieste pour comprendre comment une telle psychiatrie est possible. M. Roberto Mezzina, le responsable du département de santé mentale de la ville, précise la méthode : «La négociation est notre ingrédient principal. Et, même sans hôpital, nous défendons des services communautaires forts, avec des moyens, du soutien politique, du personnel formé et du temps pour travailler.» Pour remplacer l'hôpital à proprement parler, Basaglia, soutenu par un président de région plutôt visionnaire, avait imaginé des centres de santé mentale en ville, inspirés par le modèle anglo-saxon de Maxwell Jones (3).

Aujourd'hui, les quatre centres de Trieste sont ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre et disposent chacun de six ou sept lits, pour une agglomération de deux cent quarante mille habitants. Sur l'ensemble de l'Italie, on compte une moyenne de dix lits pour cent mille habitants, soit environ neuf fois moins qu'en France sur la période 2000-2010 (selon Eurostat). L'accent est mis sur l'accueil à la journée – en ambulatoire. Dans le centre Gambini, tout près de la principale rue commerçante de la ville,

réserve le traitement sanitaire obligatoire à des situations exceptionnelles, en dernier recours, et le limite à une semaine au maximum. «Clairement, pour nous, l'hôpital est pathogène», explique Mario Colucci, psychiatre et coauteur avec le philosophe et épistémologue Pierangelo Di Vittorio d'un livre sur Basaglia (4). Mais la crise est toujours possible, pour un schizophrène, par exemple, en proie à une psychose intense. S'il arrive aux urgences, il doit tout de suite sentir qu'il ne s'agit pas d'une prison, qu'il n'a pas d'ennemi dans ces murs, et qu'il pourra sortir rapidement. C'est essentiel pour faire accepter un traitement.» D'où un gros travail, en amont, de mobilisation du territoire, via des ateliers mêlant malades et bien portants, avec une sensibilisation des forces de l'ordre.

Le processus de «désinstitutionnalisation» ne s'est pas achevé avec la mort de Basaglia, en 1980. La réhabilitation sociale prend aujourd'hui d'autres formes, d'autant que la crise économique et le contexte idéologique conservateur compliquent la tâche des coopératives de travail, les pivots du dispositif. Le département de santé mentale expérimente les «budgets personnels», c'est-à-dire une somme allouée à l'issue d'un contrat passé avec le bénéficiaire, qui s'engage sur un projet : une formation, le lancement d'une activité professionnelle, artistique... «Ce qui fait d'un malade un exclu tient aussi à tout un système : la loi, la domination économique et sociale, le rapport de classe... La dimension politique était évidente pour Basaglia et reste un enjeu déterminant», rappelle Di Vittorio. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a reconnu la qualité du travail fait à Trieste. Aucun débordement majeur n'a été constaté. L'hospitalisation sanitaire

JEMIMAH PATTERSON.  
- «The Inner Search»  
(La Recherche de soi), 2011



Trieste, où le maire de l'époque était démocrate-chrétien.»

Aujourd'hui, nombre de collectivités italiennes ne jouent pas complètement leur rôle, par manque de moyens ou frilosité politique. A Milan ou à Rome, certains centres ne sont ouverts que quelques heures par jour, ce qui pousse les malades en crise dans la rue ou aux urgences générales. D'autres régions se délestent de leurs malades vers les cliniques privées, sans égard pour ceux qui n'ont pas les moyens d'y recourir. Et demeure un angle mort, réminiscence du passé asilaire, qui assombrit fortement le tableau : les hôpitaux psychiatriques judiciaires (en italien *ospedali psichiatrici giudiziari*, OPG), des unités psychiatriques installées en prison, sous la double tutelle des ministères de la justice et de la santé. Près de huit cents personnes sont internées dans les six établissements restants (lire l'encadré).

En finir avec les OPG nécessite de se donner les moyens de soigner réellement tous les malades, alors que depuis ses origines on enjoint en priorité à la psychiatrie de protéger la société des «fous». Basaglia le disait dès 1968 : «Où sont les responsabilités ? Un homme en état de quitter l'hôpital et qui se voit repoussé par ses proches, par son employeur, par ses amis, par une réalité qui le vomit comme un homme de trop, que peut-il faire sinon se tuer ou tuer quiconque a pour lui le visage de la violence qu'on lui inflige ?» L'expérience réussie à Trieste résout en partie ces contradictions : «Je refuse de croire à une sorte de "spécificité sociale" attachée à notre région», souligne Mme Giovanna Del Giudice, ancienne psychiatre de Trieste et membre du collectif national Stop OPG. J'ai travaillé à Cagliari, en Sardaigne, où la situation était très dégradée. En 2004, il y avait soixante-quatorze personnes dans l'OPG provincial. A mon départ en 2009, quarante-trois. Aujourd'hui, dix seulement. Et cela grâce à un président de région éclairé qui a mis le renforcement du soin en santé mentale au centre du dispositif.» Selon un responsable de service au ministère de l'intérieur, les autorités estiment aujourd'hui que seule la sortie de 8 % des personnes internées poserait des problèmes. La fermeture officielle des OPG pourrait, après de longues tergiversations, avoir lieu en avril prochain. La fin de l'asile relève bien d'une aventure politique.

(1) Par exemple la politique du secteur en France, conçue pour lutter contre une forme d'hospitalocentrisme et favoriser un soin hors les murs.  
(2) Son œuvre maîtresse est *L'institution en négation*, Arkhê, Paris, 2012 (1<sup>re</sup> éd. : 1968).  
(3) Psychiatre britannique (1907-1990) considéré comme le père de la «communauté thérapeutique», qui proscrivait les médicaments et défendait une approche de réadaptation sociale.  
(4) Mario Colucci et Pierangelo Di Vittorio, *Franco Basaglia. Portrait d'un psychiatre intempêtif*, Erès, Toulouse, 2005.

## Les dernières prisons asilaires

SITUÉ en bordure de ville, entouré de champs, l'hôpital psychiatrique judiciaire (en italien *ospedale psichiatrico giudiziario*, OPG) de Reggio Emilia a tous les attributs d'un établissement pénitentiaire classique. D'un côté, la maison d'arrêt, qui compte cent quarante-quatre détenus ; de l'autre, l'OPG et ses cent quarante-sept «hospitalisés». Sont aussi soignés dans cette partie de la prison les détenus qui développent, au cours de leur séjour, des troubles psychiatriques.

Dans le quartier fermé, on maintient les malades dans leur cellule, car ils sont susceptibles de «décompenser» à tout moment. L'un d'entre eux harangue les visiteurs, derrière sa porte. «Il a commis un crime violent, puis une série d'agressions à l'intérieur de la prison. Cela fait vingt ans qu'il est enfermé, et on ne sait pas quand il sortira», raconte Mme Linda De Maio, chef de la police pénitentiaire. Les malades internés ici n'ont pas été condamnés, mais sont soumis à des temps de réclusion équivalant à la peine de prison qu'ils auraient dû effectuer. A la fin de cette période, un psychiatre évalue leur dangerosité. Certains, pour une «peine» de départ de deux ans, restent vingt ou trente ans en OPG.

Dans le couloir suivant, les hommes circulent librement. Ils peuvent participer à des activités théâtrales, aller à la piscine, travailler. Mais, malgré la cinquantaine d'infirmiers mobilisés, l'hôpital reste une prison. Les internés crient, tapent contre leur porte ; rapidement, on nous demande de quitter les lieux. La psychiatre en chef, Mme Valeria Calevro,

trente ans d'exercice à Reggio Emilia, concède que les mesures de sécurité sont difficiles à supporter pour les malades, mais les estime nécessaires au reste de la société.

En 2010, la commission d'enquête sur l'efficacité du système de santé mentale a permis aux Italiens de découvrir la réalité des OPG, qualifiés par le président de la République d'«indignes même d'un pays à peine civilisé». Outre la saleté, la contention massive et l'absence criante de soins, c'est bien le système juridique qui pose problème. Le code pénal comprend encore la notion de «dangerosité sociale», même si, depuis 1982, plusieurs décisions de la Cour constitutionnelle ont établi que le danger pour la société n'était pas l'«attribut naturel» d'un individu ou d'une maladie. En 2013, une loi appelant au «dépassement des OPG» a été adoptée. Des «résidences fermées pour la mise en œuvre de mesures de sécurité» doivent les remplacer à court terme.

Le collectif national Stop OPG s'en réjouit, mais reste néanmoins vigilant sur le risque de prolifération de mini-hôpitaux judiciaires, «propres, colorés, mais qui resteront des prisons si on y hospitalise des personnes sans droits, privées de procès, séparées du reste de la communauté». Ne dépendant plus du ministère de la justice, chaque résidence pourrait accueillir au maximum trente personnes, et la «mesure de sécurité» ne pourrait plus se prolonger indéfiniment.

M. G.

## L'ABONNEMENT

un moyen simple et rapide de soutenir votre journal



www.monde-diplomatique.fr/abojournal  
(voir abonnement en page 2)

\* Journaliste.

# PRENDRE PARTI ?

« **A**vis aux routiers en colère. » Le 30 novembre 2013, le compte Facebook d'un collectif opposé à l'écotaxe, imaginée par le gouvernement français pour lutter contre la pollution, appelle à un rassemblement national. Des trente-quatre mots du message, dix soulignent que l'opération se déroulera « sans partis ni syndicats, juste tous ensemble pour dire stop ! ».

De la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes, érigée pour empêcher la construction d'un aéroport, à celle de Sivens, opposée à l'édification d'un barrage dans le Tarn ; de la Manif pour tous protestant contre le mariage homosexuel aux mobilisations des étudiants mexicains contre le monopole des deux grandes chaînes de télévision nationale en 2012, en passant par les mobilisations d'Occuper Wall Street à New York, les partis ne s'imposent plus comme les véhicules obligés des batailles politiques. Les rejeter au profit de larges mouvements hétéroclites et ponctuels constituerait même un gage d'efficacité.

La croissance de l'abstention et la fonte des effectifs militants (voir graphiques pages 18 et 19) reflètent un discrédit qu'alimentent les « affaires ». Et la modification du nom des formations – que souhaitait M<sup>me</sup> Marine Le Pen pour le Front national, M. Nicolas Sarkozy pour l'Union pour un mouvement populaire et M. Manuel Valls pour le Parti socialiste – ne suffira sans doute pas à infléchir une telle évolution en France. Les partis politiques sont-ils donc condamnés ?

Le début du XX<sup>e</sup> siècle voit émerger des partis puissants et populaires, concurrents des organisations de notables. Se dotant de solides structures hiérarchiques, ces formations entendent unifier des forces sociales : des citoyens qui partagent une même réalité ou les mêmes espoirs, comme lorsque intellectuels et ouvriers se retrouvent au sein du Parti communiste français (lire ci-dessous). À gauche, l'enjeu est de taille. Les conservateurs peuvent compter sur le renfort des pouvoirs économique, médiatique et religieux ; l'école et l'université contribuent à produire des élites soucieuses de gouverner le monde tel qu'il est. En revanche, les forces qui entendent transformer la société ne disposent pas d'autres outils que les partis (et les syndicats) pour diffuser leurs idées, former leurs cadres (lire page 20) et mener leurs luttes.

Après la seconde guerre mondiale, la social-démocratie érige l'État en arbitre réputé neutre de l'antagonisme entre travail et capital. Pour les dirigeants occidentaux qui acceptent cette nouvelle règle du jeu, le combat politique évolue : il s'agit moins dorénavant de s'emparer du pouvoir pour transformer le monde que d'accéder aux institutions qui en régissent la marche. Une fois élevée au rang d'unique priorité, la stratégie électorale implique de rassembler le plus grand nombre d'électeurs, quitte à ce que ces derniers ne partagent plus tout à fait les mêmes préoccupations. Une dynamique qui, selon le politiste irlandais Peter Mair, conduit les partis à « s'éloigner des franges de l'électorat qu'ils prétendent représenter tout en se rapprochant des formations auxquelles ils prétendent s'opposer » (Ruling the Void, 2013).

Avec la personnalisation du pouvoir et sa « présidentialisation », la politique devient alors une affaire de professionnels où les spécialistes de la levée de fonds et les communicants comptent davantage que les colleurs

d'affiches ou les militants. Les espaces de délibération collective cèdent la place aux think tanks, aux développeurs de sites Internet et aux sondeurs, cependant que la généralisation des primaires ouvertes aux sympathisants orchestre la dépossession des adhérents, qui pèsent désormais moins que les logiques médiatiques dans l'identification des candidats.

Soulignant le fossé qui sépare le monde de la politique de la société, l'ex-ministre socialiste déléguée aux personnes âgées et à l'autonomie Michèle Delaunay rapporte que ses anciens collègues « n'ont jamais connu la vie réelle. Entrés tôt dans le tunnel, ils n'en sont jamais ressortis. Compter pour savoir si l'on pourra payer ses deux employés à la fin du mois, si l'on aura soi-même assez pour assumer la scolarité du petit, le loyer (...), tout cela, ils n'en savent rien » (sur son blog, 13 septembre 2014).

De telles élites partisanes acceptent d'autant plus facilement la progressive migration du pouvoir vers des institutions ne dépendant pas du suffrage universel – Banque centrale européenne, Commission européenne, etc. – qu'elles accèdent au confort de postes eux-mêmes largement protégés des aléas électoraux (au Conseil d'État, au sein des organismes internationaux, etc.). Fini le gouvernement par le peuple : ne resterait plus qu'un gouvernement pour le peuple, évoluant de plus en plus vers un gouvernement à la place du peuple (lire page 18). Dans ces conditions, faut-il s'étonner, interroge Mair, que « la véritable opposition émerge désormais en dehors du champ des partis politiques conventionnels, sous la forme de mouvements sociaux, de manifestations, de mobilisations populaires » ?

En Espagne, les rassemblements qui ont débuté en mai 2011 défendaient une autre façon de faire de la politique, revendiquant une démocratie plus directe, donnant à chacun la possibilité de s'exprimer. Bref, une forme d'horizontalité opposée aux hiérarchies partisanes. Quelques années plus tard, une large partie des anciens manifestants estiment toutefois que la poursuite de leur combat requiert la création... d'un parti : Podemos (« Nous pouvons ») (lire page 1). Chant du cygne ou renouveau ?



MICHEL HERRERIA. – « Sous réserve démocratique », 1999

## SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 1 ET 22 : Podemos, le parti qui bouscule l'Espagne, par Renaud Lambert.

PAGES 18 ET 19 : Comment un appareil s'éloigne de sa base, suite de l'article de Julian Mischi.

La résistible dérive oligarchique, par Antoine Schwartz.

PAGES 20 ET 21 : A l'école des militants, par Allan Popelard.

Des « communicants » à la rescousse (A. P.).  
Le retour des Camelots (A. P.).

## Comment un appareil s'éloigne de sa base

**De multiples facteurs expliquent l'affaiblissement du Parti communiste français. La volonté d'adapter son discours aux attentes des classes moyennes l'aurait-il précipité ?**

PAR JULIAN MISCHI \*

**J**ANVIER 2014. Nous arrivons au siège du Parti communiste français (PCF), place du Colonel-Fabien à Paris, pour demander des données sur les adhérents. Combien sont-ils ? Mais surtout, qui sont-ils ? D'après tous les indicateurs, les catégories populaires sont de moins en moins présentes au sommet de l'organisation. Mais qu'en est-il à la base ? La réponse devrait être facile à obtenir. Le département « Vie du parti » centralise depuis 2009 les nombreux renseignements que la formation possède sur ses membres : âge, sexe, lieu d'habitation, secteur d'activité... Mais nul mot sur la catégorie socioprofessionnelle. On peut savoir que tel militant travaille à la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) ou dans l'aéronautique, mais pas s'il est cadre ou ouvrier. Ce manque d'intérêt pour la condition sociale des adhérents illustre une tendance à l'œuvre au sein du PCF depuis trente ans : jadis centrale, la question de la représentation des classes populaires est devenue secondaire.

De la Libération aux années 1970, au temps où il était le premier parti de gauche en France, le PCF pouvait se présenter comme le porte-parole de la classe ouvrière, car ses responsables étaient majoritairement issus des milieux populaires : ancien mineur comme Maurice Thorez, dirigeant du parti de 1930 à 1964 ; « petit maraîcher » comme son successeur Waldeck Rochet ; apprenti pâtissier comme Jacques Duclos, candidat à l'élection présidentielle de 1969, où il obtint 21 % des voix. Il en allait de même à l'échelon local : avant de devenir maire d'Aubervilliers entre 1945 et 1953, Charles Tillon était ajusteur ; ses successeurs Emile Dubois (1953-1957) et André Karman (1957-1984), respectivement gazier et fraiseur. En propulsant des militants d'origine modeste dans des instances

de pouvoir jusque-là réservées aux représentants de la bourgeoisie, le Parti communiste est parvenu, un temps, à bouleverser l'ordre social de la vie politique française. Le caractère populaire de l'organisation était alors perçu comme une nécessité pour inscrire le projet d'émancipation des travailleurs dans les pratiques militantes.

La base du PCF a été frappée de plein fouet par les transformations socio-économiques que connaissent les milieux populaires depuis les années 1970. Confronté à la précarité et au développement du chômage, le monde ouvrier a perdu en cohésion sociale. Pourtant, la crise du parti ne peut être attribuée à une hypothétique disparition des ouvriers : ceux-ci représentent toujours près d'un quart de la population active, et la décline des effectifs du PCF est bien plus rapide que l'érosion de la classe ouvrière. La France comptait huit millions deux cent mille ouvriers en 1975 et encore sept millions en 1999, alors que, dans le même temps, le PCF perdait plus de la moitié de ses adhérents, passant de cinq cent mille à deux cent mille encartés. En outre, aux côtés des ouvriers, de nouvelles figures populaires ont émergé, dans les services notamment, avec l'essor du groupe des employés. Les ouvriers et les employés demeurent majoritaires dans la population active française, mais les mutations de leurs conditions de vie (relégation spatiale) et de travail (division des collectifs de travail) ont fragilisé leur entrée dans l'action politique. L'affaiblissement du PCF reflète ainsi les profondes transformations sociales et culturelles subies par les classes populaires ; il exprime le reflux du mouvement ouvrier. Ce déclin, qui marque l'épuisement d'une séquence d'intense politisation de la société française durant les « années 1968 », s'explique également par les bouleversements de l'ordre international, en particulier par l'implosion du système soviétique, ou encore par l'évolution du régime politique vers un système présidentiel et bipartisan.

### AU CŒUR DU QUARTIER DE LA DÉFENSE, LE CHOIX DE L'HUMANISME ET DE LA DÉMOCRATIE

Mais ces explications externes au parti ne suffisent pas, et il serait réducteur d'envisager le déclin du PCF sous l'aspect d'une évolution mécanique, programmée, dont il n'y aurait aucune leçon à tirer.

Pour comprendre l'éloignement du PCF vis-à-vis des classes populaires et son effondrement électoral (il passe de 15,3 % lors de la présidentielle de 1981 à 1,9 % en 2007), il faut analyser les évolutions de son discours et de son organisation. À partir des années 1980 et surtout 1990, le PCF entend représenter non plus seulement les classes popu-

lares, mais la France dans sa « diversité ». La lecture de la société en termes de classes s'efface derrière des thématiques comme la « participation citoyenne » ou la recréation du « lien social ». À l'image de la ville de Montreuil, les municipalités communistes de banlieue adoptent largement la thématique de l'« exclusion » dans les « quartiers » et entrent sa dimension dépolitisée (1). Les élus communistes se font les chantres d'une « démocratie locale » censée combler le fossé entre la classe politique et les « citoyens ».

Le projet initial du parti, d'inspiration marxiste, laisse alors place à une rhétorique humaniste largement partagée dans le monde associatif et politique. « Association, partage, mise en commun, coopération, intervention, concertation : ces exigences prennent une vitalité inédite, en lien avec le développement de la révolution technologique et informationnelle et la complexification de la société, l'évolution du travail, le besoin de citoyenneté, de nouvelles relations humaines respectant l'autonomie des individus... », proclame par exemple le document adopté lors du XXIX<sup>e</sup> congrès de 1996. Ce congrès, qui fait le « choix de l'humanisme et de la démocratie », de la « révolution humaine, citoyenne, solidaire » pour répondre au fait que « c'est la civilisation humaine tout entière qui est en péril », se déroule pour la première fois dans le quartier des affaires de la Défense.

Douze ans plus tard, dans le texte proposé par le Conseil national du PCF comme « base commune » pour le XXXIV<sup>e</sup> congrès de 2008, le mot « ouvrier » n'apparaît qu'une seule fois, et comme un groupe social au même titre que beaucoup d'autres : il s'agit en effet de rassembler « ouvriers, techniciens, employés ou cadres, femmes et hommes salariés de toutes catégories, précaires, intellectuels, sans-papiers, sans-emploi, paysans, créateurs, étudiants, retraités, artisans ». En rejetant l'ouvriérisme associé au stalinisme, les représentants du PCF ont tendance à abandonner la priorité accordée au rôle des ouvriers et des classes populaires dans le combat politique. Ayant délaissé la réflexion sur les rapports de classe et sur l'organisation de la lutte par ceux-là mêmes qui subissent la domination, ils ont naturellement éprouvé des difficultés à prendre en compte l'essor des nouvelles figures populaires – les employés des services et les descendants des travailleurs immigrés du Maghreb notamment.

(Lire la suite page 18.)

\* Chercheur en sociologie à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), auteur de l'ouvrage *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, Marseille, 2014.

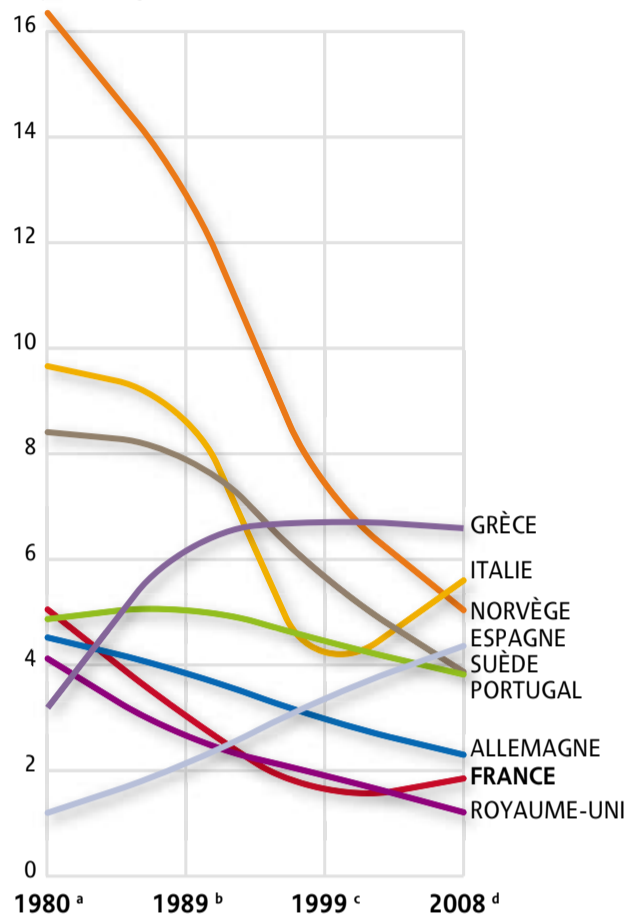
(1) Lire Sylvie Tissot, « L'invention des "quartiers sensibles" », *Le Monde diplomatique*, octobre 2007.



# Comment un appareil

(Suite de la page 17.)

**Membres d'un parti politique**  
en pourcentage du nombre d'électeurs



a. 1978 pour la France  
b. 1988 pour la France ; 1990 pour l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et la Norvège ; 1991 pour le Portugal  
c. 1997 pour la Norvège ; 1999 pour l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, la France ; 2000 pour l'Espagne et le Portugal  
d. 2006 pour la Finlande ; 2007 pour l'Allemagne et l'Italie ; 2009 pour la France  
Source : *European Journal of Political Research*, n° 51, Colchester (R.-U.), 2012.

L'entreprise de rénovation du communisme français passe par une transformation des modes d'organisation du parti. Les dispositifs de sélection et de formation de cadres militants d'origine populaire sont abandonnés dans les années 1990 et 2000 sous l'effet de la baisse des effectifs, mais aussi d'une remise en cause des pratiques autoritaires du centralisme démocratique (lire page 20). Les écoles, par exemple, disparaissent ou perdent leur fonction d'éducation populaire. La « politique des cadres » – un système de formation qui favorisait les militants ouvriers des entreprises – s'éteint progressivement. Pour le renouvellement du parti, on discute désormais surtout de rajeunissement et de féminisation. Quand il est question de « mixité », il ne s'agit jamais de la promotion explicite des militants issus des classes populaires.

Aux permanents d'origine ouvrière, formés dans les écoles du parti, succèdent des responsables dont la trajectoire (scolaire, professionnelle et militante) est étroitement associée au monde des collectivités territoriales. C'est autour de ces administrations locales que se restructure et survit le communisme contemporain et non, comme jadis, autour des réseaux syndicaux. En 2013, sur l'ensemble des adhérents répertoriés par le département « Vie du parti », 75 % indiquent travailler dans le secteur public, dont 23 % dans une collectivité territoriale. Et il en va de même au sommet de l'appareil. Le dernier dirigeant national passé par des fonctions au sein de la Confédération générale du travail (CGT) fut Georges Marchais : ajusteur de profession, il fut responsable syndical dans la métallurgie avant d'occuper la tête du parti de 1970 à 1994. Ses successeurs, eux, ont partie liée à la gestion des collectivités locales. M. Robert Hue fut le premier édile à devenir le secrétaire national du PCF, en 1994 ; il était alors maire de Montigny-lès-Cormeilles, conseiller général, conseiller régional et surtout président de l'Association nationale des élus communistes et républicains. M<sup>me</sup> Marie-George Buffet lui a succédé en 2001. Elle fut d'abord employée à la mairie du Plessis-Robinson avant d'être maire adjointe dans une autre municipalité, puis élue au conseil régional d'Ile-de-France.

Quand les nouveaux dirigeants du PCF passent par le syndicalisme, il s'agit du syndicalisme étudiant. M<sup>me</sup> Buffet a fait partie du bureau national de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Secrétaire national du PCF depuis 2010, M. Pierre Laurent, lui, a dirigé l'Union des étudiants communistes (UEC). Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques de la Sorbonne, cet ancien journaliste et directeur de la rédaction de *L'Humanité* symbolise la puissance de l'engagement familial au sein du communisme contemporain. Fils de Paul Laurent, député et cadre de l'appareil dans les années 1970-

1980, il est aussi le frère de M. Michel Laurent, autre dirigeant national qui fut responsable de la fédération de Seine-Saint-Denis. Les nouveaux dirigeants deviennent communistes davantage par héritage local et par fidélité familiale qu'en faisant l'expérience des inégalités sur leur lieu de travail.

La recherche de sources de financement par les permanents, qui ne peuvent plus être rétribués par un parti en perte de vitesse et cherchent à se salarier sur des postes électifs, explique aussi l'évolution du PCF. En 2013, selon le rapport financier présenté au congrès, la contribution des élus s'établit à 46 % des ressources totales du parti (contre 26 % au Parti socialiste et 3 % à l'Union pour un mouvement populaire). Ainsi, partout en France, les dirigeants communistes ont été appelés à entrer dans les assemblées électives. Il existait jusqu'ici une distinction forte entre les responsables d'appareil et les élus, les premiers étant chargés de « surveiller » les seconds en évitant leur « notabilisation » et en assurant la vitalité des réseaux militants. Or les responsables départementaux du parti ont eu pour consigne d'entrer dans leurs conseils régionaux à partir de 1998. Grâce à une alliance avec le Parti socialiste (PS), beaucoup ont pris des responsabilités dans les exécutifs de leur région. La notabilisation élective des cadres d'appareil est en marche.

## LES EXPERTS EN COMMUNICATION AUX MANETTES LORS DES CAMPAGNES ÉLECTORALES

M. Hue entendait en 1995 libérer « de toute "tutelle" ombrageuse du parti les élus qui détiennent leur mandat non des seuls communistes mais du suffrage universel (2) ». Dès lors, les dirigeants nationaux eux-mêmes peuvent dévaloriser les ressources militantes au profit des élus et des expériences gestionnaires. Sur le terrain, les militants voient leur rôle se réduire, et l'activité électorale devient prioritaire. Les nouveaux adhérents ne restent pas longtemps de simples militants, mais sont rapidement sollicités pour se présenter aux élections municipales, avec pour conséquence un affaiblissement récurrent du militantisme local – d'autant que les élus, cumulant les mandats, délaissent rapidement les réunions du parti. Aux sièges des fédérations départementales, la présence militante s'efface, les réunions se tiennent avant 18 heures, et les militants « bénévoles » laissent la place à des professionnels (permanents, collaborateurs des groupes d'élus, personnel administratif, etc.) absents le week-end.

(2) Robert Hue, *Communisme : la mutation*, Stock, Paris, 1995.

# La résistible dérive oligarchique

Plus d'un siècle s'est écoulé depuis la publication de l'essai classique de Robert Michels, « Les Partis politiques ». Mais la question qu'il soulevait conserve son actualité : nos sociétés démocratiques seraient-elles condamnées à la domination des élus sur les électeurs ?

PAR ANTOINE SCHWARTZ \*

Dès le début de son essai *Les Partis politiques* (1), Robert Michels écarte à la fois l'hypothèse d'un gouvernement direct du peuple et tout projet reposant sur les capacités de mobilisation spontanée des masses. Dans les pays modernes, le peuple participe à la vie publique par le biais d'institutions représentatives. Et la classe ouvrière, si elle veut défendre ses intérêts, doit s'organiser par le biais de partis et de syndicats. Paradoxe : bien que l'organisation constitue une nécessité, elle divise néanmoins « tout parti ou tout syndicat professionnel en une minorité dirigeante et une majorité dirigée ». En d'autres termes, « qui dit organisation dit tendance à l'oligarchie ». Tel est le problème qui constitue le fil conducteur de l'ouvrage et dont l'auteur tente de comprendre tant les causes que les conséquences.

L'analyse proposée a pour particularité d'être directement nourrie par l'expérience et les observations de Michels. Né à Cologne en 1876 dans un milieu favorisé, il s'est très tôt engagé au sein du puissant Parti social-démocrate allemand, le SPD, avant de mener une carrière d'écrivain politique et d'universitaire en Suisse, puis en Italie. Jeune intellectuel cosmopolite, il a fréquenté les milieux socialistes de Belgique et de France, et cette connaissance du mouvement ouvrier européen imprègne tout son propos.

Le regard se veut sans jugement moral ni pathos : Michels n'ignore pas que le fonctionnement quasi militaire des organisations ouvrières résulte de la nécessité impérieuse de constituer des structures de combat à même d'affronter la répression féroce de la bourgeoisie. Toutefois, observe-t-il, lorsqu'elles se développent et s'insèrent davantage dans la société, à l'exemple du SPD, leurs méthodes autoritaires ne disparaissent pas.

L'explication première avancée par l'auteur renvoie à la spécialisation des tâches induite par la division du travail : plus l'organisation s'étend, plus son administration s'avère complexe, et moins le contrôle démocratique est à même de s'exercer véritablement. Le travail de mobilisation politique, et partant le fonctionnement quotidien, requiert un personnel dévoué à l'exercice des activités administratives ou de direction. Inévitablement, ce personnel manifeste des connaissances spécifiques (en droit ou en économie, par exemple) et un savoir-faire (concevoir des discours, rédiger des textes...) que tout un chacun ne possède pas spontanément. D'où le rôle essentiel joué par les intellectuels au sein des mouvements ouvriers : « Seul le socialiste d'origine bourgeoise possède ce qui manque encore totalement au prolétariat : le temps et les moyens de faire son éducation politique, la liberté physique de se transporter d'un endroit à un autre et l'indépendance matérielle sans laquelle l'exercice d'une action politique au sens vrai et propre du mot est inconcevable. »

Michels teinte son analyse de considérations psychologiques sur le besoin des masses d'être guidées par des chefs ou sur la propension des représentants à considérer leur mandat comme une charge à vie. Mais le substrat de son analyse relève d'abord de la sociologie. Les conceptions et les goûts politiques des individus sont déterminés par leurs origines sociales et leurs conditions de vie. Le journaliste, même dévoué au prolétariat, n'a pas la même expérience du monde que l'ouvrier métallurgiste.

CERTES, le prolétariat a besoin de transfuges de la bourgeoisie ; mais il a tout autant besoin de former et de promouvoir à la direction des partis qui le représentent des éléments issus de la classe ouvrière (lire page 17). Même d'extraction populaire, cependant, les cadres des partis peuvent s'éloigner du monde du travail et des préoccupations de la base des adhérents. Lorsqu'il décrit une bureaucratie encline à adopter un mode de vie petit-bourgeois et à défendre des positions trop timorées à son goût, Michels songe directement au SPD.

Pour ces bureaucrates qui doivent tout à l'organisation, le parti cesse d'être un moyen pour devenir une fin en soi. Toute la stratégie se trouve alors soumise à la conquête de trophées électoraux et de postes de pouvoir au sein des institutions établies. La critique de Michels est sans ambages : « A mesure qu'augmente son besoin de tranquillité, ses griffes révolutionnaires s'atrophient, il devient un parti bravement conservateur qui continue (l'effet survivant à la cause) à se servir de sa terminologie révolutionnaire, mais qui dans la pratique ne remplit pas d'autre fonction que celle d'un parti d'opposition. » D'un côté, les chefs en appellent chaque jour à la révolution ; de l'autre, leur tactique politique orchestre routine et compromis.

A la fin de l'ouvrage, Michels généralise son propos et le teinte d'une note plus pessimiste. Influencé par des auteurs conservateurs comme Gaetano Mosca (2), il énonce une « loi d'airain de l'oligarchie » rendant

inévitabile la domination des élus sur les électeurs, des délégués sur les mandants, de l'élite sur la masse. « Le gouvernement, ou si l'on préfère l'Etat, ne saurait être autre chose que l'organisation d'une minorité » qui impose au reste de la société un ordre correspondant à ses intérêts. Tandis que les groupes dirigeants s'affrontent entre eux pour l'exercice de l'autorité, les classes populaires demeurent spectatrices de cet affrontement, appelées seulement à trancher épisodiquement, par les urnes ou par la rue, cette lutte pour l'accession au pouvoir.

Une telle vision, qui paraît condamner tout projet émancipateur, se prête aisément à des lectures conservatrices. L'économiste américain Albert Hirschman cite d'ailleurs l'ouvrage pour décrire le versant réactionnaire d'une rhétorique affirmant la vacuité de toute action visant à changer le monde – ce qu'il appelle l'« effet d'inanité (3) ». D'autres n'ont pas manqué de remarquer que Michels, décédé en 1936, proposait une analyse quasi prophétique du fonctionnement des partis communistes et des démocraties populaires constituées dans le giron de l'Union soviétique. L'homme peut aussi aisément être perçu comme un simple déçu de la démocratie parlementaire – en 1924, Michels adhéra au régime fasciste de Benito Mussolini.

Cependant, à l'époque de la rédaction de l'ouvrage – avant la première guerre mondiale –, il est encore proche du syndicalisme révolutionnaire, qui entend remédier à l'attentisme des partis politiques et revitaliser le socialisme plutôt que le condamner. Cette sensibilité critique anime sa réflexion.

Michels précise clairement qu'il serait erroné de conclure qu'il faudrait renoncer à limiter les tendances autoritaires des organisations. S'il a écrit son essai avec « l'intention de démolir quelques-unes des faciles et superficielles illusions démocratiques », c'est pour mieux aborder cette question de front. Contrairement, selon lui, aux dirigeants des partis ou des syndicats ouvriers qui traitent l'autoritarisme bureaucratique à la manière d'un « léger atavisme » dont ils prétendent pouvoir se débarrasser une fois parvenus au pouvoir.

S'il n'existe pas de solution toute faite à ce problème, l'histoire du mouvement ouvrier est riche des combats menés pour impliquer les classes populaires et contester la centralisation de l'autorité politique. Michels croit ainsi à l'éducation politique, qui permet de « fortifier chez l'individu l'aptitude intellectuelle à la critique et au contrôle ».

(1) Robert Michels, *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie. Untersuchungen über die oligarchischen Tendenzen des Gruppenlebens*, éd. Werner Klinkhardt, Leipzig, 1911. Traduction française : *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, Paris, 1914.

(2) Politiste italien (1858-1941), considéré comme le « père » de la théorie élitiste selon laquelle le pouvoir est toujours exercé par une minorité organisée (y compris au sein des démocraties).

(3) Albert Hirschman, *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, Paris, 1991.

\* Coauteur avec François Denord de *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Raisons d'agir, Paris, 2009.

# s'éloigne de sa base



MICHEL HERRERIA. – « Les Coutures des socles politiques », 2014

Or les élus ont leurs propres préoccupations. Pour préparer la prochaine campagne électorale, ils embauchent des experts en communication ; du fait de la technicisation croissante de l'action locale, ils s'entourent de cadres de la gestion publique (3). Ils peuvent délaissier les relais militants ou associatifs au profit de professionnels, qui leur ressemblent socialement. Résultat : l'univers social des élus communistes se détache de celui de leurs administrés, et les catégories populaires jouent un rôle plus effacé dans la vie politique locale.

Cet éloignement des responsables communistes à l'égard des groupes sociaux qu'ils ont vocation à défendre affecte les pratiques militantes. Pendant longtemps, le PCF a impulsé une sociabilité politique étoffée dans les territoires où il était bien implanté (les « banlieues rouges », certaines communes rurales...). Ses militants animaient un ensemble d'organisations « amies » (Union des femmes françaises, Confédération nationale des locataires, Mouvement de la paix, Fédération sportive et gymnique du travail, etc.), mais aussi des cellules de quartier ou d'entreprise. Au cours des années 1980 et 1990, à mesure que la base militante se réduit et que les responsables se focalisent sur les enjeux électoraux, le militantisme local au PCF se limite de plus en plus à des actions de type associatif. L'essentiel des activités de masse est alors consacré à l'organisation de rassemblements festifs et commémoratifs, à l'image des traditionnels banquets du 1<sup>er</sup>-Mai ou du 14-Juillet.

## PRIS AU PIÈGE DE LA DROITISATION DE L'ALLIÉ SOCIALISTE

Les communistes tirent en quelque sorte les leçons du moindre impact des réunions politiques d'autrefois, d'autant plus que cette dimension festive a traditionnellement constitué une force du communisme français, à l'image du succès continu de la Fête de l'Humanité au-delà des rangs du parti. Ainsi, au niveau local, la sociabilité autour de rendez-vous festifs perd son caractère politique, car les associations et les municipalités prennent le pas sur le parti dans l'organisation. Dans le village de Treban (Allier), par exemple, trois instances se substituent progressivement au PCF dans l'animation locale : l'amicale laïque, le comité des fêtes et le club du troisième âge. Les adhérents, une cinquantaine dans les années 1960-1970, ne sont plus qu'une dizaine dans les années 1990, essentiellement des agriculteurs à la retraite. Ils ne se rassemblent qu'une fois par an, lors de la remise des cartes organisée par le maire – un enseignant à la retraite – et son épouse. La réduction continue du nombre des travailleurs de la terre et de l'industrie, les déceptions vis-à-vis de la participation du PCF au gouvernement (d'abord en 1981-1984, puis en 1997-2002), la fin de l'Union soviétique : un ensemble de processus contrarie le maintien de l'organisation, qui a pourtant vu différentes générations de communistes se succéder depuis les années 1920. Faute de renouvellement militant, la mairie, communiste depuis l'entre-deux-guerres, est finalement perdue en 2001.

Les élus PCF de cette région rurale axent leurs politiques sur les thèmes de la vitalité associative : à la « citadelle rouge » succèdent des communes à la pointe dans le domaine de l'animation et de la promotion

de la vie associative, sans référence à la défense d'une identité populaire ou politique. Dans l'éditorial du journal municipal de Bourbon-l'Archambault (deux mille cinq cents habitants) du début de l'année 2014, le maire communiste remercie « le monde associatif bourbonnais et les acteurs économiques locaux [qui] ont travaillé pour défendre et développer l'activité locale (...). Qu'ils soient commerçants, artisans, agriculteurs, chefs d'entreprise, membres de professions libérales, salariés ou agents de l'administration, retraités ou tout simplement concitoyens, les habitants de notre commune méritent remerciements et encouragements ».

Sur le plan pratique, la thématique de la lutte des classes perd sa position centrale pour les militants et laisse peu à peu place à une multitude de combats ciblés : répartition des richesses, féminisme, environnement, diversité, mondialisation. Il s'agit moins de s'engager au PCF au nom de la société socialiste future que de rejoindre certains réseaux à thème (éducation, immigration, Europe, etc.) qui se développent avec des comités propres et des manifestations particulières. Les militants sélectionnent les domaines qu'ils investissent sans se reconnaître forcément dans l'ensemble du message partisan. Cette segmentation de l'engagement contraste avec la place centrale qu'occupaient le parti et l'idéologie marxiste dans l'univers communiste. Dans ces conditions, certains militants ouvriers investissent la CGT mais se détournent du PCF ; d'autres, souvent plus diplômés, participent aux activités de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) ; d'autres encore se consacrent exclusivement à leurs tâches d' élu local. Le parti a progressivement perdu sa position centrale dans les réseaux militants de la gauche du PS.

Néanmoins, après une longue période de léthargie et de vieillissement, un certain renouvellement des réseaux militants est intervenu depuis quelques années. D'abord

lors de la campagne victorieuse contre le traité constitutionnel européen de 2005, puis dans le cadre du Front de gauche, la coalition électorale mise en place en 2008 entre le PCF et d'autres formations de gauche. Pour la première fois depuis 1980, les effectifs militants annoncés par la direction se sont stabilisés autour de soixante-dix mille adhérents (4), et la part des moins de 30 ans a légèrement augmenté. La campagne présidentielle de 2012 a tout particulièrement remobilisé les rangs communistes. A cette occasion, le PCF a soutenu M. Jean-Luc Mélenchon, responsable du Parti de gauche (PG), qui a obtenu 11,1 % des suffrages. Ce dernier, ancien socialiste, a opéré une certaine radicalisation du discours avec un retour de la thématique des antagonismes sociaux, alors que les campagnes précédentes étaient marquées par une euphémisation des référents communistes et anticapitalistes.

Si la stratégie du Front de gauche a freiné le déclin électoral du PCF aux élections présidentielle (2012) et européennes (2009, 2014), la décline s'est poursuivie lors des élections législatives (2012) et municipales (2014), c'est-à-dire lors de scrutins où le PCF, plus que le Front de gauche, était en première ligne. Cette stratégie a mis au premier plan le problème de l'influence des élus dans l'appareil communiste et de leur dépendance à l'égard du PS. Le Front de gauche a en effet impulsé une dynamique qui s'accorde mal avec la poursuite d'une configuration classique d'union de la gauche PCF-PS. Les élections municipales de mars 2014 ont d'ailleurs donné lieu à des tensions très fortes entre le PCF et le PG, favorable à des listes autonomes du PS dans les grandes villes dès le premier tour. Elles ont également suscité des contestations internes au PCF, de la part de nouveaux adhérents qui s'opposent à la reconduction de l'alliance avec le PS. Mais, pour les élus et pour une part significative de la direction du PCF, conserver les municipalités à direction communiste avec le soutien du PS et les postes d'adjoint dans les autres mairies d'union de la gauche reste une priorité, au risque, selon certains, d'alimenter le lent déclin du militantisme.

L'équilibre semble compliqué à trouver pour les militants. Les élus locaux ont permis indéniablement le maintien d'une certaine influence du PCF alors que son audience nationale s'est effondrée. Par le passé, les municipalités communistes étaient en outre au cœur de l'implantation du PCF dans les milieux populaires : point d'appui à la diffusion des idées, elles constituaient des bases pratiques d'organisation militante et de résistance aux élites politiques et sociales. Plus que la bolchevisation de 1924-1934, ce sont les compromis du « communisme municipal », tout comme la stratégie du Front populaire d'alliance avec le frère ennemi socialiste, qui ont favorisé l'ancrage populaire du PCF. Néanmoins, dans le contexte contemporain de droitisation du PS, de professionnalisation des collectivités territoriales et de faiblesse des réseaux militants, ce qui fut une force pour le PCF peut parfois constituer un frein à son renouvellement.

JULIAN MISCHI.

(3) Lire Fabien Desage et David Guéranger, « Rendez-vous manqué de la gauche et de la politique locale », *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.

(4) Ce chiffre des adhérents à jour de leur cotisation est plus exact que les cent trente mille « cartes placées » annoncées.



## Tyrannie de l'absence de structure

En mai 1970, la militante féministe américaine Joreen Freeman – engagée dans les mouvements sociaux – prononce une conférence au cours de laquelle elle met en lumière certains des écueils auxquels se heurtent les collectifs soucieux de s'émanciper des structures hiérarchiques associées aux partis traditionnels. En 2014, le texte fait l'objet d'un intérêt nouveau au sein de la zone à défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes, peut-être confrontée à des difficultés similaires.

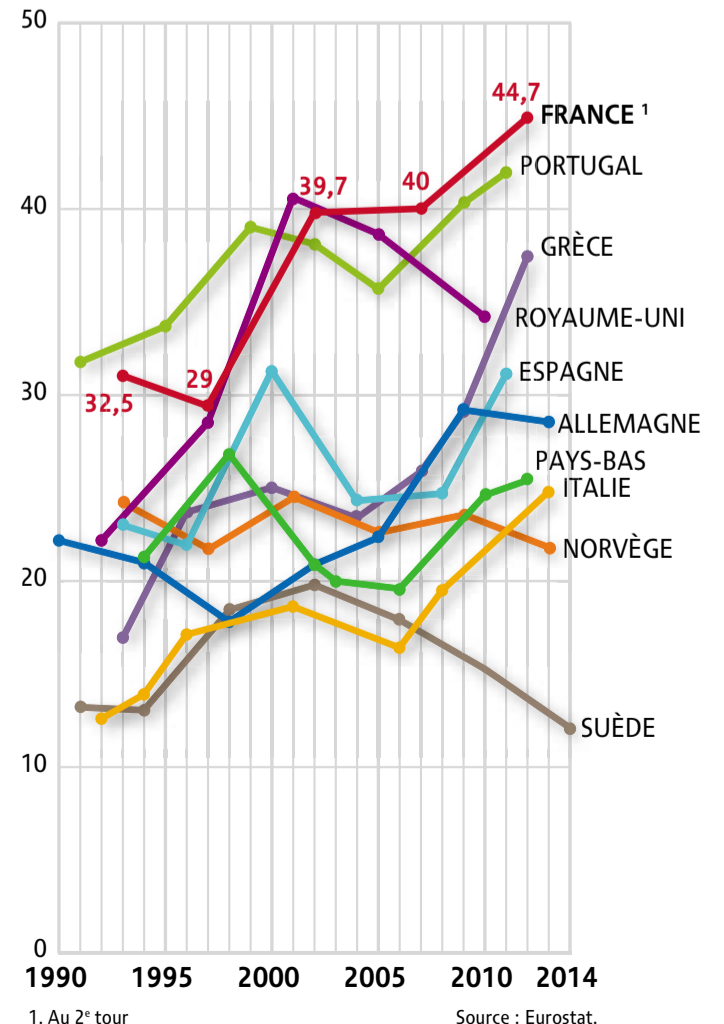
Contrairement à ce que nous aimerions croire, il n'existe pas de collectif dépourvu de structure. Quelle que soit leur nature, les groupes humains finissent toujours par se structurer. Leur organisation peut s'avérer plus ou moins souple, varier dans le temps et distribuer les tâches, les ressources et le pouvoir de façon plus ou moins égale. Mais elle se cimente indépendamment des compétences, de la personnalité ou des intentions des personnes impliquées : il s'agit d'un phénomène inévitable dès lors que nous sommes des individus aux talents, prédispositions et parcours variés. L'absence de structure requerrait que nous refusions d'entrer en contact les uns avec les autres ; un non-sens pour des groupes humains.

L'espoir de créer des groupes dépourvus de structure ressemble donc à celui de disposer d'une information objective (...) ou d'évoluer dans une économie libre ; l'idée d'un groupe fonctionnant sur la base du « laisser-faire » semble aussi réaliste que celle d'une société organisée autour du même principe. L'ambition offre, dans les faits, un écran de fumée derrière lequel les puissants et les chanceux imposent leur hégémonie, que nul n'interroge. Cette domination prend d'autant plus facilement racine que l'ambition formelle de se départir des structures n'empêche pas leur apparition de manière informelle. De la même façon, la philosophie du « laisser-faire » n'interdit pas aux secteurs dominants de l'économie de contrôler les salaires, les prix et la distribution : elle se contente de priver l'Etat de la possibilité de le faire. L'absence de structure cache le pouvoir et, dans le mouvement féministe, l'idée séduit en particulier les personnes les mieux placées pour en profiter (qu'elles en soient conscientes ou non).

Pour que chacun puisse avoir la possibilité de s'impliquer dans un groupe (...) les règles de prise de décision doivent être transparentes, et cela n'est possible que si elles ont été formalisées. (...) La question n'est donc pas de choisir entre structure et absence de structure, mais entre structure formelle et structure informelle.

Source : jofreeman.com (traduction du Monde diplomatique).

## Abstention aux élections législatives nationales en pourcentage du nombre d'inscrits



# A l'école des militants

**Formation ? Formatage ! La méfiance suscitée par les organisations politiques semble avoir déteint sur leur prétention à éduquer les militants. De Lutte ouvrière au Front national, comment les partis conçoivent-ils désormais leur fonction pédagogique ?**

UNE ENQUÊTE D'ALLAN POPELARD \*

CE 11 avril dernier, une foule compacte s'assemble devant le palais de la Mutualité. Une banderole jaune à lettres rouges – « Cercle Léon Trotsky » – ondule sur la façade. Des militants de Lutte ouvrière (LO) distribuent le journal *Lutte de classe* ; d'autres écornent les tickets d'entrée. Quand retentissent les chants révolutionnaires russes, chacun comprend que le moment est venu d'écouter la conférence du soir, consacrée à l'Europe.

Dans la salle, cinq cents personnes environ sont présentes. MM. Pierre Royan et Jean-Claude Garault, des militants, expliquent : « A LO, la formation est essentielle. C'est un principe d'organisation. Le rôle de notre parti est de transmettre la culture du mouvement ouvrier et de lutter contre les idées frelatées. »

« Dans les années 1960 et 1970, les trotskistes de LO, de la LCR [Ligue communiste révolutionnaire] et de l'OCI [Organisation communiste internationaliste] possédaient des systèmes de formation qui se ressemblaient beaucoup, explique Jean-Jacques Marie, historien de l'Union soviétique et membre du Parti ouvrier indépendant (POI). Celui qui voulait adhérer devait préalablement être formé. A la LCR, il existait des "cercles rouges" et, à l'OCI, des "groupes d'études révolutionnaires". Il s'agissait de réunions de formation dont la fréquence et la durée, entre six mois et un an, variaient selon la disponibilité des formateurs. Le plus souvent, elles se concluaient par un camp d'été d'une semaine au cours duquel on intégrait les militants qui avaient été sélectionnés. Dans les camps d'été, on mêlait les questions générales – les forces productives ont-elles cessé de croître ? – aux problèmes plus immédiats de stratégie d'intervention politique. »

Sans aucun doute, le fractionnement des groupes trotskistes et leur combat idéologique contre le Parti communiste français (PCF) permettent d'expliquer la vigueur intellectuelle que connurent de telles écoles. De ces années 1960 et 1970, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et l'OCI gardent des traces. Les revues, brochures, journaux restent nombreux, et le NPA comme le POI possèdent une librairie militante permanente (comme la Fédération anarchiste, d'ailleurs, qui dispose aussi d'une radio). LO, elle, n'en a pas, mais la culture écrite reste déterminante. Au palais de la Mutualité, la littérature occupe une place de choix parmi les livres en vente, caractérisés par leur diversité. « Les romans comptent beaucoup dans l'apprentissage des militants, poursuivent MM. Royan et Garault. John Steinbeck, Erich Maria Remarque, Jack London ou Panait Istrati permettent tout aussi bien que les œuvres marxistes de comprendre l'exploitation salariale. »

Cependant, à LO comme dans les autres partis de gauche, la chute du nombre de militants et leur vieillissement ont entraîné le déclin de la formation – une tendance qui s'inscrit, plus largement, dans l'histoire des défaites du mouvement ouvrier. Depuis sa naissance au XIX<sup>e</sup> siècle, celui-ci s'est toujours doté de systèmes de formation. Ecoles d'orateurs, universités et causeries populaires, camps d'été sont quelques-unes des déclinaisons qu'ils ont prises. Destinée à forger une conscience de classe, la formation s'apparentait à cette « science du malheur » qu'évoquait l'anarchiste Fernand Pelloutier, sans laquelle aucune souveraineté populaire ne paraissait possible. En France, le PCF lui a donné sa tournure la plus aboutie. S'inspirant de l'école du Parti social-démocrate allemand, « le PCF a mis en place, dès les années 1920, en pleine période de bolchevisation, un cursus scolaire hiérarchisé et centralisé », explique la sociologue Nathalie Ethuin. Comprenant des écoles élémentaires à l'échelle locale, des écoles fédérales à l'échelle départementale et des écoles centrales à l'échelle nationale, il proposait

également à certains cadres nationaux et fédéraux un séjour d'un an à l'École léniniste internationale (ELI) de Moscou.

« Contrairement aux autres partis, la sélection des cadres du PCF reposait sur une représentation en miroir de la société », poursuit Ethuin. De Maurice Thorez à Georges Marchais, la « démocratie sociologique (1) » du PCF a contribué, entre les années 1930 et 1990, à faire émerger des cadres issus de la classe ouvrière. « Les dirigeants avaient conscience que, si on laissait faire les choses, un "cens caché" opérerait inévitablement le tri social entre les militants. Il fallait donc offrir aux ouvriers un capital scolaire de substitution et les faire monter coûte que coûte dans l'appareil en assurant leur promotion sociale. »

La mise en place du système de formation du PCF a toutefois créé certaines difficultés. La production de la doctrine est entrée en conflit avec l'autonomie des intellectuels. La pensée pédagogique, que certains de ses militants, comme le pédagogue Célestin Freinet, avaient pourtant théorisée, n'a pas eu droit de cité. Cours magistraux, répétitions, évaluations, notes rythmaient la vie scolaire du parti. Mais les militants s'en accommodaient, car « la soumission à l'autorité partisane [valait] mieux que la domination patronale (2) ».

De ce système, peu d'éléments subsistent. Des week-ends de formation, comprenant notamment des cours de philosophie et d'économie marxistes, sont proposés aux fédérations qui le souhaitent. Quant à l'école des cadres, elle a été restaurée après avoir disparu à l'époque où M. Robert Hue dirigeait le PCF, de 2001 à 2003. Elle n'a cependant que peu de chose en commun avec les structures passées. « La dernière école des cadres de quatre mois s'est tenue en 1994. Trois ans après, la durée des stages était limitée à cinq jours seulement. Enfin, l'école centrale de Draveil a fermé en 2002 », nous explique Ethuin. Les raisons de ce délitement sont d'abord matérielles : « L'effondrement des scores électoraux et l'hémorragie militante posent des problèmes de financement et d'encadrement majeurs. » Si le PCF demeure le parti le plus socialement diversifié, la disparition progressive de son école a accentué les mécanismes censitaires de la délégitimation : « Les ouvriers disparaissent peu à peu des instances représentatives », conclut Ethuin.

Même escamotée, l'école du Parti communiste reste un modèle pour les autres organisations politiques. Le Parti de gauche (PG) dispose maintenant d'une « école des militants » centralisée. Durant deux sessions de quatre jours, ces derniers, venus de toute la France, reçoivent

un enseignement comprenant trente-cinq cours magistraux d'une heure trente chacun. Au programme, des éléments théoriques (économie marxiste, histoire des révolutions, histoire de l'extrême droite), programmiques (la VI<sup>e</sup> République, la planification écologique) et pratiques (organiser un meeting, « militer dans le droit et la sécurité »). Ce système de formation s'adosse à une collection d'ouvrages publiés chez Bruno Leprince et à un dispositif médiatique (le journal *A gauche*, la Télé de gauche, la Radio de gauche), que complètent les meetings et le blog de M. Jean-Luc Mélenchon en réactualisant la forme didactique et politique de l'université populaire.

Composé de militants souvent jeunes et dénués d'expériences partissanes antérieures, le PG n'a d'autre choix que de les former. Il arrive cependant que certains comités manquent cruellement de savoir-faire : « Dans le Morbihan, observe le secrétaire départemental du parti, pour ce qui est des tâches logistiques, nous dépendons du Parti communiste. Quand il faut aller en préfecture déposer des listes, par exemple. Heureusement, nous entretenons d'excellents rapports avec ses membres. »

Devant les militants réunis au siège du PG dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, M. Benoît Schneckenburger, secrétaire national à la formation, résume la situation en ces termes : « Il faut que nous soyons un parti en ordre de bataille et pas seulement des individus qui se regroupent sur une base sentimentale. Nous devons être des militants capables de transmettre la culture du mouvement ouvrier. Car il ne suffit pas d'avoir une bonne idée pour qu'elle se déploie. »

## QUARANTE-CINQ MINUTES POUR PRÉSENTER DEUX SIÈCLES DE PENSÉE ÉCONOMIQUE...

Exception faite de fédérations ouvrières puissantes comme la Seine ou le Nord, le système de formation de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) puis du Parti socialiste (PS) n'a, quant à lui, jamais été aussi construit que celui du PCF. « Bien que le socialisme d'éducation ait toujours existé, avec ses brochures, ses camps d'été, ses universités populaires, observe l'historien Alain Bergounioux, par ailleurs membre de la direction du PS, nous n'avons pas éprouvé le besoin d'édifier une "contre-société", avec son école du parti, ses enseignants et ses manuels prolétariens. »

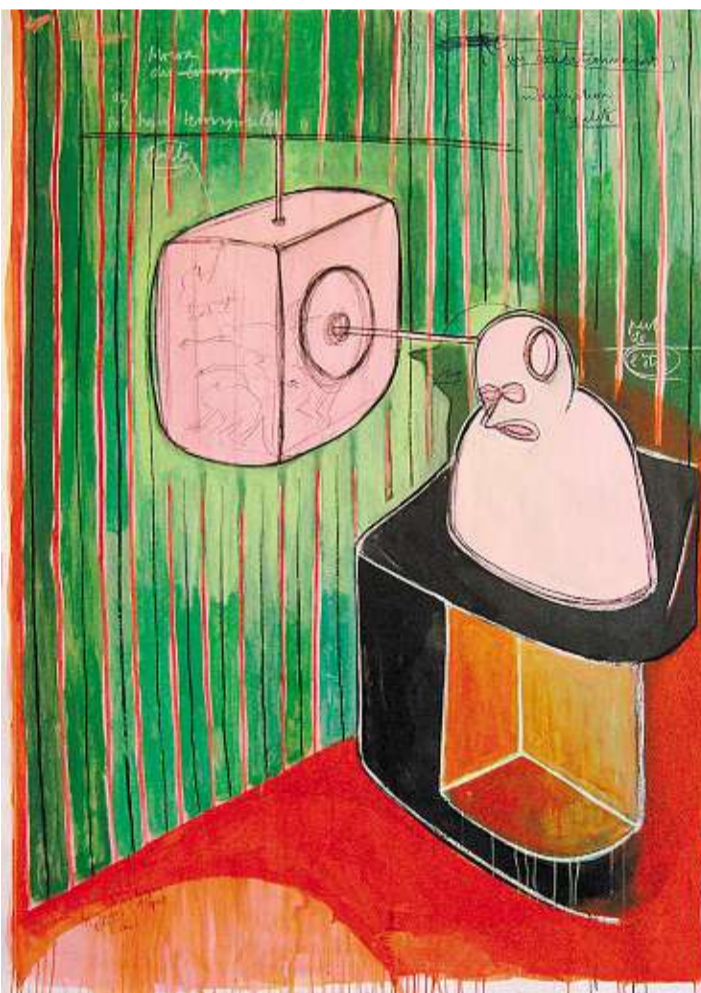
Convaincus que le socialisme serait le couronnement de la République, les socialistes français ont considéré que l'école publique suffirait à former des citoyens éclairés. La hausse significative du niveau éducatif des Français au cours des années 1980 a entraîné l'abandon progressif de la formation partisane. Dans le même temps, le divorce entre le PS et le monde ouvrier a renforcé la croyance méritocratique à l'intérieur du parti. Dans une organisation de plus en plus homogène socialement, les diplômés ont peu à peu supplanté l'expérience militante : Sciences Po, Ecole nationale d'administration (ENA), Ecole normale supérieure (ENS) ou Hautes Etudes commerciales (HEC) fonctionnent comme des passe-droits (3).

« Le Parti socialiste n'est plus un lieu où on accède à un capital culturel, nous explique le sociologue et membre du PS Rémi Lefebvre. Aujourd'hui, on l'obtient par le diplôme ou bien on se forme soi-même. Le parti comme intellectuel collectif n'existe plus. Même dans les courants situés à la gauche du PS, où ont toujours existé une subculture et la volonté de faire vivre un entre-soi, on observe une désorientation intellectuelle. » Après le congrès d'Épinay en 1971, la formation constituait pourtant une priorité : « On pensait que la SFIO était morte en quelque sorte de n'avoir pas accordé suffisamment de place à la formation de ses militants », écrivait alors M. Pierre Joxe (4). Chargé du secrétariat national à la formation, il a multiplié par trois le budget qui lui était alloué (5), ce qui a notamment permis de consolider les structures d'encadrement au niveau fédéral et de lancer la *Nouvelle Revue socialiste*.

Dans les faits, cependant, les « courants » ont assuré l'essentiel du travail. Ces derniers encadraient des séminaires de formation, organisaient des universités d'été et éditaient brochures et revues : *Les Cahiers du CERES* et *Repères* pour les proches de M. Jean-Pierre Chevènement ; *Les Cahiers de l'ERIS* et *Synthèse flash* pour les militants proches de Jean Poperen ; ou encore *Faire* pour les soutiens de M. Michel Rocard. Les oppositions idéologiques et stratégiques, alors très marquées, ont fait des courants les creusets intellectuels du parti. Depuis le congrès de Rennes du PS en 1990, leurs alliances sans queue ni tête ont signé la fin de cette période.

Emportés dans la danse hédoniste des décennies 1980 et 1990, les socialistes ont mis leurs pas dans ceux des néolibéraux. Les lois de la domination sociale ont cessé d'être l'objet d'un travail d'élucidation intellectuelle. « Il n'y a qu'à voir La Revue socialiste, que je dirige, nous confie Bergounioux. Le malheur y est décrit abstraitement. Ce n'est pas parce que nous l'ignorons. Mais c'est parce que nous ne le ressentons pas dans notre vie quotidienne. » En témoigne la dernière université permanente des cadres fédéraux du PS. Lors du troisième et dernier week-end de formation organisé en avril dernier, le parti a chargé l'économiste Gilles Raveaud d'exposer aux militants de la « promotion Stéphane Hessel », réunis dans la salle du bureau national, les grandes écoles de la pensée économique. En quarante-cinq minutes, il a présenté l'école néoclassique, le keynésianisme, le marxisme et l'écosocialisme de Karl Polanyi. Une gageure qui relève presque de l'exercice de style.

Depuis la chute du modèle soviétique et la fin des grands récits d'émancipation collective, le PS, qui s'est adapté idéologiquement à l'air du temps,



MICHEL HERRERIA. – « Parole évidée », 2010

\* Géographe.

## Des « communicants » à la rescousse

LA formation deviendrait-elle une marchandise comme une autre ? Dans un café parisien, M. Arthur Muller, patron de la start-up en stratégie électorale Liegey Muller Pons, raconte : « Nous voulions montrer qu'il était possible de mener une campagne de porte-à-porte contre l'abstention d'aussi grande envergure que celle d'Obama aux États-Unis. » Avec deux amis, ce trentenaire aborde la direction du Parti socialiste (PS). A l'approche de la présidentielle de 2012, celle-ci recourt à ses services. « Il est certain que le fait que nous venions de Harvard ou du Massachusetts Institute of Technology nous a aidés à convaincre Aubry. » La petite équipe recrute cent vingt « formateurs », dix mille « mobilisateurs » et quatre-vingt mille « volontaires ». Au total, « nous avons frappé à cinq millions de portes ». Calquées sur les séminaires de management en entreprise, les formations mises en œuvre ont créé un choc des cultures. « Quand on procède à la façon de McKinsey, avec jeu de rôles, PowerPoint et objectifs

chiffrés, la plupart des militants se plaignent d'avoir l'impression d'être au boulot. Mais en général ils changent d'avis. » Les médias donnèrent un large écho à l'entreprise des « bostoniens ». « Le porte-à-porte est un produit média parfait, parce qu'il est télévisuel. » Depuis, les trois diplômés ont créé une « boîte de conseil et de logiciel électoral ». « Nous avons travaillé avec pas mal de municipalités. » Le coût des prestations ? « Entre 400 et 4 000 euros pour le logiciel ; entre 10 000 et 30 000 euros pour le conseil. » Tenus par un accord d'exclusivité avec le PS en 2014, les hommes d'affaires réfléchissent déjà à la suite : « Pour le conseil, nous travaillerons avec la gauche. Pour la partie logiciel, peut-être que nous ouvrirons la commercialisation à la droite. » Des contrats ont déjà été signés avec le Parti socialiste européen et Die Grünen en Allemagne.

A. P.

(1) Cf. Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2009.

(2) Nathalie Ethuin, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, n°63, Paris, 2003.

(3) Lire Rémi Lefebvre, « Faire de la politique ou vivre de la politique ? », *Le Monde diplomatique*, octobre 2009.



MICHEL HERRERIA. – « Berceurs », 2012

ne représente plus le lieu de production d'une théorie autonome capable d'éclairer l'action populaire. La formation a cessé d'y être considérée comme l'une des modalités – concrètes – de la transformation sociale.

Lessivée dans l'idéologie antitotalitaire et la « culture du narcissisme (6) », la figure du militant ouvrier a été dévalorisée par les couches moyennes intellectuelles. Des soupçons se sont portés sur l'engagement partisan, ramené à une forme d'embrigadement, et sur la formation, conçue comme un formatage. En découle une « démagogie d'organisation où l'on promet chaque militant au statut de théoricien (7) ». Et une sensibilité particulière à l'opinion et aux sondages, comme le montre la conversion des socialistes aux primaires (8). Dès lors que celles-ci placent sur le même plan militants et sympathisants, à quoi sert-il de former les premiers ?

Nul parti mieux que les Verts ne symbolise cet état d'esprit réfractaire à la pensée appareillée. « Il y a une forme de liberté chez les Verts, observe Vanessa Jérôme, sociologue et militante écologiste à Clamart, laquelle conduit souvent à une inorganisation interne dont le taux de rotation des militants, de l'ordre de 30 à 50% par an, est le révélateur (9). » Depuis 2004, des formations régionales ont tenté de le contenir. « Mais on ne peut pas dire que cela fonctionne vraiment. » Si les Verts diffusent leurs idées grâce à des maisons d'édition indépendantes comme Les Petits Matins et Le Passager clandestin et des revues comme *Ecovev* ou *Multitudes*, leur librairie, Ecodiff, elle, n'existe plus depuis 2010. « De toute façon, les militants lisent très peu. Rares sont ceux qui connaissent Jacques Ellul ou André Gorz. Il n'y a qu'à comparer les textes fondateurs des Verts avec ceux d'EELV [Europe Ecologie - Les Verts] pour voir que le parti se désintellectualise. »

Pour les écologistes, fortement diplômés, l'école de parti semble au mieux inutile, au pis dangereuse. L'aversion des Verts pour la culture ouvrière transparaît derrière ce choix. « Je n'ai jamais vu autant d'anticommunistes que chez les Verts, poursuit Jérôme. Le PCF, c'est le vrai modèle repousseur. Pas seulement en raison du corpus idéologique productiviste, mais aussi de leur pratique militante. » Et de préciser : « Chez les Verts, on ne tiendra jamais les militants par la main, parce que l'autonomie et la responsabilité sont au fondement de nos valeurs. »

Empreint de la croyance en la liberté de conscience et de la volonté de maintenir la dimension artisanale des partis pour la garantir, EELV partage avec le Mouvement démocrate (MoDem) une même méfiance envers les structures trop hiérarchiques (10). Carré dans le fauteuil de son bureau, le représentant des Jeunes Démocrates, M. Antoine Carette, écarte d'un sourire nos questions, jugées saugrenues. Des formations sur l'histoire du centre ? « Non, cela n'existe pas, mais c'est dans le livret d'accueil. » Un journal ? « Cela demanderait d'avoir des salariés. » Un service d'ordre composé de militants ? « Pour quoi faire ? Nous ne manifestons jamais ! » Et une école du MoDem ? « Vous savez, nous sommes des pragmatiques, pas des idéologues. C'est pour cela que nous pouvons discuter aussi bien avec la gauche qu'avec la droite. »

A la différence des catholiques de gauche, les militants centristes ne sont pas les dépositaires d'une tradition de formation intellectuelle. « Nous avons connu plusieurs tentatives de formation centralisée. François Bayrou avait la volonté de mettre en place des conférences toutes les deux à trois semaines sur des sujets précis. Mais c'est extrêmement lourd... » Dans un parti plus soucieux de maintenir l'ordre social que de le subvertir, la formation des militants importerait peu : « La meilleure façon d'être formé, c'est d'être au contact d'un élu », résume M. Carette. « Mieux, c'est d'être élu... Quand on est élu, on a accès à notre institut de formation, l'IFDI [Institut de formation des démocrates et des indépendants]. »

Avec l'Institut de formation des élus locaux et cadres politiques (Iforel, Front national), l'Association nationale pour la démocratie locale (ANDL, Union pour un mouvement populaire), Condorcet Formation (PS), le Cédés (EELV), le Centre d'information, de documentation, d'étude et de formation des élus (Cidefe, PCF), l'IFDI est l'un des multiples organismes agréés par le ministère de l'intérieur et le Conseil national de la formation des élus locaux. Alors que rien de tel n'existe pour les militants des partis (contrairement à ceux des syndicats, par exemple), la formation des élus est devenue, à la faveur des lois sur la décentralisation, un droit individuel garanti par la loi.

Signe de la professionnalisation de la politique, le terme de « formation » s'est substitué à celui d'« éducation » dans le vocabulaire des partis. Alors que le premier évoque l'acquisition d'une compétence professionnelle, le second désignait un processus global d'appropriation

de la culture. Dans le même temps, l'externalisation de plus en plus fréquente accentue la dilapidation du savoir-faire militant : aux clubs et aux think tanks, la production théorique ; aux prestataires extérieurs, la maîtrise des tâches techniques (organisation des meetings, production et analyse de sondages, collage d'affiches...) (lire l'encadré page 20). Enfin, la présidentialisation et la baronisation des institutions sous la V<sup>e</sup> République ont cimenté la division des rôles à l'intérieur des partis en délégitimant la production collective des idées et la nécessité de les transmettre à tous les militants grâce à la formation.

« Xavier ! Xavier ! Xavier ! » A l'hippodrome de Marcq-en-Barœul – une commune cossue de la métropole lilloise –, les militants des Jeunes Populaires trépigent d'impatience. Imperméable et parapluie, M. Xavier Bertrand s'approche à grands pas. Moment important de la formation à l'Union pour un mouvement populaire (UMP), l'édition 2014 du Printemps des Jeunes Populaires propose des ateliers thématiques sur l'Europe, entrecoupés de sessions plénières et couronnés par un meeting. L'ambiance n'est guère studieuse. Dans les travées, rares sont ceux qui prennent des notes. A la tribune, les élus semblent plus soucieux de leurs bons mots que de former et structurer des idées.

Bien que les partis de droite aient connu ces dernières décennies un mouvement d'institutionnalisation, leurs fonctions d'encadrement, de mobilisation et de socialisation ont historiquement toujours été moins développées qu'à gauche. Disposant de points d'appui et de relais solides dans la société (école, presse, cercles élitaires...), « la droite n'a pas inventé le parti [parce] qu'elle n'en avait pas besoin », résumait l'historien René Rémond. Nonobstant les références répétées de MM. Nicolas Sarkozy, François Fillon et Patrick Buisson à la théorie de l'hégémonie culturelle de l'intellectuel marxiste Antonio Gramsci, la place marginale de la formation à l'UMP l'atteste.

Sweat à capuche bleu sur le dos, un groupe de jeunes militants nous déclare : « Nous, on est des libéraux. On défend le fait que les gens puissent penser ce qu'ils veulent. Quand vous regardez les militants de gauche, ils ont un discours stéréotypé », avance l'un. « Ça fait robotique, on a l'impression qu'ils ne réfléchissent plus par eux-mêmes », complète l'autre. « La droite, elle, est moins dogmatique. Nous aussi on a des idées, mais c'est aux militants de les découvrir par eux-mêmes. Ça doit se faire naturellement et non par le biais du parti », conclut le dernier. Amateurisme ? Pianotant sur son téléphone, un œil rivé sur l'écran de télévision, le délégué national des jeunes, M. Stéphane Tiki, se défend : « Nous faisons beaucoup pour la formation à l'UMP. Après, c'est vrai que la priorité d'un parti est d'abord de gagner les élections et que notre force, à l'UMP, c'est que chacun conserve son bagage culturel. Si les gens veulent se former, ils peuvent le faire. Il suffit d'aller sur Google ou sur les chaînes d'information en continu... »

#### QUAND LES MÉDIAS ABOLISSENT LES CLIVAGES IDÉOLOGIQUES

Tout se passe comme si les nouvelles techniques d'information et de communication frappaient d'obsolescence les structures de formation partisane. S'il leur arrive d'en transformer le périmètre (*media training*, utilisation des réseaux sociaux), elles ont contribué à valoriser la forme aux dépens du fond. « Aussi bien au PS qu'à l'UMP, on a assisté à l'augmentation de la part des dépenses de communication, observe le sociologue Philippe Riutort. L'obsession des sondages et la course à la popularité ont produit un type de discours spécifique valorisant le consensus. Des citations de Jean Jaurès dans les discours de Sarkozy à l'"ordre juste" chez Ségolène Royal, la médiatisation a contribué à abolir les clivages idéologiques. »

Adeptes de la « triangulation » (l'art de puiser chez l'ennemi politique des arguments susceptibles de lui dérober des électeurs), l'extrême droite tire elle aussi parti des nouveaux médias pour diffuser en les polissant les idées des « anti-Lumières ». Artisan de la mise en place de la formation au Front national à la fin des années 1980, M. Bruno Mégret se souvient : « Quand je suis arrivé au FN, il sortait à peine de la gangue de l'extrême droite. Selon l'endroit où vous vous trouviez, le FN n'était pas le même. S'y côtoyaient des catholiques traditionnalistes, des petits patrons et des partisans de l'Algérie française. Mon travail a consisté à homogénéiser la doctrine, le discours et le programme. » Au cours de séminaires de quarante-huit heures fonctionnant en circuit fermé, les cadres recevaient une formation sur le fond et sur la forme. « Nous prêtons une attention toute particulière aux éléments de langage. Il fallait absolument veiller à ne pas utiliser les mots de l'adversaire – dire "préférence" plutôt qu'"exclusion", "catégories socio-professionnelles" plutôt que "classes sociales" – et à introduire notre propre vocabulaire dans le débat politique – le concept d'"identité", par exemple. »

Un document interne au FN détaillait cette stratégie il y a déjà plus de vingt ans (11). Il prescrivait positions et dispositions corporelles – « Il vaudra mieux paraître posé, calme, pondéré plutôt qu'agité, excité et, pire, véhément » – et interdisait certains codes vestimentaires comme « le style boule à zéro, skinhead » ou « le style bérêt avec brochettes d'insignes et tenues militaires ». « En somme, nous devons dédramatiser le parti », conclut M. Mégret. Si son départ du FN en 1998 a privé un temps celui-ci de ses ressources militantes et financières, la stratégie qu'il recommandait a depuis réussi.

S'il existe aussi des formations dans les fédérations, la transmission d'une idéologie commune aux quelque soixante-dix mille militants revendiqués par le FN ne semble pas faire partie des priorités. Dans son bureau au siège du FN, le secrétaire national à la formation, M. Louis Aliot, précise : « Dès que nous en avons eu les moyens, nous avons créé le Campus Bleu Marine. Il s'agit d'un portail numérique ouvert aux cadres, où il est possible de trouver des fiches sur des éléments techniques, des notes de lecture sur les grands classiques comme Aristote ou Machiavel, ou des éléments d'histoire politique. Moi, par exemple, je dois me charger d'une note sur l'histoire du FN. » En construction, le portail numérique, « utile pour repérer [grâce aux connexions] les militants investis », devrait être complété prochainement par la création du club de réflexion Idée-Nation et d'une maison d'édition.

Reste que le FN n'a rien d'un parti ouvrier. Le rattrapage scolaire ne compte pas au nombre des missions qu'il s'est assignées. Tout juste offre-t-il à ses militants des plans de carrière. « Nous sommes un parti neuf, qui donne à ceux qui le veulent l'opportunité de faire de la politique, comme Fabien Engelmann à Hayange, par exemple », observe M. Aliot. On peut imaginer que le FN a délégué la formation théorique aux groupes



## La haine de l'électeur

Ce que la politique exige, aujourd'hui, c'est moins de démocratie, pas davantage.

Fareed Zakaria  
(journaliste et essayiste américain), 2003.

C'est vrai que, plus une démocratie est pacifiée, moins les enjeux sont passionnels et moins on est au bord de la guerre civile, et moins il y a de participation. Les alternances successives ont rendu notre peuple un peu plus sceptique sur la politique, et c'est une des formes de la sagesse.

Patrick Devedjian  
(alors ministre délégué aux libertés locales français), 2002.

La segmentation du processus démocratique en périodes relativement courtes conduit à des effets néfastes considérables lorsque les problèmes auxquels la société fait face requièrent des solutions à long terme. (...) [Il s'agit donc de déléguer le pouvoir à des institutions] qui, par construction, n'auraient de comptes à rendre ni aux électeurs ni à leurs représentants élus.

Giandomenico Majone  
(économiste italien), 1996.

La démocratie est trop importante pour qu'on l'abandonne aux dirigeants politiques, ou même aux gens qui votent lors des référendums.

Philip Pettit  
(philosophe irlandais), 1998.

## Le retour des Camelots

« FRANÇAIS, nous voulons une France / Mais à la France il faut un roi ! » Les militants de la section parisienne de l'Action française concluent leur réunion en chantant. Sous le regard de Léon Daudet et de Jacques Bainville, dont les portraits ornent les murs, Antoine s'avance pour décliner le calendrier militant. « Mercredi, nous organisons un cercle avec Farida Belghoul. Je compte sur vous pour que la réunion soit aussi réussie que celle avec Philippe de Villiers. Et en août, n'oubliez pas notre camp d'été, avec des activités intellectuelles et sportives... » La quarantaine de militants présents, âgés de 20 à 40 ans, trinquent maintenant autour d'une bière avant de partir coller des affiches. Dans la salle, une vieille femme, la descendante de Maurice Pujo, le fondateur des Camelots du roi, va et vient, les bras chargés de papiers jaunés. Près de la bibliothèque, comprenant des livres de Charles Maurras et de Lorant Deutsch, Antoine se réjouit : « Avec la Manif pour tous, l'Action française a connu un nouveau souffle. A Paris et dans les provinces, on recrute, on s'organise et on se forme. Le retour de cadres qui avaient fait scission facilite la chose. » A ses côtés, le formateur du soir, costume, cravate et pochette, précise : « Notre institut de formation a cent ans. » Certes l'Action française n'en est plus à sa « grande époque », mais elle continue de transmettre la culture contre-révolutionnaire par ses publications et ses cercles. « De temps en temps, comme ce soir au sujet de l'Ukraine, je fais des études géopolitiques. Mais, le plus souvent, ce sont des cours de philosophie. En ce cas, je m'efforce de réfuter les idées des Lumières franco-kantiennes. »

A. P.

de la nébuleuse d'extrême droite. De Civitas aux Jeunesses identitaires (12), les organisations contre-révolutionnaires, qui entretiennent une relation de concurrence et de complémentarité avec le FN, lui accordent en effet une place importante. A moins que l'air du temps ne soit à ce point rembruni que l'extrême droite abandonne désormais l'ensemble de sa formation aux journaux télévisés...

ALLAN POPELARD.

(4) Cité par Frédéric Cépède dans « Les socialistes sur les bancs : des écoles aux universités d'été (1958-1999) », *Cahiers d'histoire*, n° 79, Paris, 2000.

(5) Entre 1973 et 1979. Cf. Pierre Simon, « Le parti politique peut-il être une école de formation ? L'exemple du Parti socialiste », dans François Dubasque (sous la dir. de), *Les Écoles de formation, quels enjeux ? (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, L'Harmattan, Paris, 2013.

(6) Titre d'un ouvrage de l'historien américain Christopher Lasch, publié en 1979.

(7) Bernard Pudal, cité par Nathalie Ethuin dans sa conférence « Les évolutions du militantisme », université d'été du PCF, août 2010.

(8) Lire Alexander Zevin, « Terra Nova, la "boîte à idées" qui se prend pour un think tank », *Le Monde diplomatique*, février 2010.

(9) Vanessa Jérôme, « Militants de l'autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez les Verts et EELV », thèse soutenue à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, Paris, 2014.

(10) Cf. Julien Fretel, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusion paradoxale et du passage à l'acte chez les "militants" de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, Paris, 2004.

(11) Frédérique Matonti, « Le Front national forme ses cadres », *Genèses*, n° 10, Paris, 1993.

(12) Cf. Samuel Bouron, « Un militantisme à deux faces : stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires », *Agone*, n° 54, Marseille, 2014.

# Podemos, le parti qui bouscule l'Espagne

(Suite de la première page.)

Sur le plan électoral, même déconvenue. « 80 % de la population se disait en accord avec le mouvement, mais les gens ont continué à voter de façon traditionnelle », poursuit Lago. En novembre 2011, les élections générales se soldent par un raz de marée conservateur. D'où la double hypothèse des fondateurs de Podemos : et si, parmi les personnes qui sympathisaient avec le mouvement du 15-Mai, certaines souhaitaient toujours être représentées ? Et si, dans le contexte actuel, le passage par l'Etat représentait une condition sine qua non de la transformation sociale ?

S'il tranche avec les appels à la démocratie directe de la Puerta del Sol, Podemos se veut l'héritier de « l'esprit de mai », notamment à travers ses principes de financement participatif, de transparence et de délibération collective. Mais ses membres semblent avoir tiré un bilan critique de certains pièges de l'assemblée. Lors du premier congrès du parti, en octobre dernier, la motion de M. Echenique proposait d'accroître la décentralisation, l'horizontalité, la souplesse. Celle de M. Pablo Iglesias, qui l'a emporté largement, propulsant ce maître de conférences au poste de secrétaire général du parti, suggérait au contraire qu'atteindre les objectifs du mouvement impliquait de le doter d'une organisation moins prompte à diluer ses revendications dans une interminable réflexion sur son propre fonctionnement.

Chez les manifestants de 2011 les plus attachés à l'autonomie du mouvement social, on n'est pas loin de hurler à la trahison : le nouveau parti jouerait les idiots utiles du « système ». « Podemos surgit comme moyen d'institutionnaliser l'énergie sociale et le processus d'expérimentation massive » des dernières années, estime M<sup>me</sup> Nuria Alabao, militante d'un collectif barcelonais (1). Podemos ne « récupère » pas le mouvement du 15-Mai, il lui propose un nouvel axe de lutte, rétorque-t-on dans l'entourage de M. Iglesias. « Les mouvements sociaux peuvent très bien conserver leur autonomie tout en soutenant, lorsque cela leur semble judicieux, un gouvernement qui leur est plus favorable que ceux qui a récemment connus l'Espagne », observe Lago. La question du soutien présente cependant moins de difficultés que celle de la critique : que se passe-t-il lorsqu'un gouvernement que les mouvements sociaux jugent trop timide se trouve déjà en proie aux attaques des conservateurs ? Faut-il rejoindre le chœur des contempteurs et faire le jeu de l'adversaire, ou taire ses réserves et trahir ses propres combats ? Comme ailleurs dans le monde, la question reste entière.

S'il n'existe pas de continuité directe entre le mouvement du 15-Mai et l'essor de Podemos, le second n'aurait pas été possible sans le premier qui, selon les dirigeants du nouveau parti, lui a offert un sujet politique rarement aussi constitué en Europe : le peuple. « Ce n'est pas "le peuple" qui produit le soulèvement, c'est le soulèvement qui produit son peuple », écrit dans son dernier livre le collectif anonyme Comité invisible (2). Alors que, sous d'autres latitudes, « peuple » demeure un vocable creux – une puissance politique fantomatique qu'ambitionnent d'agglomérer des discours incantatoires –, en Espagne le terme aurait pris corps lors des longues soirées d'occupation des places.

## ET SI LA GAUCHE SE MONTRAIT SIMPLE, SYMPATHIQUE, VOIRE... DRÔLE ?

L'émergence de ce « nous » collectif s'explique en grande partie par les turpitudes des élites du pays, ceux que Podemos a baptisés « la caste ». A commencer par un niveau de corruption qui donne de la France l'image d'un temple de vertu. Près de deux mille affaires font actuellement l'objet d'enquêtes de justice. Elles concernent au moins cinq cents hauts fonctionnaires, avec un coût pour l'Etat estimé à 40 milliards d'euros par an (3). Réaction des deux principaux partis, le Parti populaire (PP, droite, au pouvoir) et le PSOE : s'entendre pour « limiter la responsabilité pénale aux personnes individuelles qui reçoivent des donations illégales (4) », et maintenir hors de portée de la justice les formations politiques qui en profitent. Même la monarchie, réputée intouchable, ne parvient plus à redorer le blason des élites, puisque les scandales éclaboussent désormais l'infante Cristina de Borbón.

Lorsqu'elle atteint un tel niveau, explique M. Iglesias, la corruption devient « structurelle (5) ». Impossible, donc, de la distinguer d'une conception plus générale de la politique, illustrée par un cri : celui de la députée conservatrice Andrea Fabra, le 11 juillet 2012, lors d'une séance plénière du Congrès au cours de laquelle M. Mariano Rajoy annonça une nouvelle amputation des allocations-chômage. M<sup>me</sup> Fabra ne put contenir sa joie. Applaudissant le chef du gouvernement, elle ajouta ce message à l'intention des sans-emploi : « Qu'ils aillent se faire foutre ! »

Alors qu'un chômeur sur deux ne perçoit plus d'allocations, trente-trois des trente-cinq plus grandes sociétés espagnoles fuient l'impôt par le biais de filiales dans des paradis fiscaux (6). Un demi-million d'enfants ont été plongés dans la pauvreté depuis 2009, mais les grandes fortunes du pays prospèrent : leur patrimoine a bondi de 67 % en moyenne depuis l'arrivée de M. Rajoy au pouvoir (7). Et, pour contenir le danger de se voir houspillé par une population ombrageuse, depuis décembre dernier une loi dite « de sécurité citoyenne » interdit méthodiquement tout ce qui avait rendu possible la mobilisation de 2011 : réunion dans des lieux publics, distribution de tracts, occupation des places, etc.

Podemos estime que l'explosion de la bulle immobilière espagnole a brisé les bases matérielles sur lesquelles reposait le « consensus » inauguré par la Constitution de 1978, avec son pacte de transition, sa monarchie – à ce point discréditée désormais que Juan Carlos a dû céder le trône à son fils – et ses espoirs d'ascension sociale. « La crise économique, explique Lago, a provoqué une crise politique – le type de situation exceptionnelle qui constitue le préalable à toute transformation sociale profonde. » Après le processus « destituant »



MICHEL HERRERIA. – « Seul, ensemble », 2010-2011

de mai 2011, l'heure serait venue d'engager un processus « constituant » : transformer l'Etat à partir de l'Etat.

La période que traverse l'Espagne serait également celle de tous les dangers. Car, souligne M. Iglesias, l'extrême droite « s'y meut comme un poisson dans l'eau » (mars 2013) (8). Dans ce domaine, toutefois, la gauche espagnole bénéficie d'un atout par rapport à son homologue française : une large frange de l'extrême droite nationaliste se trouve formellement intégrée au PP. Difficile, pour elle, de produire un discours antisystème semblable à celui du Front national, qui n'a jamais gouverné autre chose que des municipalités.

Mais le contexte, dramatique, de l'Espagne ne suffit pas à expliquer l'essor récent de Podemos. Depuis longtemps, la formation Izquierda Unida (IU, Gauche unie) défend un programme politique similaire, sans parvenir à ébranler l'ordre politique. Il est donc également question de méthode.

Pour les dirigeants de Podemos, la gauche a longtemps pêché par ses analyses absconses, ses références obscures et son vocabulaire codé. Or, estime M. Iglesias, « les gens ne votent pas pour quelqu'un parce qu'ils s'identifient à son idéologie, à sa culture ou à ses valeurs, mais parce qu'ils sont d'accord avec lui » (30 juillet 2012). Et ils le font d'autant plus que la personne en question sait se montrer normale, sympathique, voire... drôle.

Le premier travail de Podemos consiste à « traduire » le discours traditionnel de la gauche à partir d'axes discursifs capables d'emporter l'adhésion la plus large : les questions de la démocratie, de la souveraineté et des droits sociaux. « Concrètement, précise Lago, nous ne parlons pas de capitalisme. Nous défendons l'idée de démocratie économique. » Oubliée, donc, dans les discours, la dichotomie « gauche-droite » : « La ligne de fracture, explique M. Iglesias, oppose désormais ceux qui comme nous défendent la démocratie (...) et ceux qui sont du côté des élites, des banques, du marché ; il y a ceux d'en bas et ceux d'en haut ; (...) une élite et la majorité » (22 novembre 2014).

Les gardiens de l'orthodoxie marxiste dénoncent ce type d'analyse sociale indifférenciée. Le 24 août 2014, un militant interpelle M. Iglesias lors d'une conférence. Pourquoi ne jamais utiliser le terme « prolétariat » ? Le jeune dirigeant politique répond : « Lorsque le mouvement du 15-Mai a débuté, des étudiants de ma faculté – des étudiants très politisés, qui avaient lu Marx et Lénine – ont pour la première fois participé à des assemblées avec des gens "normaux". Et ils se sont vite arrachés les cheveux : "Mais ils ne comprennent rien !" Ils hurlaient : "Tu es un ouvrier, même si tu ne le sais pas !" Les gens les regardaient comme des extraterrestres, et mes étudiants rentraient chez eux dépités. (...) Voilà ce que l'ennemi attend de nous. Que nous employions des mots que personne ne comprend, que nous restions minoritaires, à l'abri de nos symboles traditionnels. Il sait bien, lui, que tant que nous en restons là, nous ne le menaçons pas. »

Fondé, au moins en partie, par des militants d'extrême gauche, pour certains issus de la formation Izquierda Anticapitalista (IA, Gauche anticapitaliste), Podemos se félicite de ce que 10 % de ses électeurs aux européennes de mai 2014 votaient auparavant pour la droite. Le recrutement social du parti s'est également élargi à travers la création de plus de mille « cercles » dans tout le pays. Les jeunes surdiplômés et urbains du début ont été rejoints par des ouvriers, des employés, des résidents des campagnes.

L'histoire montre toutefois qu'une telle alliance de classes tend à se briser dès lors que les aspirations des mieux lotis ont été satisfaites (9). Comment garantir que Podemos ne se heurtera pas au même écueil ? « Nous ne le pouvons pas, concède Lago. Mais c'est une question qui ne se pose qu'à ceux qui sont en mesure de gagner. Je préfère avoir à y faire face plutôt que me protéger derrière la marginalité traditionnelle de la gauche. »

Pétris des analyses d'Antonio Gramsci, les dirigeants de Podemos considèrent que la bataille politique ne saurait se limiter au renversement des structures économiques et sociales existantes, qu'elle doit également se livrer sur le plan culturel, celui de l'« hégémonie » qui légitime la domination des puissants aux yeux des dominés. Or, dans ce domaine, l'ennemi impose ses codes, son vocabulaire, sa dramaturgie. Et il existe un outil plus puissant que les autres pour forger le « sens commun » : la télévision.

## UN SYSTÈME ÉLECTORAL PENSÉ POUR QUE RIEN NE CHANGE

Dès 2003, M. Iglesias et ses amis (dont l'universitaire Juan Carlos Monedero, que l'on retrouve aujourd'hui à la tête de Podemos) créent leurs propres programmes audiovisuels, dont « La Tuerka ». Emission de débat politique diffusée par diverses chaînes de télévision locales et sur Internet, elle joue également le rôle de centre de réflexion « pour, dans une perspective léniniste, essayer de comprendre le monde afin d'être prêts, le moment venu » (M. Iglesias, mars 2013). Invitant à l'occasion des personnalités marquées à droite, les jeunes compères acquièrent une notoriété qui leur permet d'intervenir lors de débats politiques organisés par les grandes chaînes, le second élément de leur stratégie consistant à « ne pas laisser le terrain à l'ennemi ».

Pour l'heure, cela ne se traduit pas par des entretiens aux équivalents ibériques de *Closeur*, ni par une docilité démesurée... Le 6 décembre 2014, « La noche en 24 horas », l'une des principales émissions politiques de TVE (la première chaîne de télévision publique du pays), reçoit M. Iglesias. D'emblée, celui-ci souligne qu'il ne considère pas l'invitation comme une faveur : « Il aura fallu batailler pour que je passe ici, observe-t-il devant le journaliste et producteur de l'émission Sergio Martín, penaud. Vous me permettez de remercier les travailleurs de cette maison, car, comme vous le savez, sans la pression qu'ils ont exercée, vous ne m'auriez jamais reçu sur votre plateau. »

La classe dirigeante espagnole dispose d'un système électoral favorable aux deux formations dominantes et aux partis recrutant sur un territoire restreint, comme les nationalistes. « L'arithmétique est simple, expliquait le sociologue Laurent Bonelli en novembre 2011. Il faut 42 411 voix aux nationalistes navarrais de Geroa Bai pour obtenir un siège, 60 000 au PP, 64 000 au PSOE et 155 000 à IU... (10) » Sans compter que la stratégie de Podemos visant à refuser tout front commun – une « soupe de sigles » qui risquerait de réinscrire la formation dans le traditionnel clivage gauche-droite – pourrait priver le parti des voix des nationalistes de gauche ou des militants d'IU, qui dénoncent l'« irresponsabilité historique (11) » de Podemos. L'élite ibérique semble toutefois inquiète : le 1<sup>er</sup> décembre 2014, le patron des patrons espagnols Juan Rosell appelait à une grande coalition « à l'allemande » entre le PP et le PSOE.

« Le programme de Podemos n'a rien de maximaliste (12) », souligne M. Iglesias. Assemblée constituante dès l'arrivée au pouvoir, réforme fiscale, restructuration de la dette, opposition au recul de l'âge de la retraite à 67 ans, passage aux trente-cinq heures (contre quarante actuellement), référendum sur la monarchie, relance industrielle, récupération des prérogatives souveraines de l'Etat concédées à Bruxelles, autodétermination des régions espagnoles... Prévoyant d'emblée une alliance avec des forces similaires du sud de l'Europe (notamment Syriza, en Grèce, dont la Commission européenne redoute une victoire prochaine), les projets de Podemos menacent toutefois les pouvoirs financiers, ce que M. Iglesias appelle « l'Europe allemande » et « la caste ».

Laquelle montre déjà les dents. Une tribune du journaliste Salvador Sostres parue dans le quotidien *El Mundo* le 2 décembre compare M. Iglesias à l'ancien dirigeant roumain Nicolae Ceausescu, le soupçonnant de n'avoir qu'une idée en tête : « faire couler le sang des plus pauvres, jusqu'à la dernière goutte (13) ». Quelques semaines plus tôt, un élu du PP était encore plus direct : « Qu'on lui mette une balle dans la nuque (14) ! »

RENAUD LAMBERT.

(1) Nuria Alabao, « Podemos y los movimientos », *Periódico Diagonal*, 7 novembre 2014, [www.diagonalperiodico.net](http://www.diagonalperiodico.net)

(2) Comité invisible, *A nos amis*, La Fabrique, Paris, 2014.

(3) Investigadores de la ULPGC analizan como estimar el coste social de la corrupción en España », communiqué de l'université de Las Palmas, 29 juillet 2013.

(4) Europa Press, Madrid, 28 novembre 2014.

(5) Pablo Iglesias, *Disputar la democracia. Política para tiempos de crisis*, Akal, Madrid, 2014.

(6) « La responsabilidad social corporativa en las memorias anuales del IBEX 35 », 10<sup>e</sup> édition, Observatorio de responsabilidad social corporativa, Madrid, 2012.

(7) Vicente Clavero, « Los dueños del Ibx son un 67 % más ricos desde que gobierna Rajoy », *Público*, 7 mai 2014, [www.publico.es](http://www.publico.es)

(8) Sauf mention contraire, les citations de M. Iglesias proviennent de conférences publiques consultables sur Internet. Les dates se réfèrent à la mise en ligne des vidéos.

(9) Lire Dominique Pinsolle, « Entre soumission et rébellion », *Le Monde diplomatique*, mai 2012.

(10) Lire Laurent Bonelli, « Bourrasque conservatrice en Espagne », *La valise diplomatique*, novembre 2011, <http://blog.mondidplo.net>

(11) Europa Press, 12 décembre 2014.

(12) Iglesias, *Disputar la democracia*, op. cit.

(13) Salvador Sostres, « El matrimonio Ceausescu », *El Mundo*, Madrid, 2 décembre 2014.

(14) Site du quotidien *20 Minutos*, Madrid, 7 novembre 2014.

LES DONNÉES PERSONNELLES AU CŒUR D'UNE BATAILLE JURIDIQUE

# Privés de vie privée

*Le « droit à l'oubli » dans les moteurs de recherche a été consacré par une décision très commentée de la Cour de justice de l'Union européenne en mai 2014. Un mois plus tôt, la même juridiction rendait dans l'indifférence un arrêt portant sur une autre dimension du droit à la vie privée : celui de pouvoir s'exprimer et se déplacer physiquement sans laisser de traces numériques.*

PAR JÉRÔME THOREL \*

« **U**NE ingérence dans les droits fondamentaux de la quasi-totalité de la population européenne », d'une si « vaste ampleur » qu'elle « doit être considérée comme particulièrement grave ». En effet, « la conservation des données et l'utilisation ultérieure de celles-ci sont effectuées sans que l'abonné ou l'utilisateur inscrit en soit informé », ce qui génère « le sentiment que [sa] vie privée fait l'objet d'une surveillance constante ». Cette condamnation n'émane pas d'un lanceur d'alerte en possession de documents explosifs sur les programmes américains d'espionnage. Mais de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans un arrêt du 8 avril 2014 déclarant « invalide » la directive européenne sur la conservation des données électroniques, adoptée en mars 2006 (1).

Rédigé au nom de la lutte antiterroriste, ce texte organisait la fin de l'anonymat des communications numériques en exigeant que les opérateurs téléphoniques et

les fournisseurs d'accès à Internet conservent pendant une période minimale de six mois, et tiennent à la disposition des autorités judiciaires, tout élément susceptible d'identifier quiconque, à tout moment et quels que soient les supports utilisés (téléphone, Internet, à partir de terminaux fixes ou mobiles).

L'arrêt de la CJUE revient à interdire l'utilisation à des fins judiciaires des factures détaillées de téléphone dressant la liste des correspondants d'un abonné (« fadettes ») – un acte courant dans toute information judiciaire. Que les syndicats de policiers se rassurent, la décision du 8 avril n'aura aucune conséquence sur leurs pratiques : la Cour n'a pas le pouvoir de contraindre les Etats membres dans leurs pratiques pénales. L'invalidation empêche néanmoins que le texte incriminé serve de socle à de nouvelles législations nationales. Et pèsera sur les débats relatifs au caractère privé des données personnelles.

## Une liberté rognée par les dérogations

Si elle ne viole pas le secret des correspondances, à la différence des « écoutes », l'accumulation de traces numériques s'avère bien plus intrusive qu'il n'y paraît. Agrégées et analysées, ces informations peuvent « permettre de tirer des conclusions très précises concernant la vie privée des personnes dont les données ont été conservées, telles que les habitudes de la vie quotidienne, les lieux de séjour permanents ou temporaires, les déplacements journaliers ou autres, les activités exercées, les relations sociales de ces personnes et les milieux sociaux fréquentés par celles-ci », relève la CJUE. Collecter et conserver pour chaque citoyen la liste des

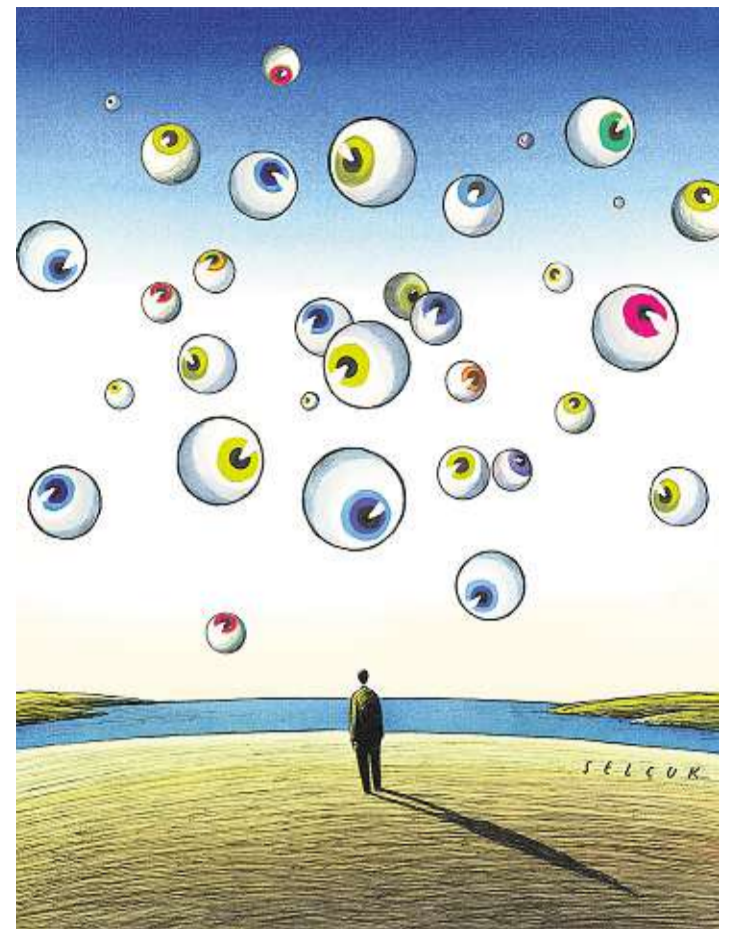
correspondants, la date et la fréquence des échanges, les sites ou forums fréquentés, les propos tenus et publiés sur les réseaux sociaux, la localisation de leurs appareils mobiles porte tout à la fois atteinte à la liberté de réunion et d'association, à la liberté de conscience et d'opinion ainsi qu'à la liberté de mouvement.

Entre les principes européens édictés en 1950 par la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) sur le « droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance » (article 8) et la loi pénale en vigueur dans chaque pays signataire, les droits dits fondamentaux se sont érodés sous l'effet des limitations et dérogations. Pourtant, une pre-

mière résolution du Conseil de l'Europe, adoptée en janvier 1970, rappelle que « l'individu ne doit pas être rendu totalement vulnérable par l'accumulation d'informations concernant sa vie privée » face aux « banques régionales, nationales ou internationales de données informatiques », publiques ou privées. Mais la protection reste floue : « Ces centres doivent enregistrer uniquement le minimum de renseignements nécessaires » (2).

La notion de « donnée personnelle » (*personal data*, « information nominative » en droit français) apparaît dix ans plus tard comme prolongement technique de l'identité d'une personne : toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (3). De nouvelles notions émergent, comme le droit d'information, d'accès, de rectification et d'effacement de ses données. La première grande directive européenne sur la protection des données personnelles et leur « libre circulation » (directive 95/46/CE du 24 octobre 1995) exclut de son champ d'application les informations collectées dans un cadre policier, militaire ou de renseignement ; elle encadre les conditions du traitement automatisé ainsi que le transfert des données à des pays tiers. Mais les limitations qu'elle institue seront contournées dès 2000 au bénéfice des grandes sociétés numériques américaines (4).

Au début des années 2000, Etats membres et Commission tentent d'imposer aux opérateurs la conservation des fameuses données de trafic à des fins de police préventive (5). Le Parlement européen résiste, mais tout se précipite avec les attentats du 11 septembre 2001. Dans un climat d'hystérie antiterroriste, les Parlements adoptent des mesures de conservation des données, préfiguration de la directive de 2006. En France, les députés ajoutent dans l'urgence un « paquet » de dispositions à la loi sur la sécurité quotidienne (LSQ) promulguée le 15 novembre 2001. Le texte reprend mot pour mot les termes discutés au niveau européen (les opérateurs « effacent ou rendent anonymes » les données de trafic), pour les contredire dans l'alinéa suivant (« il peut être différé pour une durée maximale d'un an aux opérations tendant à effacer ou à rendre anonymes certaines catégories de données techniques ») (6). Ces mesures d'exception initialement limitées à deux ans seront reconduites à quatre reprises par simples amendements – la dernière loi sur le terrorisme de M. Manuel Valls de décembre 2012 les prolonge à nouveau de trois ans.



Dessin de Selçuk

Insensiblement, la charge de la preuve s'est renversée : la protection de la confidentialité se résume à un simple droit de regard sur sa vie capturée. Déjà, la loi française de 1978 sur l'informatique, les fichiers et les libertés – la première du genre dans les pays développés – prévoyait le « droit de s'opposer » à figurer dans un fichier, formule aussitôt complétée par les mots « pour des motifs légitimes », une condition toujours en vigueur. Il incombe ainsi au justiciable de prouver la légitimité de son droit à l'anonymat informatique, et non pas à l'Etat de justifier celle de son inscription. Pour les traitements relatifs à la police, à la justice ou au renseignement, le droit d'accès se trouve limité (certaines données peuvent ne pas être communiquées) et l'acte d'effacement est arbitraire : une personne suspectée d'infraction et finalement mise hors de cause n'a aucune assurance de disparaître des fichiers si elle en fait la demande. Deux arrêts récents de la Cour européenne des droits de l'homme ont sanctionné la France à ce sujet (7). La loi française, encore elle, autorise en effet le procureur à juger, seul, de l'opportunité de rendre au justiciable son anonymat judiciaire.

L'invalidation du texte de 2006 souligne une nouvelle fois la contradiction entre les principes européens et leur application. « La directive est sans nul doute la mesure la plus intrusive pour la vie privée que l'Union européenne ait jamais adoptée », expliquait déjà, fin 2010, M. Peter Hustinx, le contrôleur européen de la protection des données,

un organe consultatif de l'Union. Des vingt-huit pays de l'Union contraints de transposer ces mesures de surveillance de masse dans leurs législations – s'il ne les avaient déjà adoptées après les attentats du 11-Septembre –, un tiers ont par la suite jugé ces pratiques illégales (8). La Slovaquie, dont la Cour constitutionnelle a décidé le 3 juillet 2014 de suspendre la loi incriminée, a exigé la « destruction » des données collectées.

(1) Arrêt de la CJUE, grande chambre, 8 avril 2014, relatif à la directive 2006/24/CE du 15 mars 2006 sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications.

(2) Résolution 428 portant déclaration sur les moyens de communication de masse et les droits de l'homme, Strasbourg, 23 janvier 1970.

(3) Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, Strasbourg, 28 janvier 1981.

(4) Dispositif « Safe Harbor », négocié en juillet 2000 par les Etats-Unis et l'Union européenne.

(5) Proposition de directive sur le traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, 25 août 2000.

(6) Article L34-1 du code des postes et des communications électroniques.

(7) Jugements du 18 avril 2013 concernant le Fichier automatisé des empreintes digitales (FAED) et du 18 septembre 2014 sur le Système de traitement des infractions constatées (STIC).

(8) Allemagne (en 2010), Autriche (2014), Bulgarie (2008), Chypre (2011), République tchèque (2011), Roumanie (2009 et 2014), Slovaquie (2014) et Slovénie (2014). Plaintes en cours en Belgique, Hongrie, Irlande et Pologne. Source : collectif allemand AK Vorrat (<http://bitly.com/f4d4ne>).



Les Amis du  
**MONDE diplomatique**

### RÉGIONS

**ALÈS.** Le 27 janvier, à 20h30, salle du Capitole : « Au Burkina Faso, de la révolution de 1983 à l'insurrection populaire de 2014 », avec Bruno Jaffré. (04-66-88-35-41 et [amd30@orange.fr](mailto:amd30@orange.fr))

**AUDE.** Le 7 janvier, à 20h45, salle de la Tour à Pennautier : « Le Proche-Orient après Gaza et l'Organisation de l'Etat islamique », avec Alain Gresh. Le 16 janvier, à 20h30, au cinéma Le Colisée à Carcassonne, projection du film de Denis Gheerbrant *On a grèvé*, suivie d'un débat. En partenariat avec les Amis du Cinéma, la Ligue des droits de l'homme et le Collectif 11 pour le droit des femmes. Le 22 janvier, à 20h45, au théâtre Na Loba à Pennautier : « Le Monde diplomatique, le plus international des journaux français », avec Anne-Cécile Robert. Le 30 janvier, à 20h30, auditorium du conservatoire La Fabrique des arts, avenue Jules-Verne à Carcassonne : « Arts et politique », avec Maria Ierardi et Evelynne Piciller. En partenariat avec Carcassonne Agglo. Rencontre précédée d'une intervention devant la classe préparatoire « arts » du conservatoire. ([amd11@free.fr](mailto:amd11@free.fr))

**AVIGNON.** Le 20 janvier, à 20h30, au cinéma Utopia Manutention, ciné-débat avec René Teboul, économiste, après la projection du film de Marc Bauder *Master of the Universe*. En collaboration avec Attac, la Ligue des droits de l'homme et les Amis de l'Humanité. ([ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr](mailto:ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr))

**DIJON.** Le 22 janvier, à 18 heures, à Sciences Po, avenue Victor-Hugo, débat sur la situation au Proche-Orient, avec Dominique Vidal. ([annie.munier-petit@laposte.net](mailto:annie.munier-petit@laposte.net))

**FRANCHE-COMTÉ.** Le 10 janvier, à 17 heures, au cinéma Le Méliès à Lure, projection du film de Denis Gheerbrant *On a*

grèvé, suivie d'un débat. ([odile-mangeot@wanadoo.fr](mailto:odile-mangeot@wanadoo.fr) ou 03-84-30-35-73.)

**GIROUDE.** Le 8 janvier, à 18h30, à la librairie La Machine à lire, 8, place du Parlement, Bordeaux : rencontre avec Benoît Bréville autour du *Manuel d'histoire critique* du *Monde diplomatique*. Le 15 janvier, à 19 heures, à la médiathèque, place du Général-de-Gaulle à Mérignac, et le 27 janvier, à 18h30, à la bibliothèque Flora-Tristan, 1, place d'Armagnac à Bordeaux : « Le grand marché transatlantique, quels enjeux ? », avec Michel Cabannes. « Café-Diplo » : le 21 janvier, à 20h30, au Café de l'Orient, place François-Mitterrand à Libourne, et le 28 janvier, à 19h30, au Poulailleur, place du 14-Juillet à Bègles, débat sur l'article d'Alain Supiot « Ni assurance ni charité, la solidarité », paru dans *Le Monde diplomatique* de novembre. (06-85-74-96-62 et [amis.diplo33@gmail.com](mailto:amis.diplo33@gmail.com))

**GRENOBLE.** Le 15 janvier, à 20h15, à la Maison des associations, 6, rue Berthe-de-Boissieux : « Est-il possible de sortir de l'ordre marchand ? » Programme complet des rencontres sur le site de l'association. ([jacques.toledano@wanadoo.fr](mailto:jacques.toledano@wanadoo.fr))

**GUADELOUPE.** Le 23 janvier, à 19h30, à la médiathèque de Port-Louis : « Menace sur les petits paysans ». Projection des documentaires *Quand les éléphants dansent, la savane est piétinée*, de Jan Van den Berg, et *Je veux ma part de Terre*, de Frédéric Lamboloz et Jean-Marie Pernelle, suivie d'un débat avec Alain Bandou, de l'Union des producteurs de la Guadeloupe. ([danimaginaire@yahoo.fr](mailto:danimaginaire@yahoo.fr))

**LA ROCHE-SUR-YON.** Le 10 janvier, à 10h15, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau, « café-Diplo » autour de l'article de Bruno Canard « Des treillis sous les blouses blanches », paru dans *Le Monde diplomatique* de décembre. ([michelmerel54@laposte.net](mailto:michelmerel54@laposte.net))

**LYON.** Le 22 janvier, à 19 heures, mairie du 3<sup>e</sup>, salle Eugène-Brouillard, 215, rue Dugues-

clin, Christophe Ventura présentera son livre *L'Éveil d'un continent. Géopolitique de l'Amérique latine et de la Caraïbe* (Armand Colin). ([catherine.chauvin@wanadoo.fr](mailto:catherine.chauvin@wanadoo.fr))

**MARSEILLE.** Le 20 janvier, à 20h30, au cinéma L'Alhambra, 2, rue du Cinéma : projection du film de Mehran Tamadon *Iranien*, suivie d'un débat avec Christian Bromberger. ([g.ollivier1@free.fr](mailto:g.ollivier1@free.fr))

**METZ.** Le 8 janvier, à 18h30, petite salle des Coquelicots, « café-Diplo » : « Géopolitique de l'espionnage », d'après l'article de Dan Schiller publié dans *Le Monde diplomatique* de novembre. ([pollmann@univ-metz.fr](mailto:pollmann@univ-metz.fr))

**MONTARGIS.** Le 10 janvier, à 15 heures, au café Le Belmann, place de la République : rencontre des Amis et initiatives pour 2015. (06-12-70-98-36 et [piherry@orange.fr](mailto:piherry@orange.fr))

**MONTPELLIER.** Le 22 janvier, à 20 heures, salon du Belvédère au Corum : « Réforme territoriale, la métropole, les alternatives », avec Guillaume Faburel, Christian Sunt et Thierry Brulavoine. ([janinerobert@wanadoo.fr](mailto:janinerobert@wanadoo.fr))

**NORD.** Le 14 janvier, à 20 heures, à la MRES, 23, rue Gosselet à Lille : « Daesh, l'Etat qui n'existe pas », avec Pierre Piccinin da Prata. Le 19 janvier, à 20 heures, scène nationale de la Rose des vents, boulevard Van-Gogh à Villeneuve-d'Ascq : « Moscou entre jeux d'influence et démonstration de force », avec Jean Radvanyi et Annie Daubenton. ([amdndord@yahoo.fr](mailto:amdndord@yahoo.fr))

**ORANGE.** Le 23 janvier, à 20h30, au Cinéforum : débat avec le réalisateur Pierre Carles après la projection de son film *Opération Correa*. ([ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr](mailto:ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr))

**PERPIGNAN.** Le 8 janvier, à 20h30, au théâtre de la Rencontre, 31, rue des Romarins : « Comment épouser un milliardaire », specta-

cle d'Audrey Vernon. Les AMD 66 se réunissent le troisième jeudi du mois – soit le 15 janvier – à 19 heures, à la résidence Habitat jeunes Roger-Sidou, 5, place Alain-Gerbault, pour débattre d'articles du *Monde diplomatique*. (06-13-24-16-57 et [am.bordas@laposte.net](mailto:am.bordas@laposte.net))

**RENNES.** Le 15 janvier, à 19 heures, au Knock, 49, rue de Saint-Brieuc : « café-Diplo » autour de l'article de Benoît Bréville « La charité contre l'Etat », paru dans *Le Monde diplomatique* de décembre. (06-22-56-16-98 et [yves.paristad@wanadoo.fr](mailto:yves.paristad@wanadoo.fr))

**TOULOUSE.** Le 14 janvier, à 20h30, salle San-Subra, 2, rue San-Subra : conférence-débat avec Bernard Friot autour de son ouvrage *Emaniciper le travail* (La Dispute). Le 21 janvier, à 18 heures, à la Bourse du travail, 19, place Saint-Sernin : « Proche-Orient, de la Syrie à la Palestine, quelles perspectives ? », avec Alain Gresh. Dans le cadre du Festival international du film des droits de l'homme. (05-34-52-24-02 et [amdntoul@gmail.com](mailto:amdntoul@gmail.com))

**TOURS.** Le 9 janvier, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « Les partis politiques vont-ils mourir ? » autour du dossier de ce numéro du *Monde diplomatique*. Le 14 janvier (13 heures), le 15 janvier (20 heures) et le 19 janvier (11 heures) sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (02-47-27-67-25 et [pj.arnaud@orange.fr](mailto:pj.arnaud@orange.fr))

### PARIS ET BANLIEUE

**PARIS.** Le 21 janvier, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier : « café-Diplo » autour du *Manière de voir* n° 138, « Russie, le retour », avec Hélène Richard, coordinatrice du numéro,

et Anne Le Huérou, sociologue, spécialiste de la Russie. ([amis.diplo.75@gmail.com](mailto:amis.diplo.75@gmail.com))

**ESSONNE.** Le 12 janvier, à 20h30, à la Maison du monde, 509, patio des Terrasses à Evry, réunion mensuelle des Amis autour d'un article du journal. Le 21 janvier, à 20h30, centre culturel Sydney-Bechet, 10, rue Henri-Barbusse à Grigny, projection du documentaire de Marie-Monique Robin *Les Moissons du futur*, suivie d'un débat avec Raymond Leduc, de la Confédération paysanne. (06-84-11-63-02 et [amd91.evry@gmail.com](mailto:amd91.evry@gmail.com))

**VAL-DE-MARNE.** Le 29 janvier, à 20h30, à la Maison du citoyen et de la vie associative de Fontenay-sous-Bois, 16, rue du Révérend-Père-Lucien-Aubry : « Coups d'Etat allégés en Amérique latine », avec Maurice Lemoine. (06-88-82-14-48 et [amd94@numericable.fr](mailto:amd94@numericable.fr))

**YVELINES.** Le 17 janvier, à 19 heures, à l'hôtel de ville de Versailles, salle Montgolfier : projection-débat du film *Mémoires tsiganes, l'autre génocide* en présence des auteurs Henriette Asséo et Idit Bloch. (06-07-54-77-35 et [eveleveque@wanadoo.fr](mailto:eveleveque@wanadoo.fr))

### HORS DE FRANCE

**GENÈVE.** Le 13 janvier, à 18h30, au café Jules-Verne, 20, rue Jean-Violette, « café-Diplo » autour de l'article de Pierre Rimbert « Projet pour une presse libre », paru dans *Le Monde diplomatique* de décembre. ([amidiplo-suisse@hotmail.com](mailto:amidiplo-suisse@hotmail.com))

**LUXEMBOURG.** Le 15 janvier, à 18h30, au Citim, 55, avenue de la Liberté, débat autour de l'article de Pierre Rimbert « Projet pour une presse libre », paru dans *Le Monde diplomatique* de décembre, à propos des médias en France et dans le monde. ([deckertr@pt.lu](mailto:deckertr@pt.lu))



LITTÉRATURES

AMÉRIQUES	EUROPE	AFRIQUE	
<p><b>SŒURS VOLÉES.</b> Enquête sur un féminicide au Canada. – Emmanuelle Walter <i>Lux, Montréal, 2014, 224 pages, 18 euros.</i></p> <p>Le féminicide, qui désigne le meurtre d'une femme ou d'une fille en raison de son sexe, se répand comme une pandémie au Canada. Depuis 1980, près de mille deux cents Américaines y ont été assassinées ou sont portées disparues, ce qui, selon la préfacière Widia Larivière, est proportionnellement l'équivalent de « trente mille femmes canadiennes ou cinquante-cinq mille femmes françaises ». Mais pour cette tragédie, pas d'enquête nationale... Emmanuelle Walter part sur les pas de deux jeunes autochtones portées disparues en septembre 2008. Elle rencontre leurs proches, et peu à peu rend sensible leur situation, qu'ignorent la plupart des Canadiens. Apparaît la vulnérabilité de ces femmes, souvent exposées à la violence et à la pauvreté dans la réserve, à la solitude, aux préjugés et à la misère en dehors. Ces maux dérivent de l'histoire coloniale, et de sa cohorte d'ignominies : loi sur les Indiens, spoliations foncières, patriarcat religieux, enfants arrachés à leurs parents, viols, maltraitements, etc. Non, ces jeunes femmes n'ont pas des conduites à risque. Elles prennent seulement le risque de vivre là où la société canadienne les condamne à survivre.</p> <p>PHILIPPE PATAUD-CÉLÉRIER</p> <p><b>THE INVISIBLE BRIDGE. The Fall of Nixon and the Rise of Reagan.</b> – Rick Perlstein <i>Simon &amp; Schuster, New York, 2014, 856 pages, 37,50 dollars.</i></p> <p>Dernier volet d'une trilogie consacrée au virage à droite de l'Amérique, cet essai dissèque les années 1973 à 1976. Avec le scandale du Watergate, la fin ignominieuse du conflit vietnamien, la démission d'un président et la première grande crise économique de l'après-guerre, « jamais l'idée que l'Amérique se faisait d'elle-même n'avait subi autant de fêlures ». L'historien Rick Perlstein montre que le discours dominant – celui des universitaires les plus prestigieux, de la grande presse et des commentateurs les plus médiatisés – n'avait rien vu venir. Ce n'était pas la première fois. Tant l'écrasante défaite de Barry Goldwater en 1964 que l'élection, puis la réélection, de Richard Nixon en 1968 et 1972 avaient été interprétées comme le triomphe d'un consensus centriste. Or la défaite de 1964 marqua au contraire le point de départ de l'insurrection conservatrice. Quant à la stratégie de conquête du pouvoir de Nixon, elle reposait sur une logique non pas de rassemblement, mais de division, raciale en particulier. Aux primaires républicaines de 1976, Ronald Reagan est battu par Gerald Ford. Le <i>New York Times</i> en conclut que l'ancien acteur est politiquement fini, car « à 65 ans il est trop âgé pour envisager une nouvelle candidature à la présidence »...</p> <p>IBRAHIM WARDE</p>	<p><b>LES UKRAINIENS.</b> – Sophie Lambroschini <i>Ateliers Henry Dougier, Boulogne-Billancourt, 2014, 143 pages, 12 euros.</i></p> <p>« Remettre les Ukrainiens "des confins" au centre du récit », telle est l'ambition de Sophie Lambroschini, qui vit depuis une vingtaine d'années dans divers pays de l'ex-URSS. Elle y parvient grâce à une galerie de portraits nuancés, choisis avec soin et dont on sent toute l'épaisseur. L'approche est d'autant plus utile que la crise ukrainienne et la guerre qui s'y déroule sont trop souvent lues en France à travers des prismes géopolitiques qui n'ont que faire des habitants, de ce qu'ils pensent, de leur rapport au lourd passé du siècle qui vient de s'achever. En quatre chapitres, quatre angles, l'auteure nous dépeint une société multiple, pleine de fractures autant que de dynamismes, empiétrée dans ses « lignes de mémoire » autant que créatrice. Chaque chapitre s'ouvre sur un entretien, en guise d'introduction à la complexité de l'Ukraine. Mention spéciale pour celui du dernier, consacré aux femmes, passionnante analyse du passage de la « supervoman soviétique » aux deux modèles de la féminité qui dominent aujourd'hui : la « nationaliste » et la poupée Barbie consumériste.</p> <p>RÉGIS GENTÉ</p> <p><b>LES CHEMINS DE L'ÉTAT DE DROIT. La voie étroite des pays entre Europe et Russie.</b> – Florent Parmentier <i>Presses de Sciences Po, Paris, 2014, 142 pages, 14 euros.</i></p> <p>« Pour nous, l'accord d'association avec l'Union européenne, ce n'était pas un choix entre l'Europe et la Russie. C'était un moyen de nous amener, petit à petit, à ressembler à l'Europe, à adopter l'Etat de droit. » Partant de ce décryptage qu'une journaliste ukrainienne faisait des manifestations de la place Maidan, cet ouvrage interroge la « capacité de l'Europe à faire modèle » pour éclairer les évolutions politiques de l'Ukraine et des autres pays postsoviétiques d'Europe orientale. L'auteur discute l'« optimisme institutionnel » des acteurs européens, c'est-à-dire la croyance dans « l'irréversibilité de changements rapides et profonds dans l'instauration de l'Etat de droit, sous l'influence décisive des acteurs internationaux ». Il nomme ensuite les difficultés, dues à l'impérialité des élites ou aux usages superficiels du label « Etat de droit » par des acteurs locaux.</p> <p>L. A.-S.</p> <p><b>REBELLION PARK.</b> – Kenan Görgün <i>Vents d'ailleurs, La Roque-d'Anthéron, 2014, 238 pages, 19 euros.</i></p> <p>Comment l'occupation du parc Gezi devient-elle en quelques jours un soulèvement ? L'un de ses acteurs, turc et étranger tout à la fois, puisqu'il est un émigré de retour au pays, raconte. Pas de pure analyse politique, mais un cheminement enrichi chaque jour de rencontres, d'expériences, d'affrontements qui mènent l'auteur à se radicaliser contre un système liberticide. Peut-on bloquer la mégalomanie immobilière et le népotisme ordinaire de l'islamo-affairisme au pouvoir ? Kenan Görgün n'est lié à aucun groupe particulier. Il vit la révolte. Il conte les contradictions du pays : Anatolie contre Istanbul, Orient contre Occident, mosquées contre terrasses de café, bureaucraties et clans, Arméniens et Kurdes, bigoterie et émancipation... Et il décrit la répression contre la moindre forme de progressisme, dénoncé comme marginalité asociale. Le livre dresse l'inventaire de tout ce qui souffre et bouge en Turquie, et celui des forces contestataires, ces « Occupy » de la place Taksim, qui paraissent peser bien plus lourd que l'opposition kémaliste officielle, timide ou confite.</p> <p>CHRISTOPHE WARGNY</p>	<p><b>LE BOOM MINIER AU BURKINA FASO.</b> – Lila Chouli <i>Fondation Gabriel-Péri, Pantin, 2014, 156 pages, 5 euros.</i></p> <p>Si ses ressources agricoles et cotonnières, représentent 90 % de ses exportations, le Burkina Faso a aussi des mines, notamment d'or, ce qui attire les multinationales. Onze mines sont en exploitation. Mais, alors que les autorités promettaient aux habitants une augmentation de leur niveau de vie et de leur pouvoir d'achat, le secteur aurifère est le théâtre d'une exploitation cynique des travailleurs. Chercheuse à l'université de Johannesburg, Lila Chouli étudie depuis de nombreuses années les luttes sociales au Burkina Faso. Elle donne ici la parole aux mineurs et aux habitants, aux syndicalistes et aux militants. Des grèves et des manifestations, souvent violemment réprimées par le pouvoir, ont permis quelques avancées, mais les conditions de travail et de vie dans les zones minières demeurent très difficiles. Chouli étaye son enquête d'éléments chiffrés et de repères historiques.</p> <p>CHRISTIAN LAPEYROUX</p> <p><b>SOMALILAND, PAYS EN QUARANTAINE.</b> – Robert Wiren <i>Karthala, Paris, 2014, 202 pages, 19 euros.</i></p> <p>La tragédie somalienne, qui se déroule depuis 1991, tend à occulter son inverse : le remarquable succès du Somaliland. Démocratique, politiquement équilibré, en paix depuis vingt ans, cet Etat autoproclamé n'est pas reconnu internationalement et ne bénéficie de presque aucune aide économique. Ce qui ne l'a pas empêché de survivre et même de prospérer. Le journaliste Robert Wiren présente tout ce qu'il faut connaître sur ce surprenant Etat d'Afrique, dont le succès ne doit rien au monde globalisé. Après le 11 septembre 2001, la seule institution « mondialisée » du Somaliland, les <i>hawalas</i> (bureaux de change internationaux qui permettent à la diaspora d'aider des proches restés au pays), fut soupçonnée d'avoir fait transiter des fonds d'Al-Qaïda. Pourtant, la population est largement hostile au radicalisme islamiste. Après avoir accepté les vérifications internationales, les <i>hawalas</i> fonctionnent librement.</p> <p>GÉRARD PRUNIER</p>	<p><b>Un rituel intime</b> Mr Gwyn d'Alessandro Baricco <i>Traduit de l'italien par Lise Caillat, Gallimard, Paris, 2014, 92 pages, 18,50 euros.</i></p> <p>Après le succès de ses trois premiers livres, Mr Jasper Gwyn, Britannique, 43 ans et ex-accordeur de pianos, ne supporte plus la posture de l'écrivain. Il refuse de continuer à endosser le rôle de l'auteur à qui la critique garantit un avenir radieux, comme si tout était écrit à l'avance, et sa carrière et ses romans. Il rédige donc l'inventaire des cinquante-deux choses qu'il ne veut plus jamais faire, dont « être photographié le menton dans la main, songeur », et surtout « écrire des livres ». Pour être certain de ne pas fléchir, il fait publier sa liste dans le quotidien <i>The Guardian</i>. Les mois qui suivent ne sont que plaisir et légèreté : il prend des trains pour des destinations dont il n'a qu'une idée vague, vit des amourettes dans des hôtels andalous et passe des jours entiers à marcher dans Londres « avec la délicate conviction d'être devenu invisible ». Mais, au bout d'un an et demi, l'exercice mental des phrases à élaborer, des mots à trouver, commence à lui manquer un peu, beaucoup... La visite fortuite d'une galerie d'art lui redonne l'envie d'écrire. Des portraits. Mais comment sa plume pourrait-elle restituer autre chose que la couleur des yeux ou l'expression d'un sourire ? Il rêve de parvenir à rendre compte de ce que l'œil ne voit pas, ce qui est enseveli sous le poids de l'éducation et des conventions, de saisir la vraie nature de ses sujets. En incitant ses modèles à se libérer des contraintes de notre époque, comme l'exigence permanente de rentabilité et l'accélération constante de nos communications, Mr Gwyn prétend « les reconduire chez eux ». Il se veut désormais « copiste » et entreprend d'inventer les conditions d'écriture qui lui permettront de « copier les gens » – tels qu'ils sont vraiment.</p> <p>Mr Gwyn ressemble aux précédents héros d'Alessandro Baricco, des solitaires qui ne renoncent jamais à leurs rêves, même les plus insensés : Ultimo Parri, qui consacre sa vie à la conception du circuit automobile parfait (<i>Cette histoire-là</i>) ; Michel Plasson, qui veut peindre l'océan (<i>Océan mer</i>) ; ou Lemon Novecento, qui s'exerce à recomposer au piano les paysages qu'il n'a jamais vus (<i>Novecento : pianiste</i>) (1). Mr Gwyn quant à lui veut que l'écriture redevienne « le fruit imprévisible d'un rituel intime et privé, non destiné à remonter à la surface du monde ».</p> <p>Après un précédent roman d'une gravité inhabituelle dans sa bibliographie (<i>Emmaüs</i>), la petite musique onirique de Baricco s'est remise à jouer dans cette fable au rythme nonchalant, discrètement radicale. Car, bien sûr, il parle de lui en mettant en scène un autre romancier. Ce Mr Gwyn si honnête avec lui-même – « Un jour je me suis aperçu que plus rien ne m'importait, et que tout me blessait mortellement » – va incarner l'ultime fantasme de l'écrivain : parvenir à articuler l'indicible, à mettre en mots les âmes dont il tire les portraits. Baricco, fondateur d'une école de narration à Turin nommée la Scuola Holden, en hommage à J. D. Salinger, signe ici une sorte d'hymne au pouvoir du verbe, en cultivant toujours cette poésie du détail et cette douce joie d'être au monde qui font la tonalité si singulière de ses romans.</p> <p>DAVID COMEILLAS.</p> <p>(1) Tous les romans cités ont été publiés par les éditions Gallimard.</p>
<p><b>ASIE</b></p> <p><b>MAPS OF MALAYA AND BORNEO. Discovery, Statehood and Progress.</b> – Sous la direction de Frédéric Durand et Richard Curtis <i>Editions Didier Millet, Kuala Lumpur, 2013, 266 pages, 39,90 dollars.</i></p> <p>Ancien navigateur commercial des mers du Sud, le Malaisien d'origine britannique Richard Curtis partage avec le sultan de Selangor, Sharafuddin Idris Shah, la passion des cartes... géographiques. Les deux hommes ont réuni leurs collections et composé avec notre collaborateur Frédéric Durand, spécialiste de la région, un ouvrage d'une grande beauté. Cent soixante cartes, portugaises, néerlandaises, françaises et britanniques, allant du XVI<sup>e</sup> siècle à l'époque moderne, présentent sous de multiples angles – topographique, nautique, historique... – la péninsule malaise et l'île de Bornéo. La densité des informations réunies et la précision des commentaires n'empêchent pas de rêver à la vue de noms aussi évocateurs que « Moluques » ou « Sumatra »... Touffu sur l'histoire des techniques et fourni en sources biographiques, l'ensemble n'a toutefois pas la portée conceptuelle de <i>Siam Mapped</i> (University of Hawaii Press, 1994), de l'historien Thongchai Winichakul, qui, à travers l'analyse de cartes, inventait de nouveaux outils pour comprendre la Thaïlande et, au-delà, l'Asie du Sud-Est.</p> <p>XAVIER MONTHÉARD</p> <p><b>LE TIGRE ET LE MOUCHERON. Sur les traces de Chinois indociles.</b> – Jordan Pouille <i>Les Arènes, Paris, 2014, 192 pages, 19,80 euros.</i></p> <p>Des steppes désolées de Mongolie-Intérieure aux rives du fleuve Jaune, en passant par la « ville-montagne » de Chongqing et la mer de Bohai, le journaliste Jordan Pouille a beaucoup voyagé pour réaliser ses reportages. Ses portraits des sacrifiés de la croissance nous montrent une face moins connue de la Chine. Il nous fait découvrir les usines Apple au « village du cancer », le repêchage de corps dans le fleuve, la lutte contre les pirates ou les jeux de cache-cache avec la police. Ce pays « égaré entre capitalisme sauvage et vide moral post-Mao » se dévoile au fil de courts chapitres, tous agrémentés d'une carte et de quelques photographies (que l'on aurait pu souhaiter plus nombreuses). Descriptions vivaces et style percutant évoquent de façon frappante la vie de ces Chinois qui sont bien loin de l'éclat du Bund shanghaien, le boulevard touristique de la métropole. A l'image de ce livre de bonbons d'eau qui vit dans une chambre de six mètres carrés sans lumière, ils témoignent de leurs combats pour l'accès aux droits les plus élémentaires, ou tout simplement pour la survie.</p> <p>LOÏC AH-SOON</p>	<p><b>PROCHE-ORIENT</b></p> <p><b>LE SIONISME EN QUESTIONS.</b> – Pierre Stamboul <i>Acratie, La Bussière, 2014, 65 pages, 6 euros.</i></p> <p>En se penchant sur la « nature multiforme » du sionisme, Pierre Stamboul, de l'Union juive française pour la paix, s'attache à déconstruire les mythes fondateurs d'une idéologie où se mêlent « l'nationalisme, colonialisme, réponse à l'antisémitisme et forme pervertie de messianisme ». S'attaquant aux chiffres fantasmagiques de l'historiographie sioniste, à la réécriture de l'histoire, aux interprétations folkloriques de la Bible, l'auteur démonte aussi la fable d'un « sionisme à visage humain », en rappelant que la gauche sioniste a toujours été colonialiste. En évacuant l'histoire multiple et diasporique des communautés juives, le sionisme serait parvenu « à créer "un homme nouveau" amnésique des histoires et des cultures juives et du coup facilement conquis par les idéologies militaristes ou racistes ». Il aurait, estime Stamboul, construit un Etat surarmé qui « ne vise pas à asservir le peuple colonisé mais à l'expulser et à le remplacer ».</p> <p>EMMANUEL RIONDÉ</p>		

CRIMINALITÉ

Sortir de la « guerre contre la drogue »

LONGTEMPS « coke » et « ultraviolence » ont eu pour synonyme « Colombie ». Les temps ont changé. Le pays où la drogue déchaîne une folie meurtrière s'appelle aujourd'hui Mexique. L'écrivain et journaliste italien Roberto Saviano, menacé de mort par la Mafia et vivant sous protection policière depuis la publication de *Gomorra* (1), y a poursuivi son travail sur le crime organisé (2). A propos de cette nouvelle enquête, on pourrait presque parler d'un « Who's who » des parrains et cartels qui gèrent la production de la cocaïne, de l'héroïne, de la marijuana..., en contrôlent les prix et la distribution, en encaissent les profits. Avec ses vedettes – Pablo Escobar, M. Miguel Angel Félix Gallardo, dit « El Padrino », Amado Carrillo Fuentes, surnommé « El Señor de los Cielos » (le maître des cieux) –, ses criminels inconnus – tchéchènes, libériens, albanais, roumains, croates, russes, israéliens –, ses bénéficiaires discrets, qu'il s'agisse de la City, de Wall Street ou des paradis fiscaux, et enfin ses martyrs. Ainsi d'Enrique Camarena Salazar, agent de la Drug Enforcement Administration (DEA, l'agence « antinarco » américaine), infiltré dans le Triangle d'or mexicain. Enlevé avec la collaboration de policiers corrompus aux ordres du cartel de Guadalajara, il « a fait perdre le sommeil pendant des semaines aux juges qui ont écouté [sur cassettes] les hurlements insoutenables dus aux tortures que lui ont infligées pendant neuf heures les hommes d'« El Padrino » ».

Saviano, partagé entre répulsion et fascination, a une approche de ce monde souterrain qu'on peut trouver

discutable. Ainsi, à propos de la Colombie, il dresse un portrait relativement aseptisé du chef paramilitaire Salvatore Mancuso, ou s'attarde sur l'histoire d'amour entre un « narco » et Natalia Paris, l'un des sex-symbols de l'Amérique latine. A contrario, il expédie en une vingtaine de lignes les liens du crime organisé avec les procureurs, hommes politiques, militaires et policiers. Moins « people » mais plus utile, il aurait été souhaitable d'apprendre que le général Mauricio Santoyo, condamné en 2012 aux Etats-Unis à treize ans de prison pour narcotrafic, n'est autre que l'ex-chef de la sécurité du président Alvaro Uribe au palais présidentiel... Néanmoins, Saviano n'oublie pas de préciser que le cartel des Zetas a été fondé par des soldats corrompus d'un corps d'élite de l'armée mexicaine, ni que, au Guatemala, les rangs des mafieux ont été gonflés par les déserteurs des Kaibiles – la redoutable unité contre-insurrectionnelle créée dans les années 1980 et 1990 avec l'aide des Etats-Unis. Et il ne gomme pas davantage le total échec de la « guerre contre la drogue ».

Dans un tout autre démarche, l'ouvrage de Johann Hari (3) tente de répondre à un certain nombre de questions : « Pourquoi la "guerre contre la drogue" a-t-elle commencé ? Pourquoi certains peuvent-ils en consommer sans problème ? Qu'est-ce qui réellement crée l'addiction ? Que se passe-t-il si vous optez pour une politique non répressive ? »

Partant des destins croisés de Harry Anslinger, premier « tsar antinarco » américain, et de la chanteuse

Billie Holiday, « qui, lorsqu'elle chantait *Lover Man, Where Can You Be?* », n'évoquait pas un manque d'amour, mais le manque d'héroïne, l'enquête se termine au Portugal, où l'usage personnel des drogues a été décriminalisé en 2001. Entre-temps, le lecteur croquera tous les protagonistes du trafic. Un ancien membre des Zetas : « Tu es contraint à faire ce qu'ils veulent. Si tu ne le fais pas, ils te tuent. C'est aussi simple que ça. » Des flics américains : « Même quand vous arrêtez un grand nombre de dealers, la vente de drogue ne diminue pas. Comme tout dealer le sait, s'il est arrêté, il y en a une centaine derrière lui prêts à prendre sa place. » Des médecins : « Il n'y a actuellement qu'un chemin pour stopper la violence : légaliser et réguler. » Le chef du service anti-« stupes » de Lisbonne, M. João Figueira, conservateur, opposé initialement à l'expérience, constate que le Portugal a désormais un niveau de consommation inférieur à la moyenne européenne : « En fait, compte tenu des résultats que nous avons obtenus, il n'y a plus ici aucun débat idéologique, car cela n'a rien à voir avec l'idéologie. »

MAURICE LEMOINE.

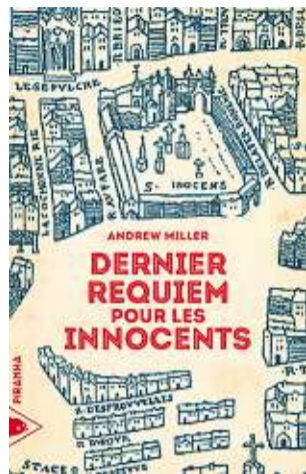
(1) Roberto Saviano, *Gomorra. Dans l'empire de la Camorra*, Gallimard, Paris, 2007, 368 pages, 21,30 euros.  
(2) Roberto Saviano, *Extra pure. Voyage dans l'économie de la cocaïne*, Gallimard, 2014, 455 pages, 21,90 euros.  
(3) Johann Hari, *Chasing the Scream*, Bloomsbury, New York, 2015, 390 pages, 27 dollars.

## DU MONDE

Vieux Paris,  
jeunes LumièresDernier Requiem pour les Innocents  
d'Andrew MillerTraduit de l'anglais par David Tuillon,  
Piranha, Paris, 2014, 300 pages, 18 euros.

EN 1785, on décide, à Versailles, de déplacer les fosses communes et les tombes du très vieux cimetière des Innocents, situé en plein cœur de Paris. Quelque temps auparavant, les murs d'une cave proche ont cédé sous le poids des cadavres. Les morts empiètent sur le territoire des vivants. Odeur putride constante, goût bizarre des aliments... Le cimetière « pourrait empoisonner non seulement les boutiquiers des alentours, mais le roi lui-même. Le roi et ses ministres ». Par la même occasion, l'église des Innocents qui borde le lieu sera démolie. Aujourd'hui, dans ce qui est devenu le quartier des Halles, « on ne peut plus rien voir du cimetière, sinon une petite place entourée de restaurants et d'enseignes de fast-foods près du centre commercial... Cette étonnante histoire, le Britannique Andrew Miller, dont l'intérêt pour le temps des Lumières s'était déjà manifesté dans son *Casanova amoureux* (Albin Michel, 2000), se l'est appropriée pour en faire un roman secrètement halluciné et étrangement fascinant.

Le jeune ingénieur Jean-Baptiste Baratte, diplômé de l'École royale des ponts et chaussées, a quitté sa Normandie natale pour Paris. C'est un homme seul dans une ville inconnue. Un ministre l'engage pour organiser et superviser le transfert du cimetière, « jusqu'au dernier osselet ». Il est à un âge où l'on désire faire ses preuves et ne se résigne à cet ordre qu'avec trouble. Parce qu'il a l'ambition de devenir un ingénieur renommé, et que ce travail relève de la destruction, et non de la construction ; parce qu'en profanant le cimetière il redoute de s'écarter de ses valeurs morales. Le lieu est aussi une bête qu'il doit dompter – « il avale les cadavres de Paris depuis



plus longtemps qu'on ne peut s'en souvenir ».

Mais Jean-Baptiste relève le défi. Alors il s'active, contrarié, inquiet, perturbé. Dans un Paris populaire et vibrant, il multiplie les rencontres, se fait des ennemis, tombe amoureux d'une prostituée lettrée, fréquente l'excellent docteur Guillotin, devient l'ami de l'organiste de l'église, désormais au chômage mais pétillant d'insolence

à l'encontre des conformismes et prêt à toutes les pensées subversives. Aidé par un copain de jeunesse, avec lequel il élaborait des plans concrets pour un avenir éclairé, il va recruter à Valenciennes trente mineurs, car ils ont les capacités et les techniques requises par ce drôle de chantier. Le travail s'organise, étrange et précis. Il le conduit à inventer des relations nouvelles, un savoir-faire inédit, et soulève des questions imprévues. Tandis que l'ingénieur apprend à se rappeler ses vieux rêves près de cette « bande d'hommes dans un trou rougeoyant, qui arrachent des os sous leurs pieds », l'orgue chante dans l'église abandonnée, des graffitis s'épanouissent sur les palissades, la ville est parcourue par un secret et théâtral « Parti de l'avenir », dépourvu de tout lieu de réunion aussi bien que d'appels à souscription, mais qui « existe aussi certainement que vous et moi ». Le jeune homme découvre peu à peu que « détruire le cimetière des Innocents signifie en réalité balayer dans les faits et non pas en rhétorique l'influence empoisonnée du passé ». Ce roman sourdement fiévreux et impeccablement documenté rend sa vitalité compliquée à ce temps ardent où s'affrontaient, y compris dans les quartiers populaires, la peur et le désir d'une transformation radicale ; elle aura lieu quatre ans plus tard.

NICOLAS MELAN.

## HISTOIRE

## Radiographie du fascisme italien

« **A** SUIVRE la voie allemande, on va droit à la guerre, et nous y allons dans les conditions les plus défavorables pour l'Axe, et tout spécialement pour l'Italie. » Ce 6 août 1939, l'analyse du jeune ministre des affaires étrangères et numéro deux du régime fasciste italien, Galeazzo Ciano, témoigne d'une certaine lucidité (1). Arraché à l'oubli, le journal politique de celui que son beau-père Benito Mussolini fit exécuter pour haute trahison en 1944 est réédité pour la première fois en France depuis 1946. Rien d'étonnant : le fascisme italien suscite de nombreux débats portant sur sa nature et son héritage.

Notre époque prête une attention particulière aux interprétations du fascisme comme passage regrettable mais nécessaire vers la pleine réalisation de l'unité de l'Italie, que les accords du Latran (1929) passés entre le pape Pie XI et Mussolini venaient tout juste de conforter, après les humiliations essayées lors du premier conflit mondial. C'est dans cette tendance que s'inscrit l'essai que le professeur de droit Sabino Cassese consacre aux institutions du régime et à leurs relations avec l'histoire longue de l'Etat pré- et post-fasciste (2). Selon lui, « l'Etat fasciste n'est pas une parenthèse dans l'histoire unitaire italienne, mais seulement un pont entre "l'avant" et "l'après" : une longue et douloureuse transition ».

D'autres ouvrages permettent de saisir et de mettre en perspective la spécificité du fascisme. Spécificité perturbante : ce mouvement est tout à la fois antidémocratique, antilibéral (avec, parfois, quelques accents antibourgeois), conservateur, antimarxiste (mais porteur d'une rhétorique anticapitaliste), nationaliste, impérialiste, belliqueux et... révolutionnaire autoproclamé. Contre le monde issu des Lumières, il prône l'avènement dans tous les domaines d'un ordre nouveau, au service d'un idéal de modernité. Le régime, qui souhaitait organiser la fusion intégrale des individus et du peuple dans l'Etat, promu à cette fin, sur un mode autoritaire et répressif, un projet de collaboration de classes mensonger entre les travailleurs et la bourgeoisie...

De A comme Académie à Z comme Zone d'occupation, le dictionnaire de Philippe Foro (3) offre les clés nécessaires pour se repérer dans cet univers. Il rappelle avec acuité que, sous ce régime, « environ 75 % des accusés déferés devant le tribunal spécial » étaient issus du milieu ouvrier. Quant à Filippo Focardi, professeur à l'université de Padoue, il étudie la construction de la mémoire de la seconde guerre mondiale en Italie, pour mieux dénoncer les analyses qui tentent de décharger ce pays de ses responsabilités

et de dissocier l'existence du régime de celle d'un « peuple italien victime (4) ».

L'historien Emilio Gentile appréciera ces deux contributions, qui font écho à sa propre lecture, développée dans son ouvrage de référence *Qu'est-ce que le fascisme ?* (5). Il y rappelait que toute « défasciation » rétroactive ne peut mener qu'à une « falsification de la réalité historique ».

CHRISTOPHE VENTURA.

- (1) Galeazzo Ciano, *Journal (1939-1943)*, La Baconnière-Payot, Paris, 2013, 789 pages, 30 euros.
- (2) Sabino Cassese, *L'Italie, le fascisme et l'Etat. Continuités et paradoxes*, Rue d'Ulm, Paris, 2014, 170 pages, 21 euros.
- (3) Philippe Foro, *Dictionnaire de l'Italie fasciste*, Vendémiaire, Paris, 2014, 381 pages, 28 euros.
- (4) Filippo Focardi, *L'Italie, alliée ou victime de l'Allemagne nazie ?*, Editions de l'université de Bruxelles, 2014, 238 pages, 25 euros.
- (5) Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Gallimard, coll. « Folio Histoire », Paris, 2004, 544 pages, 12,30 euros.



ÉCONOMIE	IDÉES
<p><b>LA FINANCE AU PAS.</b> – Pierre Ivorra <i>Le Temps des cerises</i>, Paris, 2014, 356 pages, 22 euros.</p> <p>« Ce qu'il faut savoir de la finance pour mieux la combattre » : le sous-titre de l'ouvrage éclaire parfaitement la démarche de l'auteur. Pierre Ivorra décortique avec minutie les mécanismes de domination de la finance sur l'industrie, des actionnaires sur les salariés et plus généralement sur les forces créatrices, des pays en position de force sur ceux qui le sont moins : c'est sous cet angle qu'il étudie notamment les rapports entre les Etats-Unis et l'Union européenne, ce qui est rarement abordé. Bien sûr, nos lecteurs y retrouveront certaines analyses qu'ils connaissent bien, d'autres beaucoup moins. Au-delà des données extrêmement détaillées et référencées (donc utiles), l'originalité de ce livre tient à la mise en cohérence de travaux et de faits parfois méconnus, souvent éparpillés, aux efforts de pédagogie, qui permettent de rendre le propos accessible à tous, et à la volonté d'indiquer des pistes, sans doute discutables mais argumentées, pour agir concrètement, aussi bien dans l'entreprise qu'à la tête du pays.</p> <p>MARTINE BULARD</p> <p><b>POURQUOI LES RICHES SONT-ILS DE PLUS EN PLUS RICHES ET LES PAUVRES DE PLUS EN PLUS PAUVRES ? Mon premier manuel de pensée critique.</b> – Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, illustrations d'Etienne Lécroart <i>La ville brûle</i>, Montreuil-sous-Bois, 2014, 63 pages, 8,50 euros.</p> <p>Dans ce manuel très bien illustré, les deux sociologues spécialistes des riches s'adressent aux enfants à partir de 10 ans. Dix-neuf courts chapitres pleins d'allant expliquent le capitalisme dans notre démocratie bourgeoise et donnent des outils pour démonter la pensée dominante. Classes sociales, lutte des classes, capital financier ou symbolique, travail, salaire, profits, patrimoine, spéculation, impôt, niches et paradis fiscaux, délocalisations, alliances d'intérêts, etc., toutes ces notions sont décrites dans une langue précise, enlevée, accessible à tous. Le pélican pondeur de Robert Desnos illustre la reproduction des classes, qui « peut durer pendant très longtemps / si l'on ne fait pas d'omelette avant ». Le dernier chapitre, « Que peut-on faire pour que ça change ? », laisse au lecteur, dégoûté par tout ce qui précède, la responsabilité de trouver ses réponses.</p> <p>MARIE-NOËL RIO</p>	<p><b>PAROLES D'ÉCRIVAINS : ÉCRITURES DE LA MIGRATION. Rencontre avec Gabriella Kuruvilla.</b> – Anna Proto-Pisani et Paola Ranzini <i>L'Harmattan</i>, Paris, 2014, 160 pages, 16,50 euros.</p> <p>Que recouvrent les notions d'écriture migrante ou de littérature multiculturelle ? Cet ouvrage donne à voir une profondeur et une diversité qui pulvérisent l'idée simple selon laquelle, ironise l'auteure italo-indienne Gabriella Kuruvilla, l'« écrivain migrant » se caractériserait uniquement par le fait d'« avoir des origines extracommunautaires et de parler d'immigration dans ses textes ».</p> <p>De la « langue libératrice, résultat d'un bric-à-brac linguistique » d'Abdelwahab Meddeb à la « littérature sans résidence fixe » identifiable chez Assia Djebar, en passant par les divers usages du plurilinguisme – donné en partage, dissimulé ou tourné en dérision –, une question émerge : « Est-ce que l'utilisation d'une langue correspond automatiquement à l'affirmation d'une identité ? » Alors qu'il s'agit d'appréhender des écritures qui transgressent les codes et frontières linguistiques, un pliage systématique des analyses issues des études postcoloniales crée le risque de passer à côté de la capacité aiguë de ces « écritures de la migration » à faire naître « une langue de création » ; or c'est là ce qui constitue leur dimension universelle.</p> <p>E. R.</p> <p><b>ÉCRIRE, TRADUIRE, EN MÉTAMORPHOSE.</b> – Bernard Simeone <i>Vedier, Lagrasse</i>, 2014, 80 pages, 13,50 euros.</p> <p>Captivantes par leurs fulgurances, les réflexions de Bernard Simeone (1957-2001), traducteur remarquable de Giorgio Caproni, Franco Fortini ou Mario Luzi, sur le travail du romancier et du poète sont loin du dogmatisme de la traductologie. Ni pur passage ni reflet, mais travail sur sa propre langue, « une chance donnée à celle-ci de remettre en cause ses certitudes et ses limites », la traduction rejoint l'écriture. Si écrire dans telle langue, c'est marquer l'impossibilité d'exprimer ce que l'on veut dire dans une autre, traduire cette langue c'est briser l'interdit : et dans cette brèche s'opère le départ vers une nouvelle parole.</p> <p>La traduction, art d'équilibre indissociable de la corde, comme la corde l'est de l'abîme, l'abîme de la chute et la chute de l'envol, exige d'être prudent et hardi, traître sans pouvoir évacuer le sentiment fantasmé de la plus grande fidélité. Les langues coïncident quelque part : le traducteur y croit et cherche ce quelque part. Au besoin il le crée, exaltation voluptueuse d'une récréation.</p> <p>PIERRE DESHUSSES</p> <p><b>SIGMUND FREUD EN SON TEMPS ET DANS LE NÔTRE.</b> – Elisabeth Roudinesco <i>Seuil</i>, 2014, 582 pages, 25 euros.</p> <p>Historienne de la psychanalyse, la biographe Elisabeth Roudinesco se méfie des laudateurs comme des dénigreurs. Elle préfère les sources, et d'abord les milliers de lettres échangées par Sigmund Freud. Le titre qu'elle choisit, « en son temps et dans le nôtre », qui introduit d'emblée distance et liberté d'interprétation, souligne également que toute sa place sera donnée au contexte. Il apparaît ainsi que le monde de Freud est d'abord celui de la Belle Époque, des bourgeoisies, conservatrices ou progressistes, et de l'Empire austro-hongrois.</p> <p>Ce monde est aussi son univers singulier, ses contradictions et questionnements, où se mêlent conservatisme et modernisme : rupture avec la culture juive au profit des valeurs des Lumières, conception des relations homme-femme qui reste marquée par l'époque mais annonce la nôtre, ouverture à toutes les sciences humaines et sociales mais rapport atrophié à la politique... Le monde de Freud est enfin celui qu'il nous a ouvert : cet essai, en invitant à comprendre, dans son cadre historique et intime, les enjeux d'une pratique et d'une pensée au cœur des interrogations contemporaines, permet de les situer sans en amoindrir la portée.</p> <p>C. W.</p>
SCIENCES	
<p><b>LA FABRIQUE DES SCIENCES MODERNES.</b> – Simon Schaffer <i>Seuil</i>, coll. « Science ouverte », Paris, 2014, 446 pages, 24 euros.</p> <p>Dans ce livre qui s'appuie sur vingt années de recherches, Simon Schaffer présente un panorama très large d'un processus s'échelonnant du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle et qu'il choisit de dénommer « la fabrique des sciences modernes ». Le recours à une métaphore ouvrière ne doit rien au hasard : l'historien britannique donne à sa démarche l'objectif de mieux comprendre comment « les sciences travaillent le monde ». Ainsi, qu'il s'intéresse à l'astronomie, à la médecine ou à la météorologie, Schaffer déploie un même souci de description des réseaux informationnels et matériels ainsi que des appuis institutionnels de l'activité scientifique. Un résultat emblématique de cette méthode est la déconstruction méthodique du mythe d'Isaac Newton comme génie solitaire. L'auteur met en évidence un « ordre de l'information », extrêmement coûteux en instrumentation, observations et évaluation du crédit des observateurs (des comètes ou des marées par exemple), sans lequel les <i>Principia</i>, son œuvre, n'aurait pu voir le jour. Cette attention permanente au travail artisanal, aux expériences publiques et aux réseaux d'échanges qui ont fait la science moderne offre aussi un éclairage généalogique sur nos modèles contemporains de la recherche, de l'innovation ou de l'expertise.</p> <p>ÉMILE GAYOSO</p>	

## CORRESPONDANCE

## L'amitié comme poème

HÉLÈNE CIXOUS s'est toujours considérée comme une « sans-pays » et n'a jamais cessé d'explorer le thème de l'exil. C'est là sans doute ce qui la rapproche d'Adel Abdessemed, artiste plasticien célèbre (le Centre Pompidou lui consacrait une rétrospective en 2012, alors qu'il était à peine quadragénaire), parti de son pays, l'Algérie, pour échapper « à la religion, au nationalisme, aux autorités et aux institutions ». Troublante et captivante correspondance où ils instaurent ensemble un langage symbolique qui les traverse comme un souffle de joie, *Insurrection de la poussière* (1), déploiement d'une relation d'amour-amitié, prend sa source autour des œuvres, l'écriture pour Cixous, les dessins, photographies, vidéos, sculptures pour Abdessemed. Il dit qu'il trouve « refuge

dans les images, mais pas dans la langue », elle rétorque que « ses images parlent, qu'elles irradient dans des langues autres ». On chemine dans le labyrinthe d'une création métaphorique et violente où l'artiste se joue de la mort « pour mettre le feu à la vie ». Images saisissantes, comme cette série de bas-reliefs sur des sites qataris où des personnages « semi-hommes, semi-sacs » portent leur propre deuil – « l'enterrement de l'homme vivant ». Pour tous deux, de façon perceptible, l'art « naît de ce qui brûle ».

MARINA DA SILVA.

(1) Adel Abdessemed et Hélène Cixous, *Insurrection de la poussière*, suivi de *Correspondance*, Galilée, Paris, 2014, 270 pages, 30 euros.



ARTS

**LISTEN TO THIS.** La musique dans tous ses états. – Alex Ross

Actes Sud, Arles, 2015, 489 pages, 29 euros.

Dans cette sélection d'articles écrits pour *The New Yorker*, révisés et mis à jour, Alex Ross, avec le même brio que dans son fameux *The Rest Is Noise* (également publié par Actes Sud, en 2010), entreprend de « parler de la musique classique comme si elle était populaire et de la musique populaire comme si elle était classique », ce qui ne peut que détendre le profane de l'un ou l'autre domaine. Il offre ainsi gaillardement aussi bien une brève histoire musicale de la Renaissance à Led Zeppelin, centrée sur la permanence du recours à la basse obstinée (ostinato), qu'une analyse de l'œuvre de Radiohead, un reportage sur le travail pédagogique mené par le créateur d'une fanfare dans le New Jersey ou un examen de l'évolution de John Cage. Ross, qui s'exprime à la première personne et se met en scène gaieusement, ne livre pas d'aperçus musicologiques bouleversants de nouveauté. Mais il sait remarquablement rendre évidente la vérité de la maxime nietzschéenne : sans la musique, la vie serait une erreur.

ÉVELYNE PIEILLER

HISTOIRE

**ATATÜRK IN THE NAZI IMAGINATION.** – Stefan Ihrig

Harvard University Press, Cambridge (Massachusetts), 2014, 320 pages, 29,95 dollars.

La montée du nationalisme turc dans l'Empire ottoman et plus tard sous le kémalisme ainsi que son impact sur les mouvements d'extrême droite européens entre les deux guerres sont restés largement tabous dans les milieux universitaires. À partir de milliers d'articles de journaux, principalement d'extrême droite, l'historien Stefan Ihrig analyse la façon dont les nazis ont tiré des leçons de l'expérience de Mustafa Kemal. Dans les années 1920, alors que l'opinion allemande dénonçait l'injustice du traité de Versailles, les nationalistes regardaient Kemal se rebeller contre le traité de Sévres. Selon Ihrig, la tentative de putsch d'Adolf Hitler à Munich, en 1923, aurait été davantage inspirée par le gouvernement d'Atatürk que par la marche sur Rome de Benito Mussolini en 1922. Pour les nazis, la Turquie kémaliste représentait un Etat moderne idéal, qui avait trouvé une solution à la « question des minorités » et créé une nation homogène racialement, en déportant ou massacrant les Arméniens et les Grecs. Le livre invite ainsi à étudier « le rôle du génocide arménien dans la genèse de l'Holocauste ».

VICKEN CHERTERIAN

**LA VÉRITABLE HISTOIRE DE MATÍAS BRAN.** Livre I : Les usines Weiser. – Isabel Alba

La Contre Allée, Lille, 2014, 392 pages, 21 euros.

Isabel Alba « retrouve » à Madrid les carnets d'un certain Matías Bran qui relatent l'histoire des travailleurs de Budapest. Grâce à ces cinquante-deux cahiers et à la valise de souvenirs familiaux de son personnage, elle entreprend de raconter le mouvement ouvrier hongrois durant la première guerre mondiale avec ce premier volume d'une puissante saga très précisément documentée. A Budapest, dans l'usine d'armement Weiser, des prolétaires, interpellés par les premiers syndicalistes, découvrent la pensée de Rosa Luxemburg. Ce récit, qui recourt à des formes multiples, y compris à celle du scénario et du théâtre brechtien, rend également compte du malheur des soldats sur le front, et des exécutions. Bientôt, le Danube traîne ses cadavres entre Buda et Pest, la variole emporte les hommes. La révolte de 1918 dans la capitale laissera encore des morts sur le pavé. Et les conseils ouvriers naissent dans le sillage de la révolution allemande...

CHRISTOPHE GOBY

CINÉMA

**Les Règles du jeu**

de Claudine Borjes et Patrice Chagnard

Happiness Distribution, Paris, 106 min, sortie en salles le 7 janvier 2015.

C'est à Roubaix, dans une tour de la zone industrielle, que sont installés les bureaux d'Ingeus, opérateur privé payé par l'Etat pour aider des jeunes sans qualification à trouver un premier emploi. Claudine Borjes et Patrice Chagnard suivent au jour le jour quatre d'entre eux, signataires d'un contrat d'autonomie leur octroyant une bourse mensuelle de 300 euros à condition qu'ils se plient à un accompagnement personnalisé.

Au plus près de leur sujet, les deux cinéastes des *Arrivants* (2010) ne se permettent aucun commentaire – tout juste la distance d'un découpage du récit en chapitres, et un adoucissement des pratiques qu'ils décrivent grâce aux *Variations Goldberg*. Car le but ici n'est que de rendre « présentables » les jeunes pour d'éventuels entretiens destinés à décrocher des emplois précaires. Cet apprentissage des rituels à l'embauche, dispensé par un personnel qui semble s'investir sans cynisme dans sa « mission », constitue une nouvelle punition pour les pauvres. Lolita, à qui il est reproché l'absence d'un petit sourire lors d'un simulateur de rendez-vous, a une réponse imparable : « J'ai eu une vie pourrie. No sourire. »

PHILIPPE PERSON

TECHNOLOGIE

Des machines à influencer

QUAND le mathématicien américain Norbert Wiener (1894-1964) invente ce qu'il baptisera la « cybernétique » – un dérivé du grec *kubernētēs*, qui désigne le pilote, le gouvernail –, il veut s'attaquer au problème de la régulation des communications en général, et plus particulièrement aux messages entre l'homme et la machine, entre la machine et l'homme et entre la machine et la machine. Il semble ne rester de cette ambition qu'un préfixe en vogue, ce « cyber » qui, aujourd'hui, comme le précise le dictionnaire Larousse, « sert à former de très nombreux mots relatifs à l'utilisation du réseau Internet ». On l'accrole le plus souvent à des termes (criminalité, défense, stratégie, etc.) exprimant l'obsession sécuritaire de la « société de l'information ». La théorie élaborée par le savant s'est perdue dans le « réseau des réseaux », en partie conçu sur le lieu même de ses expérimentations, l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT)... Pour en comprendre les enjeux fondateurs, le retour aux sources s'impose.

Deux ouvrages viennent d'être publiés (1). Traduit pour la première fois en français, *La Cybernétique*, écrit en trois mois seulement (1948), est marqué par la seconde guerre mondiale qui venait de s'achever. Sans avoir participé à la conception de la bombe, Wiener contribue, au sein des laboratoires d'électronique du MIT, aux innovations en balistique anti-aérienne. Il en nourrit quelques remords par la suite, qui le conduisent à des sorties fracassantes, comme cette tribune célèbre, « A scientist rebels », parue dans *The Atlantic Monthly* (janvier 1947). Le concept-phare de sa théorie porte un nom connu : la rétroaction, en anglais *feedback*, c'est-à-dire la possibilité de commander un système « au moyen de la réintroduction, dans ce système, des résultats de son action ». Cette grille de lecture/écriture s'étend bien au-delà de l'objectif consistant à prévoir statistiquement la trajectoire d'un engin volant et à ajuster en fonction de celle-ci le tir du missile. Elle permet de formaliser un langage commun aux hommes et aux choses. On la retrouve nichée dans les pages Web personnalisées, dans les algorithmes des médias sociaux auxquels s'adosse l'industrie de la publicité. Il est impossible d'aborder tous les domaines où la *mathesis universalis* (méthode universelle) conçue par Wiener a des implications (2). Le philosophe et mathématicien Gottfried Wilhelm

Leibniz avait, au XVII<sup>e</sup> siècle, des ambitions semblables avec sa propre « caractéristique universelle », une écriture indépendante des langues. En toute logique, il est devenu un « saint patron pour la cybernétique ».

L'unité, le caractère de référence, explique Wiener, s'appelle ici information. Cet équivalent universel de tout signal, de tout message, devient calculable en bits (unité élémentaire de stockage d'information) à la même époque. Dès lors, peu importe qu'il soit traité par un cerveau ou un commutateur : dotée de langage et de mémoire, la machine accède à l'apprentissage et à la capacité de lutter contre l'entropie, une notion empruntée à la thermodynamique, qui désigne ici la tendance générale au désordre, à la dissipation d'information. En conséquence, « il n'y a pas de raison pour que les machines ne puissent pas ressembler aux êtres vivants dans la mesure où elles représentent des poches d'entropie décroissante dans un contexte où l'entropie tend à s'accroître ».

Le point de vue cybernétique est avant tout un choix méthodologique, valable jusqu'à un certain degré, et le professeur Wiener, fils de philologue, n'entend pas calquer la raison sur le ratio comptable. Au contraire, il redoute cette superposition, conscient que « la domination de la machine présuppose une société aux derniers stades de l'entropie croissante, où la probabilité est négligeable et où les différences statistiques entre individus sont nulles ». Si s'opposer au mouvement général de l'univers vers le chaos passe par l'invention de prothèses pour l'humanité (de l'usine automatique au poumon artificiel), c'est sans jamais dissocier cette recherche de la lutte contre l'ordre rigide, technocratique, qui manipule des individus indifférenciés. En veillant toujours, en somme, à « l'usage humain des êtres humains ».

THIBAUT HENNETON.

(1) Norbert Wiener, *La Cybernétique*, Seuil, Paris, 2014, 376 pages, 28 euros (1<sup>re</sup> éd. : 1948); et *Cybernétique et société. L'usage humain des êtres humains*, Seuil, 2014, 224 pages, 8 euros (1<sup>re</sup> éd. : 1950). Les citations proviennent de ces deux ouvrages.

(2) Cf. Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique*, C&F Editions, Caen, 2012, 427 pages, 32 euros. Lire aussi Philippe Rivière, « Allende, l'informatique et la révolution », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.

MUSIQUE

Révolutions rap

NÉE il y a quarante ans aux Etats-Unis, l'utopie rap, qui faisait fièrement claquer ses invectives comme des armes en direction de la Maison Blanche, a fini par rencontrer le quotidien de ses soldats. En 2014, le rap ne se lance plus dans les sermons messianiques, mais plie les grands discours aux dimensions d'une cité de banlieue. Un chemin dont témoignent la parution de *Je suis en vie* (1), le nouveau disque d'Akhenaton, jadis membre d'une formation historique du rap français (IAM), et les rééditions de deux disques américains majeurs.

En 1987, dans les quartiers new-yorkais du Bronx, de Staten ou du Queens, terreau de la misère, grandit une colère juvénile erratique, canalisée, faute de mieux, par un groupe de rap baptisé Public Enemy (PE). Attaquant tout et en tous sens, la révolte PE appelle la communauté noire à ne pas sombrer dans le destin qui lui est assigné – s'abrutir devant la télévision, consommer du crack et finir en prison. Le groupe prône tantôt le rêve séparatiste des nationalistes noirs, tantôt les visions complotistes de M. Louis Farrakhan et de sa Nation of Islam. Un discours amplifié par le Bomb Squad, l'équipe de production qui défie le solfège en écrasant des dizaines de sources sonores sous les harangues des rappers. Il n'y a plus de mélodies, plus de thèmes, plus de notes ; juste un empilage spasmodique de beats cinglants, de bruits d'usines et de stridences dont la somme, mise en boucle, répétée, affirme un catéchisme musical terrassant. Une approche radicale qu'explore le Français Bachir sur *The Bomb Squad* (2), consacré à la sémantique révolutionnaire du gang superpersonique.

L'Amérique est offusquée. Public Enemy cristallise une essence qui lui est alors incompréhensible. Ce sont des Noirs, mais ce ne sont pas des jazzmen – désormais acceptés. Ils sont armés jusqu'aux dents et défenestrent l'Oncle Sam dans des clips aux allures de guérilla urbaine. Le monde entier affiche sa défiance : lorsque le groupe débarque à Paris en 1989 pour brandir ses gros pistolets-mitrailleurs, les célèbres Uzi, sur la scène du Zénith, les forces de l'ordre ceinturent la salle. Mais le feu a déjà pris : parmi les disques les plus influents de l'histoire du rap, *It Takes a Nation of*

*Millions to Hold Us Back* (1988) puis *Fear of a Black Planet* (1990) (3) font figure de bible sonore et textuelle pour le genre, problématisant des thèmes et des discours qu'il va adopter comme un dogme. Le réalisateur Spike Lee le fait remarquablement entendre, en utilisant leur morceau *Fight the Power* dans son film *Do the Right Thing* (1989). Ce n'est pour l'essentiel que l'exclusion par le groupe d'un de ses membres pour propos anti-sémites qui affaiblira Public Enemy.

En France, son influence est majeure. Dès 1990, les productions de NTM, à Paris, ou d'IAM, à Marseille, font écho à sa colère. Akhenaton et Shurik'n, les voix du groupe marseillais, apostrophent sans ménagement le maire, le président de la République ou les stars américaines qui pillent la musique des Noirs – au même moment, Public Enemy s'en prend à Elvis. Parallèlement, ils célèbrent la « terre-mère Afrique ». Raillé par les médias, qui n'y voient qu'une mode, IAM gravera pourtant les premiers hits du rap français, enchaînant disques et tournées pendant vingt-cinq ans. Akhenaton, qui sort aujourd'hui son cinquième opus solo, a su transformer le combat et préciser le tir, livrant, disque après disque, une interprétation personnelle de cette rage, adaptant les préceptes du combat rap au quotidien singulier d'un enfant d'immigrés poussant de travers dans une cité marseillaise.

En 2014, lorsqu'il évoque son enfance en souvenirs précis, ses tristesses d'adulte en haïkus saisissants ou la défaite des grands frères face à des bambins déjà délinquants, le prisme est le même, mais le mot plus intime ; le parler aussi franc, mais le rêve plus petit. Une lente mutation a fait passer le rap des propos enflammés sur l'avenir, la liberté, l'injustice aux descriptions d'un ici et maintenant énoncé à la première personne...

THOMAS BLONDEAU.

(1) Akhenaton, *Je suis en vie*, Def Jam, 2014, 19 euros.  
(2) Bachir, *The Bomb Squad. The Only Mixtape*, Rayon du fond, 2014, 10 euros.  
(3) Public Enemy, *It Takes a Nation of Millions to Hold Us Back*, Def Jam, 2014, 18 euros (CD et DVD) ; *Fear of a Black Planet*, Def Jam, 2014, 13 euros.

DANS LES REVUES

▣ **SURVIVAL.** La notion de guerre hybride revisitée au prisme du conflit armé en Ukraine. Un dossier sur les conséquences régionales de la guerre en Syrie et les menaces que le djihadisme fait peser sur la stabilité de la zone. (Vol. 56, n° 6, décembre-janvier, bimestriel, abonnement un an : 165 euros. – Routledge Journals, 4, Park Square, Abingdon, OX14 4RN, Royaume-Uni.)

▣ **INTERNATIONAL AFFAIRS.** Un ensemble sur la Russie et la guerre de Crimée ; une réflexion sur l'ambiguïté de la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée en novembre 1967 et qui sert de base aux négociations israélo-arabes. (Vol. 90, n° 6, novembre, bimestriel, abonnement un an en Europe : 122 euros. – Chatham House, 10 St James's Square, Londres, SW1Y 4LE, Royaume-Uni.)

▣ **MOTHER JONES.** Comment les avocats des personnes accusées de viol exploitent les failles de la loi pour disculper leurs clients ; des chercheurs tentent d'expliquer scientifiquement le racisme ; dans le sud-ouest des Etats-Unis, la « fièvre de la vallée » frappe plus de vingt mille personnes par an. (Vol. 40, n° 1, janvier-février, bimestriel, 3 dollars. – 222 Sutter Street, suite 600, San Francisco, CA 94108, Etats-Unis.)

▣ **LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE.** Le traité sur le commerce des armes, le traité de non-prolifération nucléaire : comment penser le désarmement du monde ? Un dossier fouillé, avec notamment un texte sur l'interdiction des « robots tueurs ». (N° 96, hiver, trimestriel, 20 euros. – Armand Colin, Paris.)

▣ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** Un dossier aussi fourni que critique aborde les divers aspects de la diplomatie française (politique monétaire, militaire, Allemagne, finances, Afrique, Europe, Proche-Orient, islam). Egalement au sommaire, la politique étrangère des Etats-Unis face aux « Etats voyous ». (N° 100, juillet-septembre, trimestriel, 15 euros. – 6, avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris Cedex 19.)

▣ **NEW LEFT REVIEW.** Les méprises historiques des études postcoloniales et de leur représentation homogène de l'« Occident » ; l'analyse des résultats du référendum sur l'indépendance écossaise ; la Chine et l'exploitation du cuivre de Zambie. (N° 89, septembre-octobre, bimestriel, 10 euros. – 6 Meard Street, Londres, W1F 0EG, Royaume-Uni.)

▣ **THE AMERICAN INTEREST.** Les nouveaux territoires des guerres contre la drogue ; les leçons que les Etats-Unis pourraient tirer des systèmes de santé étrangers ; les hommes politiques devraient-ils lire *Le Petit Prince* aussi souvent que *Le Prince* ? (Vol. X, n° 2, novembre-décembre, bimestriel, 11,99 dollars. – PO Box 15115, North Hollywood, CA 91615, Etats-Unis.)

▣ **SOCIALIST REVIEW.** Analysant la montée en puissance de Syriza, en Grèce, et de Podemos, en Espagne, la revue s'inquiète de discours dans lesquels ne figure pas, selon elle, le nom du véritable ennemi : le système capitaliste. (N° 392, juin, mensuel, 3 livres sterling. – PO Box 42184, Londres, SW8 2WD, Royaume-Uni.)

▣ **NOUVELLES D'ARMÉNIE.** A l'occasion du centenaire, un dossier sur l'implication des dirigeants turcs dans le génocide de 1915. Une analyse de l'entrée de l'Arménie dans l'Union eurasiatique et des nouvelles de la contestation du pouvoir à Erevan. (N° 213, décembre, mensuel, 6,50 euros. – 20, rue de Patay, 75013 Paris.)

▣ **REVUE DES MONDES MUSULMANS ET DE LA MÉDITERRANÉE.** Une étude sur l'école musulmane algérienne d'Ibn Badis dans les années 1930 accompagne un dossier sur les calendriers et les rythmes sociaux dans le monde musulman. (N° 136, novembre, semestriel, 27 euros. – Presses universitaires de Provence, 29, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 1.)

▣ **NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES.** Histoire et actualité des féminismes au Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) : critique du « féminisme d'Etat » mené au lendemain de la décolonisation, rapports aux organisations de gauche et à l'islam. (Vol. 33, n° 2, novembre, semestriel, 25 euros. – Antipodes, Lausanne, Suisse.)

▣ **POINTS CRITIQUES.** Une priorité absolue : la reconnaissance de l'Etat de Palestine. (N° 351, décembre, mensuel, 2 euros. – 61, rue de la Victoire, 1060 Bruxelles, Belgique.)

▣ **INFORMATIONS SOCIALES.** La « Chine des questions sociales ». Les dépenses de protection sociale sont passées de 4 % du produit intérieur brut dans les années 1990 à 10 % aujourd'hui. Sont également abordées les questions de l'urbanisation, des inégalités... (N° 185, septembre-octobre, bimestriel, 6,50 euros. – 32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris Cedex 14.)

▣ **REVUE DES DEUX MONDES.** On passera sur la énième prévision d'un effondrement de la Chine pour retenir la vision de l'avenir du philosophe Zhao Tingyang ou la réflexion sur l'Etat de droit de Wang Zhenmin. (N° 12, décembre, mensuel, 15 euros. – 97, rue de Lille, 75007 Paris.)

▣ **POLITIQUE AFRICAINE.** Mêlant histoire, sociologie et fiction, plusieurs contributions soulignent la nostalgie de certains Africains pour la période coloniale, perçue comme prospère et stable. Elles montrent également les enjeux politiques de la mémoire et soulignent l'impatience sociale des populations du continent noir. (N° 135, octobre, trimestriel, 19 euros. – Karthala, Paris.)

## HISTOIRE

## « Le nègre docile est un mythe »

Qui, en Europe, connaît C. L. R. James ? Engagé dès les années 1930 dans les luttes anticoloniales, il fut aussi un militant socialiste. Au croisement des questions raciales et sociales, son œuvre explore en profondeur une dimension que nombre d'intellectuels semblent découvrir depuis peu.

PAR MATTHIEU RENAULT \*

OCTOBRE 1935. L'Italie de Benito Mussolini envahit l'Éthiopie. A Londres, un groupe de migrants caribéens et africains se mobilise et fonde une organisation, l'International African Friends of Abyssinia, laquelle cède bientôt la place à l'International African Service Bureau, qui milite contre l'impérialisme européen en Afrique. Et publie un journal, *International African Opinion*, dont le rédacteur en chef, Cyril Lionel Robert James, originaire de l'île de la Trinité, est par ailleurs une figure montante du mouvement trotskiste britannique. Se remémorant ces années, il écrit en 1976 : « Nous étions en contact étroit avec les membres de la gauche du Parti travailliste et d'autres organisations de gauche (...). Ils venaient à nos réunions. Nous allions aux leurs (1). » Dix ans plus tard, il se confie à nouveau dans un entretien : « J'allais parler pour le mouvement trotskiste, puis je marchais une centaine de mètres vers l'endroit où le mouvement noir se réunissait. Il y avait toujours des plaisanteries à ce propos, j'y étais habitué (2). »

On pense parfois que les mouvements militants « blancs » ne se confrontent que depuis quelques décennies aux revendications de minorités immigrées ou postcoloniales, qui demandent l'intégration de leur cause au nombre des priorités politiques des organisations de gauche et d'extrême gauche, exigent de parler en leur nom propre et défendent leur autonomie. Il suffit pourtant de se reporter aux grands épisodes révolutionnaires des siècles passés pour voir qu'il n'en est rien : la Révolution française trouva son prolongement dans la révolte des esclaves de Saint-Domingue, qui aboutit à l'indépendance d'Haïti en 1804 ; la guerre civile américaine, cette « seconde révolution », fut étroitement liée non seulement à la lutte pour l'abolition de l'esclavage, mais aussi au mouvement des esclaves eux-mêmes pour leur liberté, comme l'a montré le sociologue William Edward Burghardt Du Bois dans *Black Reconstruction* ; la révolution de 1917, enfin, s'accompagna d'une « révolution coloniale » aux marges de l'Empire russe (3).

Théoricien anticolonial et militant de la libération de l'Afrique, penseur marxiste de premier plan et acteur des luttes ouvrières en Europe comme aux États-Unis, James est une figure centrale de cette histoire révolutionnaire proprement mondiale. Intellectuel hétérodoxe, il fut aussi un grand amateur et spécialiste du cricket.

En 1938, il publie *Les Jacobins noirs*, une histoire de la révolution haïtienne. S'il affirme que cette dernière est rendue possible par l'explosion préalable des énergies et des idées révolutionnaires dans la métropole, il n'en fait nullement un simple appendice de la Révolution française. D'une part, elle en marque l'approfondissement par distension radicale des idéaux de liberté au-delà des frontières de l'Europe. D'autre part, le système esclavagiste préfigure, en miniature, la transformation des rapports de classe à l'échelle mondiale et annonce les révolutions à venir : les esclaves « vivaient et travaillaient par groupes de plusieurs centaines dans les grandes manufactures sucrières et se rapprochaient par là du prolétariat moderne, beaucoup plus que toutes les autres catégories d'ouvriers de cette époque (4) ». Ce n'est donc pas tant sur le modèle de la diffusion des idées révolutionnaires du centre à la périphérie qu'il faut concevoir les relations entre ces « deux » révolutions que sur celui du branchement, du passage entre des luttes enchevêtrées mais néanmoins autonomes l'une à l'égard de l'autre. Chez James, comme l'écrit l'intellectuel Edward Said, « les événements de France et d'Haïti s'entrecroisent et se répondent comme des voix dans une fugue (5) ».

James prolonge cette thèse de la combinaison et de l'intensification mutuelle des luttes à propos de

\* Chercheur à l'université Paris-XIII Nord (Sorbonne-Paris-Cité), auteur de *L'Amérique de John Locke. L'expansion coloniale de la philosophie européenne*, Editions Amsterdam, Paris, 2014.



PETRUS PAULUS RUBENS. - « Quatre Etudes de la tête d'un nègre », vers 1630

la « question noire » aux États-Unis, qu'il s'attache à (ré)inscrire dans une histoire transnationale des révoltes panafricaines : « *L'histoire révolutionnaire des nègres est riche, stimulante et méconnue. (...) Le nègre docile est un mythe.* » Or les luttes noires passées éclairent la nature de leur combat présent. Elles révèlent que la participation des Noirs américains à la révolution socialiste a pour condition, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la préservation de l'autonomie de leurs revendications, « l'approfondissement et l'élargissement de leurs luttes indépendantes (6) ».

D'un point de vue théorique et stratégique, un tel branchement des luttes repose sur un processus non pas d'application, ni même d'adaptation des idées et pratiques à des contextes particuliers, mais de traduction. James l'affirme en premier lieu à propos de l'exportation du marxisme aux États-Unis : « *Pour bolcheviser l'Amérique, il est nécessaire d'américaniser le bolchevisme* », de « *la traduire dans des termes américains* » comme Lénine a su le faire en Russie, lui qui fut aussi « *le plus grand internationaliste de son temps* » (7). Loin d'être la négation de l'universalité des principes du marxisme, une telle traduction-nationalisation rend possible un internationalisme digne de ce nom.

Quoique l'on ait affaire ici à une traduction « intra-occidentale », James situe lui-même l'origine de son attention aux différences historiques et culturelles dans son expérience coloniale : sa condition de sujet de l'Empire britannique. Il mobilise en outre ce schéma de la traduction pour penser les luttes d'indépendance en Afrique et dans les Caraïbes, affirmant ainsi du dirigeant indépendantiste ghanéen Kwame Nkrumah qu'il « *a pris tout ce qu'il avait absorbé durant les années qu'il avait passées en Europe et en Amérique et l'a traduit dans les termes de la Côte-de-l'Or [ancien nom du Ghana] et de la lutte pour la liberté en Afrique* » (8). A la fin des années 1950 à la Trinité, James, alors rédacteur en chef de *The Nation*, l'organe du People's National Movement, s'efforce à son tour de traduire les thèmes marxistes-socialistes dans un idiome local en les mettant à l'épreuve de traditions culturelles populaires telles que le carnaval, le calypso ou le cricket. Il développe un « populisme marxien » qui fait écho à ce qu'Antonio Gramsci, lui-même théoricien de la « *traductibilité des langages scientifiques et philosophiques* », avait désigné à travers le concept de « *national-populaire* ».

DURANT son premier séjour aux États-Unis (1938-1953) et en rupture avec le mouvement trotskiste, James s'était livré à une critique de plus en plus virulente du modèle du parti d'avant-garde en défendant le principe de l'autoémancipation des masses ouvrières, leur capacité à parler et à agir en leur nom propre. Ces thèses culminent dans un essai publié en 1958 et cosigné par Cornelius Castoriadis, *Facing Reality*, qui fait l'éloge des conseils ouvriers de la révolution hongroise de 1956 en lutte contre l'ordre imposé par Moscou. Il semblerait toutefois qu'aux yeux de James cette conception de l'émancipation ne vaille que pour l'Europe. Dans le cas des pays anciennement colonisés, il continue d'accorder un rôle prépondérant aux « grands hommes » (Nkrumah au Ghana, Eric Williams à la Trinité, Julius Nyerere en Tanzanie, etc.) ; il insiste sur les tâches fondamentales qui incombent aux partis nationaux pour que l'indépendance ne soit pas un vain mot et s'engage lui-même dans la « *politique de parti* » à la Trinité. Enfin, il produit une représentation différentielle de la révolution socialiste et des luttes anticoloniales

reposant sur la dichotomie entre pays avancés et pays arriérés (sous-développés).

Pourtant, James n'en contribue pas moins à subvertir ce clivage. Prolongeant la thèse trotskiste du développement inégal et combiné, il développe une conception du « bond » (*leap*) révolutionnaire, de la mutation soudaine de l'arriération économique et politique en avant-gardisme. N'est-ce pas dans une « France arriérée » qu'a eu lieu la Révolution française ? N'est-ce pas la « Russie arriérée » qui a produit « *la grande littérature russe (...) et le bolchevisme* » (9) ? James, qui compare fréquemment la situation des nations africaines et antillaises au lendemain des indépendances à celle de la Russie du début du XX<sup>e</sup> siècle, déclare que ce n'est pas parce qu'une société est arriérée que les mouvements de révolte qui en émergent le sont eux aussi. Le contraire est possible, ainsi que le prouve le cas du Ghana, qui, après la seconde guerre mondiale, s'est « *propulsé* » à l'avant-garde des luttes d'émancipation, non seulement en Afrique, mais à l'échelle mondiale : « *Il n'y avait rien d'arriéré dans la révolution ghanéenne. C'était une révolution de notre temps. L'arriéré, le barbare et l'ignorant, du point de vue politique, siégeaient au bureau colonial et dans l'administration coloniale.* » Comme dans toute révolution digne de ce nom, ce sont les masses qui, au Ghana, ont ouvert la voie : « *Le processus révolutionnaire est avant tout le processus à travers lequel le peuple se trouve lui-même* » (10). Penser l'hétérogénéité des révolutions socialiste et anticoloniale ne signifie donc pas pour James placer entre elles une barrière infranchissable. Il s'agit au contraire de déterminer dans quelles conditions peut s'opérer l'union des luttes ouvrières et des nations opprimées sans laquelle la fin de l'impérialisme est condamnée à demeurer un vœu pieux.

James meurt en mai 1989 à Londres. Encore largement méconnue en France, son œuvre est une référence de la pensée critique anglophone. Son héritage se scinde toutefois en deux courants à bien des égards antagoniques : le premier relève de la théorie marxiste et met l'accent sur l'unité et la radicalité de la théorie jamesienne de la révolution ; le second, issu des *cultural* et *postcolonial studies*, insiste sur l'irréductible multiplicité des formes de résistance des classes, nations et races « *subalternes* » en Occident et hors d'Occident. Si cette tension puise ses racines dans la pensée de James lui-même, elle ne se fige jamais chez lui en opposition binaire, mais constitue un problème ouvert et un défi de première importance. A l'heure où, en France et ailleurs, les forces progressistes éprouvent les plus grandes difficultés à repenser leur antiracisme et leur anti-impérialisme, ce défi reste à relever.

(1) C. L. R. James, « George Padmore : Black marxist revolutionary », dans *At the Rendezvous of Victory: Selected Writings*, Allison & Busby, Londres, 1984. Sauf mention contraire, les notes renvoient à des textes de James.

(2) « CLR James and British Trotskyism », www.marxists.org, consulté le 14 novembre 2014.

(3) Lire Alain Gresh, « Dans le tiers-monde, une autre logique », *Le Monde diplomatique*, mai 2012, et Bernard Féron, « Lénine, Staline et la nation », dans « Russie, le retour », *Manière de voir*, n° 138, décembre 2014 - janvier 2015, en kiosques.

(4) *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, Editions Amsterdam, Paris, 2008.

(5) Edward W. Said, *Culture et impérialisme*, Fayard - *Le Monde diplomatique*, Paris, 2000.

(6) *Sur la question noire*, Syllepse, Paris, 2012.

(7) « The Americanization of Bolshevism » (1944), dans *American Civilization*, Blackwell Publishers, Cambridge et Oxford, 1993.

(8) *Nkrumah and the Ghana Revolution*, Allison & Busby, Londres, 1977.

(9) *Notes on Dialectics: Hegel, Marx, Lenin*, Allison & Busby, 1980.

(10) *Nkrumah and the Ghana Revolution*, op. cit.

## DANS LES REVUES

❑ **LES TEMPS MODERNES.** Vingt ans après le génocide des Tutsis du Rwanda, la justice fait péniblement son travail. En France, les médias ont contribué à obscurcir les faits. (N° 57, novembre, semestriel, 13,50 euros. - 4, rue Férou, 75006 Paris.)

❑ **HOMMES & MIGRATIONS.** L'immigration vers l'Europe et l'Amérique du Nord des Africains qualifiés : de moins en moins accueillante, la France est délaissée au profit du Canada. Comment les sociétés du continent accueillent-elles leurs enfants prodiges lorsqu'ils rentrent au pays ? (N° 1307, juillet-septembre, trimestriel, 12 euros. - Musée de l'histoire de l'immigration, 293, avenue Dausmesnil, 75012 Paris.)

❑ **LA REVUE NOUVELLE.** En marge du dossier consacré à la situation des jeunes en Belgique, un article sur le virus Ebola, « *une épidémie qui ne doit rien au hasard* », et un autre sur les effets du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse. (Novembre-décembre, dix numéros par an, 10 euros. - Rue du Marteau 19, 1000 Bruxelles, Belgique.)

❑ **JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES.** Un article éclairant sur l'obésité à Tonga, qui souligne combien les représentations esthétiques peuvent entrer en conflit avec les pratiques culturelles, notamment alimentaires. Un « éloge de la futilité » examinant le sens de la production de Marcel Duchamp. (N° 138-139, bisannuel, 22 euros. - 18-20, rue Robert-Schuman, 94227 Charenton-le-Pont Cedex.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.** Une analyse statistique portant sur vingt pays et quatre décennies montre ce que les autorités économiques s'acharnent à nier : « *La modulation salariale et la diminution de la part du travail dans le revenu national réduisent la croissance de la productivité du travail.* » (Vol. 153, n° 3, septembre, trimestriel, sur abonnement. - Bureau international du travail, 4, route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse.)

❑ **PROJET.** Mettre la finance au service de la société ? Après une critique de la financiarisation de l'économie, les auteurs réfléchissent à des « investissements socialement responsables », analysent les nouveaux circuits de l'épargne et plongent dans les contradictions de l'activisme actionnarial. (N° 343, décembre, bimestriel, 12 euros. - 4, rue de la Croix-Faron, 93217 La Plaine Saint-Denis.)

❑ **POLITIX.** Comment les dominants contestent-ils ? Plusieurs enquêtes sur les mobilisations conservatrices, notamment chez les militants traditionalistes de Civitas. (N° 106, novembre, trimestriel, sur abonnement. - De Boeck, Bruxelles.)

❑ **CRITIQUE.** Martin Heidegger était-il antisémite ? Son adhésion au nazisme fut-elle passagère ? La publication en mars dernier de ses *Cahiers noirs* a relancé le débat. La lecture même de l'œuvre et sa réception, en particulier entre 1960 et 1980, sont « *rétroactivement* » interrogées. (N° 811, décembre, mensuel, 11,50 euros. - 7, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris.)

❑ **POLITIQUE.** Un long récit de la chute du mur de Berlin par Jean-Marie Chauvier. Contributions sur l'avenir de l'écologie politique et réflexions sur l'échec du parti belge Ecolo et sa difficulté à répondre aux urgences sociales. (N° 87, novembre-décembre, bimestriel, 9 euros. - Rue du Faucon 9, B-1000 Bruxelles, Belgique.)

❑ **LA DÉCROISSANCE.** Quel est le coût psychologique du matérialisme ? un portrait de Serge Moscovici, père de l'écologie politique. (Décembre, mensuel, 4,50 euros. - 52, rue Crillon, BP 36006, 69411 Lyon Cedex 06.)

❑ **LA GAZETTE NUCLÉAIRE.** Au moins cent quarante mille personnes ont dû être relogées à la suite de la catastrophe de Fukushima. Le numéro revient sur la gestion des flux migratoires dans un contexte de désastre et comment elle fut dictée par la décision politique de poursuivre et de développer ce type d'énergie. (N° 274, décembre, trimestriel, 5 euros. - GSIEN, 2, allée François-Villon, 91400 Orsay.)

❑ **CAMPAGNES SOLIDAIRES.** Penser global, manger local ! Un dossier sur l'alimentation présentant la qualité d'un produit comme la conséquence de son mode de production, avec des exemples de relocalisation et de circuits courts originaux. (N° 300, novembre, mensuel, 5,50 euros. - 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet.)

❑ **MOUVEMENT.** La revue culturelle s'entretient avec le cinéaste Werner Herzog, marche dans les pas de l'écrivain Malcom Lowry à Cuernavaca (Mexique), cadre de son chef-d'œuvre *Au-dessous du volcan* (1947), et revient sur l'histoire de la scène musicale underground grecque. (N° 75, janvier-février, bimestriel, 5,90 euros. - 248, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.)

❑ **LE MONDE LIBERTAIRE.** La marchandisation du monde : urbanisme, corps humain - et, plus particulièrement, féminin -, culture et art, données personnelles, sécurité, temps de l'enfant, santé... et, aussi, quelques expériences de gratuité. (N° 58, novembre-décembre, hors-série, 5 euros. - 145, rue Amelot, 75011 Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : [www.monde-diplomatique.fr/revues](http://www.monde-diplomatique.fr/revues)

GOOGLE ET L'IMPÉRIALISME LINGUISTIQUE

# Il pleut des chats et des chiens

PAR FRÉDÉRIC KAPLAN ET DANA KIANFAR \*

AU début du mois de décembre dernier, quiconque demandait à Google Traduction l'équivalent italien de l'expression « Cette fille est jolie » obtenait une proposition étrange : *Questa ragazza è abbastanza*, littéralement « Cette fille est assez ». La beauté s'était *lost in translation* – perdue en cours de traduction. Comment un des traducteurs automatiques les plus performants du monde, fort d'un capital linguistique unique constitué de milliards de phrases, peut-il commettre une erreur aussi grossière ? La réponse est simple : il passe par l'anglais. « Jolie » peut se traduire par *pretty*, qui signifie à la fois « joli » et « assez ». Le second sens correspond à l'italien *abbastanza*.

Ce principe connu, il devient aisé de produire des phrases insolites et souvent amusantes. « Je pense que vous avez un président magnifique » devient *Penso che tu abbia una bella sedia*, c'est-à-dire : « Je pense que tu as une jolie chaise », car « président » peut se traduire par *chair* en anglais. L'usage de l'anglais comme pivot conduit parfois à des contresens. *Hai fatto un compito terrificante*, c'est-à-dire « Tu as fait un devoir terriblement mauvais », se traduit dans Google par « Vous avez fait un travail formidable » par l'entremise de l'anglais *terrific* ; l'expression idiomatique « Il pleut des cordes » se transforme en un très poétique *Piove gatti e cani* – il pleut des chats et des chiens. Cette traduction de *It's raining cats and dogs* s'avère incompréhensible pour un Italien.

Pour élaborer un traducteur automatique, il faut disposer de grands corpus de textes identiques traduits d'une langue à l'autre. Entreprise américaine, Google a logiquement construit son outil sur des paires textuelles utilisant presque toujours l'anglais comme langue pivot. Pour aller du français vers l'italien, il faut ainsi, « par construction », passer par une traduction anglaise intermédiaire. Ce processus engendre un biais linguistique important. Le français et l'italien sont des langues relativement proches. En comparaison, l'anglais est une langue particulière, compacte, riche en formules idiomatiques. Une mauvaise compréhension du contexte ouvre la voie à de nombreuses erreurs. Projeter une expression vers l'espace anglophone puis la renvoyer vers une langue cible induit des innovations linguistiques involontaires.

Les bizarreries produites par les traducteurs automatiques peuvent sembler anecdotiques. La traduction en général et la traduction automatique en particulier

\* Respectivement directeur et doctorant du laboratoire Digital Humanities de l'École polytechnique fédérale de Lausanne.

posent des problèmes notoirement difficiles. Dans ces conditions, comment s'étonner que les machines se trompent ? Leurs erreurs présentent d'ailleurs un intérêt ; elles nous font réfléchir aux spécificités de chaque langue. Et puis, à terme, le développement de corpus bilingues évitant l'entremise de l'anglais tout comme les corrections effectuées par les internautes eux-mêmes devraient améliorer les traductions. Peut-être les fautes mentionnées dans cet article sont-elles déjà corrigées au moment où, selon la formule consacrée, nous mettons sous presse – une locution que Google traduit en espagnol par *vamos a presionar* : « nous allons appuyer ». Faut-il alors vraiment s'inquiéter du phénomène ?

Pour comprendre les effets réels de l'anglais comme langue pivot, il faut replacer la traduction automatique dans le contexte plus large des textes faisant appel aux algorithmes sur Internet. Ces programmes informatiques engendrent non seulement des innovations linguistiques dans le contexte de traductions robotisées, mais sont également utilisés pour rédiger automatiquement des articles de presse, corriger syntaxiquement et sémantiquement le contenu des pages Wikipédia, produire des messages publicitaires ciblés ou optimiser le contenu d'une page Web pour faciliter son indexation par les moteurs de recherche.

Dès lors, comment distinguer les ressources linguistiques primaires, produites par des humains sans médiation algorithmique (conversations écrites, contenus de livres numérisés, etc.), des ressources linguistiques secondaires, qui découlent de transformations algorithmiques de ressources primaires ?

Avec la généralisation de l'autocomplétion dans beaucoup d'interfaces de saisie – l'utilisateur tape un début d'expression, et un programme complète automatiquement la phrase –, les algorithmes sont devenus des intermédiaires presque systématiques quand nous écrivons en ligne. Dans bien des cas, nous cessons de saisir nos textes lettre par lettre ou mot à mot : nous nous contentons de choisir parmi plusieurs prolongations possibles proposées par des algorithmes. Cette forme d'écriture allie rapidité et efficacité, en particulier lorsqu'on utilise le clavier réduit d'un téléphone portable. Dans ce nouveau cadre, rédiger consiste juste à choisir agilement un chemin dans l'arborescence des expressions prédictibles. D'ici quelques années, il sera sans doute difficile de trouver une interface qui n'utilise pas cette technologie.

JAN GRONEBERG. – « Just One Word » (Juste un mot), 2006



BRIDGEMAN IMAGES

Comme les autres ressources secondaires, les textes produits algorithmiquement par des traducteurs automatiques ne sont pas nécessairement identifiés ou labellisés comme tels. Ils se présentent au contraire souvent comme des ressources primaires, naturelles, que des lecteurs peuvent éventuellement prendre pour modèle. Un internaute dont l'italien n'est pas la langue maternelle n'a aucune raison de juger fautive l'expression *Piove gatti e cani*. La remarque vaut a fortiori pour les algorithmes qui passent au crible la structure de la langue dans le but de produire artificiellement de nouveaux textes. Un algorithme cherchant une source primaire pour optimiser ses capacités de traduction peut utiliser par mégarde un texte produit par un autre algorithme, comportant faux sens et faux amis.

LA généralisation sur Internet de ressources « polluées » par les automates menace l'ensemble d'un édifice technologique qui privilégie la quantité massive de données sur le contrôle systématique de leur qualité. On trouve déjà de nombreux exemples d'expressions étranges sur le Web. Sur la boutique en ligne où Apple vend ses logiciels (Apple Store), on lit par exemple ces commentaires à propos d'une application qui permet de taper des messages tout en marchant... « *Intuitif à utiliser, des beaux résultats et à nouveau de bonne humeur. Merci qui a fait la ! c'est vraiment cool et recommande* ». Plus loin, un autre commentaire partage visiblement certaines bizarreries de langage avec le premier : « *Il m'aide à introduire le texte horizontale et verticale, envoyer des messages SMS, envoyer d'e-mail, envoyer des messages sur Twitter et Facebook... assez amusant, je vous remercie !* »

Ces phrases qui incorporent les tournures bizarres des algorithmes peuvent dans un second temps servir de modèles à des services de médiation textuelle qui proposent par exemple d'autocompléter l'expression que vous êtes en train de taper. Il n'est pas impensable que, dans quelque temps, un Italien commençant une phrase par *Piove...* se voie proposer la continuation *Piove gatti e cani*, une expression qui n'a probable-

ment jamais été prononcée ni écrite dans toute l'histoire de la langue italienne.

Le pivot linguistique anglais participe ainsi potentiellement à un phénomène de créolisation : la formation d'une langue nouvelle fondée sur la transformation par l'usage d'autres langues plus anciennes, phénomène bien connu des linguistes. Actuellement, les modifications introduites par la médiation algorithmique constituent une sorte de sabir, langue de contact, potentiellement éphémère, entre deux systèmes linguistiques. Mais, alors qu'une nouvelle génération est exposée à ces expressions transformées, les innovations risquent de se régulariser sous la forme d'une langue cohérente et autonome, un créole. Une évolution que pourrait accélérer la médiation des nouvelles interfaces de saisie, prothèses linguistiques intimes susceptibles d'influencer fortement les formes expressives futures.

L'impérialisme linguistique de l'anglais produit donc des effets beaucoup plus subtils que ne le laissent penser les approches centrées sur la « guerre des langues ». Le fait de pivoter par un seul idiome conduit à introduire dans tous les autres des logiques langagières propres et donc, insensiblement, des modes de pensée spécifiques. Ce phénomène pourrait aussi participer à une transformation linguistique globale dans laquelle les algorithmes jouent un rôle-clé. Si l'anglais fonctionne comme charnière pour les langues européennes, d'autres langues occupent sans doute la même position dans d'autres bassins linguistiques (le hindi par exemple). Un réseau de chaînes de traduction fonctionnant par référence à plusieurs idiomes intermédiaires se met ainsi en place à l'échelle mondiale.

Qui, dans cinq ans, produira encore des ressources primaires pures, écrites sans entremise algorithmique ? Combien de temps attendrons-nous avant que les premières innovations algorithmiques soient perçues comme des formes naturelles ? Ces écritures hybrides appellent une étude attentive. Et peut-être le développement d'une nouvelle linguistique qui utilisera massivement les algorithmes pour mieux comprendre et surveiller les effets des algorithmes...

## SOMMAIRE

**PAGE 2 :**  
L'Etat souhaite une bonne année au « Monde diplomatique ». – Alice et la liberté du regard, par **SOLANGE BRAND**. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

**PAGE 3 :**  
Prisonniers de la mobilité, par **SIMON BORJA**, **GUILLAUME COURTY** et **THIERRY RAMADIER**.

**PAGES 4 ET 5 :**  
A Cuba, vers la fin du plus long embargo de l'histoire, par **SALIM LAMRANI**. – Pour les Afro-Américains, amer bilan d'une présidence noire, par **DESMOND KING**.

**PAGES 6 ET 7 :**  
Le splendide isolement de la Turquie, par **WENDY KRISTIANASEN**. – Réveil de la communauté rom, par **MARIE CHAMBRIAL** et **ERWAN MANAC'H**. – Un ancrage ancien (**M. C.** et **E. M.**).

**PAGE 8 :**  
Immigration choisie à la japonaise, par **MARC HUMBERT**.

**PAGE 9 :**  
Suzuki défié par la jeunesse ouvrière indienne, par **NAÏKÉ DESQUESNES**.

**PAGE 10 :**  
L'Australie séduite par la Chine, par **OLIVIER ZAJEC**.

**PAGE 11 :**  
Gestion du flux, une nouvelle de **MUSTAPHA BELHOCINE**.

**PAGES 12 ET 13 :**  
Le Cameroun sous la menace de Boko Haram, par **RODRIGUE NANA NGASSAM**. – Arbitraires sanctions internationales, du Soudan à la Russie, par **JÉRÔME TUBIANA** et **CLAUDIO GRAMIZZI**.

**PAGES 14 ET 15 :**  
Les dessous de l'industrie pharmaceutique, suite de l'article de **QUENTIN RAVELLI**. – L'autre cauchemar de Darwin (**Q. R.**).

**PAGE 16 :**  
Fous à délier, par **MATHILDE GOANEC**. – Les dernières prisons asilaires (**M. G.**).

**PAGES 17 À 22 :**  
DOSSIER : PRENDRE PARTI ? – Comment un appareil s'éloigne de sa base, par **JULIAN MISCHI**. – La résistible dérive oligarchique, par **ANTOINE SCHWARTZ**. – A l'école des militants, par **ALLAN POPELARD**. – Des « communicants » à la rescousse (**A. P.**). – Le retour des Camelots (**A. P.**). – Podemos, le parti qui bouscule l'Espagne, suite de l'article de **RENAUD LAMBERT**.

**PAGE 23 :**  
Privés de vie privée, par **JÉRÔME THOREL**.

**PAGES 24 À 26 :**  
LES LIVRES DU MOIS : « Mr Gwyn », d'Alessandro Baricco, par **DAVID COMEILLAS**. – « Dernier Requiem pour les Innocents », d'Andrew Miller, par **NICOLAS MELAN**. – Sortir de la « guerre contre la drogue », par **MAURICE LEMOINE**. – Radiographie du fascisme italien, par **CHRISTOPHE VENTURA**. – L'amitié comme poème, par **MARINA DA SILVA**. – Des machines à influencer, par **THIBAUT HENNETON**. – Révolutions rap, par **THOMAS BLONDEAU**. – Dans les revues.

**PAGE 27 :**  
« Le nègre docile est un mythe », par **MATTHIEU RENAULT**.